● « THE X-FILES », FASCINATIONS POUR UN NOUVEAU MYSTICISME – Page 18

N° 521 - 44e année AOÛT 1997

LE MONDE diplomatique

28 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM Antill./Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 150 FB Canada : 4,95 $C Espagne : 550 PTA Etats-Unis : 4,50 $US G.-B. : 2,90 £ Grèce : 1 100 DR Italie : 7 000 lires Luxembourg : 150 FL Maroc : 30 DH Portugal (Cont.) : 730 PTE Réunion : 26 F Sénégal : 2 200 F CFA Suisse : 6 FS Tunisie : 3,8 din.

Abonnements : voir tarif page 23

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Une nouvelle inédite de Didier Daeninckx (Page 19)

Pays basque

Par IGNACIO RAMONET

CINQ millions. Ils étaient 5 millions, les manifestants, dans les rues des villes d'Espagne, le 14 juillet, pour exprimer leur colère contre l'assassinat d'un fils du peuple de vingt-neuf ans, Miguel Angel Blanco.

Jamais, dans l'histoire tragique de ce pays, 5 millions de citoyens n'avaient ainsi manifesté pour des motifs politiques. Ni en 1931, lors de la proclamation de la Seconde République ; ni en 1978, à l'occasion de l'adoption de la Constitution démocratique ; ni en 1981, après l'échec du putsch du colonel Tejero.

Pourquoi cette fois ? Parce que ce meurtre était le huit centième commis par l'organisation séparatiste basque ETA (« Pays basque et liberté ») et qu'il atteignait le point culminant d'un crescendo orchestré en trois temps et diffusé en direct par la télévision.

Premier temps. Le 1er juillet, M. Cosme Delclaux, enlevé depuis 232 jours par ETA, est libéré contre une rançon de 60 millions de francs.

Deuxième temps. Le même jour, la police retrouve, dans un « trou » de 2 mètres sur 3 creusé sous une usine, M. José Antonio Ortega Lara, gardien de prison, séquestré depuis 532 jours par ETA pour faire pression sur Madrid et obtenir que les détenus de cette organisation (environ 600) soient ramenés au Pays basque. Depuis un an et demi, des manifestations contre cette prise d'otage ont eu lieu. Quand la télévision montre, avec d'horrifiques détails, le « trou » où M. Ortega Lara a été encagé pendant dix-huit mois, l'opinion publique est saisie d'effroi.

Troisième temps. Le 10 juillet, ETA enlève Miguel Angel Blanco, conseiller municipal à Ermua (Biscaye), et menace de le tuer si, au bout de quarante-huit heures, les détenus indépendantistes ne sont pas regroupés au Pays basque. Les images du « tombeau » de M. Ortega Lara resurgissent dans les esprits. La détresse de la mère de l'otage, qui vient devant les caméras demander pitié aux ravisseurs, lance l'Espagne dans la rue. Ils seront plus de 500 000 à défiler à Bilbao (ville de 650 000 habitants) et à prier ETA de ne pas exécuter son otage. Rien n'y fait. Le 12 juillet, Miguel Angel Blanco est retrouvé, les mains entravées, deux balles dans la tête.

Si ETA n'avait pas revendiqué cet assassinat, on aurait pu le croire perpétré par son pire ennemi ; plus qu'un crime, c'est une énorme faute politique. Et symbolique. Car dans l'imaginaire chrétien de l'Espagne, et singulièrement dans celui, très catholique, du Pays basque, l'enlèvement d'un innocent trentenaire (dont les trois termes du nom – *Michel*, un archange, *Ange* et *Blanc* – connotent la pureté), son jugement inique, son supplice, sa mise à mort et le calvaire de sa mère (*Mater dolorosa*) ne pouvaient que rappeler les épisodes de la Passion. A l'aide de l'iconographie proposée par la télévision, les citoyens ont fait une lecture christique des tourments infligés à Miguel Angel Blanco. Et ont collectivement crié leur répulsion.



DR

EQUIPO CRONICA. – « Guernica » (1971)

Un tel crime et une telle méprise montrent à quel point ETA a perdu sa capacité d'analyse politique. Et combien ses dérives ultranationalistes et hypergauchistes la rapprochent de mouvements-sectes comme Sentier lumineux ou les Khmers rouges, qui, au nom du « peuple », du « marxisme-léninisme » et d'un dogmatisme mystique, ont érigé l'inhumanité en principe d'action.

Aujourd'hui nécrose politique, ETA fut, avant la fin du franquisme, l'une des rares organisations qui osa recourir à la lutte armée pour combattre la violence de la dictature. Et l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco, en 1973, facilita la marche vers la démocratie. Une fois celle-ci rétablie, par la Constitution de 1978 qui reconnaissait les « nationalités historiques », dont la basque, et créait l'Etat des autonomies, ETA, paradoxalement, redoubla de violence, devenant l'expression du désespoir d'une région (la « Ruhr espagnole ») frappée de plein fouet par la crise de l'acier et où le chômage des jeunes dépasse par endroits 46 % (1). Elle eut, de son côté, à subir la « guerre sale » que lui livra Madrid par le biais des Groupes antiterroristes de libération (GAL), qui firent plus de 55 victimes parmi les indépendantistes.

ETA est née, en 1959, d'une scission du mouvement nationaliste basque fondé en 1898 par Sabino Arana (2). L'héritier de ce mouvement est le Parti nationaliste basque (PNV), chrétien-démocrate, au pouvoir à Vitoria (la capitale) et qui a su négocier avec Madrid un statut d'autonomie parmi les plus avancés d'Europe.

Le Pays basque possède son propre Parlement, son gouvernement et son président. Le basque est langue officielle. Le gouvernement autonome établit librement sa politique en matière d'enseignement, de culture, d'économie, d'industrie, etc. ; fixe l'impôt et n'en reverse qu'une partie à Madrid. Il dispose de deux chaînes de télévision et de ses forces de police, la Ertzainza, devenues depuis quelques années la cible d'ETA.

Cette organisation dispose d'une vitrine officielle, Herri Batasuna (« Unité populaire ») – environ 12 % de voix aux élections (22 % il y a dix ans) – qui possède ses propres médias (le quotidien *Egin*, des stations de radio), son syndicat (LAB), ses organisations de jeunesse, comme Jarrai, qui tiennent la rue, multiplient les déprédations, et imposent une atmosphère d'intimidation à la majorité des citoyens.

Dans un contexte de réelle démocratie, les attentats, les enlèvements, les extorsions de fonds, les crimes d'ETA, n'ont point de fondement. Ses dirigeants actuels semblent s'être coupés du contexte politique international ; ils liront sans doute avec profit le texte ci-contre du sous-commandant Marcos, en particulier ses réflexions sur le séparatisme et l'Etat-nation à l'heure de la mondialisation. Les revendications les plus radicales d'ETA – amnistie sans conditions, reconnaissance du droit à l'autodétermination, unité territoriale basque – ne sont nullement illégitimes ; le PNV, à sa manière, les formule également. Elles n'excusent pas pour autant l'inutile violence.

(1) *Financial Times*, Londres, 8 février 1997.

(2) Lire Barbara Loyer, *Géopolitique du Pays basque*, L'Harmattan, Paris, 1997.

« POURQUOI NOUS COMBATTONS »

La 4e guerre mondiale a commencé

Par le SOUS-COMMANDANT MARCOS *

Un véritable séisme politique s'est produit au Mexique le 6 juillet, lors des élections. Pour la première fois depuis près de soixante-dix ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés, le contrôle de plusieurs Etats ainsi que la mairie de Mexico, qui revient à M. Cuauhtémoc Cardenas, leader du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), social-démocrate. Au Chiapas, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) n'a pas donné de consignes précises à propos de ce scrutin et s'est retirée sous les frondaisons de la forêt Lacandona, son sanctuaire. C'est de là que son chef, le sous-commandant Marcos nous a fait parvenir cette analyse originale et géostratégique de la nouvelle donne internationale.

« La guerre est une affaire d'importance vitale pour l'Etat, c'est la province de la vie et de la mort, le chemin qui conduit à la survie ou à l'anéantissement. Il est indispensable de l'étudier à fond. »

Sun Tse, *L'Art de la guerre.*

LE néolibéralisme, comme système mondial, est une nouvelle guerre de conquête de territoires. La fin de la troisième guerre mondiale, ou guerre froide, ne signifie nullement que le monde ait surmonté la bipolarité et retrouvé la stabilité sous l'hégémonie du vainqueur. Car, s'il y a eu un vaincu (le camp socialiste), il est difficile de nommer le vainqueur. Les Etats-Unis ? L'Union européenne ? Le Japon ? Tous trois ?

La défaite de l'« Empire du mal » ouvre de nouveaux marchés, dont la conquête provoque une nouvelle guerre mondiale; la quatrième.

Comme tous les conflits, celui-ci contraint les Etats nationaux à redéfinir leur identité. L'ordre mondial est revenu aux vieilles époques des conquêtes de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Océanie. Etrange modernité qui avance à reculons. Le crépuscule du XXe siècle ressemble davantage aux siècles barbares précédents qu'au futur rationnel décrit par tant de romans de science-fiction.

De vastes territoires, des richesses et, surtout, une immense force de travail disponible attendent leur nouveau seigneur. Unique est la fonction de maître du monde, mais nombreux sont les candidats. D'où la nouvelle guerre entre ceux qui prétendent faire partie de l'« Empire du bien ».

(Lire la suite page 4.)

* Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), Chiapas, Mexique.

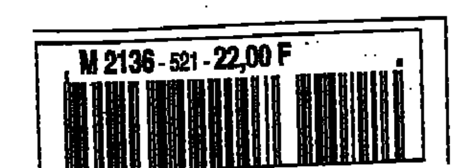
DANS CE NUMÉRO :

Violences

« Les revendications les plus radicales d'ETA – amnistie sans conditions, reconnaissance du droit à l'autodétermination, unité territoriale basque – ne sont nullement illégitimes, le PNV à sa manière les formule également. Elles n'excusent pas pour autant l'inutile violence », estime Ignacio Ramonet dans son éditorial.

MONDIALISATION

C'est une autre violence, à l'échelle planétaire cette fois, qu'organisent les marchés financiers, sous couvert de cette « économie pure » que dénonce Samir Amin *(page 16)*. Le sous-commandant Marcos la considère même comme une véritable « quatrième guerre mondiale » *(pages 1, 4 et 5)*. Denis Duclos, lui, compare la situation actuelle à l'Empire romain finissant *(pages 14 et 15)*. Même la Russie devient à son tour – comme le montrent K. S. Karol et Marie-Claude Slick *(pages 10 et 11)* – l'otage d'un capitalisme mafieux. Dans cet affrontement à l'échelle de la planète, les nouvelles technologies constituent un enjeu majeur. Washington considère même la communication, explique Herbert I. Schiller, comme une affaire d'Etat *(pages 20 et 21)*. A preuve, montre Bernard Cassen *(page 16)*, la mainmise des marchands – donc des Etats-Unis – sur Internet, aux antipodes de l'espoir d'un modèle européen caressé par Joël de Rosnay *(page 28)*. Mais au-delà, souligne Paul Virilio, l'instantanéité bouleverse les notions traditionnelles de temps et d'espace, d'histoire et de géographie *(page 17)*.



IRRATIONNEL

Rien d'étonnant si, dans ce chaos, l'irrationnel, voire le fanatisme trouvent un terreau fertile. Sami Naïr explique ainsi comment, au sud de la Méditerranée, l'islamisme se nourrit des modifications rapides de la structure du pouvoir et de la société *(page 13)*. Eduardo Galeano s'en prend aux efforts de gouvernements théoriquement démocratiques d'Amérique latine pour effacer les traces d'un passé sanglant *(page 3)*. Quant à Juan Goytisolo, il accuse le dressage des intellectuels, formés dès l'université au respect des autorités *(page 25)*. A sa manière, le succès planétaire de la série télévisée « The X-Files » révèle, dit Pierine Piras, la fascination qu'éprouvent nos sociétés déboussolées par la crise pour tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à du mysticisme *(page 18)*.

Lire le sommaire détaillé page 28.

ÉTATS EN CRISE, INSÉCURITÉ GÉNÉRALISÉE

Faut-il supprimer les polices en Afrique ?

VIOLS, *tortures, rançons, exactions en tout genre* : les abus des forces de l'ordre en Afrique noire ne peuvent même plus être qualifiés de « bavures » *tant ils sont systématiques.* La longue litanie de ces méfaits a fini par dépasser le cercle des défenseurs des droits de l'homme et exaspérer des populations qui en sont de plus en plus conduites à se barricader et à emprunter les chemins toujours risqués de l'autodéfense...

Par MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS *

Les polices africaines sont l'ombre d'elles-mêmes. L'explosion du banditisme armé sur le continent souligne les carences de l'appareil sécuritaire, au moment où les besoins sont les plus pressants. D'après une enquête de l'Organisation des Nations unies (ONU), trois citadins africains sur quatre ont été victimes d'un acte de violence au cours des cinq dernières années : une proportion près de deux fois plus élevée que dans les villes d'Asie, et même qu'en Amérique du Sud, où les taux de criminalité caracolent pourtant en tête des statistiques mondiales (1). Et cette enquête ne concerne que l'Ouganda, l'Afrique du Sud et la Tanzanie : elle ne prend en compte ni le Nigeria ni le Congo (ex-Zaïre), réputés pourtant pour leur violence.

Face à l'incapacité des autorités à arrêter les malfaiteurs, le tout-répressif de l'appareil policier, judiciaire et carcéral est la manifestation d'un pouvoir fragile qui veut « faire des exemples », à défaut de pouvoir faire régner la justice. Le châtiment réservé au criminel est une démonstration de force, une mise en scène destinée à impressionner le public, à l'instar de ces exécutions de voleurs au bord de la mer à Lagos, les *palm-beach-shows*, littéralement les « spectacles de plage ».

De telles réjouissances populaires rappellent un peu le Paris du Moyen Age où l'on écartelait le criminel en place de Grève, devant le peuple. Mais à Paris « l'abbaye de monte à regret » (la guillotine) s'est ensuite faite discrète, et a été déplacée, sous le règne de Louis-Philippe, à Bicêtre. A mesure que l'Etat prenait consistance en Occident, au XIXe siècle, les exécutions ont été dissimulées derrière les murs de la prison (bien que, à Paris, il y ait eu des exécutions publiques jusqu'en 1939...). Et si l'on passe toujours « à tabac », dans les cellules de commissariat, c'est le plus souvent sans laisser de traces, par peur du scandale.

Mais en Afrique noire, où les polices travaillent en toute impunité et où les contre-pouvoirs démocratiques sont souvent muselés, la torture règne en maître. Le système carcéral hérité du colonisateur ne vise plus à réparer les torts, à compenser des dommages causés à des individus ou à la société. Dans la plupart de ces pays, où les autorités ont une approche exclusivement répressive de la lutte contre la criminalité, la prison ne répond plus aux objectifs de réinsertion des délinquants. L'Afrique du Sud, le Cap-Vert, le Mozambique, la Namibie et Sao Tomé sont les seuls à avoir supprimé la peine de mort, bien que la Côte-d'Ivoire, Djibouti, le Niger, le Sénégal et le Togo ne l'appliquent plus.

Dans bien des pays, les forces de l'ordre font plus de mal que de bien et sont souvent les premières pourvoyeuses d'armes pour la pègre, sous forme de location ou de participation directe. Le conflit au Congo en a été la spectaculaire démonstration : les populations civiles, victimes du pillage des militaires mobutistes puis des exactions des rebelles, se seraient mieux portées s'il n'y avait pas eu d'armée.

Au Nigeria, le taux de recouvrement des biens volés (0,4 % !) en dit long sur les performances de la police (2). Non que les agents soient inactifs. Au contraire, la collusion avec les bandits est telle que les marchandises saisies sont revendues presque en totalité en sous-main, soit à des receleurs, soit... aux propriétaires. Le fait que les policiers soient mal payés ne devrait pas les autoriser à rançonner le passant sous la menace d'une arme de service. En fait, la perméabilité des forces de l'ordre à la corruption n'est pas uniquement liée à la pauvreté : au Nigeria, elle a été une des conséquences indirectes du boom pétrolier de la fin des années 70, une période d'« argent facile ».

A Lagos, la plus grande ville d'Afrique noire, les deux tiers des habitants, selon un sondage, considèrent que la police est *complètement inefficace* (3). Une majorité d'entre eux affirment avoir déclaré au commissariat de leur quartier un acte de violence dont ils avaient été victimes ou témoins, mais ils sont près de 60 % à constater que leur démarche n'a débouché sur aucun résultat. Seul, un pour cent des personnes interrogées pensent que les barrages de police servent à autre chose qu'au racket des automobilistes ! Moins de la moitié estiment qu'une police mieux équipée et débarrassée de ses éléments corrompus aurait encore quelque chance de réduire l'insécurité.

En revanche, près de 90 % des habitants de Lagos estiment que les méthodes d'autodéfense collective aident à combattre la criminalité. Les deux tiers y ont déjà recouru, surtout dans les quartiers pauvres, où la moitié d'entre eux se cotisent pour employer des veilleurs de nuit, un quart érigent des barrières pour fermer leur rue le soir, et plus de 10 % participent à des patrouilles d'îlotage. Les habitants des quartiers aisés sont plus enclins à avoir recours à des sociétés de gardiennage, luxe des nantis, et seulement 1 % disent avoir confiance dans les veilleurs de nuit recrutés sur une base individuelle (4). De telles pratiques se sont également étendues à la plupart des grandes villes d'Afrique francophone (5).

Les Africains sont ainsi devenus les champions des mesures d'autoprotection, après les Américains, pionniers en la matière. En Afrique du Sud, où – comme en Ouganda – la majorité des habitants se disent mécontents de leur police, seul un citadin sur cinq ne s'est pas encore équipé contre les voleurs (6). On y trouve les sociétés de gardiennage les plus perfectionnées du continent. Dans les pays plus pauvres, les systèmes d'alarme, trop coûteux, sont la plupart du temps inaccessibles. En revanche, les habitants sont déjà bien engagés dans un mouvement de « renfermement » urbain, avec force cadenas, grilles et enclos, souvent complété par la présence d'un gardien.



La montée de l'autoprotection

On connaît les risques d'une autodéfense laissée à elle-même, sans la tutelle d'une autorité étatique et sans la neutralité nécessaire à une mission de service public : les dérapages sont fréquents et favorisent l'engrenage de la violence. Les patrouilles d'îlotage, récupérées par les mouvements politiques, peuvent devenir de véritables armées privatisées. Et une armée nationale peut, à l'inverse, se reconvertir dans le privé. En Afrique du Sud, à la fin de l'apartheid, certains militaires sentant le vent tourner ont lancé de lucratives sociétés de sécurité, dont certaines ont proposé les services de mercenaires en Angola, en Sierra Leone, au Congo et jusqu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée (7). L'Etat africain, qui n'a jamais eu le monopole de la violence propre à un Etat de droit, est ainsi fragilisé par la montée de ces procédures d'autodéfense.

Selon l'enquête de l'ONU, les Africains apparaissent comme les plus sévères contre les voleurs (8). A la différence de vendettas qui obéissaient au moins à des règles sociales précises, le lynchage du voleur pris en flagrant délit sur un marché ne répond plus à quelque forme de justice que ce soit, et surtout pas à une justice traditionnelle, qui au moins faisait l'objet d'une concertation. Le *necklace* (supplice du collier) en Afrique du Sud, l'article 320 au Mali (300 francs CFA le litre d'essence et 20 francs CFA la boîte d'allumettes) et l'opération *weet-ee* (imbibition d'essence) au Nigeria consistent à enflammer vivant le suspect de sorcellerie ou de vol, avec un pneu autour du corps. On tue pour une orange volée. Il s'agit, pour les foules en colère, de faire un exemple, d'empêcher la répétition des délits les plus fréquents, voire de se guérir de leurs frustrations en s'en prenant à un bouc émissaire.

La privatisation de la sécurité affecte ainsi l'Etat africain à plusieurs niveaux : celui de ses administrés, qui acquièrent par là même une autonomie grandissante ; celui de ses institutions, où corruption et location d'agents de police ou d'armes assurent un service au plus offrant. La police est ainsi devenue un réservoir de gardes du corps pour les puissants, un agent de la répression ou du banditisme pour les pauvres. Elle n'inspire aucune confiance et n'est pas respectée, ce qui tend à donner une dimension contestataire aux délits de droit commun.

Les polices africaines, créations coloniales et allogènes, mal légitimées par des régimes autoritaires fréquemment issus de coups d'Etat, mal payées et corrompues, parentes pauvres d'une armée qui détient la réalité du pouvoir, n'ont pas les moyens de remplir leurs missions (9). Pourquoi ne pas tout simplement les supprimer, plutôt que de s'évertuer à les réformer ? Une politique d'assistance sociale est seule capable de contenir la délinquance, à défaut de la réduire. Il serait mal venu d'exiger des polices africaines un rôle que celles d'Occident ne parviennent déjà pas à jouer pleinement.

Une telle proposition pourrait relever de l'utopie provocatrice, et être de nature à démultiplier le chaos ; mais l'Afrique subsaharienne a longtemps vécu sans police et ne s'en est pas plus mal portée.

On objectera que la suppression des polices augmentera le chômage et le banditisme ; mais on observe justement que, au sortir des guerres civiles, par exemple à la fin du conflit biafrais, au Nigeria, en 1970, on a intégré dans les forces de l'ordre nombre d'anciens combattants afin de prévenir leur dérive criminelle. Cette façon d'avaliser une violence d'Etat n'a guère été probante. Il existe d'autres possibilités de reconversion : au Mozambique, en 1993, les guérilleros autant que les soldats gouvernementaux ont accepté de retourner aux champs, avec une aide de l'ONU.



PATRICK LAGÈS

POLICIERS DANS LES RUES DE HARARE, AU ZIMBABWE
Protéger ou détrousser le citoyen ?

Pour l'instant, la communauté internationale ne fait pas preuve d'imagination et se contente de vouloir réformer les institutions en place, c'est-à-dire héritées de la colonisation, dont la conception initiale était déjà bancale, puisqu'elle visait à protéger les puissants : autrefois les Blancs, aujourd'hui les riches. La France, par le biais du service central de coopération technique internationale de police (SCTIP), forme les polices de la plupart des Etats francophones, de la Côte-d'Ivoire au Gabon, quand elle ne décide pas d'entraîner directement la Légion étrangère à des opérations de maintien de l'ordre en milieu urbain, comme à Djibouti. Le Royaume-Uni n'est pas en reste avec la British Military Assistance Training Team (BMATT).

L'expérience malheureuse, aux Etats-Unis, de l'Office of Public Safety (OPS) en dit long sur les dérapages possibles : cet organisme a été démantelé en 1973, onze ans après sa création, parce que les stages qu'il finançait à l'International Police Academy revenaient le plus souvent à entraîner des « escadrons de la mort », au service de toute idéologie autoritaire pourvu qu'elle se dise anticommuniste. En Afrique, à l'époque, les principaux bénéficiaires de l'aide américaine étaient les polices libérienne, somalienne, congolaise (après l'arrivée au pouvoir de M. Mobutu Sese Seko) et éthiopienne (avant la chute du régime de l'empereur Haïlé Selassié) : dans ces pays, les forces de police sont aujourd'hui inexistantes.

Aussitôt une guerre finie, on cherche à reconstituer une police, parfois *ex nihilo* comme au Liberia ou au Somaliland. Après la conférence de réconciliation nationale à Boroma en mai 1993, par exemple, il ne s'agissait pas tant – dans le cas du Somaliland – de créer une force de police que de faciliter la démobilisation des divers miliciens en armes, estimés à 50 000, et de les intégrer à une institution susceptible d'éviter leur dérive vers le banditisme. Faute de fonds et d'appareil étatique constitué, le projet a tourné court et les miliciens ont gardé leurs armes. Certes les possibilités de réforme existent. La décentralisation paraît être une approche à même de satisfaire des besoins ponctuels et locaux.

Au Nigeria, à budget équivalent, on pourrait réduire de 130 000 à 10 000 les effectifs de la police, tout en améliorant son efficacité. A la police fédérale serait laissée une fonction d'enquête, sur le modèle américain du Federal Bureau of Investigation. Les tâches de la police « visible » pourraient être déléguées à des patrouilles d'autodéfense. Les débordements seraient sévèrement condamnés et les chefs de quartier seraient responsables devant les autorités. Mais cela nécessiterait un encadrement vigilant et une formation adéquate.

L'idée n'est pas de remettre en question la nécessité d'une institution formelle chargée du maintien de l'ordre. Elle est plutôt de faire participer les populations à leur sécurité en consacrant un état de fait. Au vu de la crise de l'Etat et de ses finances en Afrique noire, une telle évolution peut sembler irréversible. Ne serait-il pas temps de l'intégrer dans une réforme radicale de l'appareil sécuritaire ?

* Chercheur à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom).

(1) Jan J. M. Van Dijk : « Responses to crime across the world. Results of the international crime victims survey », Vancouver (Canada), université de Leydes, ministère hollandais de la justice, avril 1996.

(2) En Europe de l'Ouest, ce taux avoisine les 50 %. *Cf.* Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, un essai de privatisation : Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt*, L'Harmattan, Paris, 1997.

(3) A. A. Adeyemi, *et al.* : « Ordinary crime and its prevention strategies in metropolitan Lagos », *in* Hernando Gomez Buendia (ed.), *Urban Crime. Global Trends and Policies*, UN University, Tokyo, 1989.

(4) Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « L'ordre règne sur l'Afrique fortunée », *Le Monde diplomatique*, mars 1996.

(5) « Le boom de l'insécurité », *Jeune Afrique*, Paris, nº 1 888, 12 mars 1997.

(6) Jan J. M. Van Dijk, *op. cit.*, 1996 ; U. Zvekic & Alvazzi del Frate, A. (*sous la direction de*), *Criminal Victimisation in the Developing World*, United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, Rome, nº 55, 1995.

(7) Lire Laurence Mazure, « Lucrative reconversion des mercenaires sud-africains », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(8) Jan J. M. Van Dijk, *op. cit.*, 1996, p. 7.

(9) Les effectifs des polices africaines sont en général plus importants que ceux des armées, à l'exception de l'Afrique du Sud pendant l'état d'urgence des années 80. Mais les budgets de la défense sont plus conséquents que ceux de l'intérieur, sans même parler du poids politique des militaires : les policiers, peu formés aux techniques de combat, interviennent très rarement dans les coups d'Etat.

Edité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde, Association Gunter Holzmann, Association Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Ignacio RAMONET, président, directeur de la publication ; Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Florence BEAUGÉ, Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Serge HALIMI, Maurice LEMOINE, Dominique VIDAL
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joséline CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs : François HONTI (1954-1972), Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : Jean-Marie COLOMBANI, président ; Alain GRESH, vice-président

Rédaction : 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-20-00 – Télécopieur : 01-42-17-21-40
Courrier électronique : Secretariat@Monde-Diplomatique.fr

Responsable de la diffusion : *Patrick MANCHEZ*
Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle, abonnements : tél. : 01-42-17-32-90

Publicité
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 01-42-17-28-34 – Fax : 01-42-17-21-33

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

Réduction de notre prix de vente en Afrique subsaharienne

A partir du mois de septembre 1997, le prix de vente du *Monde diplomatique* en Afrique subsaharienne passera, en moyenne, de 2 300 F CFA à 1 500 F CFA. *Cette diminution d'environ 30 % résulte d'une constatation : la dégradation* constante du pouvoir d'achat dans cette région du monde. Cela empêche de nombreux lecteurs d'acquérir la presse internationale et, en particulier, notre *journal. Le Monde diplomatique* continue d'accorder *une grande place* à toutes les évolutions, à tous les conflits, et à toutes les cultures de l'Afrique. Il ne peut s'accommoder d'une situation qui voit les étudiants, les enseignants, les cadres et l'ensemble des élites de ce continent privés d'accès à une partie de l'indispensable information internationale, devenue trop chère pour eux.

Nous avons entrepris, voilà près de dix ans, de constituer auprès de nos lecteurs un fonds solidaire pour abonner des centres de recherche dans les pays du Sud, qui a permis à des centaines d'institutions de recevoir régulièrement *Le Monde diplomatique* (*lire encadré page 3*). La décision de baisser le prix de vente de notre journal en Afrique subsaharienne s'inscrit dans cette même logique. Nous sommes persuadés qu'elle rencontrera un écho très favorable.



Colloques et rencontres

● RENCONTRE DE FONDATIONS DES *FORA DES VILLAGES DU MONDE*. Devenir citoyen à l'heure de la mondialisation. Réfléchir et chercher ensemble, tel est l'objectif de ces quatre journées de réflexion, parrainées par *Le Monde diplomatique*, et qui rassembleront plus de quarante intervenants des cinq continents. A Limans, dans les Alpes-de-Haute-Provence, du 4 au 7 août. (*Tél. : 04-92-73-05-98.*)

● POINTS DE VUE SUR LA MEDITERRANÉE. C'est le thème des Rencontres de Gindou, qui allient débats et projections de films réalisés en majorité par des metteurs en scène méditerranéens ou africains. Gaye Salom, notamment, parlera de la condition des femmes en Turquie, et Saihi Horria de la réalité algérienne. A Gindou, dans le Lot, du 23 au 30 août. (*Tél. : 05-65-22-89-99.*)

● VISA POUR L'IMAGE. Neuvième Festival international du photojournalisme, un métier qui n'est pas près de mourir, en dépit des affirmations de certains. Le monde continue d'engendrer des folies et des drames. Une fois encore, Visa pour l'image le montrera, tel qu'il est, en présence de nombreux professionnels. A Perpignan, du 30 août au 14 septembre. (*Tél. : 04-68-66-18-00.*)

● ASSISES NATIONALES DES DÉCHETS. Quatrième rencontre du genre, avec un objectif supplémentaire cette année : élargir la concertation et confronter les multiples expériences locales (sur les modes de collecte et les technologies de traitement notamment) dans une large perspective internationale. A La Baule, les 16 et 17 septembre. (*Tél. : 02-51-85-80-99.*)

frique ?



Colloques et rencontres

LES « OUBLIS » DE L'HISTOIRE OFFICIELLE

Mémoires et malmémoires

On peut brûler, mutiler, abrutir, expurger les traces du passé. Mais la mémoire, lorsqu'elle reste vivante, incite à continuer l'histoire plutôt qu'à la contempler.

Par EDUARDO GALEANO*

■ La mémoire mutilée

« Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse continueront de glorifier le chasseur. »
(Proverbe africain)

La mémoire du pouvoir ne se souvient pas : elle absout. Elle reconnaît la perpétuation des privilèges par héritage, permet aux oppresseurs de jouir de l'impunité des crimes qu'ils commettent, et trouve des alibis à leur discours qui déguise la vérité avec une admirable sincérité.

La mémoire de quelques-uns devient la mémoire de tous. Mais cette torche qui illumine les sommets laisse la base dans l'obscurité. L'histoire officielle de l'Amérique latine accorde rarement un rôle à ceux qui ne sont ni riches, ni blancs, ni mâles, ni militaires : ceux-là ont plutôt droit à l'arrière-scène, comme les figurants d'Hollywood. Ce sont les éternels invisibles, qui cherchent en vain leurs visages dans ce miroir déformant. Mais ils n'y sont pas.

La mémoire du pouvoir n'écoute que les voix qui reprennent l'abrutissante litanie de sa propre sacralisation. « Ceux qui n'ont pas de voix » possèdent la voix la plus puissante, mais depuis des siècles ils sont condamnés au silence, et donnent parfois le sentiment de s'y être habitués.

Ces tares que sont l'élitisme, le racisme, le machisme et le militarisme nous empêchent d'être, et nous interdisent de nous souvenir. On nanifie la mémoire collective, en l'amputant de ce qu'elle a de meilleur ; et on l'exploite au profit des cérémonies d'auto-éloges des tyrans de ce monde.

■ La mémoire brisée

« Car le sort est jongleur : il te dévoile un pays, et aussitôt il le cache. »
(Abù Bakr ben Sarim, poète de Séville, XIII[e] siècle)

La culture de la consommation, qui pousse à l'achat, condamne tout ce qu'elle vend à l'obsolescence immédiate : les choses vieillissent en un clin d'œil, pour être remplacées par d'autres, tout aussi éphémères. Le *shopping center*, temple où sont célébrées les messes de la consommation, est un excellent symbole des messages qui dominent notre époque : il existe en dehors du temps ou de l'espace, n'a ni âge ni racine, et n'a point de mémoire. La télévision est le meilleur vecteur de diffusion de tels messages.

La télévision nous arrose d'images qui naissent pour être oubliées instantanément. Chaque image enterre l'image précédente et ne survit que jusqu'à l'image suivante. Les événements humains, devenus objets de consommation, meurent, comme les choses, à l'instant même où ils sont utilisés. Chaque nouvelle est sans lien avec les autres, divorcée de son passé, et du passé de toutes les autres. A l'ère du zapping, l'excès d'information produit un excès d'ignorance.

Les médias et les écoles n'aident pas, c'est le moins que l'on puisse dire, à comprendre la réalité et à reconstituer la mémoire. La culture de la consommation, culture de l'aliénation, nous conditionne à croire que les choses arrivent parce qu'elles doivent arriver. Incapable de reconnaître ses origines, le temps présent projette le futur comme sa propre répétition, demain est un autre aujourd'hui : l'organisation inéquitable du monde, qui humilie la condition humaine, appartient à l'ordre éternel, et l'injustice est une fatalité qu'il nous faut accepter ou... accepter.

Le pouvoir n'admet d'autres racines que celles nécessaires à l'absolution de ses crimes ; l'impunité exige la malmémoire, l'amnésie, l'oubli. Des pays et des personnes échouent, d'autres sombrent, parce que la vie est un système de récompenses et de châtiments qui privilégie les forts et punit les inutiles. Afin que les infamies se métamorphosent en exploits, il faut briser la mémoire : la mémoire du Nord se sépare de la mémoire du Sud, l'accumulation se détache du saccage, l'opulence n'a que faire du dépouillement.

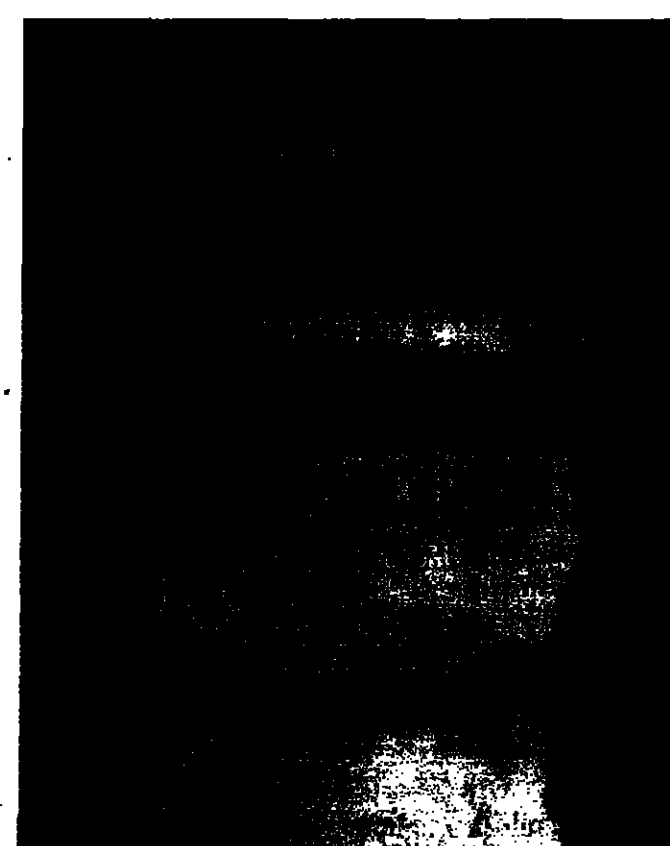
La mémoire brisée nous incite à croire que la richesse n'est pas responsable de la pauvreté et que le malheur, depuis des siècles ou des millénaires, n'est pas le prix du bonheur. Et nous fait croire que nous sommes condamnés à la résignation.

■ La mémoire brûlée

« Pour que le Malin cesse de répandre ses tromperies. »
(De l'archevêque de Lima, qui, en 1614, ordonna de brûler toutes les quenas – flûtes indiennes – et tous les instruments musicaux des Indiens.)

En 1499, à Grenade, l'archevêque Cisneros jeta aux flammes les livres musulmans ; huit siècles d'histoire écrite de culture islamique en Espagne réduits en cendres.

En 1562, à Mani de Yucatan, le frère Diego de Landa jeta aux flammes les livres mayas ; huit siècles d'histoire écrite de la culture indienne en Amérique réduits en cendres.



DMITRIENKO. – « Bourreau » (1967)
(Les œuvres de ce peintre sont exposées au Musée d'art moderne de Troyes jusqu'au 29 septembre)

En 1888, à Rio de Janeiro, l'empereur Pedro II jeta aux flammes les documents relatant l'esclavage au Brésil ; trois siècles et demi d'histoire écrite de l'infamie négrière réduits en cendres.

En 1983, à Buenos Aires, le général Reynaldo Bignone jeta aux flammes les documents sur la « sale guerre » de la dictature militaire en Argentine ; huit ans d'histoire écrite de l'infamie militaire réduits en cendres.

En 1995, à Ciudad de Guatemala, l'armée jeta aux flammes les documents sur la « sale guerre » de la dictature militaire guatémaltèque ; quarante ans d'histoire écrite de l'infamie militaire réduits en cendres.

■ La mémoire tenace

« Où étais-je, moi, avant d'être ? »
(Question d'un enfant de cinq ans à sa mère, d'après ce que celle-ci m'a raconté)

L'histoire se répète ? Ou se répète-t-elle seulement pour pénitence de ceux qui sont incapables de l'écouter ? Il n'y a pas d'histoire muette. On a beau la brûler, on a beau la briser, on a beau la tromper, la mémoire humaine refuse d'être bâillonnée. Le temps passé continue de battre, vivant, dans les veines du temps présent, même si le temps présent ne le veut pas ou ne le sait pas.

De ces livres et de ces gens brûlés vifs sur les bûchers de la Sainte Inquisition irradie une énergie acharnée, une énergie de pluralité et de tolérance qui influence les changements actuels de l'Espagne. Les voix de l'Amérique précolombienne, voix mille et une fois étouffées, qui parlent de vie en communauté et de communion avec la nature, résonnent clairement de nouveau, ouvrant des brèches dans les voies sans issue de l'Amérique contemporaine.

Les Brésiliens redécouvrent le chapitre le plus occulté de leur histoire : la résistance du royaume de Palmares, ce sanctuaire de liberté où les esclaves noirs en fuite triomphèrent de plus de quarante assauts militaires durant un siècle ; et sur cette mémoire perdue, ils commencent à célébrer le symbole le plus révélateur de la dignité nationale.

Les Argentins reconnaissent enfin, dans ces mères que l'on surnommait les « Folles de la place de Mai » parce qu'elles refusaient d'oublier, leur plus fort symbole de santé mentale.

Et au Guatemala, l'emblème de ce pays rénové n'est autre que Rigoberta Menchu, la femme indienne qui, depuis des années, mène la lutte contre l'oubli des crimes commis au nom de la terreur d'Etat.

■ La mauvaise mémoire

« Il avait une si mauvaise mémoire qu'il finit par oublier qu'il avait une mauvaise mémoire, et se souvint de tout. »
(Ramon Gomez de la Serna)

L'amnésie, selon le pouvoir, est saine. Selon lui, non seulement les mères de ses victimes étaient et restent folles, mais ses propres instruments, les bourreaux, sont eux aussi fous, lorsqu'ils ne parviennent pas à dormir à poings fermés, avec pour seule gêne les moustiques d'été. Rares sont les gens qui naissent dotés de cette glande encombrante que l'on appelle conscience, et qui sécrète le remords. Parfois, cela arrive : par exemple, lorsque le capitaine Scilingo, officier de l'armée argentine, avoua que, depuis qu'il avait jeté à la mer trente prisonniers bien vivants, il ne pouvait dormir sans lexotanil ou une bonne cuite, ses supérieurs lui recommandèrent de suivre un traitement psychiatrique ; ils le disaient fou.

Le gouvernement argentin a renvoyé plus d'un officier nazi vers l'Europe, appliquant l'extradition pour crimes de masse commis il y a plus d'un demi-siècle ; mais, en même temps, il accordait l'impunité et couvrait d'éloges les officiers argentins ayant perpétré des crimes de masse fort récents. La mémoire et la justice sont-elles des luxes que les pays latino-américains ne pourraient s'offrir ? Sommes-nous réduits à vivre en état de mensonge perpétuel ? Le pouvoir associe la mémoire au désordre, et la justice à la vengeance. Au nom de l'ordre démocratique et de la réconciliation nationale, on a édicté des lois d'impunité dans des pays latino-américains qui sortent à peine de dictatures militaires. Ces lois, qui enterrent le passé, bannissent la justice.

Lorsque, en 1989, en Uruguay, un référendum fut organisé contre l'impunité, la plupart des gens sont tombés dans le piège de la propagande officielle qui semait la panique en bombardant l'opinion publique de menaces. Lavage de mémoire, lavage de cerveau : si l'on s'avisait de punir les crimes commis par les hommes en uniforme, ou si seulement on envisageait de le faire, alors ce serait le retour de la violence, l'histoire se répéterait. L'oubli était le prix de la paix.

L'expérience démontre le contraire. Pour que l'histoire ne se répète pas, il faut sans cesse la remémorer ; l'impunité qui récompense le délit, encourage le délinquant. Et lorsque le délinquant, c'est l'Etat, qui viole, vole, torture et tue sans rendre de comptes à personne, alors il donne lui-même le feu vert à la société entière pour violer, voler, torturer et tuer. Et la démocratie en paie, à longue ou courte échéance, les conséquences.

L'impunité du pouvoir, fille de la malmémoire, est une des maîtresses de l'école du crime. Cette école est fréquentée par des millions d'enfants latino-américains ; et le nombre d'élèves augmente chaque jour.

■ La mémoire vivante

« Excusez-moi, l'ami. J'aurais bien voulu aller avec vous, mais j'ai encore trop à faire. »
(Paroles prononcées lors de l'enterrement de Jorge Lopez par son meilleur ami, dans la vallée du Bolson)

Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire. Davantage que dans les musées, où la malheureuse s'ennuie, la mémoire est dans l'air que nous respirons. Et, dans l'air, elle nous respire.

Elle est contradictoire, comme nous. Elle n'est jamais au repos. Elle change, avec nous. Au fur et à mesure que les années s'écoulent, et que nous changeons, le souvenir de ce que nous avons vécu, vu et écouté change également. Et souvent, il nous arrive de loger dans la mémoire ce que nous désirons y trouver, à l'instar de la police lors des perquisitions. La nostalgie, par exemple, si savoureuse, qui prodigue avec tant de douceur la chaleur de son abri, est, elle aussi, trompeuse. Ne nous arrive-t-il pas, à maintes reprises, de préférer le passé que nous inventons au présent qui nous défie, et à l'avenir qui nous fait peur ?

La mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être havre d'arrivée, mais port de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les Grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort.

* Ecrivain uruguayen, auteur, entre autres, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1981.

La quatrième guerre

(Suite de la première page)

Si la troisième guerre mondiale a vu l'affrontement du capitalisme et du socialisme sur divers terrains et avec *des degrés d'intensité variables, la quatrième* se livre entre grands centres *financiers, sur des théâtres mondiaux* et avec une formidable et constante intensité.

La « guerre froide », la mal nommée, atteignit de très hautes températures : des catacombes de l'espionnage international jusqu'à l'espace sidéral de la fameuse « guerre des étoiles » de Ronald Reagan ; des sables de la baie des Cochons, à Cuba, jusqu'au delta du Mékong, au Vietnam ; de la course effrénée aux armes nucléaires jusqu'aux coups d'Etat sauvages en Amérique latine ; des coupables manœuvres des armées de l'OTAN aux menées des agents de la CIA en Bolivie, où fut assassiné Che Guevara. Tous ces événements ont fini par faire fondre le camp socialiste comme système mondial, et par le dissoudre comme alternative sociale.

La troisième guerre mondiale a montré les bienfaits de la « guerre totale » pour le vainqueur : le capitalisme. L'après-guerre laisse entrevoir un nouveau dispositif planétaire dont les principaux éléments conflictuels sont l'accroissement important des no man's land (du fait de la débâcle de l'Est), le développement de quelques puissances (les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon), la crise économique mondiale et la nouvelle révolution informatique.

Grâce aux ordinateurs, les marchés financiers, depuis les salles de change et selon leur bon plaisir, imposent leurs lois et leurs préceptes à la planète. La « mondialisation » n'est rien de plus que *l'extension totalitaire de leurs* logiques à tous les aspects de la vie. *Naguère maîtres de l'économie*, les Etats-Unis sont désormais dirigés, télé*dirigés, par la dynamique même du pouvoir financier : le libre-échange commercial*. Et cette logique a profité de la porosité provoquée par le *développement des télécommunications* pour s'approprier tous les aspects de *l'activité du spectre social*. Enfin une guerre mondiale totalement totale !

Une de ses premières victimes est le marché national. A la manière d'une balle tirée à l'intérieur d'une pièce blindée, la guerre déclenchée par le néolibéralisme ricoche et finit par blesser le tireur. Une des bases fondamentales du pouvoir de l'Etat capitaliste moderne, le marché national, est liquidée par la canonnade de l'économie financière globale. Le nouveau capitalisme international rend les capitalismes nationaux caducs, et en affame jusqu'à l'inanition les pouvoirs publics. Le coup a été si brutal que les Etats nationaux n'ont pas la force de défendre les intérêts des citoyens.

La belle vitrine héritée de la guerre froide – le nouvel ordre mondial – a été brisée en mille morceaux par l'explosion néolibérale. Quelques minutes suffisent pour que les entreprises et les Etats s'effondrent ; non pas à cause du souffle des révolutions prolétariennes, mais en raison de la violence des ouragans financiers.

Le fils (le néolibéralisme) dévore le père (le capital national) et, au passage, *détruit les mensonges de l'idéologie* capitaliste : dans le nouvel ordre mondial, *il n'y a ni démocratie, ni liberté, ni* égalité, ni fraternité. La scène planétaire est transformée en nouveau champ de bataille où règne le chaos.

Vers la fin de la guerre froide, le capitalisme a créé une horreur militaire : la bombe à neutrons, arme qui détruit la vie *tout en respectant les bâtiments*. Mais une nouvelle merveille a été *découverte à l'occasion de la quatrième* guerre mondiale : la bombe financière. A la différence de celles d'Hiroshima et de Nagasaki, cette nouvelle bombe non seulement détruit la *polis* (ici, la nation) et impose la mort, la terreur et la misère à ceux qui y habitent, mais elle transforme sa cible en simple pièce dans le puzzle de la mondialisation économique. Le résultat de l'explosion n'est pas un tas de ruines fumantes ou des milliers de corps inertes, mais un quartier qui s'ajoute à une mégalopole commerciale du nouvel hypermarché planétaire et une force de travail reprofilée pour le nouveau marché de l'emploi planétaire.

L'Union européenne vit dans sa chair les effets de la quatrième guerre mondiale. La mondialisation a réussi à y effacer les frontières entre des Etats rivaux, ennemis depuis des siècles, et les a obligés à converger vers l'union politique. Des Etats-nations jusqu'à la fédération européenne, le chemin sera pavé *de destructions et de ruines*, à commencer par celles de la civilisation européenne.

Les mégapoles se reproduisent sur toute la planète. Les zones d'intégration commerciale constituent leur terrain de prédilection. En Amérique du Nord, l'Accord de libre échange nord-américain (Alena) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique précède l'accomplissement d'un vieux rêve de conquête : « L'Amérique aux Américains ».

Les mégapoles remplacent-elles les nations ? Non, ou plutôt pas seulement. Elles leur *attribuent* de nouvelles *fonctions*, de nouvelles limites et de nouvelles *perspectives*. Des pays entiers deviennent des départements de la *méga-entreprise néolibérale, qui produit* ainsi, d'un côté, la destruction/dépeuplement, et, de *l'autre, la reconstruction/réorganisation de régions et de nations*.

Si les bombes nucléaires avaient un caractère dissuasif, comminatoire et coercitif lors de la troisième guerre mondiale, les hyperbombes financières, au cours de la quatrième, sont d'une autre nature. Elles servent à attaquer les territoires (Etats-nations) en détruisant les bases matérielles de leur souveraineté et en produisant leur dépeuplement qualitatif, l'exclusion de tous les inaptes à la nouvelle économie (par exemple, les indigènes). Mais, simultanément, les centres financiers opèrent une reconstruction des Etats-nations et les réorganisent selon la nouvelle logique : l'économique l'emporte sur le social.

Le monde indigène est plein d'exemples illustrant cette stratégie : M. Ian Chambers, directeur du Bureau pour l'Amérique centrale de l'Organisation internationale du travail (OIT), a déclaré que la population indigène mondiale (300 millions de personnes) vit dans des zones qui recèlent 60 % des ressources naturelles de la planète. « *Il n'est donc pas surprenant que de multiples conflits éclatent pour s'emparer de leurs terres (...). L'exploitation des ressources naturelles (pétrole et mines) et le tourisme sont les principales industries qui menacent les territoires indigènes en Amérique* (1). » Après viennent la pollution, la prostitution et les drogues.

Dans cette nouvelle guerre, la politique, en tant que moteur de l'Etat-nation, n'existe plus. Elle sert seulement à gérer l'économie, et les hommes politiques ne sont plus que des gestionnaires d'entreprise.

Les nouveaux maîtres du monde n'ont *pas besoin de gouverner directement*. Les gouvernements nationaux se chargent d'administrer *les affaires pour* leur compte. Le nouvel ordre, c'est l'unification du monde en un *unique marché*. Les Etats ne sont que des entreprises avec des gérants en guise de gouvernements, et les nouvelles alliances régionales ressemblent davantage à une fusion commerciale qu'à une fédération politique. L'unification que produit le néolibéralisme est économique ; dans le gigantesque hypermarché planétaire ne circulent librement que les marchandises, pas les personnes.

Cette mondialisation répand aussi un modèle général de pensée. *L'American way of life*, qui avait suivi les troupes américaines en Europe lors de la deuxième guerre mondiale, puis au Vietnam et, plus récemment, dans le Golfe, s'étend maintenant à la planète par le biais des ordinateurs. Il s'agit d'une destruction des bases matérielles des Etats-nations, mais également d'une destruction historique et culturelle.

LE SOUS-COMMANDANT MARCOS RÉDIGEANT SON JOURNAL DE CAMPAGNE
« Choisis la raison et abandonne à l'ennemi la force. »

Toutes les cultures que les nations ont forgées – le noble passé indigène de l'Amérique, la brillante civilisation européenne, la sage histoire des nations asiatiques et la richesse ancestrale de l'Afrique et de l'Océanie – sont corrodées par le mode de vie américain. Le néolibéralisme impose ainsi la destruction de nations et de groupes de nations pour les fondre dans un seul modèle. Il s'agit donc bien d'une guerre planétaire, la pire et la plus cruelle, que le néolibéralisme livre contre l'humanité.

Nous voici face à un puzzle. Pour le reconstituer, pour comprendre le monde d'aujourd'hui, beaucoup de pièces manquent. On peut néanmoins en retrouver sept afin de pouvoir espérer que ce conflit ne s'achèvera pas par la destruction de l'humanité. Sept pièces pour dessiner, colorier, découper et tenter de *reconstituer*, en les assemblant à d'autres, le casse-tête mondial.

La première de ces pièces est la double accumulation de richesse et de pauvreté aux deux pôles de la société planétaire. La deuxième est l'entière exploitation du monde. La troisième est le cauchemar d'une partie désœuvrée de l'humanité. La quatrième est la relation nauséabonde entre le pouvoir et le crime. La cinquième est la violence de l'Etat. La sixième est le mystère de la mégapolitique. La septième, ce sont les formes multiples de résistance que déploie l'humanité contre le néolibéralisme.

Pièce n° 1

CONCENTRATION DE LA RICHESSE ET RÉPARTITION DE LA PAUVRETÉ

La figure 1 se construit en dessinant un signe monétaire.

Dans l'histoire de l'humanité, divers modèles se sont disputé pour proposer l'absurde comme marque de l'ordre mondial. Le néolibéralisme occupera une place privilégiée lors de la remise des médailles. Sa conception du « partage » de la richesse est doublement absurde : accumulation des richesses pour quelques-uns, et de besoins pour des millions d'autres. L'injustice et l'inégalité sont les signes distinctifs du monde actuel. La Terre compte 5 milliards d'êtres humains : 500 millions vivent confortablement, 4,5 milliards souffrent de pauvreté. Les riches compensent leur minorité numérique grâce à leurs milliards de dollars. A elle seule, la fortune des 358 personnes les plus riches du monde, milliardaires en dollars, est supérieure au revenu annuel de la moitié des habitants les plus pauvres de la planète, soit environ 2,6 milliards de personnes.

Le progrès des grandes entreprises transnationales ne suppose pas l'avancée des nations développées. Au contraire, plus ces géants s'enrichissent, et plus s'aggrave la pauvreté dans les pays dits riches. L'écart entre riches et pauvres est énorme : loin de s'atténuer, les inégalités sociales se creusent.

Ce signe monétaire que vous avez dessiné représente le symbole du pouvoir économique mondial. Maintenant, donnez-lui la couleur vert dollar. Négligez l'odeur nauséabonde ; cet arôme de fumier, de fange et de sang est d'origine.

Pièce n° 2

GLOBALISATION DE L'EXPLOITATION

La figure 2 se construit en dessinant un triangle

L'un des mensonges néolibéraux consiste à dire que la croissance économique des entreprises produit une meilleure répartition de la richesse et de l'emploi. C'est faux. De même que l'accroissement du pouvoir d'un roi n'a pas pour effet un accroissement du pouvoir de ses sujets (c'est plutôt le contraire), l'absolutisme du capital financier n'améliore pas la répartition des richesses et ne crée pas de travail. Pauvreté, chômage et précarité sont ses conséquences structurelles.

Dans les années 60 et 70, le nombre *de pauvres (définis* par la Banque mondiale comme disposant de moins de *1 dollar par jour)* s'élevait à quelque 200 millions. Au début des années 90, leur nombre était de 2 milliards.

Davantage d'êtres humains pauvres et appauvris. Moins de personnes riches et enrichies, telles sont les leçons de la pièce 1 du puzzle. Pour obtenir ce résultat absurde, le système capitaliste mondial « modernise » la production, la circulation et la consommation de marchandises. La nouvelle révolution technologique (l'informatique) et la nouvelle révolution politique (les mégapoles émergentes sur les ruines de l'Etat-nation) produisent une nouvelle « révolution » sociale, en fait une réorganisation des forces sociales, principalement de la force du travail.

La population économiquement active (PEA) mondiale est passée de 1,38 milliard en 1960 à 2,37 milliards en 1990. Davantage d'êtres humains capables de travailler, mais le nouvel ordre mondial les circonscrit dans des espaces précis et en réaménage les fonctions (ou les non-fonctions, comme dans le cas des chômeurs et des précaires). La population mondiale employée par activité (PMEA) s'est modifiée radicalement au cours des vingt dernières années. Le secteur agricole et la pêche sont tombés de 22 % en 1970 à 12 % en 1990, le manufacturier de 25 % à 22 %, mais le tertiaire (commerce, transports, banque et services) est passé de 42 % à 56 %. Dans les pays en voie de développement, le tertiaire a crû de 40 % en 1970 à 57 % en 1990, l'agriculture et la pêche chutant de 30 % à 15 % (2).

De plus en plus de travailleurs sont orientés vers des activités de haute productivité. *Le système agit ainsi comme* une sorte de mégapatron pour lequel le marché planétaire ne serait qu'une entreprise unique, gérée de manière « moderne ».

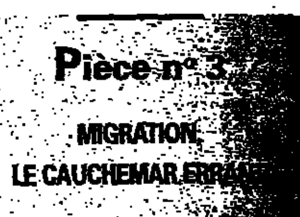
Mais la « modernité » néolibérale semble plus proche de la bestiale naissance du capitalisme que de la « rationalité » utopique. Car la production capitaliste continue de faire appel au travail des enfants. Sur 1,15 milliard d'enfants dans le monde, au moins 100 millions vivent dans la rue et 200 millions travaillent – ils seront, d'après les prévisions, 400 millions en l'an 2000. Rien qu'en Asie, on en compterait 146 millions dans les manufactures. Et, dans le Nord aussi, des centaines de milliers d'enfants travaillent pour compléter le revenu familial ou pour survivre. On emploie également beaucoup d'enfants dans les industries du plaisir : selon les Nations unies, chaque année, un million d'enfants sont jetés dans le commerce sexuel.

Le chômage *et la précarité de millions* de travailleurs dans le monde, voilà une *réalité qui ne semble pas à la veille de* disparaître. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le chômage est passé de 3,8 % en 1966 à 6,3 % en 1990 ; en Europe, il est passé de 2,2 % à 6,4 %. Le marché mondialisé détruit les petites et moyennes entreprises. Avec la disparition de marchés locaux et régionaux, celles-ci, privées de protection, ne peuvent supporter la concurrence des géants transnationaux. Des millions de travailleurs se retrouvent ainsi au chômage. Absurdité néolibérale : loin de créer des emplois, la croissance de la production en détruit – l'ONU parle de *« croissance sans emploi »*.

Mais le cauchemar ne s'arrête pas là. Les travailleurs doivent accepter des *conditions précaires. Une plus* grande instabilité, des journées de travail plus longues et des salaires plus bas. Telles sont les conséquences de la mondialisation et de l'explosion du secteur des services.

Tout cela produit un excédent spécifique : des êtres humains en trop, inutiles au nouvel ordre mondial parce qu'ils ne produisent plus, ne *consomment plus et n'empruntent plus* aux banques. Bref, ils sont jetables. Chaque jour, les *marchés financiers* imposent leurs lois aux Etats et aux groupes d'Etats. Ils redistribuent les habitants. Et, à la fin, ils constatent qu'il y a encore des gens en trop.

Voilà donc une figure qui ressemble à un triangle, la représentation de la pyramide de l'exploitation mondiale.



Pièce n° 3

MIGRATION, LE CAUCHEMAR ERRANT

La figure 3 se construit en dessinant un cercle.

Nous avons déjà parlé de l'existence, à la fin de la troisième guerre mondiale, de nouveaux territoires (les anciens pays socialistes) à conquérir, et d'autres à reconquérir. D'où la triple stratégie des marchés : les « guerres régionales » et les « conflits internes » prolifèrent ; le capital poursuit un objectif d'accumulation atypique ; et de grandes masses de travailleurs sont mobilisées. Résultat : une grande roue de millions de migrants à travers la planète. « Etrangers » dans un monde « sans frontières », selon la promesse des vainqueurs de la guerre froide, ils souffrent de persécutions xénophobes, de la précarité de l'emploi, de la perte de leur identité culturelle, de la répression policière et de la faim, quand on ne les jette pas en prison ou qu'on ne les assassine.

Le cauchemar de l'émigration, quelle qu'en soit la cause, continue de croître. Le nombre de ceux qui relèvent du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a littéralement explosé, passant de 2 millions en 1975 à plus de 27 millions en 1995.

La politique migratoire du néolibéralisme a davantage pour but de déstabili*ser le marché mondial du travail que* de freiner l'immigration. La quatrième *guerre mondiale* – avec ses *mécanismes* de destruction-dépeuplement, *reconstruction-réorganisation* – entraîne le déplacement de mil*lions de personnes. Leur destinée* est d'errer, leur cauchemar sur le dos, afin de constituer une menace pour les travailleurs disposant d'un emploi, un épouvantail de nature à faire oublier le patron et un prétexte pour le racisme.

Pièce n° 4

MONDIALISATION FINANCIÈRE ET GÉNÉRALISATION DU CRIME

La figure 4 se construit en dessinant un rectangle.

Si vous pensez que le monde de la délinquance est synonyme d'outre-tombe et d'obscurité, vous vous trompez. Durant la période dite de guerre froide, le crime organisé a acquis une image plus respectable. Non seulement il a commencé à fonctionner comme une entreprise moderne, mais il a aussi pénétré profondément les systèmes politiques et économiques des Etats-nations.

Avec le début de la quatrième guerre mondiale, le crime organisé a globalisé ses propres activités. Les organisations criminelles des cinq continents se sont approprié l'« esprit de coopération mondial » et, associées, participent à la conquête des nouveaux marchés. *Elles* investissent dans des affaires légales, non seulement pour blanchir l'argent sale, mais pour acquérir du capital destiné à leurs affaires illégales. Activités préférées : l'immobilier de luxe, les loisirs, les médias, et... la banque.

Ali Baba et les 40 banquiers ? Pis. Les banques commerciales utilisent l'argent sale pour leurs activités légales. Selon un rapport des Nations unies, « *le développement des syndicats du crime a été facilité par les programmes d'ajustement structurel que les pays endettés ont été contraints d'accepter pour avoir accès aux prêts du Fonds monétaire international* (3) ».

---

(1) Entretien avec Martha Garcia, La Jornada, 28 mai 1997.

(2) Ochoa Chi et Juanita del Pilar, *Mercado mundial de fuerza de trabajo en el capitalismo contemporáneo*, UNAM, Economía, Mexico, 1997.

(3) *La Globalisation du crime*, Nations unies, New York, 1995.



هكذا من الاصل

SEPT PIÈCES DU PUZZLE NÉOLIBÉRAL

...ne guerre mondiale a commencé

Pièce n° 3

MIGRATION, LE CAUCHEMAR ERRANT

Pièce n° 4

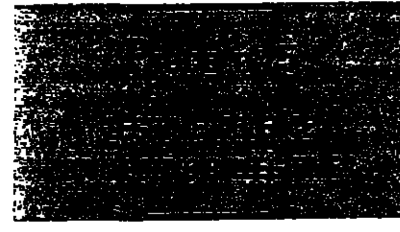
MONDIALISATION FINANCIÈRE ET GÉNÉRALISATION DU CRIME



JOSÉ CLEMENTE OROZCO. – « La Destruction du vieil ordre » (1926)

Le crime organisé compte aussi sur les paradis fiscaux. Il y en a quelque 55 – l'un d'eux, les îles Caïman, occupe la cinquième place comme centre bancaire et possède plus de banques et de sociétés enregistrées que d'habitants. Outre le blanchiment de l'argent sale, les paradis fiscaux servent à échapper aux impôts. Ce sont des lieux de contact entre gouvernants, hommes d'affaires et chefs mafieux.

Voici donc le miroir rectangulaire dans lequel légalité et illégalité échangent leurs reflets. De quel côté du miroir se trouve le criminel ? De quel côté celui qui le poursuit ?



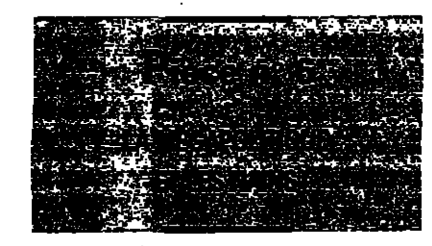
La figure 5 se construit en dessinant un pentagone.

Dans le cabaret de la globalisation, l'Etat se livre à un strip-tease au terme duquel il ne conserve que le minimum indispensable : sa force de répression. Sa base matérielle détruite, sa souveraineté et son indépendance annulées, sa classe politique effacée, l'Etat-nation devient un simple appareil de sécurité au service des méga-entreprises. Au lieu d'orienter l'investissement public vers la dépense sociale, il préfère améliorer les équipements qui lui permettent de contrôler plus efficacement la société.

Que faire quand la violence découle des lois du marché ? Où est la violence légitime ? Où l'illégitime ? Quel monopole de la violence peuvent revendiquer les malheureux Etats-nations quand le libre jeu de l'offre et la demande défie un tel monopole ? N'avons-nous pas montré, dans la pièce n° 4, que le crime organisé, le gouvernement et les centres financiers sont tous intimement liés ? N'est-il pas évident que le crime organisé compte de véritables armées ? Le monopole de la violence n'appartient plus aux Etats-nations : le marché l'a mis à l'encan...

Si la contestation du monopole de la violence invoque, non les lois du marché, mais les intérêts de « ceux d'en bas », alors le pouvoir mondial y verra une agression. C'est l'un des aspects les moins étudiés (et les plus condamnés) du défi lancé par les indigènes en armes et en rébellion de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) contre le néolibéralisme et pour l'humanité.

Le symbole du pouvoir militaire américain est le Pentagone. La nouvelle police mondiale veut que les armées et les polices nationales soient un simple corps de sécurité garantissant l'ordre et le progrès dans les mégapoles néolibérales.



La figure 6 se construit en faisant un gribouillage.

Nous avons dit que les Etats-nations sont attaqués par les marchés financiers et contraints de se dissoudre au sein de mégapoles. Mais le néolibéralisme ne mène pas seulement sa guerre en « unissant » des nations et des régions. Sa stratégie de destruction-dépeuplement et de reconstruction-réorganisation produit, de surcroît, des fractures dans les Etats-nations. C'est l'un des paradoxes de cette quatrième guerre : destinée à éliminer les frontières et à unir des nations, elle provoque une multiplication des frontières et une pulvérisation des nations.

Si quelqu'un doute encore que cette globalisation soit une guerre mondiale, qu'il prenne en compte les conflits qui ont provoqué l'éclatement de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, victimes de ces crises qui brisent les fondements économiques des Etats-nations et leur cohésion.

La construction des mégapoles et la fragmentation des Etats sont une conséquence de la destruction des Etats-nations. S'agit-il d'événements séparés ? Sont-ce des symptômes d'une mégacrise à venir ? Des faits isolés ?

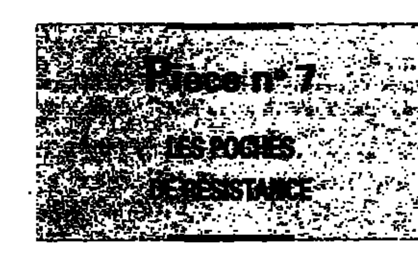
La suppression des frontières commerciales, l'explosion des télécommunications, les autoroutes de l'information, la puissance des marchés financiers, les accords internationaux de libre-échange, tout cela contribue à détruire les Etats-nations. Paradoxalement, la mondialisation produit un monde fragmenté, fait de compartiments étanches à peine reliés par des passerelles économiques. Un monde de miroirs brisés qui reflètent l'inutile unité mondiale du puzzle néolibéral.

Mais le néolibéralisme ne fragmente pas seulement le monde qu'il voudrait unifier, il produit également le centre politico-économique qui dirige cette guerre. Il est urgent de parler de la mégapolitique. La mégapolitique *englobe* les politiques nationales et les relie à un centre qui a des intérêts mondiaux, avec, pour logique, celle du marché. C'est au nom de celle-ci que sont décidés les guerres, les crédits, l'achat et la vente de marchandises, les reconnaissances diplomatiques, les blocus commerciaux, les soutiens politiques, les lois sur les immigrés, les ruptures internationales, les investissements. Bref, la survie de nations entières.

Les marchés financiers n'ont que faire de la couleur politique des dirigeants des pays : ce qui compte, à leurs yeux, c'est le respect du programme économique. Les critères financiers s'imposent à tous. Les maîtres du monde peuvent tolérer l'existence d'un gouvernement de gauche, à condition que celui-ci n'adopte aucune mesure pouvant nuire aux intérêts des marchés. Ils n'accepteront jamais une politique de rupture avec le modèle dominant.

Aux yeux de la mégapolitique, les politiques nationales sont conduites par des nains qui doivent se plier aux diktats du géant financier. Il en sera toujours ainsi... jusqu'à ce que les nains se révoltent.

Voici donc la figure qui représente la mégapolitique. Impossible de lui trouver la moindre rationalité.



La figure 7 se construit en dessinant une poche.

« Pour commencer, je te prie de ne point confondre la Résistance avec l'opposition politique. L'opposition ne s'oppose pas au pouvoir, et sa forme la plus aboutie est celle d'un parti d'opposition ; tandis que la Résistance, par définition, ne peut être un parti : elle n'est pas faite pour gouverner, mais... pour résister. » (Tomás Segovia, Alegatorio, Mexico, 1996.)

L'apparente infaillibilité de la mondialisation se heurte à l'obstinée désobéissance de la réalité. Tandis que le néolibéralisme poursuit sa guerre, des groupes de protestataires, des noyaux de rebelles se forment à travers la planète. L'empire des financiers aux poches pleines affronte la rébellion des poches de résistance. Oui, des poches. De *toutes tailles*, de *différentes* couleurs, de formes variées. Leur seul point commun : une volonté de résistance au « nouvel ordre mondial » et au crime contre l'humanité que représente cette quatrième guerre.

Le néolibéralisme tente de soumettre des millions d'êtres, et veut se défaire de tous ceux qui seraient « de trop ». Mais ces « jetables » se révoltent. Femmes, enfants, vieillards, jeunes, indigènes, écologistes, homosexuels, lesbiennes, séropositifs, travailleurs, et tous ceux qui dérangent l'ordre nouveau, qui s'organisent et qui luttent. Les exclus de la « modernité» tissent les résistances.

Au Mexique, par exemple, au nom du Programme de développement intégral de l'isthme des Tehuantepec, les autorités voudraient construire une grande zone industrielle. Cette zone comprendra des « usines-tournevis », une raffinerie pour traiter le tiers du brut mexicain et pour élaborer des produits de la pétrochimie. Des voies de transit interocéaniques seront construites : des routes, un canal et une ligne ferroviaire transisthmique. Deux millions de paysans deviendraient ouvriers de ces usines. De même, dans le sud-est du Mexique, dans la forêt Lacandone, on met sur pied un Programme de développement régional durable, avec l'objectif de mettre à la disposition du capital des terres indigènes riches en dignité et en histoire, mais aussi en pétrole et en uranium.

Ces projets aboutiraient à fragmenter le Mexique, en séparant le Sud-Est du reste du pays. Ils s'inscrivent, en fait, dans une stratégie de contre-insurrection, telle une tenaille cherchant à envelopper la rébellion anti-néolibérale née en 1994 : au centre, se trouvent les indigènes rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale.

Sur la question des indigènes rebelles, une parenthèse s'impose : les zapatistes estiment que, au Mexique, la reconquête et la défense de la souveraineté nationale font partie de la révolution antilibérale. Paradoxalement, on accuse l'EZLN de vouloir la fragmentation du pays.

La réalité, c'est que les seuls à évoquer le séparatisme sont les entrepreneurs de l'Etat de Tabasco, riche en pétrole, et les députés fédéraux originaires du Chiapas et membres du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Les zapatistes, eux, pensent que la défense de l'Etat national est nécessaire face à la mondialisation, et que les tentatives pour briser le Mexique en morceaux viennent du groupe qui gouverne et non des justes demandes d'autonomie des peuples indiens.

L'EZLN et l'ensemble du mouvement indigène national ne veulent pas que les peuples indiens se séparent du Mexique : ils entendent être reconnus comme partie intégrante du pays, mais avec leurs spécificités. Ils aspirent à un Mexique rimant avec démocratie, liberté et justice. Si l'EZLN défend la souveraineté nationale, l'armée fédérale mexicaine, elle, protège un gouvernement qui en a détruit les bases matérielles et qui a offert le pays au grand capital étranger comme aux narcotrafiquants.

Il n'y a pas que dans les montagnes du Sud-Est mexicain que l'on résiste au néolibéralisme. Dans d'autres régions du Mexique, en Amérique latine, aux Etats-Unis et au Canada, dans l'Europe du traité de Maastricht, en Afrique, en Asie et en Océanie, les poches de résistance se multiplient. Chacune a sa propre histoire, ses spécificités, ses similitudes, ses revendications, ses luttes, ses succès. Si l'humanité veut survivre et s'améliorer, son seul espoir réside dans ces poches que forment les exclus, les laissés-pour-compte, les « jetables».

Cela est un exemple de poche de résistance, mais je n'y attache pas beaucoup d'importance. Les exemples sont aussi nombreux que les résistances et aussi divers que les mondes de ce monde. Dessinez donc l'exemple qui vous plaira. Dans cette affaire des poches, comme dans celle des résistances, la diversité est une richesse.

* * *

Après avoir dessiné, colorié et découpé ces sept pièces, vous vous apercevrez qu'il est impossible de les assembler. Tel est le problème : la mondialisation a voulu assembler des pièces qui ne s'emboîtent pas. Pour cette raison, et pour d'autres que je ne peux développer dans ce texte, il est nécessaire de bâtir un monde nouveau. Un monde pouvant contenir beaucoup de mondes, pouvant contenir tous les mondes.

Post-scriptum qui raconte des rêves nichés dans l'amour. La mer repose à mes côtés. Elle partage depuis longtemps des angoisses, incertitudes, et de nombreux rêves, mais maintenant, elle dort avec moi dans la nuit chaude de la forêt. Je la regarde onduler comme les blés dans mes rêves et m'émerveille à nouveau de la retrouver inchangée : tiède, fraîche, à mes côtés. L'étouffement me tire du lit et prend ma main et ma plume pour ramener le vieil Antoine, aujourd'hui comme il y a des années...

J'ai demandé au vieil Antoine de m'accompagner dans une exploration en aval du fleuve. Nous n'emportons qu'un peu de nourriture. Durant des heures, nous poursuivons le cours capricieux, et la faim et la chaleur nous saisissent. Nous passons l'après-midi à poursuivre une harde de sangliers. Il fait presque nuit lorsque nous les rejoignons, mais un énorme porc sauvage se détache du groupe et nous attaque. Je fais appel à tout mon savoir militaire : je jette mon arme, et je grimpe à l'arbre le plus proche. Le vieil Antoine reste impassible devant l'attaque et, au lieu de courir, il se place derrière un taillis. Le gigantesque sanglier, de toutes ses forces, fonce droit sur lui, et s'encastre dans les branchages et les épines. Avant qu'il ne parvienne à se libérer, le vieil Antoine lève sa vieille carabine, et, d'un coup, fournit le repas du soir.

A l'aube, lorsque j'ai fini de nettoyer mon moderne fusil automatique (M-16, calibre 5,56 mm avec sélecteur de cadence et une portée réelle de 460 mètres, une mire télescopique, et un chargeur de 90 balles), je rédige mon Journal de campagne. Omettant ce qui est arrivé, je note seulement : *« Avons rencontré sanglier et A. a tué une pièce. Hauteur 350 mètres. Il n'a pas plu. »*

Pendant que nous attendons que la viande grille, je raconte au vieil Antoine que ma part servira pour les fêtes qu'on prépare au campement. *« Des fêtes ? »*, me demande-t-il, pendant qu'il attise le feu. *« Oui*, lui dis-je. *Quel que soit le mois, il y a toujours quelque chose à fêter. »* Et je poursuis par une brillante dissertation sur le calendrier historique et les célébrations zapatistes. Le vieil Antoine m'écoute en silence ; imaginant que cela ne l'intéresse pas, je m'installe pour dormir.

Plongé dans mes rêves, je vois le vieil Antoine saisir mon cahier et y écrire quelque chose. Le lendemain, après le petit déjeuner, nous partageons la viande, et chacun s'en va de son côté. Une fois au campement, je fais mon rapport et je montre le cahier pour qu'on sache ce qui s'est passé. *« Ce n'est pas ton écriture »*, me dit-on en me montrant la feuille du cahier. Là, après ce que j'avais noté moi-même, le vieil Antoine a écrit en grosses lettres : *« Si tu ne peux pas avoir, et la raison, et la force, choisis toujours la raison et abandonne à l'ennemi la force. Dans de nombreuses batailles, la force permet d'obtenir la victoire, mais une guerre ne se gagne que grâce à la raison. Le puissant ne pourra jamais tirer de la raison de sa force, tandis que nous pourrons toujours tirer force de notre raison. »*

Et plus bas, en petits caractères : *« Joyeuses fêtes. »*

Evidemment, je n'avais plus faim. Les fêtes zapatistes, comme d'habitude, furent effectivement joyeuses.

SOUS-COMMANDANT MARCOS.

JUILLET 1995, UNE VAGUE DE CHALEUR TUE PLUS DE 500 PERSONNES

Autopsie d'un été meurtrier à Chicago

Chaque année, au plus fort de l'hiver, certains meurent de froid. Parfois ils n'ont pas de domicile et on retrouve leurs corps dehors. Il y a deux ans, au plus fort de l'été, des centaines d'habitants de Chicago sont morts de chaleur. Privés d'électricité, sans eau et reclus chez eux par peur de sortir dans un quartier dangereux. « Fait divers », morts « naturelles » ? C'est ce que scandent les médias entre deux apitoiements de circonstance. Mais les victimes d'hier et celles de demain n'ont pas d'abord besoin de températures clémentes et de bonnes prévisions climatiques. Le plus souvent ce n'est pas le froid, la chaleur ou la vieillesse qui les tuent, mais la pauvreté et la relégation raciale et résidentielle. La météorologie s'efface alors devant la sociologie. Et l'impact du temps qu'il fait révèle surtout le type de monde que l'on construit.

Une enquête d'ERIC KLINENBERG *

« Il fait chaud. Il fait très chaud. Nous avons tous nos petits problèmes, mais n'exagérons rien. On exagère à Chicago. Et c'est pour ça que les gens aiment Chicago. On y exagère. »
(Richard M. Daley, maire de Chicago.)

LE 30 juin 1995, le journal médical du centre de prévention des maladies et du ministère de la *santé américain publie un rapport sur les décès causés par les grandes chaleurs estivales. Entre 1979 et 1992, elles ont provoqué la mort de* 5 379 personnes aux Etats-Unis. *« Ces décès,* conclut le rapport, *peuvent facilement être prévenus. »*

Moins de deux semaines plus tard, Chicago est *frappée par l'une des vagues de chaleur les plus redoutables* de son histoire. Par endroits, les températures *atteignent 46 degrés. Nuages épars et absence* de vent : pendant une semaine, la ville se transforme en fournaise.

La chaleur fait ses premières victimes le 13 juillet. Dès le lendemain, le matraquage médiatique *commence lorsque deux nourrissons, oubliés dans* une camionnette par la directrice de leur crèche, périssent suffoqués par une chaleur de 73 degrés. A la fin de la semaine, la canicule a provoqué la mort de cinq cents à sept cents personnes selon les estimations. Et des milliers d'hospitalisations.

La seule météorologie ne saurait expliquer ces décès. *La mort est à mettre en relation avec un type* de séparation (sociale, spatiale, raciale et politique) identique à celui qui régit la vie de certains habitants de la ville. La canicule meurtrière de 1995 a illustré les nouvelles formes de marginalité et d'abandon *social propres aux grandes villes américaines* et particulièrement marquées à Chicago (1). Une calamité *plus « structurelle » que « naturelle » qui non seulement* souligne la relation évidente entre la pauvreté et la souffrance, mais révèle également les mécanismes sociaux et institutionnels qui sous-tendent l'insécurité américaine.

Pannes d'eau et d'électricité

MARDI 12 juillet, Chicago halète sous un soleil de *plomb. Les rues sont en feu. Plusieurs jours* auparavant, les météorologues, alertés par une masse d'air chaud venant du sud, ont annoncé la vague de chaleur. A temps pour que les autorités diffusent des messages de prévention. Certains habitants sont donc prêts. D'autres réagissent promptement, dévalisant en un après-midi tous les *magasins de climatiseurs et de ventilateurs. La population* envahit les bords du lac : on dénombrera jusqu'à quatre-vingt-dix mille personnes entassées sur une seule plage. Ceux qui sont trop éloignés des plages se mettent en quête de fontaines, de piscines municipales ou de bouches d'incendie...

Alors que la ville fait provision de climatiseurs, sa *consommation d'énergie atteint un niveau qui excède* vite les capacités de la compagnie d'électricité. Ses équipements se détraquent au moment où les gens en ont le plus besoin. Apparues dès le mercredi 13 juillet, les pannes se répètent les jours suivants. Le vendredi, deux grands transformateurs disjonctent en moins d'une heure. Des quartiers entiers *se retrouvent sans électricité – et donc sans climatiseur*, sans ventilateur et sans télévision pour les in*former des moyens de se protéger. Dans certains* cas, durant deux jours.

Jeudi est le jour le plus chaud. Par endroits, les températures affichent 41 degrés – et jusqu'à 44 degrés dans certains immeubles non climatisés. Les *pompiers doivent faire usage de leurs lances à in*cendie pour asperger les voyageurs, accablés, d'un *car scolaire coincé dans les embouteillages de la mi*journée. Cette technique du jet sera largement imitée par *la population* – surtout par les jeunes des quartiers les plus défavorisés. N'ayant guère les moyens de se prémunir contre la chaleur, ils ouvrent grandes les bouches d'incendie, créant ainsi des fontaines publiques, des parcs aquatiques, des oasis improvisées où les personnes valides viennent se rafraîchir. Cette stratégie de survie a une consé*quence désastreuse : asséchant les réserves d'eau* de la ville, elle prive des quartiers entiers d'eau courante pour une *durée* prolongée. *Le jeudi chaud,* trois mille points d'eau sauvages sont ainsi ouverts.

La « guerre de l'eau » commence. Equipes de sur*veillance et policiers parcourent les rues pour sceller* les bouches d'incendie, menaçant d'une amende de 500 dollars quiconque les ouvrirait. *Cela n'arrête pas* la population : craignant de perdre sa meilleure arme contre la chaleur, elle recourt à tous les sub*terfuges : torches acétylènes*, perceuses, scies, marteaux-piqueurs. Des groupes de jeunes attaquent *neuf camions-citernes et blessent quatre ouvriers* qui tentaient de sceller les bouches d'incendie.

* Chercheur à l'université de Californie, Berkeley.

Rapidement, la canicule vient à bout des maigres résistances opposées par les personnes les plus vulnérables : après quarante-huit heures d'exposition *ininterrompue,* la chaleur amenuise les défenses de l'organisme. Les services d'urgence et les morgues *de la ville sont submergés.* A Chicago, le *taux de* mortalité de base, assez stable, est de soixante-douze décès par jour. Vendredi 15 *juillet, on en enre*gistre cent quatre-vingt-huit. La morgue doit alors réorganiser ses locaux pour recevoir les nouveaux arrivants. Le week-end sera particulièrement meurtrier avec trois cent soixante-cinq décès dans la jour*née du samedi,* et deux cent quarante et un le dimanche. La fièvre retombe le lundi, avec cent quatre-vingt-treize décès. *Mardi, on n'en compte* plus que cent six. Et quatre-vingt-dix les deux jours suivants.

En période normale, les médecins légistes autopsient environ dix-sept corps par jour. La *morgue, organisée en conséquence, se retrouve* donc assez vite débordée par l'afflux de ces centaines de cadavres qu'elle ne peut pas stocker. Située en plein centre-ville, en face du plus grand hôpital public de Chicago, elle devient le symbole même du délitement du corps municipal. Journalistes, infirmiers et hommes politiques se précipitent *pour assister au spectacle.*



BRIAN DAHK AFP

PRÈS DE LA MORGUE
Des centaines de cadavres en face du plus grand hôpital public de la ville

Médecin en chef du comte, le docteur Edmund Donoghue met tout en œuvre pour gérer l'afflux de cadavres. Un « marathon de l'autopsie » commence. Des camions frigorifiques de plus de 15 mètres de long – généreusement prêtés par une entreprise locale de transport (Chicago est la capitale mondiale de la viande) – sont transformés en *« chambres froides d'urgence ». Au plus fort de la* canicule, la morgue est encerclée par dix de ces camions. Ambulances, wagons de police et véhicules de pompiers se fraient un chemin pour livrer leurs cadavres, formant ainsi une parade funèbre tellement irréelle qu'il semble difficile de croire que tout cela se passe au cœur même de la troisième ville de la superpuissance américaine.

Les autorités municipales doivent fournir une explication. Mais trop occupé à améliorer l'image de Chicago en vue de la convention démocrate qui s'y tiendra l'été suivant, le maire, M. Richard M. Daley, préfère masquer la réalité. En 1989, *il a pourtant été* élu après avoir déclaré : *« On ne peut fermer les yeux plus longtemps sur les problèmes de cette ville. La municipalité doit savoir prendre ses responsabilités (...). Je n'attendrai pas qu'une catastrophe se produise pour agir. »*

Alerté de la hausse vertigineuse de la mortalité, la *première réaction de M. Daley témoigne néanmoins* de sa légendaire placidité. *« Tous les jours,* dit-il à la presse, *des gens meurent de cause naturelle. Vous ne pouvez pas tout mettre sur le dos de la canicule. Ou alors tous les décès de l'été seront dus à la chaleur* (2). »

Cette première explication n'ayant pas entièrement convaincu, le maire démocrate adopte une *nouvelle tactique.* Les *décès avaient un lien avec* la canicule, mais les élus municipaux n'étaient pas responsables du nombre des victimes. *M. Daley* tenait deux coupables. D'abord l'entreprise Commonwealth Edison, *depuis longtemps accusée par la population* de détenir le quasi-monopole de l'énergie, s'était révélée incapable de fournir de l'électricité au moment où la ville en avait le plus besoin. Le maire suggéra donc la remise en question de la concession accordée à la société et menaça d'engager contre elle un procès pour rupture de contrat.

*Seconds coupables : les victimes. Invoquant la lo*gique de la responsabilité individuelle, M. Daley et ses administrateurs accusent alors les morts et leurs familles, qui n'auraient pas su veiller à leur sort. En temps de crise, ce n'est pas à l'Etat, explique M. Daley, mais aux individus d'assurer leur survie. *« Nous parlons de ces gens qui meurent parce qu'ils ne savent pas prendre soin d'eux-mêmes,* précise M. Daniel Alvarez, conseiller municipal chargé des affaires sociales. *Nous avons pourtant diffusé de nombreux messages de prévention mais ces gens-là ne lisent pas le journal et ne regardent pas la télévision. »* La ville, en tout cas, n'avait pas failli : *« Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir. Tout. »* Et puis la *catastrophe* était d'ordre « naturel ». La ville ne pouvait tout de même pas être responsable de la canicule.

En exploitant cette notion très américaine qui fait de l'individu l'unique responsable de son bien-être *et de sa condition sociale* (3), les édiles de Chicago *réussiront à éviter les foudres de la population et à* dépolitiser le débat. Seuls quelques groupes de citoyens souligneront la responsabilité de la ville. Une responsabilité à deux niveaux : structurelle, avec l'appauvrissement des quartiers les plus défavorisés ; conjoncturelle, avec l'incapacité des autorités à gérer les urgences médicales.

Les medias vont entériner la version officielle des évènements et ériger les élus municipaux en « analystes » de la situation, un peu comme les militaires américains avaient été les « experts » de la guerre du Golfe. A regarder les télévisions locales, les « pauvres » et les « communautés » étaient en effet manifestement incapables d'expliquer la catastrophe qui les *frappait. Ainsi, les mots de « pauvreté »* et de « race » servirent rarement de catégorie expli*cative. Certes, dans une séquence du journal télé*visé, une communauté noire des quartiers défavorisés vivant dans une HLM privée d'eau et d'électricité se plaignait de la négligence de l'Etat. Mais, imperturbables, les journalistes continuèrent à répercuter avec docilité la version lénifiante et apolitique des autorités, apparemment insensibles au fait que le té*moignage des victimes venait de la contredire.*

En accusant le temps, la Commonwealth Edison et *la* négligence des *familles,* la municipalité proposait une explication conforme au bon sens commun. Après tout, chacun avait éprouvé les effets et les dangers de la chaleur (même ceux qui avaient traversé la canicule barricadés dans leurs apparte*ments climatisés) ; la situation de quasi-monopole* de la société électrique mécontentait les résidents de Chicago ; une fraction significative de la population de la ville – y compris chez les plus défavorisés – accepte que l'individu soit seul responsable de sa condition. *Ainsi, en parlant « sociologie »* – tout en faisant taire les sociologues, une situation d'autant plus paradoxale que Chicago abrite la première université de sociologie urbaine du pays (4) –, la *ville a réussi à « naturaliser »* les décès dus à la vague de chaleur.

Et pourtant... une étude *approfondie* (5) a permis d'établir une corrélation entre décès et conditions d'existence sociale : la canicule a relativement épargné les populations équipées d'un climatiseur ou qui ont eu la possibilité de se rendre dans des en*droits climatisés.* En revanche, elle a surtout frappé les personnes vivant seules, dans des quartiers mal desservis *par les transports publics, dans des appartements* d'une seule pièce, ou au dernier étage d'un immeuble. Toutefois, l'étude n'établit pas le rapport entre cette sélectivité de la mort et les inégalités qui ont rendu certains endroits plus sensibles à la *canicule que d'autres.*

La carte de la mortalité durant la vague de chaleur recoupe pourtant *celles de la violence urbaine* et de la ségrégation raciale et sociale. Les endroits les plus touchés forment un anneau qui longe, mais sans les atteindre, les quatre zones les plus riches de la ville (6). Sur les quinze quartiers ayant le plus *souffert, onze sont habités par une proportion exceptionnellement* élevée de personnes qui vivent avec des revenus inférieurs à la moitié du niveau officiel de pauvreté. Dix de ces quinze quartiers comptent une population qui est entre 94 % et 99 % noire. En outre, les secteurs les plus touchés correspondent aussi à ceux où le taux de personnes âgées *vivant seules et le taux de criminalité sont parti*culièrement importants. Trois quartiers du sud-ouest de la ville (7) font également partie du « cercle fatal ». Ils n'enregistrent pas des taux extraordinaires de pauvreté, et les Blancs y représentent 84 % à 97 % de la population. Mais le niveau d'instruction y est très faible, ce qui semble confirmer l'hypothèse *des chercheurs selon laquelle il existe aussi une cor*rélation entre le degré d'éducation et la prédisposition à succomber aux grandes chaleurs.

Des services d'urgences débordés

EN se limitant à une analyse par quartiers, on risque toutefois d'occulter la disparité sociale et raciale de certains d'entre eux. Et l'existence en leur sein de « poches » de pauvreté, de criminalité... et de mortalité exceptionnelle pendant la vague de *chaleur. Ainsi le lieu le plus éprouvé de la ville fut un* pâté de maisons réputé pour ses logements minuscules et délabrés. On y a répertorié sept décès. *Mais* le quartier n'a pas compté au nombre des plus frappés.

L'étude démographique de la mortalité (fondée sur l'âge, le sexe et la race des habitants) débouche *sur un certain nombre de résultats assez prévi*sibles : 73 % des 525 habitants morts des causes directes de la canicule avaient plus de soixante-cinq ans. D'autres le sont moins : les Noirs moururent deux fois plus que les Blancs ; les Hispaniques, qui *représentent pourtant* 19 % *de* la population de Chicago, n'ont subi que 2 % des décès *(lire l'encadré ci-contre).*

Les plus démunis ont été les plus touchés. Ils ont dû faire face à une double crise d'origine politique : une pauvreté généralisée exacerbée par des coupes claires dans les budgets sociaux ; un manque de *structures collectives capables d'organiser les* maigres programmes d'aide qui subsistaient. A cette double crise, l'amoncellement des cadavres de l'été 1995 fournit une représentation graphique frappante.

En 1995, il n'existait à Chicago *aucune structure* de coordination des services d'urgences susceptible de *guider les ambulanciers et de leur indiquer quels* hôpitaux restaient disponibles. Dans la même journée, on dénombre jusqu'à dix-huit hôpitaux « à éviter ». Ainsi, entre le 13 et le 16 juillet, vingt-trois des quarante-cinq hôpitaux de la ville se déclarent *« à éviter »* : déjà surchargés, ils refusent tout nouveau patient dans leurs services d'urgence. Les habitants des quartiers les *plus touchés par la vague de chaleur* furent les premiers concernés par cette insuffisance des *structures médicales. Selon un rapport officiel* de l'Etat (Illinois), le sud et le sud-ouest de la ville – essentiellement peuplés d'habitants à faibles

(1) Lire Serge Halimi, « L'université de Chicago, un petit coin de paradis bien protégé » ; Douglas Massey, « Comment se perpétue l'apartheid » ; Sudhir Venkatesh, « Gangs ou jeunes citadins à la dérive » ; et Robert Lopez, « Villes de riches, barrières comprises », *in* « Le nouveau modèle américain », *Manière de voir* n° 31, août 1996.

(2) Cité par le *Chicago Sun Times*, 25 juillet 1995.

(3) Lire Loïc Wacquant, « Quand le président Clinton « réforme » la pauvreté », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

(4) *Cf.* les textes de Simmel, Park, Burgess, MacKenzie dans *L'Ecole de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 1990.

(5) *New England Journal of Medicine*, 11 juillet 1995.

(6) Le Loop (centre-ville touristique), le Near Northside, Lincoln Park et Lake View.

(7) Archer Heights, Brighton Park et McKinley Park.

revenue et de communautés noires – *« n'eurent que très peu d'hôpitaux – et même parfois aucun – susceptibles d'accepter les patients déposés par les ambulances »*.

La ville ne disposait pas non plus d'un organisme pouvant contrôler la légitimité des décisions de fermeture des services d'urgences prises par les hôpitaux. Dans ce désordre, les ambulanciers, débordés, transportaient leurs blessés d'un bout à l'autre de la ville en quête d'un service disposé à les accueillir. Un directeur hospitalier explique alors : *« Nous avons des patients qui nous arrivent de plus de 20 kilomètres. »* Affaiblies par les réductions des programmes de santé des années 80 – alors qu'elles suffisaient à peine aux besoins médicaux de la population –, les structures médicales des quartiers les plus déshérités s'écroulent sous le poids de la canicule.

Cette dernière exerce une pression d'autant plus forte sur le système médical que beaucoup d'habitants vivent déjà dans des endroits malsains qui deviendront encore plus dangereux du fait de la chaleur. Bien sûr, les coupures d'électricité vont priver de nombreux habitants de leur climatisation. Mais, de toute façon, plus d'un tiers de la population de Chicago ne dispose pas de climatiseurs (8). Et nombre d'entre eux, trop isolés ou trop effrayés pour quitter leur domicile, ne pourront se rendre dans des lieux publics climatisés, souvent fort éloignés de leurs quartiers dégradés. Si la municipalité met des « espaces frais » à la disposition du public, elle oublie d'en informer les habitants qui en ont le plus besoin et elle ne déploie pas les moyens de transport pouvant aider les personnes isolées à s'y rendre. Lorsqu'elle apprendra, après la canicule, qu'il y avait eu un « espace climatisé » près de chez elle, une femme ayant terriblement souffert de la chaleur déclarera : *« Je ne crois pas que quiconque du quartier ait été au courant de son existence. De l'extérieur, ça a l'air d'un immeuble comme les autres. On ne nous a pas signalé que c'était un endroit pour se rafraîchir. S'ils avaient écrit en gros : espace climatisé – gratuit – entrez !, alors les gens y seraient allés. »* Les pompiers ont bien demandé que des autobus municipaux soient dépêchés dans les quartiers défavorisés pour y être transformés en « espaces climatisés » temporaires, mais le projet échoua faute de moyens.

Pendant ce temps, à Washington

PENDANT que, à Chicago, des milliers de pauvres souffrent de la chaleur, à Washington, le Sénat vote une réduction de 319 millions de dollars dans le budget destiné à subventionner la climatisation des familles à bas revenus (Low Income Home Energy Assistance Program, ou LIHEAP). Le 21 juillet, quand la canicule a déjà fait des centaines de morts, le Sénat rejette, par 57 voix contre 40, l'amendement Wellstone destiné à rétablir l'intégralité du programme. Plus tard dans la journée, le président Clinton annonce que Washington versera une aide d'urgence à dix-neuf Etats, pour un montant de 100 millions de dollars, afin d'aider les victimes à s'équiper de ventilateurs et de climatiseurs, et à régler leurs dépenses d'énergie. Mais cette mesure – qui ne peut plus rien pour les morts – sera financée... par le budget du LIHEAP tout juste amputé. Les foyers qui, en hiver, comptaient sur ces subventions pour les aider à régler leurs frais de chauffage, verraient donc leur allocation diminuer d'autant.

Durant la canicule, un autre bien de consommation courante a fait défaut aux plus misérables : le téléphone. Si 97 % des « non-pauvres » disposent d'un téléphone, on ne le trouve que chez 77 % des familles pauvres et chez 68 % de celles qui survivent grâce à l'aide sociale. Les habitants dépourvus de téléphone ou de climatiseurs, et plus particulièrement les personnes âgées (qui se déplacent difficilement), seront durement atteints par la canicule. Grâce aux fichiers des organismes – privés – venant en aide aux personnes âgées, les autorités de la ville ont bien tenté de les alerter. Mais les effectifs mobilisés par la ville furent très insuffisants.

De toute façon, un fossé d'incompréhension existait entre les organismes gouvernementaux, d'une part, et les personnes âgées résidant dans les quartiers les plus délabrés de la ville, d'autre part. Les employés municipaux seront en effet surpris de constater que bon nombre des personnes âgées refusent de quitter leur domicile pour se rendre dans des lieux climatisés ou d'ouvrir portes et fenêtres pour aérer leur appartement. Certaines en mourront. Les autorités en ont simplement conclu que *« les personnes les plus vulnérables sont sans doute les moins susceptibles d'accepter l'aide de l'Etat (...). L'Etat ne peut pas régler tous les problèmes tout seul. »*

Mourir par peur de sortir

L'ÉTUDE approfondie de la vie quotidienne des habitants des quartiers sensibles indique cependant qu'ils n'ont pas « choisi » de rester chez eux par refus de l'aide de l'Etat. Ils l'ont fait parce que leur environnement spatial et social ne leur permettait pas de s'absenter sans risque. Ravagés par la perte d'un noyau industriel et commercial, coupés des secteurs économiques dynamiques de la ville par un système d'apartheid de fait (9) et souffrant de la réduction d'une aide sociale déjà misérable, les quartiers défavorisés sont désormais des lieux où règnent *« une insécurité endémique, physique autant que totale, la pression constante de la nécessité économique, une privation matérielle généralisée, une flétrissure symbolique et une stigmatisation territoriale* (10) *»*. L'effondrement d'une infrastructure économique et sociale adéquate a rendu les conditions de vie des personnes âgées encore plus précaires. Des milliers d'entre elles ont réagi en se barricadant dans leurs (petits) appartements et en dressant leurs propres murs contre un monde devenu trop menaçant. Les taux d'homicide élevés de certains quartiers ont alimenté des angoisses telles qu'elles ont poussé les gens à s'enfermer chez eux, à ne pas ouvrir leurs fenêtres et à refuser de quitter leur domicile. Même si il faisait chaud à mourir.

Prisonnières chez elles, les personnes âgées déshéritées constituent un groupe de véritables reclus sociaux, les « exclus-reclus ». Elles quittent rarement leur domicile, n'ont que peu ou pas de contact avec leurs proches, et, à cause de la réduction des programmes de santé et d'aide au transport, elles ne reçoivent plus les soins élémentaires dont elles ont besoin. A Chicago, 48 % des personnes âgées vivent seules et ne connaissent personne susceptible de les aider. La vague de chaleur fut particulièrement meurtrière parmi elles.

La peur du crime, associée à la paupérisation des quartiers et à la quasi-inexistence des services sociaux, a largement contribué à créer ces « exclus-reclus ». Certaines rues, autrefois animées par une intense activité commerciale et associative, sont devenues des zones d'abandon, oubliées des entreprises et de l'Etat, qui effraient aussi bien les étrangers aux quartiers que leurs propres résidents. *« Autrefois,* explique le révérend Joseph Ledwell, *même dans les endroits les plus pauvres, quand il faisait chaud, tout le monde était dehors. Les gens sortaient, allaient dormir dans les parcs, se promener au bord du lac. De nos jours, ils ont peur. »* Les personnes âgées habitant les logements sociaux de ces quartiers évitent les lieux publics. Plus grave, elles cessent de sortir dans les cours et les couloirs de leurs immeubles.

Il y a quelques années, un programme de l'office de HLM (le Chicago Housing Authority, ou CHA) a créé des logements sociaux destinés aux personnes âgées et aux handicapés dans les quartiers relativement calmes de la ville. Lorsque les toxicomanes ont été pris en charge par la Sécurité sociale, le CHA leur a ouvert les portes de ces immeubles. Ce choix a été désastreux : la cohabitation de toxicomanes délinquants et de personnes âgées qui ont l'habitude de conserver chez elles toutes leurs économies génère un lourd climat d'insécurité à l'intérieur même de ces immeubles. Se sentant prises au piège et redoutant de se faire agresser ou cambrioler, les personnes âgées refusent de sortir, ne serait-ce que pour se rendre dans les salles communes du rez-de-chaussée de leurs immeubles. Pour repousser les intrus, certains de ces résidents terrifiés ont même imaginé des systèmes de sécurité de fortune : l'un d'entre eux a ainsi électrifié la poignée de sa porte afin d'électrocuter quiconque tenterait de pénétrer chez lui. En 1996, le CHA a reconnu son erreur et décidé de séparer les drogués des personnes âgées. L'opération devrait prendre quelques années. Jusqu'à son achèvement, la peur restera le lot quotidien d'habitants déjà plus vulnérables que les autres.

JOHNNY OTIS. « Deuil » (1988)



DR

Les nouvelles structures de ségrégation des ghettos ont ébranlé les fondations mêmes de la vie sociale. Là où l'économie souterraine s'est substituée au travail salarié et où les taux de criminalité sont particulièrement élevés, la peur frappe au cœur des réseaux interpersonnels, engendre la méfiance et désolidarise la population. Mais d'autres causes expliquent cette déstructuration sociale : la dégradation des quartiers – et donc des rues, des parcs et des commerces – interdit désormais toute vie communautaire ; le gouvernement local a amputé le système de transport en commun de ces endroits déjà mal desservis. Dès lors qu'il devient encore plus difficile pour la population de recevoir ou de rendre visite à des proches, les personnes âgées et les malades sont particulièrement pénalisés : ne pouvant se déplacer, ils ne reçoivent plus l'aide médicale dont ils ont besoin.

Privés des structures les plus élémentaires – logements décents, services médicaux, emplois – et isolés des autres membres du corps politique urbain, culpabilisés par le discours de la responsabilité individuelle, les quartiers les plus délabrés exhibent les stigmates de l'échec et de la dégradation. Beaucoup de résidents réagissent alors en établissant une distance sociale avec leur environnement immédiat, qui leur permet de préserver leur dignité et leur respect d'eux-mêmes, mais qui met en péril l'organisation collective et la solidarité d'un quartier qu'ils ne seront jamais en mesure de quitter. Le danger d'une telle aliénation urbaine a été démontré pendant la canicule quand des centaines de cadavres furent retrouvés dans des appartements individuels barricadés.

La vague de chaleur a obligé la ville à prévoir et à prévenir les catastrophes futures. Mais, dans une métropole réputée chasser ses élus lorsqu'ils ne parviennent pas à faire face aux intempéries (11), l'administration Daley a réussi à « survivre » à la canicule avec une aisance étonnante. Elle a toutefois fait en sorte de ne plus être prise au dépourvu.

Ainsi, quand, deux semaines plus tard, une nouvelle poussée de température – moins longue et moins intense que la précédente – frappa la capitale du Midwest, les autorités déclenchèrent un plan d'alerte. La municipalité, qui quelques jours plus tôt affirmait qu'elle ne pouvait assurer à elle seule la sécurité de ses administrés, consacra des millions de dollars par jour à des services d'urgences. Soixante-dix « espaces climatisés » furent mis à la disposition du public, qui put également profiter plus longuement des piscines municipales. Les effectifs des équipes d'assistance aux personnes âgées quintuplèrent. Des standards téléphoniques traitèrent les appels d'urgence. La ville créa un organisme de coordination des services médicaux et elle affecta une équipe de deux cents personnes au contact par téléphone des citadins en situation de risque. Utilisant les médias locaux, elle déploya un gros travail de prévention, encouragea les familles et leurs voisins à prendre soin les uns des autres, publia de multiples brochures d'information ainsi que la liste des différentes procédures à suivre en cas de malaise.

Les grandes funérailles

LA seconde vague de chaleur ne fera que deux victimes, prouvant que l'Etat sait fort bien être efficace pour peu qu'il décide de prendre en main la sécurité et la santé de ses citoyens. L'effondrement de la mortalité souligne aussi le caractère « politique » du sort tragique des centaines de victimes de la première vague de chaleur. Les programmes créés en 1995 seront encore améliorés en 1996. Moderne en diable, la municipalité créera même un site Internet uniquement consacré aux problèmes causés par la chaleur (http://www.ci.chi.il.us/mayor/HotWeather/)... *La canicule de 1995 est ainsi entrée dans* la légende de Chicago. Mais la catastrophe a été « naturalisée », dépouillée de sa logique sociale, raciale et politique.

L'histoire ne serait pas complète sans l'évocation des grandes funérailles. En effet, la ville dut organiser la sépulture des quarante et une victimes dont les corps n'avaient pas été réclamés par des proches. Placées dans de simples boîtes, numérotées, étiquetées, elles furent enterrées le 25 août. Le Père Michael Naklen, qui officia la cérémonie – tellement brève que deux prêtres, invités aux obsèques et arrivés avec quelques minutes de retard, la manquèrent... –, s'indigna de l'étrangeté de l'événement dans une ville gonflée de fierté et assoiffée de la reconnaissance internationale que lui apporterait la convention démocrate de l'année suivante : *« On entend parler d'obsèques collectives un peu partout dans le monde, lors de conflits, de catastrophes naturelles. Cette fois-ci, c'était chez nous, à Chicago. »* Quelques reporters et quelques badauds se sont inquiétés de ce que la ville avait fait des corps. Creusée et recouverte au bulldozer, la fosse commune mesure plus de 50 mètres. Elle ne porte ni pierre tombale ni épitaphe.

ERIC KLINENBERG.

(8) Si 72% des foyers américains « non pauvres » en sont équipés, seuls 50 % des pauvres et 41 % des familles qui vivent de l'aide sociale sont dans ce cas.

(9) Lire Douglas Massey et Nancy Denton, *American apartheid*, Descartes et Cie, Paris, 1995.

(10) Loïc Wacquant et William Julius Wilson, « Poverty, Joblessness, and the Social Transformation of the Inner City », *in* David Elwood *et al.*, *Welfare Reform for the 1990's*, Harvard University Press, Cambridge, 1989.

(11) Michael Blandic perdit ainsi son siège de maire en 1979, quand il se montra incapable de sortir promptement la ville de la paralysie dans laquelle l'avait plongée une violente tempête de neige survenue en pleine campagne électorale.

L'exception hispanique

LES réseaux sociaux urbains (famille et vie de quartier) ont longtemps créé des liens qui, en temps de crise, assuraient le bien-être ou la survie des membres de la communauté. C'est la force de ces réseaux qui a permis aux Hispaniques, malgré une position sociale fragile, de résister à la vague de chaleur mieux que n'importe quel groupe ethnique de la ville.

Souvent, les membres d'une même famille hispanique et leurs proches vivent à proximité. Plus soudés, ils ont donc pu prendre soin les uns des autres pendant la vague de chaleur. Les relations entre générations, et en particulier l'intégration des aînés au sein des foyers, a permis aux plus jeunes de prendre en charge les plus âgés. Par ailleurs, les conditions du marché du travail de Chicago et l'étendue des « grappes de familles » assurent que quelques membres du clan seront toujours en mesure de subvenir aux besoins financiers des plus démunis.

Au demeurant, les Hispaniques, même pauvres, ne vivent pas dans les zones les plus dégradées de la ville. Leurs quartiers sont en général marqués par une vitalité commerciale et associative qui fait souvent défaut dans les ghettos afro-américains. Si douze des treize quartiers les plus démunis de Chicago sont à 90 % noirs (le treizième l'est à plus de 70 %), aucun n'est majoritairement hispanique. Alors que les quartiers noirs souffrent d'une ségrégation économique et raciale très marquée, les quartiers hispaniques sont beaucoup mieux intégrés. Cette intégration facilite l'organisation des coalitions politiques qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie et s'assurent du concours des autorités.

Le *Local Community Fact Book*, un ouvrage de référence sur les quartiers de la ville, décrit d'ailleurs ainsi deux communautés limitrophes, l'une noire – North Lawndale –, l'autre hispanique – South Lawndale –, toutes deux très pauvres (1) : *« La 26e Rue, la plus commerçante de South Lawndale, exhibe ses nombreuses enseignes publicitaires, toutes en espagnol. Il y a beaucoup de lieux de restauration mexicains, du boui-boui au restaurant le plus chic. La plupart des rez-de-chaussée d'immeubles d'habitation sont occupés par des commerces. On trouve également dans cette rue le centre médical Zatecas, des boulangeries, les indispensables laveries automatiques, des bureaux de change, des banques, des magasins d'habillement, des bijouteries et des agences de voyages. Plus au nord, dans Cermark Road, il y a encore davantage de restaurants, ainsi qu'un petit centre commercial. Au sud de la 31e Rue, le quartier est surtout manufacturier. »*

Quelques mètres plus loin, le décor change du tout au tout : *« Dans ses beaux jours, l'économie de North Lawndale reposait sur deux énormes usines – la fameuse centrale électrique de Hawthorne, avec 43 000 employés, et l'usine d'Harvester, qui embauchait 14 000 autres personnes – ainsi que le siège mondial de Sears, Roebuck & Company, qui procurait 10 000 emplois supplémentaires. Mais la situation s'est rapidement dégradée : Harvester a fermé ses portes à la fin des années 60 et l'usine est à l'abandon. Sears a déménagé dans le centre-ville en 1973, ne laissant derrière elle qu'un centre de distribution de catalogue de 3 000 employés, qui a déménagé en 1995. La centrale de Hawthorne se mit à tourner de moins en moins vite pour fermer définitivement en 1984. Les gros complexes ont quitté le quartier, vite suivis des petits magasins, banques et des innombrables autres commerces qui vivaient grâce aux revenus des employés des grosses entreprises. Entre 1960 et 1970, on estime à 75 % la perte des activités commerciales du quartier. Aujourd'hui, North Lawndale compte 50 comptoirs qui encaissent les chèques* (2), *99 bars et magasins de spiritueux, mais seulement une banque et un supermarché pour 50 000 habitants* (3). *»*

Ce récit condensé du déclin de North Lawndale a trouvé sa traduction dramatique pendant la vague de chaleur. Et il illustre la relation étroite qui s'établit entre programmes publics, vitalité économique et organisation du quartier.

E. K.

(1) A North Lawndale, 96 % des habitants sont noirs ; à South Lawndale, 85 % des résidents sont hispaniques. Pendant la canicule, le taux de mortalité de North Lawndale (40 pour 100 000) fut l'un des plus élevés de la ville : celui de South Lawndale (3 pour 100 000) fut l'un des plus bas.

(2) C'est là que se rendent les bénéficiaires d'une aide sociale trop pauvres pour disposer d'un compte bancaire (en général payant aux Etats-Unis). Ils touchent leurs chèques moyennant le paiement d'une petite commission.

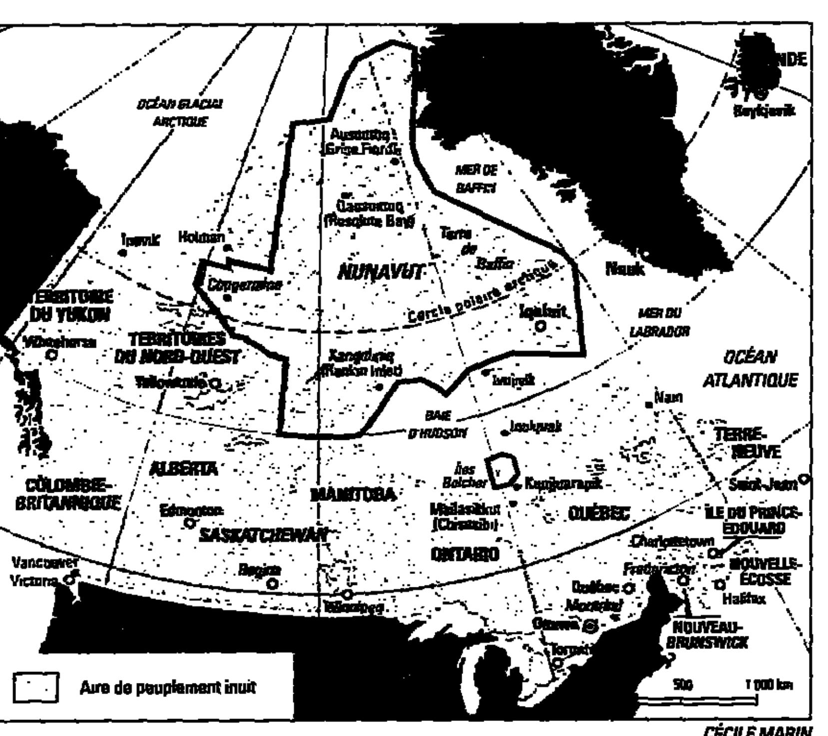
(3) Loïc Wacquant, « The New Urban Color Line » *in* Craig Calhoun (ed.), *Social Theory and the Politics of Identity*, Basil Blackwell, Oxford, 1994.

APRÈS LE QUÉBEC, UNE AUTRE « SOCIÉTÉ DISTINCTE »

Le Nunavut, ultime redécoupage du Canada ?

EN juin dernier, les élections législatives canadiennes ont abouti à une véritable balkanisation régionale de la représentation politique, chacun des trois grands partis n'ayant de réel soutien que dans une fraction de la Fédération. Ainsi, le Parti libéral de M. Jean Chrétien, reconduit de justesse au pouvoir à Ottawa, a obtenu 103 de ses 155 sièges dans l'Ontario ; le Bloc québécois (44 sièges) n'est présent que dans la Belle Province ; et le Reform Party, ultralibéral, a arraché un seul et unique de ses 60 sièges hors des provinces de l'Ouest. Cette mosaïque va encore se compliquer avec la création, en 1999, d'un nouveau territoire autonome canadien issu des Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, et, peut-être, ultérieurement, au sein même du Québec, du Nunavik, formant la patrie commune de l'une des « premières nations » disséminées dans tout l'Arctique, celle des Inuit...

Par PHILIPPE BOVET *



CÉCILE MARIN

Bien qu'il ait exercé les fonctions de maire d'Iqaluit de 1965 à 1985, c'est sans aucun enthousiasme que M. Brian Pearson participa, le 11 décembre 1995, au vote sur le choix de sa ville comme capitale de ce qui, le 1er avril 1999, deviendra le territoire de Nunavut (1), né d'une division des actuels Territoires du Nord-Ouest (TNO) canadien. Le parcours de M. Pearson est celui de bien des Qallunaat (Blancs, en inuktitut) (2) : arrivé en Terre de Baffin à la fin des années 40 pour mettre en place des installations militaires, il s'y établit ensuite. Il est parfaitement représentatif de cette vieille garde d'Européens qui, pour avoir trop longtemps – et sans succès – plaqué sur ces régions arctiques des modèles de développement occidentaux, admet mal les changements en cours dans cette partie du Canada.

Les premiers contacts suivis entre Occidentaux et ceux que l'on appelait les Esquimaux remontent à la fin du XIXe siècle, avec le passage des baleiniers, l'arrivée des missionnaires, l'installation des membres de la Compagnie de la baie d'Hudson (présente dans l'Arctique canadien depuis 1670), puis de la police montée fédérale. Mais c'est au cours de la seconde guerre mondiale que la situation du Grand Nord change radicalement : de l'Alaska au Groenland, l'armée américaine construit une série de stations météorologiques et de bases aériennes, créant notamment Frobisher Bay, l'actuel Iqaluit. Pendant la guerre froide, cette présence s'amplifie avec la mise en place d'un cordon de vingt-deux bases construites à tout juste cinq kilomètres d'une communauté habitée, et dont l'implantation mobilisera 25 000 personnes pendant 5 ans (3).

En territoire canadien, les Américains aménagent d'autres chantiers, comme celui de l'Alaska Highway, route qui relie le nord-ouest des États-Unis à l'Alaska. En 1942, ils sont 15 000 dans les TNO et le territoire du Yukon. Un an plus tard, ils seront 33 000. « *Les Américains se sont servis sans rien demander à personne* », explique Jim Bell, journaliste au *Nunatsiaq News*, hebdomadaire d'Iqaluit, écrit en anglais et en inuktitut (en graphie syllabaire). Pour contrecarrer l'influence de son voisin du Sud et marquer sa présence sur ses terres arctiques, le gouvernement d'Ottawa organise des déplacements de population. En 1953, six familles d'Inukjuak (nord du Québec) sont transférées vers le 75e parallèle de latitude nord. Trois vont à Resolute Bay (Qausuittuq), trois à Grise Fjord (Ausuittuq), qui deviendra la communauté habitée la plus septentrionale de l'Amérique du Nord.

Créés en 1870, sur les bases des concessions de la Compagnie de la baie d'Hudson, les Territoires du Nord-Ouest ont été redécoupés à plusieurs reprises, donnant naissance à la province du Manitoba, en 1870, et au territoire du Yukon, en 1898. Les provinces de l'Alberta et du Saskatchewan en sont, pour partie, issues en 1905. En 1912, les terres situées à l'est de la baie d'Hudson sont rattachées à la province de Québec. Mais, pendant des décennies, le Canada s'intéresse fort peu à ce qui se passe au nord de son 60e parallèle. En 1953, Louis Saint-Laurent, premier ministre de 1948 à 1957, admettra que « *le Canada a administré les vastes régions du Nord pendant quatre-vingt-dix ans avec une continuelle absence de suite dans les idées* (4). »

Avec la création du Nunavut, le Canada rehausse son prestige international : pour la première fois, une grande puissance, de surcroît membre du G 8, redessine ses frontières intérieures pour faire droit aux revendications des autochtones. Un exemple suivi avec intérêt en Afrique du Sud et en Australie. « *Ce peuple, qui ne représente presque rien dans la politique canadienne, a travaillé avec une obstination rare* », explique Mme Michèle Therrien, maître de conférences en inuktitut à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) de Paris, seul établissement d'enseignement supérieur en Europe, hors du Danemark (dont dépend le Groenland), à proposer cette discipline : « *Les Inuit ont répété qu'ils avaient une langue, une culture et un territoire, sans demander plus, offrant une image positive d'eux-mêmes, expliquant qu'il y a une marque identitaire forte dans leur façon de manger, de parler aux enfants, de rêver, d'avoir avec le gibier des rapports qui vont au-delà de la chasse à des fins d'autosubsistance.* »

Une fenêtre pour les Inuit

LES premières négociations entre le gouvernement canadien et les Inuit – avec, à leur tête, M. John Amagoalik, dont la famille avait été transférée à Resolute Bay – remontent à 1974. Elles aboutissent à la création de la Commission d'établissement du Nunavut (CEN), dont le rapport, intitulé *L'empreinte de nos pas sur la neige fraîche*, comprend quelques points particulièrement novateurs. Le futur gouvernement du territoire, est-il proclamé, sera multiethnique et reflétera, dans sa composition, l'ensemble de la population : même si 80 % des habitants du Nunavut sont des Inuit, les Canadiens du Sud ne seront en rien rejetés. Le pouvoir sera fortement décentralisé.

Par ailleurs, compte tenu des distances séparant les vingt-sept communautés du Nunavut, disséminées sur trois fuseaux horaires, les élus devront montrer l'exemple de la disponibilité et du partage du travail : chaque siège de député sera occupé par deux personnes – obligatoirement un homme et une femme – élues sur deux listes séparées. (En fait, cette proposition audacieuse ne fut pas entérinée par l'actuel gouvernement des TNO, qui, le 26 mai dernier, organisa, dans le futur Nunavut, un référendum où le « non » l'emporta par 57,4 % des suffrages.) Autre spécificité prévue par la CEN : pour les appels d'offres publics, et en cas de conditions de réalisation équivalentes, priorité sera donnée aux entreprises autochtones, obligation plus connue sous le nom d'article 24.

Bien que le rapport de la CEN ait proposé de choisir Iqaluit comme capitale, en faisant l'économie d'un vote, le gouvernement des TNO préféra organiser un référendum à valeur consultative. Cette ville de 4 000 habitants (5), disposant déjà des infrastructures aéroportuaires, hôtelières et administratives nécessaires, l'emporta facilement, avec 61 % des suffrages, contre Kangitliniq (Rankin Inlet), qui en recueillit 39 %. Située très à l'est, Iqaluit occupe une position stratégique favorable aux contacts circumpolaires actuellement en plein développement. Un vol hebdomadaire la relie déjà au Groenland, où sept aéroports sont en construction sur la côte ouest. Et aucun visa n'est nécessaire pour se rendre d'un pays à l'autre.

C'est de 1721 que date une présence permanente danoise au Groenland. L'autonomie interne fut accordée à l'île en 1979, vingt ans avant la création du Nunavut. De fait, les Inuit groenlandais sont politiquement plus avancés (6) que leurs voisins canadiens. « *Le système scolaire ne fut vraiment en place dans l'Arctique canadien que vers 1955*, explique M. Jo Kunuk, trente-six ans, maire d'Iqaluit, dont l'épouse est groenlandaise. *Ma mère, âgée de cinquante-cinq ans, n'est jamais allée à l'école, alors que ma belle-mère, qui a le même âge, est infirmière.* » En faisant la comparaison avec la maturité groenlandaise, certains Canadiens estiment que le Nunavut est venu trop tôt, que les fonctionnaires de Yellowknife se débarrassent à bon compte de problèmes sociaux insolubles : dépendance extrême envers les subventions publiques, chômage. Sur ces terres isolées, on trouve aussi tous les types de drogue, du haschisch au crack. L'alcoolisme et les violences conjugales font partie du quotidien. Tout comme les Alcooliques anonymes, quelques foyers pour femmes battues et divers types de réglementation limitant la vente d'alcool.

D'autres observateurs sont moins pessimistes. Ils admettent que des erreurs seront commises, mais que le Nunavut responsabilisera des Inuit qui ne demandent pas mieux. M. Jonathan Pallug, adjoint au maire et conseiller financier de Kangiqtugaapik, anciennement Clyde River, est né il y a trente-neuf ans dans un camp de chasse traditionnel. Il a grandi en vivant le passage des traîneaux à chiens aux motoneiges. Il manipule avec aisance fax, cédéroms et Internet : « *Le Nunavut est pour nous une nouvelle fenêtre, je regrette seulement que cela ne soit pas arrivé plus tôt.* » Déjà, en raison de l'impossibilité de financer déplacements aériens et logement d'étudiants ou d'adultes en formation, les techniques d'enseignement les plus modernes sont utilisées. Consulter les bibliothèques des grandes universités américaines *via* Internet est une réalité. De même que l'enseignement à distance, grâce à des numéros « verts ».

Les handicaps du futur Nunavut sont cependant importants, en particulier l'absence de classe moyenne, malgré l'existence d'une intelligentsia, autant inuit qu'occidentale. Beaucoup de Canadiens du Sud ne restent sur place que le temps d'un contrat de quelques semaines, accumulant heures supplémentaires et week-ends payés. Nombre d'Inuit aiment à rappeler que rares sont les *Qallunaat* se disant du Grand Nord qui y finissent leurs jours. On doit bien constater que les initiations à la culture inuit – que sa complexité rend difficilement accessible (7) – n'ont jamais donné les résultats escomptés, notamment auprès des fonctionnaires.

Des baleiniers aux militaires, les Inuit, eux, ont toujours su s'adapter, signe que leur identité n'est en rien figée (8). Et c'est une spiritualité complexe qui leur a permis d'être en accord avec un milieu naturel particulier. « *Depuis plus de vingt ans que je regarde cette société, je suis frappée par les témoignages toujours accablants que l'on en donne*, commente Mme Michèle Therrien, *ce qui n'est pas en prise avec le réel. Certes des drames familiaux se jouent, mais les projets collectifs aboutissent ; de l'Alaska au Groenland, les preuves sont là pour dire qu'ils avaient raison de croire en leur futur.* »

M. Kenn Harper, enseignant originaire du sud du Canada et auteur d'ouvrages consacrés aux Inuit (9), est résident permanent à Iqaluit. Unique membre non autochtone de la CEN, il affiche son optimisme : « *Nous avons, dans cette région, l'espoir de faire quelque chose de différent et de généreux.* » Au Canada, on est loin d'avoir pris la mesure de la mise en place du Nunavut, qui fera perdre au Québec, lui-même confronté à la question du Nunavik *(voir encadré ci-dessus)*, son monopole de « société distincte » : « *Le Canada dort encore* », disait, il y a un an et demi, M. John Amagoalik, le « père » du Nunavut, lorsqu'on s'étonnait devant lui du petit nombre de journalistes canadiens venus couvrir le référendum sur le choix de la capitale du futur territoire...

(1) Le Nunavut, dont la création a été approuvée en juin 1993 par le Parlement canadien, représentera 20 % de la surface totale du Canada, qui compte déjà dix provinces et deux territoires. Il sera le plus faiblement peuplé, avec 30 000 habitants prévus en 1999. Les Inuit seront propriétaires de 353 000 km² de sol et de 36 000 km² de sous-sol, le gouvernement fédéral conservant la propriété du reste. Il est prévu que 580 millions de dollars canadiens (1 dollar = 4,25 F) seront versés, sur quatorze ans, à leur gouvernement. En novembre 1992, un référendum sur la création du Nunavut, effectué auprès des habitants du futur territoire, avait recueilli 69 % de « oui ». Lire Fulvio Caccia, « Vers la balkanisation tranquille du Canada », et Philippe Bovet, « Que faire des premières nations ? », respectivement dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1992 et de juillet 1995.

(2) Nom donné à l'écriture de la langue inuit (inuktitut), composée de 45 signes géométriques – ou graphèmes – et créée au milieu du XIXe siècle par le révérend James Evans. A noter que, en inuktitut, on dit un Inuk, des Inuit ; un Qallunaaq, des Qallunaat.

(3) Chiffres cités dans John David Hamilton, *Arctic Revolution Social Change in the Northwest Territories 1935-1994*, Dundurn Press, Toronto, 1993

(4) *Arctic Revolution, op. cit.*

(5) La deuxième des TNO, après l'actuelle capitale, Yellowknife, qui comptait 17 000 habitants en 1996.

(6) Un exemple significatif : l'*Atuagagdliutit*, premier journal groenlandais écrit en kalaallisut, la langue officielle du Groenland, fut fondé en 1861. Les Inuit du Groenland se nomment les Kalaallits.

(7) Ainsi tout Inuk a un nom et un prénom à l'occidentale, mais également un nom inuit, qui est celui – non sexué – d'un défunt. Une fille peut fort bien porter un nom renvoyant à une identité masculine. Elle sera amenée à se comporter comme un garçon, ne retrouvant son identité biologique qu'à la puberté.

(8) Lire Ignacio Ramonet, « Sculpter l'identité inuit », *Le Monde diplomatique*, juillet 1989. Le Musée de Bretagne (20, quai Emile-Zola, 35000 Rennes. – Tél. : 02-99-28-55-84) présente, du 16 septembre au 2 février 1998, une exposition intitulée « Le Québec des premières nations. Une rencontre avec les Amérindiens et les Inuit ».

(9) Lire, notamment, de cet auteur, *Minik, l'Esquimau déraciné*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1997, 386 pages, 159 F. *(Lire le compte-rendu page 26.)*

* Journaliste.


POOTAGOOK. – « Joyeux, je vois dix caribous » (1959)

Un jour, le Nunavik...

SI la création du Nunavut s'est effectuée sous responsabilité fédérale, la province du Québec est également confrontée à la question inuit. En juillet 1994, un an après la ratification par le Parlement d'Ottawa de la création de la nouvelle entité territoriale, le gouvernement du Québec avait fait connaître son intention de donner à sa région inuit, située au nord du 55e parallèle (500 000 km²), une plus grande autonomie politique, en accordant, en particulier, aux huit mille Inuit du Nord-Québec le droit de former leur propre gouvernement régional et de mettre en place une assemblée territoriale.

Mais le référendum sur la souveraineté du Québec du 30 octobre 1995, perdu d'extrême justesse, a changé la donne. Les Inuit, qui s'étaient massivement prononcés pour le « non », ont pris conscience des limites de l'intervention du gouvernement fédéral – pourtant déterminé à attiser les rivalités intra-québécoises – en leur faveur. En raison des dissensions internes à leur communauté sur le contenu d'une éventuelle autonomie et de l'habile gestion du dossier par le gouvernement de M. Lucien Bouchard, la question du Nunavik est actuellement au point mort.

Elle peut néanmoins, à tout moment, être réactivée, surtout dans la perspective d'un nouveau référendum sur la souveraineté de la Belle Province, chacun des trois acteurs concernés – Inuit, Québec et Ottawa – s'efforçant d'instrumentaliser les deux autres. Comme l'écrit Eric Cannabio, dans une thèse récemment soutenue (1), le projet Nunavik, s'il reprend corps, « *contrarie explicitement l'hypothèse d'un État-nation Québec accédant à l'indépendance* ».

B. C.

(1) Eric Cannabio, *Géopolitique d'une ambition inuit. Le cas Nunavik (Québec)*, thèse préparée sous la direction d'Yves Lacoste et soutenue à l'université Paris-VIII au printemps 1997.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 août

1er	BÉNIN	Fête de l'indép.
1er	SUISSE	Fête nationale
4	JAMAÏQUE	Fête de l'indép.
6	BOLIVIE	Fête de l'indép.
7	CÔTE-D'IVOIRE	Fête de l'indép.
9	SINGAPOUR	Fête nationale
10	ÉQUATEUR	Fête de l'indép.
11	TCHAD	Fête de l'indép.
15	CONGO	Fête de l'indép.
17	GABON	Fête de l'indép.
17	INDONÉSIE	Fête de l'indép.
19	AFGHANISTAN	Fête de l'indép.
20	HONGRIE	Fête nationale
24	UKRAINE	Fête de l'indép.
25	URUGUAY	Fête de l'indép.
27	MOLDAVIE	Fête de l'indép.
31	MALAISIE	Fête nationale
31	TRINIDAD-ET-TOBAGO	Fête de l'indép.

CHOSES VUES CHEZ UN ÉLEVEUR DE GARSTON

Un village néo-zélandais à l'heure du marché

PENDANT longtemps, penser à la Nouvelle-Zélande, c'était penser à des familles comme celle des O'Brien. Un couple d'éleveurs, un tout petit village, une grande exploitation, des milliers de moutons, cinq enfants, une vie tranquille au rythme des saisons, des cérémonies religieuses et des matchs des All Blacks. Impulsée par les sociaux-démocrates, la contre-révolution néolibérale des années 80 a bouleversé ce genre d'existence. Et pourtant...

Par notre envoyé spécial SERGE HALIMI

Beaucoup de choses ont changé dans la vie des O'Brien : les subventions agricoles ont cessé, le bureau de poste et la bibliothèque ont fermé, le fax s'est installé. Néanmoins, une certaine résistance des comportements et des solidarités prouve que l'enracinement d'une société de marché exigera davantage que le volontarisme idéologique des économistes de Wellington (1).

La Nouvelle-Zélande fut longtemps *« une monoculture d'herbe transformée* (2) *»*. Entre 1920 et 1950, la laine, la viande et les produits laitiers représentaient 90 % des exportations nationales. Dont les deux tiers se dirigeaient vers un seul client, le Royaume-Uni. Monoproducteur et acheteur presque unique, le pays se savait vulnérable aux variations du cours des denrées agricoles et à la concurrence. La politique agricole commune (PAC) de l'Europe sonna un peu le glas d'un monde. Et les « réformes » des années 80 faillirent tout emporter.

A Garston, un petit village de 150 habitants situé à 60 kilomètres de Queenstown, dans l'île du Sud, Desmond et Katherine O'Brien ont survécu de justesse à la grande transformation. Propriétaires de près de 2 000 hectares, ils se définissent néanmoins comme des « petits » agriculteurs : la taille de leur exploitation est supérieure à la moyenne nationale, mais leurs terres, montagneuses, sont sensiblement moins riches. Situé à plus de 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer, le sommet de leur propriété surplombe de très loin et de très haut la ferme, 700 mètres plus bas.

Desmond O'Brien a lui-même creusé au bulldozer le sillon escarpé qui fait office de route de ronde autour de la montagne. Sexagénaire, il n'y monte plus très souvent : *« Cela troublerait les moutons, les inciterait à descendre et à abandonner de bonnes terres de pâturage. »* Son élevage est sain, il en est fier : *« Les bêtes sont presque toujours dehors. Nous les gardons rarement dans des étables et n'utilisons presque aucun produit chimique : à force de voir les Américains et les Britanniques nous écarter de leurs marchés pour une raison ou pour une autre, on veille à ne leur fournir aucun prétexte. »* Les « gros » utilisent l'arme de la concurrence pour imposer l'achat de leur bétail élevé aux hormones ; les petits ne peuvent continuer à vendre qu'en se montrant irréprochables.

Jusqu'en 1984 et la victoire électorale des sociaux-démocrates, l'agriculture – comme d'ailleurs le reste de l'économie – était irriguée par une noria de subventions. Presque toujours au pouvoir, le Parti national (droite) soignait son électorat rural. Desmond O'Brien reconnaît volontiers le caractère excessif de certaines douceurs d'antan : *« Il y avait une prime de 12 dollars par tête destinée à favoriser l'élevage de moutons* (3). *Pour la toucher, on conservait trop de bêtes mal nourries. »* Depuis les réformes, le cheptel ovin est passé de 70 millions à 49 millions de têtes.

Le phosphate – qui sert à fertiliser les terres et que des petits avions larguent sur des exploitations s'étendant à perte de vue – était lui aussi subventionné. Désormais, comme *« il n'y a plus de subvention pour rien »*, les O'Brien ne peuvent se payer la location des appareils et l'épandage de leurs terres qu'une fois tous les trois ans. Avant les « réformes », les conseils agricoles étaient gratuits : *« Je n'avais qu'à appeler le ministère,* explique Desmond O'Brien, *et on m'envoyait quelqu'un pendant toute une journée. Maintenant, ce sont des consultants qui viennent. Ils me réclament 500 dollars par jour. »*

Les politiques libérales de la gauche menacèrent d'emporter l'exploitation des O'Brien : *« Quand le gouvernement travailliste a restructuré l'agriculture, il est vite devenu clair que beaucoup de fermes feraient faillite. Les taux d'intérêt atteignaient 25 % par an, et les prix agricoles restaient très bas. En 1987, avec la sécheresse, nous avons connu une année désastreuse. Notre revenu familial étant très faible, on a organisé pour nous une séance de rééchelonnement de la dette au titre des soutiens de famille. »*

C'est peu de dire que Desmond O'Brien se souvient encore de cette séance. D'un naturel pourtant placide, il en parle avec une colère à peine contenue : *« La Banque rurale a organisé la réunion, à laquelle ont également participé les avocats et les comptables. Ce fut une humiliation. Ma dette a été restructurée, réduite de 30 000 dollars. Mais pour améliorer notre situation financière, la banque a suggéré que nous retirions nos filles de l'internat* [faute d'un établissement secondaire à proximité, la plupart des adolescents fréquentent un lycée situé à quatre heures de route de Garston]. *Je leur ai dit que je ne retirerais pas mes enfants de la pension et je me suis tourné vers le banquier pour lui demander : " Vous, où êtes-vous allé à l'école ? " Ils n'ont pas insisté et ils m'ont offert un moratoire de deux ans. Ils n'avaient pas vraiment le choix : personne n'aurait repris mon exploitation si elle avait été déclarée en faillite. Mes filles ont été admises à l'université, où elles ont obtenu un diplôme. Elles ont toutes un bon travail. »*

Des Maoris très entreprenants

LES O'Brien ont toujours voté pour le Parti national, au pouvoir et converti depuis longtemps, lui aussi, aux dogmes du marché. Un de leurs cousins a beau être ministre de la santé, les « réformes » continuent de leur inspirer un enthousiasme tempéré : *« Ils ont failli nous tuer en allant trop loin trop vite. »*

D'ailleurs, dans la région, plusieurs exploitations n'ont pas survécu : *« Beaucoup de fermiers ont fait faillite. Certains sont partis pour l'Australie, d'autres ont vendu leurs terres à des voisins et se sont mis à leur service, d'autres enfin ont été à la ville* (Queenstown) *pour y devenir gérants de motel ou employés dans une entreprise de tourisme. Cinq exploitations familiales ont été remplacées par une ferme de plus de 20 000 hectares, dont le propriétaire vit à Auckland. Nous ne le voyons jamais : son intendant et quatre ouvriers agricoles s'occupent de tout. Quant aux femmes, elles ont repris leur ancienne profession, à l'école, à l'hôpital ou dans les abattoirs. Des tas de mariages n'ont pas tenu. Les réformes ont également accéléré le dépeuplement des campagnes. »*

Sans subventions, les éleveurs vivent plus que jamais au rythme des exportations. Producteurs de qualité et à bon prix, ils escomptaient avec impatience les récompenses du marché. Ils subissent à la fois les contrecoups de la politique du dollar fort, impulsée par la banque centrale, et des subventions que continuent de recevoir leurs concurrents étrangers.

L'année dernière, les O'Brien ont bien profité de la crise de la vache folle, mais à peine : *« Ça nous a aidés en augmentant le prix de l'agneau. Pas autant qu'on l'espérait. Le GATT* (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, devenu l'OMC), *nous a beaucoup déçus. On pensait que la libéralisation des échanges serait pour nous une caverne d'Ali Baba. On n'en voit toujours pas les avantages. On imaginait que les subventions versées par d'autres pays à leurs agriculteurs allaient disparaître, ce qui nous aurait permis de leur faire vraiment concurrence. Rien ne se passe. Combien de temps va-t-il nous falloir attendre ? »* D'autant que les marchés sont imprévisibles : ce que les O'Brien ont gagné sur la viande quand le prix de l'agneau est passé de 27 à 32 dollars (ils en ont vendu 2 200 têtes l'année dernière), ils l'ont en partie perdu sur la laine (ils en vendent près de 15 tonnes par an) dont le prix a baissé de 50 cents le kilo. Le solde leur a quand même permis d'acheter quelques cerfs, qui s'ajoutent au reste de leur bétail (les Japonais en sont friands).

Dans cette Suisse du Pacifique dont la beauté des lacs et des montagnes est à peine défigurée par le béton et le tourisme, on s'intéresse chaque jour au cours des monnaies. Même dans une ferme de Garston. Le directeur de l'Office de la laine a donc parlé pour les O'Brien lorsqu'il a dénoncé *« la dernière folie dans laquelle nous nous entêtons jusqu'à ce que le désastre soit avéré, la pseudo-cure contre l'inflation qu'on nous inflige, bien pire que le mal. En dépit des taux d'intérêt réels les plus élevés du monde, la banque centrale escompte que les exportateurs seront en mesure de concurrencer des agricultures étrangères protégées et fortement subventionnées* (4) *»*.

Quelques jours avant cette déclaration, M. Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, probablement excédé des remontrances libérales de la Nouvelle-Zélande, avait en effet tenu à préciser : *« Dès lors que nous ne passons pas notre vie à dire aux autres comment gérer leur agriculture, nous attendons d'eux le même type de réserve. En Europe, une révolution semblable à celle qu'a connue la Nouvelle-Zélande, avec sa suppression des aides et des subventions, serait une recette assurée de dégradation rurale, d'épreuve pour les agriculteurs et de moindre stabilité des marchés pour les consommateurs* (5). *»* Croisée du libre-échange, la Nouvelle-Zélande apprend ainsi à ses dépens que le destin des avant-gardes est de ne pas toujours être suivies par le reste de la troupe...

Dans l'île du Sud, une tribu maorie qui vit des exportations de poisson souffre, elle aussi, de la surévaluation du dollar néo-zélandais. Ce sont les Ngai Tahus. Les O'Brien éprouvent des sentiments partagés à leur égard. Desmond, qui a renoncé à la prêtrise en épousant sa femme, reste très marqué par Teilhard de Chardin, admire M. Nelson Mandela (dont il a lu l'autobiographie) et pense qu'il lui faut *« apprendre de la culture maorie,* [qui a été] *réprimée »*. Néanmoins, il redoute un peu que les Ngai Tahus *« veuillent s'emparer de l'île du Sud »*. C'est aussi pour ne pas être devancé par eux qu'il a acheté à l'Etat certains arpents escarpés proches de sa ferme.

Car les Ngai Tahus sont une tribu prospère. Et leur « aîné », Sir Tipene O'Regan, veille de près à leurs affaires. Dans sa villa de Wellington, il accueille les visiteurs avec des documents comptables chatoyants comme ceux qu'on présenterait au conseil d'administration d'une multinationale. Sir Tipene, aussi célèbre dans le pays que la chanteuse maorie Kiri Te Kanawa, a consacré sa vie à intenter des procédures de réparation contre l'Etat. Puis il a utilisé l'argent obtenu pour acheter des terres, des bâtiments, des droits de pêche (6). Sa stratégie est simple : l'émancipation des Maoris passe par la propriété et par l'enrichissement des membres de la communauté.

Le discours est rodé : *« Aucune majorité n'accordera l'égalité à une minorité. Or les Ngai Tahus* (au nombre de 26 000) *sont une minorité dans la minorité maorie* (13 % de la population). *La seule protection que nous ayons est donc celle que nous procure le droit de propriété. Je ne fais pas confiance à l'Etat quand il parle d'équité. Mon groupe doit récupérer les terres qu'on lui a prises, les exploiter, et ensuite acquérir sur le marché ce dont il a besoin, sans avoir à se soucier d'interaction avec la culture dominante. Pour les Maoris, l'Etat-providence, ça ne marche pas. Parce qu'il est toujours contrôlé par la majorité. »* Sir Tipene O'Regan espère obtenir 170 millions de dollars en réparations diverses. Il les consacrera à l'achat de terres dans l'île du Sud. *« Je préfère que ce soit eux qui les aient plutôt que les Asiatiques »*, confie Katherine O'Brien.

A deux pas de chez eux, les O'Brien louent 30 dollars par semaine une petite maison à l'une des deux institutrices de Garston, M[lle] Prue Nimmo. L'école, située à 4 kilomètres de la ferme, compte 37 élèves depuis des années. Chacune des deux salles de classe est équipée de deux ordinateurs que les écoliers de cinq ans savent utiliser.

L'enseignement primaire n'a pas été épargné par le fanatisme comptable qui s'est emparé de la fonction publique (7). Chaque institutrice doit donc évaluer les enfants en permanence : *« C'est devenu une obsession. Chacun évalue tout le monde. Et on appelle ça responsabilité »*, résume M[lle] Prue Nimmo. Certains établissements ont même mesuré la performance mathématique de chaque élève pour chacun des 100 critères retenus par le ministère... A Garston, les institutrices parlent de temps en temps maori dans leurs classes *« pour que les enfants comprennent la langue »*. Le résultat est incertain : nombre de parents ne raffolant pas vraiment de ce multiculturalisme-là, les élèves ont peu l'occasion de pratiquer ce qu'ils ont appris.

La culture et les sports

SI l'école de Garston a survécu aux « réformes », le bureau de poste n'a pas eu cette chance. Pas assez rentable, il a fermé en 1988. Les O'Brien se souviennent : *« On a été accablés quand ça c'est produit. Mais on a acheté un fax. Et on n'y pense plus. Par ici, les gens sont beaucoup plus furieux quand ils évoquent la fermeture des maternités. »* Revendu au comté, l'ancien bureau de poste sert désormais d'école maternelle une fois par semaine.

C'est le garage Shell qui se charge de vendre les timbres et de stocker lettres et colis entre deux tournées de la poste. Une cabane minuscule remplie de boîtes individuelles sert à déposer le courrier. L'Etat espérait louer chacune des boîtes 400 dollars par an : la réaction des habitants l'a obligé à y renoncer. Fermée elle aussi il y a dix ans, la bibliothèque publique a été remplacée par un « autobus littéraire » qui passe à Garston tous les mois. Là encore, volonté de faire payer. Là encore, refus.

Desmond O'Brien aurait dû prendre sa retraite à soixante ans. En raison des « réformes », il devra attendre cinq ans de plus. Evoquant un projet du patronat, il imagine : *« Il y aurait une révolution s'ils la retardent encore jusqu'à soixante-dix ans. »* Thomas, leur fils de vingt-deux ans, reprendra l'exploitation. On vient d'y planter des arbres qui seront commercialisables dans moins d'un demi-siècle. Bois, produits laitiers, immigration, tourisme : la région espère ainsi surmonter le problème que lui pose l'âge avancé des éleveurs de moutons (soixante ans en moyenne).

Désormais, le couple O'Brien prend le temps de vivre. Chaque année, il entreprend un grand voyage culturel. En 1995, c'était le Festival des arts de Wellington. L'été dernier, Auckland, pour une représentation géante de l'*Aïda* de Verdi, avec Wilhelmenia Fernandez dans le rôle principal. Mal placés, ils n'ont rien vu : comme des milliers de spectateurs, ils sont donc en procès avec les organisateurs. Quant aux matchs des All Blacks – *« notre fierté nationale et notre joie »*, disent-ils –, la mondialisation est aussi passée par là. Depuis que Sky TV, la chaîne satellite payante de M. Rupert Murdoch, a acquis les droits de retransmission en direct de certaines rencontres, les O'Brien doivent patienter des heures avant de pouvoir mesurer leur bonheur.

(1) Lire l'enquête « La Nouvelle-Zélande, éprouvette du capitalisme total », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(2) Brian Easton, *The Commercialization of New Zealand*, Auckland University Press, Auckland, 1997.

(3) 1 dollar néo-zélandais = 4 francs. A l'heure actuelle, un agneau de 13 à 15 kilos est vendu 34 dollars.

(4) *New Zealand Herald*, Auckland, 11 février 1997.

(5) *The National Business Review*, Auckland, 7 février 1997.

(6) Les Maoris contrôlent 58 % de l'industrie des pêcheries néo-zélandaises.

(7) *Cf.* « Les sept péchés capitaux du modèle libéral », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

Magnitogorsk prisonnière de l'acier

Des hauts-fourneaux crachant le feu, du métal en fusion, de jeunes ouvriers vigoureux aux allures de héros : c'est Magnitogorsk, ville mythique, dont l'entreprise sidérurgique produisit l'acier ayant servi, durant la seconde guerre mondiale, à fabriquer un char soviétique sur deux. Des poètes en ont chanté l'épopée, des artistes ont glorifié ce haut lieu des années 30, sombres et staliniennes mais paradoxalement pleines d'espoir. Comment cette ville – une de celles où toute une génération rêva de créer l'« homme nouveau » – vit-elle les changements survenus en Russie depuis 1991 ? D'aucuns payent cher la chaotique transition en cours, d'autres en profitent. Qui est qui ?

Par notre envoyée spéciale MARIE-CLAUDE SLICK*

AU pied de la chaîne montagneuse de l'Oural, à la frontière entre l'Europe et l'Asie, s'étendait jadis une steppe. Et, sur cette steppe, une colline recelait un fabuleux gisement de fer : la Magnitka. D'où le nom de la ville : Magnitogorsk. Dès 1929, Staline y déporta des milliers de détenus pour construire le plus grand site sidérurgique du monde. Trente mille prisonniers auraient péri sur le chantier ; mais, dès 1934, les hauts-fourneaux fument. Les films de l'époque montrent de jeunes Soviétiques aux bras vigoureux, suant et souriant malgré l'effort, bâtissant avec enthousiasme la civilisation nouvelle... La perestroïka, après 1985, lèvera enfin le voile. Cependant, encore aujourd'hui, on aime mieux rappeler le rôle glorieux de l'entreprise durant la « Grande Guerre patriotique »...

La ville jouxtant l'usine était terminée en 1940. Après la guerre, Staline confie son extension à deux architectes de Leningrad (Saint-Pétersbourg). C'est le seul quartier coquet : quelques rues de style stalinien, mais colorées à l'italienne – en vert et ocre. Sitôt quitté la partie « historique » (achevée en 1950), tout reprend l'aspect gris et déprimant propre aux villes de province : de mornes immeubles rectangulaires, le long d'avenues aux trottoirs défoncés.

Magnitogorsk se confond avec son usine. Dans une cité où le combinat réglait encore récemment tous les aspects de la vie, difficile d'imaginer un autre destin. Ici, l'effondrement de l'URSS n'a produit d'effet qu'avec retard. Les responsables de cette ville de 450 000 habitants, à 1 400 kilomètres de Moscou, fermée aux étrangers à l'époque soviétique, s'interrogent toutefois sur l'avenir. Consciente de la mutation en cours, la municipalité s'est attaché les services de plusieurs sociologues. Attention, souligne ainsi Mme Olga Moukminova, *« les gens ne pensent pas que la ville doive avoir un autre destin... Ils estiment, au contraire, que l'on doit investir encore plus dans le combinat. Toute leur vie en dépend, ils ne peuvent pas imaginer autre chose. Même les jeunes »*. M. Alexandre Alaïev, le vice-maire chargé des questions économiques, le confirme : *« Désormais, en Russie, nul ne veut investir dans la production. Les banques préfèrent les opérations financières. Difficile de créer une alternative à brève échéance. »*

Fermé aux journalistes

ON l'appelle le « combinat » ou MMK, par ses initiales, ou plus familièrement Magnitka – du nom de l'ancien gisement. Jusqu'en 1993, il gérait pratiquement toutes les infrastructures de la ville. La part de l'entreprise et de ses 41 filiales dans l'activité économique diminue toutefois d'année en année. Mesurée par la taxe sur le revenu payée à la municipalité, elle n'était que de 53 % en 1996, contre 70 % il y a quelques années. La direction fait tout pour cacher la diminution de moitié de sa production par rapport à l'excellente année 1989 (16 millions de tonnes d'acier et autant de fonte et d'aciers laminés). Le nombre d'employés, lui, n'a guère baissé (59 500 personnes contre 65 000 à l'époque). Ces chiffres, il faut littéralement les arracher. Car le combinat se ferme aux journalistes, comme la plupart des entreprises en Russie. A l'opacité de la vie politique a succédé l'opacité de la vie économique...

Le pire, c'est le domaine financier. Ainsi, le combinat a imposé un black-out total sur la répartition de son capital. En principe, les salariés devaient en posséder 49 %, grâce à la distribution d'actions de 1 000 roubles, l'Etat en conservant 51 %. Mais, ici comme ailleurs, la privatisation a tourné à l'appropriation des richesses nationales par quelques dirigeants issus de la nomenklatura – l'actuel directeur général de MMK, M. Anatoli Starikov, faisait déjà partie de la direction de l'entreprise avant la privatisation. Bref, le pouvoir est resté dans les mêmes mains : il est devenu privé, c'est tout. Majoritaire dans le projet originel, l'Etat ne contrôlait plus, en 1996, que 17 % du capital. Quant aux salariés, la dévaluation a réduit à néant la valeur de leurs actions : 1 000 roubles valent... 1 franc ! Des sociétés d'actions se sont donc constituées, qui ont acquis – à un prix supérieur – leurs actions. Même le combinat en a créé une, L'Acier de Magnitogorsk. Actuellement, l'action s'achete à peu pres à 12 000 roubles. Si bien que les salariés n'en ont pratiquement plus : victimes de retards de salaire, ils les ont revendues.

La paye, à MMK, est plus élevée que dans les autres entreprises métallurgiques de la ville (1 000 F en moyenne pour un ouvrier), mais elle est versée avec retard. C'est que le combinat privatisé fonctionne encore comme une entreprise d'Etat et se refuse à « dégraisser » les effectifs, comme le voudrait la logique du marché. Reste donc à produire plus. *« Nous n'avons pas réussi,* reconnaît M. Victor Kulakovski, le directeur des fournitures et des ressources. *Le problème est national. Les clients russes ne paient pas. Pas en liquide, et de toute façon en retard. En échange du métal, ils donnent des fournitures. Ce n'est qu'à l'exportation que nous recevons de l'argent. Mais ces ressources ne couvrent plus les charges de production qui se sont accrues et, pour garder les marchés, nous devons pratiquer des prix bas. »*

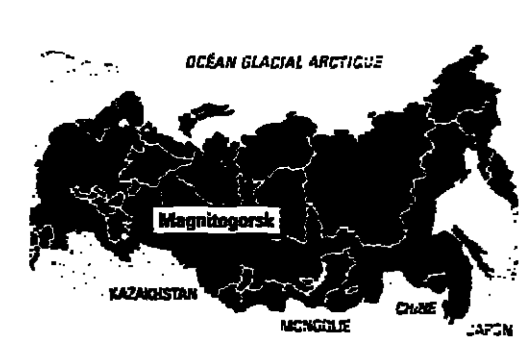
La méthode du troc s'est généralisée. Tel directeur d'une usine automobile, dans une autre ville, admet payer l'administration des impôts en lui fournissant... des véhicules – dont il avoue ignorer où ils aboutissent ! Spécifique est, en revanche, la menace qui pèse sur Magnitogorsk. Le gisement de fer est épuisé depuis vingt-cinq ans, et le minerai vient désormais du Kazakhstan. La ville est éloignée de tout port de plusieurs milliers de kilomètres alors que 60 % de la production sont exportés. Et le coût du transport ferroviaire augmente...

Pour contourner le retard des salaires, le combinat – comme d'autres entreprises – a mis en place, depuis le début de l'année, un système qui aboutit en fait à gruger une seconde fois les salariés. Il a ouvert ses propres magasins, où chaque salarié peut faire ses courses grâce à une carte magnétique sur laquelle est virée la moitié du salaire dû... Le magasin d'alimentation Vostok est bien fourni – on y trouve même des marchandises importées de bonne qualité, plutôt chères. Si M. Volodia Nafanovitch, ouvrier-tourneur, disposait de son salaire en liquide, il irait au marché acheter des produits de moindre qualité, mais moins coûteux. *« Je n'achète pas beaucoup ici,* dit-il. *C'est plus cher qu'ailleurs. Et l'argent que je n'aurai pas utilisé sur cette carte, j'espère que je le recevrai un jour en salaire, en liquide. »* Hélas, le salaire n'arrive pas.

Fatalisme russe ? Les retards de salaire n'aboutissent pas à l'explosion sociale, toujours redoutée, souvent annoncée et qui, pourtant, ne se produit pas. En fait, chacun s'est positionné en fonction des changements : ceux qui ont saisi leur chance, ceux qui sont restés sur la touche et, entre les deux, la majorité qui tente de vivre tant bien que mal.

Chaque génération voit les choses à sa manière. M. Nicolas Samanski a soixante-deux ans. Il est entré en 1951 au combinat, où sa femme était employée. Son frère et sa belle-sœur y travaillent encore. De même son fils Sergueï, et l'épouse de celui-ci. Une vraie dynastie. Sergueï, trente-sept ans, électricien-monteur, est au combinat depuis dix-huit ans. *« La stabilité,* explique-t-il, *c'est fini. Aujourd'hui, on n'est même pas sûr de toucher son salaire. »* Pour autant, il ne regrette pas le passé : *« Il y a sept ans, je n'aurais pas imaginé louer mon propre appartement et avoir une voiture. »* Si Sergueï a pu, tout en attendant sa paye, s'acheter une Lada d'occasion à 5 000 F, c'est que, à l'instar de beaucoup de Russes, son salaire ne constitue plus la source essentielle de ses revenus : il travaille comme électricien au noir. Car la construction va bon train, grâce au développement de l'activité privée. Le changement a ouvert des perspectives à quiconque dispose de compétences, qu'il peut utiliser hors usine, à condition d'être débrouillard...

« Ou tu avances ou tu es sur la touche. Moi,



j'avance. » Galina préfère ne pas donner son nom de famille, sans doute pour des raisons fiscales. Fille de médecins, cette quadragénaire est psychiatre pour enfants. Depuis quatre ans, elle fait partie des *tchelnoki* : les « navettes » qui vont acheter à l'étranger quantité de produits qu'elles revendent ensuite sur les *iarmarka (lire, page suivante, l'article de K. S. Karol).* Grouillants de monde, ces marchés aux étals précaires, installés sur des terrains non aménagés et boueux une bonne partie de l'année, constituent un des aspects les plus visibles du succès de l'initiative privée. Impossible, en raison de la fraude fiscale, d'évaluer le chiffre d'affaires de cette activité florissante. Mais nombreux sont les *tchelnoki* : on les reconnaît dans les aéroports à leurs sacs de toile plastique rayée bourrés d'articles. Si leur commerce marche bien, ils font transporter leur marchandise par conteneurs...

Il y a quatre ans, la psychiatrie rapportait à Galina quelque 60 dollars par mois. Elle décide alors de tenter sa chance, casse sa tirelire pour partir en Grèce y acheter quelques fourrures, qu'elle revend sans problème. Elle investit l'argent gagné dans un deuxième voyage. L'affaire est lancée. Actuellement, elle se rend en Grèce ou en Turquie une fois par mois pour acheter à bon marché ces fourrures qui remplissent son kiosque sur le principal *iarmarka* de Magnitogorsk. Son mari travaille avec elle, son frère aussi. Elle investit tout ce qu'elle gagne dans son affaire. Galina, qui continue de vivre avec son mari et sa fille dans un deux-pièces, est loin d'être riche. Mais elle vit beaucoup mieux, et c'est l'essentiel. D'où sa satisfaction : *« On peut enfin prendre en main son destin. Mais je ne sais pas de quoi demain sera fait. Avant, on était fier d'avoir des parents médecins. Maintenant, quand ma fille répond à un questionnaire, à " profession des parents ", elle met : " biznesmen " ».* Elle trouve ça mieux que « médecins ». Le regrette-t-elle ? *« Non, c'est comme ça. »*



MAX ALPERT
« Héros » de la construction du combinat (1929)

L'ascension de Victor Barabanov

A l'époque de l'Union soviétique, il y avait, à Magnitogorsk, 200 entreprises majeures : au printemps 1997, 6 000 sociétés seront enregistrées. Si la production continue de baisser, c'est qu'il s'agit le plus souvent de petites entreprises, en général non productives. Sur 100 entreprises créées dans la ville, 21 seulement produisent – 43 interviennent dans le commerce et 17 dans les services, 17 opèrent dans la construction et 2 seulement dans l'agriculture.

Depuis deux ou trois ans, on assiste à un mouvement inverse. Des entrepreneurs se lancent dans la production. M. Victor Barabanov, quarante-quatre ans, était professeur d'économie à l'Ecole des mines de la ville. En 1995, deux ans après la fin du monopole des boulangeries d'Etat, il choisit ce secteur. Faute de prêts bancaires, l'économiste attire des capitaux par souscription. Il s'entoure d'une bonne équipe : *« C'est le plus important »,* insiste-t-il. Compétences et culture du travail ne sont pas, il est vrai, chose courante. Dès 1996, sa boulangerie industrielle réalise des profits. Fort de ce premier succès, il ouvre un centre commercial dans un local de 1 000 m^2, qu'il loue à la mairie sur un terrain vague, au beau milieu d'immeubles populaires. A l'extérieur, des *babouchka* (grands-mères) vendent lait et vodka sans contrôle. Le centre commercial est modeste, mais très propre. Outre ses installations de fabrication du pain, il comporte plusieurs rayons : épicerie, boulangerie, boucherie, droguerie et pharmacie. Il offre des produits russes, mais aussi des marchandises d'importation.

Tous les bénéfices de cette première affaire, l'ex-professeur d'économie les investit dans un second centre commercial, destiné à la vente de viandes et volailles, qu'il fait construire à proximité du centre-ville. Il surveille lui-même les travaux, insiste sur les installations sanitaires et de sécurité, affichant un respect scrupuleux des règles en la matière. M. Barabanov – qui emploie maintenant une centaine de personnes – ne ressemble en rien à l'image d'Epinal de l'homme d'affaires russe : obsédé par le profit immédiat, sans foi ni loi, proche des structures mafieuses. Il n'est pas seul dans ce cas – les choses changent, et ces nouveaux entrepreneurs quadragénaires, issus de l'université et conscients de leur responsabilité sociale, s'imposent ici et là.

Encore leur faut-il surmonter les tracas administratifs et fiscaux. Si les citoyens manquent de civisme à l'égard du fisc, il faut reconnaître que la législation fiscale, touffue et constamment changeante, ne favorise en rien l'activité économique. Pis : elle oblige les entreprises, pour survivre, à contourner la loi. *« Je travaille maintenant au moins neuf heures par jour, auxquelles il faut ajouter mon activité politique* – notre homme est membre du conseil municipal. *C'est bien plus que du temps où j'étais professeur d'économie »,* assure M. Barabanov au volant de sa 4 x 4 Niva (il préfère laisser sa voiture allemande au garage). Et de reprendre : *« Je suis optimiste pour ma situation personnelle, mais pessimiste pour la situation du pays. »*

A l'inverse de la capitale, où la différenciation s'affirme entre quartiers résidentiels et zones populaires, en province les habitats s'interpénètrent. Si l'aspect de la ville évolue peu à peu, on ne voit pas de superbes ensembles d'immeubles surgir de terre comme à Moscou. Magnitogorsk compte quelques magasins vendant les marques de luxe et de plus en plus de rutilantes voitures étrangères, mais rien à voir avec l'arrogance de la capitale. Nombre d'entrepreneurs, en dépit de bons revenus, n'ont pas changé grand-chose à leur mode de vie, voire habitent toujours dans les cités ouvrières. Certains manifestent une certaine nostalgie de l'URSS, tant ils s'inquiètent des perspectives économiques et sociales comme de la criminalité. Tous connaissent, jusque dans leur propre famille, des ouvriers, des ingénieurs ou des enseignants privés de salaire, des retraités sans pension, des jeunes scolarisés sans perspective de débouchés. Proches de leur milieu d'origine, ces entrepreneurs en partagent naturellement les inquiétudes.

Comme les salaires, les pensions subissent des retards généralisés. Or, en moyenne, la retraite mensuelle d'un ouvrier plafonne à... 300 F. Inutile de dire les difficultés dans lesquelles les personnes âgées peuvent se trouver. Au point que la mairie de Magnitogorsk a dû ouvrir un centre pour accueillir, durant plusieurs semaines, des retraités en difficulté. Elle leur fournit une aide pour des achats de première nécessité. Tous les retraités bénéficient en outre des transports gratuits. Le service social s'active auprès des familles que les retards de salaire menacent de marginaliser – le seuil minimum de revenu par foyer a été évalué par la municipalité à 300 F par mois.

Quelque chose de l'esprit communautaire

LA ville vieillit. Le nombre de décès dépasse celui des naissances, sans doute du fait de la mauvaise gestion sanitaire et sociale à l'époque soviétique. De même, la baisse de l'espérance de vie, tombée à cinquante-huit ans pour les hommes – soixante-neuf ans pour les femmes – à Magnitogorsk, était perceptible dès la fin des années 80. En revanche, la nouveauté radicale, c'est l'apparition de l'exclusion. Le centre ouvert par la mairie a accueilli près de 8 000 personnes en deux ans : des sans-abri ou, plus fréquemment, des personnes nécessitant une aide temporaire. Phénomène toutefois moins grave que dans la plupart des grandes villes russes.

Pareillement, si la criminalité s'est accrue, c'est dans des proportions bien inférieures à celles prévalant dans le reste du pays. *« Le marché a été introduit trop brutalement en Russie. D'où une explosion de crimes,* résume M. Feodor Boulatov, le chef de la milice. *Mais, à Magnitogorsk, la compétition ne prend pas l'allure brutale qu'elle peut avoir ailleurs. Le passage de l'économie d'Etat à l'économie de marché a pris un tour moins violent en raison de la persistance d'une grande industrie. Moins de crimes, moins d'attaques de magasins. Les kiosques travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ils n'ont pas de barreaux aux fenêtres. Il reste encore quelque chose de l'esprit communautaire qu'on a connu dans cette cité. »*

La ville frappe en effet par sa cohésion sociale, pratiquement disparue à Moscou – qui a connu, en 1996, 67 règlements de comptes mortels, essentiellement pour raisons économiques, contre 5 à Magnitogorsk... depuis la fin de l'URSS. Sans doute absurde d'un strict point de vue économique, le combinat, d'une certaine manière, préserve une population que les changements trop brutaux auraient réduite au désarroi. La cité, pourtant, ne vit pas dans ses souvenirs. Dans l'incertitude, probablement. Et dans l'ennui, à coup sûr.

Magnitogorsk ne renie pas le passé, mais ne s'accroche pas à son mythe. La nostalgie de l'Union soviétique s'estompe peu à peu devant l'espoir de meilleures conditions de vie. En attendant, les hauts-fourneaux qui continuent de cracher leurs noires fumées rassurent les habitants...

* Journaliste.

DE LA TRANSITION

La Russie otage d'un capitalisme mafieux

DE l'ex-Union soviétique, la Russie eltsinienne a conservé, on le sait, maintes caractéristiques. Paradoxalement, les lignes de fracture de la société libérale recoupent celles de l'époque communiste. Ainsi la nouvelle élite économique et politique se recrute-t-elle largement parmi les *zolotyié dietki*, cette « jeunesse dorée » qui s'est imposée dès les années 70, jouissant de privilèges interdits aux *sieryié crysy* (« souris grises »). Comme partout dans le monde, la Mafia utilise les uns et les autres pour étendre son pouvoir.

Par K. S. KAROL *

Voici la dernière anecdote que l'on raconte à Moscou : le premier ministre, M. Victor Tchernomyrdine, croyait voir enfin la lumière au bout du tunnel russe, alors qu'il s'agissait de celle d'un autre train qui fonçait sur le sien... Des experts de la Banque mondiale estiment que la Russie, avec une croissance de 7 % par an, mettrait vingt ans à récupérer le potentiel économique perdu sous le régime de M. Boris Eltsine. Or le Kremlin mise cette année sur à peine 1,5 % de croissance. Au lecteur de calculer combien de temps il faudra au train russe pour sortir du tunnel.

Les mots manquent pour décrire ce désastre. Mais le discours sur le chaos russe est devenu ennuyeux. Pour y échapper, penchons-nous sur certains aspects de qu'on appelle partout, y compris au Kremlin, le « capitalisme mafieux russe ».

En 1984, on apprit, pour la première fois, que les jeunes Soviétiques se divisaient en *zolotyié dietki* et en *sieryié crysy* (« jeunesse dorée » et « souris grises »). Quelle était l'origine de ces expressions ? Pendant la décennie de Nikita Khrouchtchev, entre 1954 et 1964, la mobilité sociale en URSS avait diminué. N'étant plus menacés par l'aveugle répression stalinienne, ceux qui occupaient des postes de commandement avaient consolidé leurs positions. Ainsi s'est cristallisée en URSS une élite du pouvoir, comparable à certains égards à celle que C. Wright Mills avait décrite aux Etats-Unis. Pour ce grand sociologue américain, l'élite n'était pas composée des seuls détenteurs du pouvoir politique et économique, mais aussi d'autres *« riches et célèbres »* qui, de Hollywood à la grande presse de la Côte est, pratiquaient *« la grande célébration américaine »*.

En URSS, les « riches » étaient ceux qui bénéficiaient des privilèges. Même si leurs fortunes n'étaient pas éclatantes, ils vivaient sur un grand pied par rapport au reste de la population et n'en faisaient pas moins partie de l'élite du pouvoir soviétique. Une élite qui ne croyait plus aux valeurs de sa propre société et tournait secrètement les yeux vers les vrais riches d'outre-Océan.

Dès 1971, après les accords Nixon-Brejnev, le rideau de fer n'étant plus étanche, les élites russes, et seulement elles, ont commencé à voyager en Occident. Ce privilège valait probablement plus que tous les autres. Grâce à lui, ces nantis pouvaient connaître le grand monde et aussi se procurer des biens introuvables en URSS. Peu à peu, Moscou a commencé à importer ces produits, en quantités insuffisantes pour tous, au seul profit de l'élite et de ses enfants. C'est ainsi qu'est apparu le phénomène des *zolotyié dietki*. Habillés à l'occidentale, ces derniers avaient leurs discothèques, leurs réseaux ; bref, leur petit monde à part, auquel les autres jeunes, les *sieryié crysy*, n'avaient pas accès.

Cherchant elles aussi à acquérir ces signes de distinction, ces « souris grises » accostaient les visiteurs occidentaux en les suppliant de leur vendre vêtements et autres babioles. Çà et là, des scandales ont éclaté : à Rostov-sur-le-Don, par exemple, des étudiantes se sont fait épingler pour avoir couché avec des étrangers en échange d'une paire de jeans. C'en était trop pour la *Komsomolskaïa Pravda*, qui n'a pas lésiné sur le sermon. Ce qui a eu pour conséquence de susciter une avalanche de lettres, impensables en d'autres temps, sur le thème : faites des jeans aussi bons que ceux des Américains plutôt que nous donner des leçons de morale.

En 1984, les théâtres mirent à l'affiche bon nombre de pièces dénonçant l'égoïsme des *zolotyié dietki* et leur conduite « asociale ». On y donnait volontiers la parole aux *sieryié crysy* pour dresser des réquisitoires contre la discrimination dont ceux-ci étaient victimes. Pendant le spectacle, le public riait de bon cœur à propos de ceux qui sermonnaient les jeunes. La moindre citation, sur scène, de la *Pravda* ou des *Izvestia* soulevait une tempête de rires. Dans certains films, on montrait la corruption des fonctionnaires et l'on voyait des jeunes femmes faire carrière en recourant aux mêmes moyens que les étudiantes de Rostov pour se procurer des jeans.

Un an après, M. Mikhaïl Gorbatchev arriva au pouvoir. Parmi ses premiers slogans figurait la glasnost (transparence) ; le nouveau secrétaire général conviait la société à dire à haute voix ce qu'elle pensait. De cette ouverture courageuse ont profité d'emblée les « riches et célèbres » du monde intellectuel, et surtout des médias, ainsi que les *zolotyié dietki* devenus adultes. Il n'en pouvait pas être autrement puisque ceux-là étaient les mieux placés pour s'exprimer. Ils voulaient une société *« normale, fondée sur la propriété privée »*. Et, puisque M. Gorbatchev insistait sur une *« option socialiste »* mal définie, ils sont passés, avec armes et bagages, dans le camp de M. Boris Eltsine, qui voulait seulement le pouvoir, quitte à détruire l'URSS pour l'obtenir.

Rattraper et dépasser les riches Américains

DÈS l'ouverture d'une transition à l'économie du marché, un fort contingent de *zolotyié dietki* s'est lancé dans les affaires. Ces jeunes loups avaient dix longueurs d'avance sur les *sieryié crysy*. Presque tous diplômés, ils baragouinaient un peu d'anglais appris au cours de voyages à l'étranger et bénéficiaient surtout des relations de leurs parents. Cela suffisait pour obtenir un poste de broker (courtier) à la Bourse, accumuler de premiers millions, fonder une banque ou une compagnie d'import-export et devenir fabuleusement riche.

Ils choisirent de s'appeler les *Manhattan boys* parce que leur ambition était, comme dans le vieux slogan soviétique, de *« rattraper et dépasser »* les riches Américains. Certains y ont réussi, paraît-il, mais, comme dirait la BBC, *« on ne peut pas en avoir la confirmation d'une source indépendante »* : ils ne déclarent pas leurs revenus en Russie et exportent leurs capitaux à l'étranger.

Dès qu'on pose les pieds à Moscou, on voit ces enfants gâtés parader dans leurs voitures de luxe (pourtant peu adaptées aux rues de la capitale), en compagnie de belles filles et protégés par une cohorte de gorilles. La course effrénée aux *bucks* (dollars) les a transformés en robots qui ne pensent qu'à spéculer. Une anecdote moscovite raconte qu'un *Manhattan boy* qui vient d'échapper miraculeusement à un attentat pleure ses mirifiques contrats réduits en cendres dans l'incendie de sa voiture. C'est alors que quelqu'un lui fait remarquer qu'il a aussi perdu le bras gauche ; et le miraculé de s'exclamer : *« Fichtre, j'avais au poignet une Rolex en or ! »*

Sont-ils liés à la Mafia ? Toutes les fortunes, accumulées trop vite, sont à risque si on ne les « légalise » pas par le blanchiment de l'argent sale. La Mafia sait le faire et, sur ce point, les *Manhattan boys* ne peuvent se passer d'elle. Pourquoi hésiteraient-ils ? On leur a appris, dès le berceau, qu'une illégalité n'est pas un mal si elle ne risque pas d'entraîner des poursuites. De nos jours, ce risque n'existe plus. Le Kremlin s'emploie à protéger les nantis, et les lois sont désormais faites pour les favoriser. Depuis 1992, il n'y a pas eu un seul procès pour abus de biens sociaux, cette dénomination ayant même disparu du code pénal.

Quand, à la fin de 1991, M. Boris Eltsine a formé son nouveau gouvernement, l'enthousiasme des Occidentaux était sans bornes. Une brochette de jeunes ne dépassant pas quarante ans – MM. Egor Gaïdar, Andreï Kozyrev, Anatoly Tchoubaïs, Boris Fiodorov, Piotr Aven et même Guennadi Bourboulis – entraient au Kremlin sans avoir exercé de hautes fonctions au sein de l'ancien Parti communiste de l'URSS. La Russie était pour ainsi dire libérée des apparatchiks, à part M. Boris Eltsine, mais celui-ci devrait prouver la sincérité de son adhésion à la démocratie en choisissant ces jeunes libéraux thatchériens.

Sauf qu'il s'agissait précisément de ces mêmes *zolotyié dietki*, enfants de nomenklaturistes de haut vol, qu'on nous avait longtemps décrits comme *« dépourvus de scrupules et fascinés par le mode de vie américain »*. Ayant toujours vécu dans leur petit monde, ils ne connaissent pratiquement rien de la complexité du pays. Il leur manque ce minimum de sensibilité sociale qui freine parfois les ardeurs de la droite en Occident. Rien d'étonnant si les *zolotyié dietki* au pouvoir à Moscou se sont jetés dans les bras du Fonds monétaire international et se sont montrés encore plus indifférents que les fonctionnaires internationaux à la fracture sociale.

L'écart entre les 10 % de Russes les plus riches et les 10 % les plus pauvres est de 20 contre 1, alors qu'en Occident on considère qu'il ne dépasse pas les 10 contre 1 ou même les 6 contre 1 (c'est le cas des pays scandinaves). En battant ainsi des records d'inégalité, le régime russe s'expose en permanence à une explosion sociale. Du coup, il est obligé de tolérer tout ce qui pourrait permettre de la désamorcer, y compris les méthodes les plus suspectes qui sentent la Mafia.



M. BORIS ELTSINE SALUANT LE PEUPLE
La voiture Zil, symbole de la continuité de la nomenklatura

LAURE VASCONI

Les Russes voyagent beaucoup, mais rarement pour le plaisir. Ils vont en Turquie, à Chypre, en Italie, en Grèce, en Chine et dans d'autres pays encore, acheter des biens de consommation qu'on trouve pourtant en abondance dans leurs propres villes. Quelle peut donc être la rentabilité de ces coûteuses expéditions, qui exigent des démarches épuisantes pour obtenir visas et billets d'avion ? Ce n'est pas le seul mystère de ce tourisme commercial. Ceux qui le pratiquent ne sont décidément pas riches. Ce sont des « souris grises » un peu vieillies qui n'ont guère grimpé sur l'échelle sociale. On les reconnaît à leur apparence, héritée de l'époque soviétique, leurs goûts modestes et leur faible connaissance des langues étrangères. En Russie, on les appelle *tchelnoki* (navettes) et on estime leur nombre à 30 millions, en y incluant ceux, très majoritaires, qui circulent à l'intérieur même du pays.

Quand on se penche sur le phénomène, tout se complique et devient mystérieux. Alors que la ligne aérienne Rimini-Rome n'existe pas, quatre ou cinq fois par semaine des avions bondés de *tchelnoki* en provenance de Moscou et de Saint-Pétersbourg atterrissent à Rimini sur un aéroport conçu pour eux. Après quoi, sans même regarder la mer, ils se déversent sur le quartier commerçant, où ils sont attendus avec des montagnes de chaussures *made in Italy* et fabriquées en Albanie ainsi que d'autres articles vestimentaires. A Istanbul, ils cherchent plutôt les téléviseurs et les appareils électroménagers. Les *tchelnoki* payent comptant, en dollars. Ils ignorent les cartes de crédit, ne marchandent pas, ne demandent ni garanties ni reçus. Il s'agit pourtant de sommes qui atteignent souvent des centaines de milliers de dollars, et il est rare qu'on les dépense sans précautions ni trace comptable. Il tombe sous le sens qu'un *tchelnok* n'est pas propriétaire de cet argent. S'il l'était, il se serait établi à son compte à Moscou ou ailleurs en Russie. Vu leur volume, il n'écoule pas seul, non plus, ces biens importés. Leur distribution constituerait un travail à temps plein.

Dans les *Izvestia* du 7 mars 1997, M. Igor Ilinguine, directeur d'information au ministère des relations économiques extérieures, estime la totalité des importations effectuées par les *tchelnoki* à 15,4 milliards de dollars en 1995 et à 15,6 milliards en 1996... Le « tchelnokisme » à l'intérieur de la Russie n'est pas comptabilisé, mais on peut parier que son chiffre d'affaires est de loin plus imposant.

La Russie n'arrive plus à vendre ses produits de consommation sur son marché intérieur, monopolisé par les biens étrangers. Mais elle ne contrôle pas davantage ses importations, assurées par les *tchelnoki*. Elle ne perçoit, donc, qu'une petite partie des droits de douane ; pour les deux tiers des marchandises, c'est du « ni vu ni connu ».

Or, l'impôt sur les sociétés étant calculé à partir du chiffre d'affaires et non du profit, il est facile d'évaluer la perte du Trésor russe. Pour remédier un peu à ce manque à gagner, le Kremlin a tenté, en 1996, de taxer ceux qui rapportent de l'étranger plus de 50 kilos de bagages. En 1997, il a été décrété que chaque Russe se rendant à l'étranger devrait payer 11 dollars à l'aller et autant au retour. Le tollé de la presse n'a même pas permis l'entrée en vigueur de ces oukases. On ne songe donc plus à inquiéter les *tchelnoki*.

« Le "tchelnokisme", dit un Moscovite, *n'est qu'une soupape de sécurité pour laisser échapper l'excès de pression à la base. Sans lui et sans l'omniprésent commerce de rue, la cocotte aurait explosé depuis longtemps. »* Cela ne veut pas dire que le gouvernement fait fonctionner cette énorme machine commerciale. Non, c'est la Mafia qui tire les ficelles.

Pourquoi celle-ci a-t-elle besoin d'un commerce aussi compliqué, alors qu'à Moscou ou à Saint-Pétersbourg on ramasse l'argent dans les rues ? Justement, pour blanchir cet argent-là. Un *tchelnok* avec 50 000 dollars n'est suspecté ni à Istanbul ni à Rimini. Mille *tchelnoki*, chacun avec la même somme, ne le sont pas plus... Ainsi injecte-t-on dans le circuit légal des milliards propres... *« comme la neige au sommet du Kazbek »*.

Un *tchelnok* ne sait pas, en général, qu'en acceptant un prêt pour se rendre à l'étranger il devient un soldat de la Mafia. Quelqu'un lui a fait cette fleur par recommandation ou au hasard d'une rencontre. En l'avertissant toutefois que, si d'aventure il s'envolait avec ces dollars, on le retrouverait et on le punirait sévèrement. Il paraît que les rares oiseaux qui se sont envolés ont été exécutés avec une cruauté inouïe. La Mafia russe a déjà la réputation d'être plus violente et plus impitoyable que la sicilienne ou l'américaine. Cette cruauté caractérise surtout la mafia de la drogue, dont on parle beaucoup, ainsi que celle de la prostitution, qui exécute, paraît-il, des insubordonnées même pour un écart minime. L'importance du « tchelnokisme » tient à son impact sur la société, sur ses mœurs et ses coutumes.

Supposons que les *tchelnoki* ignorent absolument, au départ, qui tire les ficelles. Mais ils ne peuvent quand même pas ne pas s'apercevoir, au retour, qu'on les dépouille de la majeure partie de leurs gains. Car la Mafia ne permet pas à un *tchelnok* de s'enrichir, et cela afin qu'il n'envisage pas de travailler pour son propre compte. La même chose vaut pour les gérants des kiosques, aux quatre coins du pays, où aboutit la marchandise importée. On dit qu'ils sont tous victimes du racket, pratiqué au grand jour, y compris à deux pas du Kremlin. Mais peut-on parler d'extorsion quand il s'agit d'une cogérance de fait, acceptée en haut lieu et à la base et pratiquement légale ?

Car le système est fondé sur une connivence bénévole entre un vaste secteur de la population et une organisation invisible considérée comme bienfaisante. Aucun *tchelnok* ne s'est jamais plaint d'avoir été lésé au terme d'un périple à l'étranger ; aucun gérant de kiosque ne parle d'extorsion. La Mafia est leur « syndicat », les protège de la misère, leur offre parfois des gains plus consistants. En Sicile, cela s'appelle *l'omertà*, cette loi du silence qui fait la force de cette organisation criminelle. Trop de gens croyaient que la Mafia les protégeait mieux que l'Etat et ses lois. Mais, pour s'enraciner ainsi sur l'île, l'« honorable société » a mis plus d'un siècle ; en Russie, il a suffi de cinq ans pour y incorporer des centaines de milliers de personnes. Combien de temps faudra-t-il pour les en extirper ?

Dans son message au Parlement, M. Boris Eltsine a expliqué, cette année, que *« la liberté de vendre et d'acheter »* ne doit plus se traduire par *« la liberté d'acheter des lois, des tribunaux et des fonctionnaires »*, ce qui est *« immoral et dangereux pour la société »*. Le moralisme présidentiel est d'une désarmante naïveté. Car c'est son propre entourage qui achète les lois. Or le président ne veut point s'en séparer. Il tient à ces ex-*zolotyié dietki* qui n'ont guère changé de mentalité. Celle-ci a été magnifiquement illustrée par une boutade de M. Guennadi Bourboulis (naguère le bras droit de M. Eltsine avec le titre, à l'américaine, de secrétaire d'Etat). Interrogé sur son goût pour les voitures de luxe, il répondit : *« Je n'aime pas voyager en tramway. »*

On entendait la même réplique dans une pièce de théâtre qui, en 1984 déjà, dénonçait les jeunes dépravés, convaincus que les voitures étaient pour eux et les transports en commun pour les *sieryié crysy*. A l'époque, le public riait. A présent, dans un pays où 60 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ces mœurs de l'élite font plutôt pleurer.

* Essayiste et journaliste, auteur, entre autres, de *Les Guérilleros au pouvoir*, Laffont, Paris, 1970, et de *Solik. Les Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre*, Fayard, Paris, 1983.

UN GOUVERNEMENT REJETÉ, UNE OPPOSITION PARALYSÉE

Lutter pour la paix en Israël

SEULS Israël, les Etats-Unis et... la Micronésie ont voté, le 16 juillet, contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la construction de la colonie de Har Homa. Loin de tirer les leçons de son isolement, M. Benyamin Nétanyahou poursuit sa fuite en avant. Non seulement il affiche sa décision de ne rétrocéder que 40 % de la Cisjordanie à l'Autorité palestinienne, mais il menace, en cas de nouveaux affrontements, de reconquérir Hébron. Au grand désespoir des militants israéliens de la paix, la coalition au pouvoir mise sur une explosion majeure.

Par URI AVNERY*

Il y a de longues années, David Ben Gourion, alors premier ministre d'Israël, se mit en colère contre les deux principaux journaux du soir. Et d'insulter leurs rédacteurs en chef : *« L'un est un serpent, l'autre est un sot »* – sans toutefois préciser à qui s'adressaient ces épithètes. Une blague populaire à l'époque prétendit que celui qui était considéré comme un sot s'écria : *« Je suis un serpent ! Je suis un serpent ! »*

Il en va un peu de même avec M. Benyamin Nétanyahou : un an après avoir mis sur pied son gouvernement, le premier ministre continue de laisser perplexes nombre de ses concitoyens, qui n'arrivent pas à déterminer s'il est un serpent ou un sot, s'il manque de sagesse ou de bonnes intentions. L'énigme reste, à ce jour, sans solution.

En un an, le chef du Likoud a réussi à bloquer complètement les négociations de paix et à relancer le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Du même coup, il a gâché la lune de miel diplomatique entre son pays et le reste du monde et même refroidi l'histoire d'amour entre Israël et les Etats-Unis. La plupart des Etats arabes, qui étaient en train de nouer des relations complètes avec l'Etat hébreu, font marche arrière. Des voix haineuses se font entendre jusqu'en Egypte et en Jordanie, pourtant signataires de traités de paix avec Israël. Pour la première fois, un fossé s'est creusé entre Israël et la communauté juive mondiale – notamment à cause des prétentions des alliés ultra-orthodoxes de M. Nétanyahou à imposer une loi totalement inacceptable pour les synagogues « progressistes », dont la majorité des juifs américains sont membres (1).

Sans oublier que le gouvernement lui-même est secoué par une incessante série de crises internes qui font irrésistiblement penser aux épisodes d'un feuilleton de télévision. Certains ministres ont démissionné, d'autres ont été sommés par la police israélienne de comparaître devant la justice à la suite d'enquêtes pour corruption. Un ancien ministre, M. Arye Deri, lui-même mis en examen pour corruption, est soupçonné d'avoir forcé M. Nétanyahou à nommer son protégé – le fameux M. Roni Bar-On – au poste de procureur général, d'autres sont soupçonnés d'entretenir des relations suivies avec les mafias russes.

Presque tous les collègues du premier ministre l'accusent de mentir. Le 24 juin dernier, le chef du Likoud a tout juste survécu à une autre motion de non-confiance : cinq voix seulement l'ont sauvé (2). Et pour cause : neuf députés du Likoud et du Gesher (dont son chef, M. David Lévy, le ministre des affaires étrangères) avaient choisi de s'absenter en guise de protestation contre la façon de gouverner de M. Nétanyahou. Un autre groupe de la coalition gouvernementale n'a accepté de voter pour lui qu'en échange d'un engagement écrit selon lequel M. Nétanyahou tiendrait les promesses faites... un an plus tôt, également par écrit (3).



DAVID REEB. – « Ecolier et soldat » - (1992)



La grande fracture « ethnique »

M. BENYAMIN NÉTANYAHOU a survécu à toutes ces crises de façon magistrale : il règle chaque problème en en créant deux nouveaux. Cette méthode est imputable, selon certains, à son manque total d'expérience et de clairvoyance politique. Il sait gagner, tel un serpent, des élections au sein de son parti ou sur la scène nationale, disent-ils, mais en ce qui concerne tout le reste, c'est un sot. Pour d'autres, en revanche, il est loin d'être idiot. Toutes ses manœuvres seraient calculées afin d'atteindre son véritable but : détruire la logique des négociations de paix et garder le contrôle des territoires occupés (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est) tout en évitant d'en porter la responsabilité. Sans doute, il y a du vrai dans ces deux théories qui se complètent bien.

Malgré tout – autre paradoxe israélien – M. Nétanyahou semble bien installé dans son siège de premier ministre jusqu'à l'automne de l'an 2000. La nouvelle loi israélienne, en vertu de laquelle le premier ministre est désormais élu directement au suffrage universel, ne prévoit guère de moyens de l'écarter de son poste. Il faudrait 61 voix à la Knesset (le Parlement) – sur 120 – pour provoquer une nouvelle élection du chef du gouvernement, mais ce vote dissoudrait également le Parlement. Autrement dit, les députés devraient voter leur propre retour devant les électeurs – un scénario très peu probable. Pour renvoyer le premier ministre sans dissoudre la Knesset, 80 voix sont requises : ce scénario ne pourrait être envisagé que dans l'hypothèse d'une catastrophe nationale.

Israël est donc dirigé par un homme à l'autorité quasi dictatoriale, entouré d'un petit groupe d'assistants aux allures de *mafiosi* – un terme largement employé par l'opposition et les médias. Leur seul but, semble-t-il, est de s'accrocher au pouvoir et d'assurer leur réélection. M. Nétanyahou, quant à lui, aura besoin de tous les suffrages obtenus l'année dernière, lorsqu'il devint premier ministre avec à peine 30 000 voix d'avance sur M. Shimon Pérès, ce qui suppose l'appui de tous les électeurs des partis religieux, de presque tous les juifs orientaux (Marocains notamment) et de tous les mouvements d'extrême droite.

Mais les pessimistes croient que rien – sauf cataclysme – ne modifiera la répartition des voix, car le choix électoral n'est pas principalement dicté par leurs intérêts socio-économiques. En fait, en ce qui concerne ces dossiers, il n'y a pratiquement pas de différence entre les deux grands partis politiques. Les termes de « gauche » et « droite », en Israël, n'ont pas la même signification qu'en Europe. La politique, ici, est déterminée par des solidarités de groupe, des sentiments d'appartenance ethnique et des croyances religieuses.

Voilà la grande fracture – presque une faille sismique – qui divise la société. La « gauche » regroupe la grande majorité des juifs d'ascendance européenne (dits ashkénazes), plus aisés économiquement et mieux formés culturellement, les juifs libéraux séculiers (laïques et athées), ainsi que les citoyens arabes. La « droite » est composée de la majorité des juifs d'ascendance orientale (appelés séfarades), victimes de discriminations économiques et sociales, moins scolarisés, mais aussi de toute la gamme des juifs religieux, des électeurs du Parti national religieux, y compris les colons extrémistes des territoires occupés, aux ultra-orthodoxes.

Ces deux fronts sont relativement immuables. Itzhak Rabin n'aurait pas été élu en 1992 si l'actuel système d'élection directe du premier ministre avait été en vigueur : seule la dispersion des voix de « droite » – des dizaines de milliers d'électeurs avaient jeté leur dévolu sur des partis extrémistes, mais en nombre insuffisant pour leur permettre d'être représentés à la Knesset – avait alors permis à la « gauche » d'arracher une petite majorité de sièges.

Quiconque veut se convaincre du poids du facteur « ethnique » dans la politique doit se rendre à une manifestation pacifiste : il est difficile d'y trouver des juifs d'apparence orientale ou encore des porteurs de kippa, alors que les uns et les autres sont largement majoritaires dans les manifestations de « droite ».

Sans doute est-ce la clé d'une des énigmes de la réalité politique israélienne : pourquoi l'opposition est-elle si faible malgré les nombreux et manifestes échecs du gouvernement Nétanyahou ? Un juif oriental hostile aux Arabes ou un fanatique religieux peut ne pas porter le premier ministre dans son cœur, pour autant il n'ira jamais voter en faveur du Parti travailliste. Lequel ne s'habitue pas à son rôle de parti d'opposition. Par nature, il est habitué au pouvoir : il a dirigé l'Etat durant trente-deux de ses quarante-neuf ans d'existence, sans compter les quinze années qu'il passa, auparavant, à la tête du Yichouv – la communauté juive de Palestine à l'époque du mandat britannique.

La grande majorité des responsables économiques, des juges, des journalistes et des enseignants appartiennent à la partie libérale et laïque de la société, favorable à la paix. Bref, ce n'est pas sans raison que M. Benyamin Nétanyahou et ses partisans vitupèrent les « élites », les « médias hostiles » et les tribunaux. Toutes ces « bonnes âmes » peuvent gémir et ronchonner, écrire de savantes analyses sur la catastrophe à venir, signer des manifestes bien formulés. Jamais elles ne se confronteront avec les voyous de « droite » dans les rues. Une secte hassidique (ultra-orthodoxe) peut, en quelques heures, mobiliser un millier d'étudiants des institutions religieuses – qui ne servent pas dans l'armée, ni ne travaillent – alors que le Parti travailliste et ses alliés de « gauche » ont du mal à mettre sur pied ne serait-ce qu'une seule manifestation bien organisée... par an.

Faute de savoir comment surmonter la « fracture » en question, la « gauche » manque de volonté, voire se résigne. Elle n'a ni véritable ferveur idéologique, ni zèle missionnaire laïque, ni même une stratégie de paix cohérente. Quand il parle des négociations de paix, le Parti travailliste emprunte un ton humble, bégayant à propos d'un éventuel Etat palestinien (*« n'excluant pas la possibilité de... »*), jurant que jamais il n'abandonnera *« l'éternelle et indivisible souveraineté d'Israël »* sur l'ensemble de la ville sacrée de Jérusalem, allant jusqu'à soutenir (*« en principe, mais... »*) la provocatrice construction de la nouvelle colonie juive de Har Homa.

Après s'être finalement débarrassés du malheureux Shimon Pérès, les travaillistes fondent maintenant leurs espoirs sur leur nouveau leader : M. Ehud Barak. Ancien officier de commando, ex-dirigeant des services de renseignement de l'armée et chef d'état-major des forces armées, ce personnage énergique est surnommé « Bibi *bis* » par ses opposants. Sa stratégie semble consister à dissimuler ses positions – quelles qu'elles soient – pour mieux gruger l'électorat de la « droite », plutôt que de soulever les foules avec un message nouveau et passionné. En fait, il escompte que M. Nétanyahou s'écroulera tôt ou tard sous le poids de ses bévues.

Plus criante encore est l'absence d'un mouvement pacifiste efficace. La Paix maintenant, jadis brillant exemple d'action extraparlementaire, a pratiquement cessé d'exister. Après l'arrivée d'Itzhak Rabin au pouvoir, en 1992, ce mouvement décida que la pression d'en bas n'était plus nécessaire, toute action publique risquant, au contraire, d'affaiblir le gouvernement de « gauche ». Cette paralysie amena un groupe plus radical à créer un nouveau mouvement, Gush Shalom (le Bloc pour la paix) qui n'a pas craint, lui, de manifester contre les hésitations du premier ministre Rabin, et de s'opposer à la « droite » en descendant dans les rues. Mais sa détermination à braver l'impopularité a limité son impact. Il faut également mentionner un certain nombre de petites – mais efficaces – organisations qui, sur la base de solides valeurs morales, rendent d'inestimables services en matière de documentation, d'assistance médicale, de contacts avec les gens, d'organisation des femmes, etc. Reste qu'actuellement le mouvement pacifiste dans son ensemble représente une force politique négligeable.

Pourquoi nul ne paraît s'inquiéter de cet état de fait ? C'est la seconde énigme. Le chef d'état-major des forces armées et les dirigeants de tous les services secrets s'accordent à le prédire publiquement : Israël n'évitera pas une nouvelle flambée de violence avec les Palestiniens si les négociations de paix restent au point mort, tandis que s'accélère la colonisation à Jérusalem-Est et dans les autres territoires occupés. Or telle est bien la politique de la coalition de droite et d'extrême droite de M. Benyamin Nétanyahou, surtout si M. Ariel Sharon, le « héros » de Kibya (4), de Sabra et Chatila (5), est amené à y jouer un rôle de première importance. De telle sorte que les Cassandre évoquent non seulement le risque de confrontation armée avec les Palestiniens, mais aussi l'éventualité d'une guerre avec la Syrie, au cours de laquelle une pluie de missiles contenant des gaz mortels pourrait s'abattre sur les villes israéliennes. Des commentateurs les rejoignent dans ces terribles prophéties, et ce discours est repris par les porte-parole palestiniens et étrangers.

Désorientés par les accords d'Oslo

CE sombre avenir fait l'objet d'articles quasi quotidiens dans les médias. La réaction du public ? Aucune. Comme s'il s'agissait de prévisions météorologiques. Pour paraphraser la boutade de Mark Twain à propos du temps qu'il fait, tout le monde parle de la prochaine guerre, mais personne ne fait quoi que ce soit.

Certains font confiance aux Américains, censés exercer des pressions pour prévenir un conflit. Mais le président William Clinton est embourbé dans ses propres scandales et la perspective d'affronter le puissant lobby juif américain ne le tente guère. De surcroît, il semble être en mesure d'empêcher l'Europe de profiter d'une crise pour reprendre pied au Proche-Orient – à supposer que le Vieux Continent en ait la volonté, ce qui reste à prouver. Autrement dit, l'essentiel dépend des Israéliens.

On a dit de ces derniers qu'ils ont davantage peur de la paix que de la guerre. Certes, ils ont vécu cinq conflits majeurs (6) depuis la naissance de l'Etat d'Israël en 1948 – en excluant la guerre du Golfe, au cours de laquelle des villes israéliennes ont été touchées par des missiles pour la première fois. Donc tous croient savoir à quoi s'attendre et comment réagir. La paix, en revanche, reste la grande inconnue. Nul n'a vécu un seul jour de paix dans ce pays, et personne ne sait comment y faire face.

Les accords d'Oslo (7) ont créé, pour un temps, l'illusion de la paix. Cette nouvelle atmosphère a remis en question les peurs, anxiétés, haines, préjugés et stéréotypes forgés au cours des cent dix années de conflit et, plus largement, de deux mille ans de persécutions contre les juifs, culminant avec le génocide. Mais, du même coup, elle a désorienté bien des Israéliens, inquiets pour leur avenir. Un pas décisif vers la paix aurait sans doute permis de surmonter ce trouble. Mais Itzhak Rabin était un soldat prudent, manquant d'une grande vision. Il ignorait le fameux dicton de Lloyd George, selon lequel on ne peut sauter un abîme en deux fois. Ainsi, toutes les émotions d'hier ont eu le temps de refaire surface. Peut-être est-ce là la principale raison de la victoire électorale de M. Benyamin Nétanyahou, le 29 mai 1996. Comme M. Jean-Marie Le Pen en France, « Bibi » sait comment faire appel aux passions anti-Arabes, anti-goyim (non-juifs) et xénophobes les plus primitives.

D'où ce curieux spectacle : tout le monde s'excite quotidiennement au sujet de la démission de ministres, de la mise en examen de politiciens, des « sessions- mouvementées » du Parlement et des disputes entre dirigeants de partis, le tout accompagné d'un flot de reportages médiatiques, de débats télévisés et d'articles de journaux – mais nul ne s'excite à l'idée d'un possible bain de sang. Comme si l'on n'avait cure des victimes de la prochaine guerre. Le Parti travailliste et ses alliés préfèrent parler d'autres choses, plus populaires. Et les mouvements pacifistes ne parviennent pas à mobiliser les masses.

Récemment, cent cinquante femmes ont défilé dans les rues de Tel-Aviv avec des banderoles proclamant : *« Nous ne voulons pas que nos enfants participent à une guerre superflue. »* Les passants ont regardé en silence. Nul ne les a injuriées, nul ne les a applaudies.

* Journaliste, Tel-Aviv, auteur de *Mon frère, l'ennemi. Un Israélien dialogue avec les Palestiniens*, Liana Levi, Paris, 1986.

(1) Selon la loi israélienne en vigueur, est juif – et donc peut demander la citoyenneté – quiconque est né de mère juive ou s'est converti à la religion juive. Cette dernière possibilité, les partis ultra-orthodoxes membres de la coalition gouvernementale exigent qu'elle soit strictement limitée aux conversions réalisées selon leur rite, à l'exclusion de celles pratiquées par les synagogues dites « libérales » ou « conservatrices ».

(2) Le premier ministre a obtenu 55 voix en sa faveur contre 50 favorables à sa destitution.

(3) Un accord de dernière minute est intervenu entre M. Nétanyahou et le « parti russe » de M. Nathan Chtcharansky, membre de la coalition, qui a monnayé son appui au premier ministre : 450 millions de francs d'engagements financiers publics exclusivement destinés aux immigrants russes.

(4) Village de Jordanie pris d'assaut le 14 octobre 1953 par les troupes d'Ariel Sharon, qui en dynamitèrent une cinquantaine de maisons, tuant plus de 70 civils.

(5) Le général Sharon et les troupes israéliennes assistèrent impassibles au massacre de centaines de réfugiés palestiniens (hommes, femmes, enfants, vieillards) auquel se livrèrent les Forces libanaises, les 16, 17 et 18 septembre 1982, dans les camps de Sabra et Chatila, au sud de Beyrouth.

(6) Première guerre israélo-arabe (1948-1949), guerre de Suez (1956), guerre de six jours (1967), guerre d'octobre (1973) et guerre du Liban (1982).

(7) Les négociations entre Israël et l'OLP, menées durant l'été 1993 à Oslo, ont débouché sur une déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne (13 septembre 1993), suivie de deux accords destinés à la mettre en œuvre : celui du Caire, dit Oslo I (4 mai 1994), et celui de Taba, dit Oslo II (28 septembre 1995).

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *Die tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par L. Press (Plaza Marina Española, 5-2° D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Mexique. Le journal est publié par Editorial sans Frontières (Paris n° 35, Col. Coyoacan, 04100 Mexico). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie par Impact (le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à 15 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (270 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

BOULEVERSEMENTS AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Pourquoi cette montée de l'islamisme

AU sud de la Méditerranée, dans les années 60 et 70, c'est l'Etat qui conduisait la modernisation. Le marché a pris la relève. D'où de profondes modifications de la structure sociale et de la base du pouvoir politique, au profit des nouvelles bourgeoisies. Ces évolutions peuvent déboucher sur trois scénarios : démocratie élitaire, populisme religieux ou dictature militaire. Mais, dans tous les cas, chômage et exclusion nourrissent l'ascension de l'islamisme.

Par SAMI NAÏR *

Les Etats du sud et de l'est de la Méditerranée ont bénéficié, au cours des années 60 et 70, de prêts considérables pour des investissements à long terme. La manne était générale et l'antagonisme Est-Ouest favorisait l'octroi d'aides intéressées. La monétarisation rapide de l'économie mondiale, elle-même cause et conséquence du ralentissement de l'expansion, a provoqué une réorientation massive des prêts et entraîné des crises de remboursement de la dette, qui culminèrent au début des années 80 (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Turquie, etc.).

Désormais, l'offre de financement s'oriente vers les zones rentables et se raréfie dans les zones peu développées, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) se chargeant de gendarmer les Etats dépensiers. De là l'efflorescence des plans d'ajustement structurel dans les années 80.

Cette libéralisation engendre des bouleversements de structures difficiles à maîtriser. Partout s'opère un triple mouvement : forte différenciation sociale au sein des couches moyennes ; lent et profond changement dans la base sociale des pouvoirs en place ; crise généralisée de légitimation des Etats. De la gestion de ces trois facteurs dépend, pour une large part, l'avenir de ces sociétés.

On assiste partout à une crise de mobilité sociale au sein des couches moyennes. Les catégories traditionnellement clientes des Etats modernisateurs – enseignants, techniciens, employés du secteur tertiaire, bureaucrates – se trouvent de plus en plus marginalisées, cependant que se développent les couches liées aux secteurs libéraux : avocats, médecins, commerçants, etc. A preuve, la crise que traverse, depuis le début des années 80, la profession des ingénieurs et des cadres scientifiques (1), qui avait fait jusque-là l'objet d'une protection toute particulière de la part de l'Etat. L'essentiel de l'effort de formation avait porté sur le développement des filières scientifiques et technologiques, les étudiants de ces sections recevant bourses et aides pour se perfectionner à l'étranger ; à leur retour, leur insertion professionnelle se réalisait dans des conditions privilégiées (2). Ces pays formèrent ainsi, de façon disproportionnée par rapport à leurs besoins, un nombre important de cadres scientifiques : en Egypte, le nombre d'ingénieurs passa de 11 000 en 1969 à 260 000 en 1993, dont 37 % dans les ministères et plus de 30 % dans les entreprises publiques (3).

Les plans d'ajustement structurel, au début des années 90, ont remis en question le statut et les conditions de vie de ces professions : paupérisation d'une majorité d'entre elles, baisse permanente du pouvoir d'achat, obligation d'exercer plusieurs activités, blocage des carrières, maintien d'une petite minorité privilégiée à des postes administratifs, politiques ou militaires de haut niveau et, enfin, fuite vers le secteur privé.

Cette mutation s'opère en même temps que les entreprises publiques se reconvertissent en entreprises privées ou ferment, entraînant la précarité sociale et, pour les jeunes, l'exclusion. Depuis 1992, le chômage ne cesse de progresser en Algérie, dépassant 28 % de la population active en 1995, dont près de 80 % de moins de trente ans (4).

L'avènement du libéralisme économique a accentué cette dualisation. Et la marginalisation sociale s'accroît d'autant plus que la demande d'emploi est importante. Si la croissance démographique moyenne est passée au-dessous de la barre des 3 % sur la période 1990-1995 pour les pays du Maghreb central, l'Egypte et la Turquie (5), le pourcentage de jeunes dans la population n'en pèse pas moins de façon dramatique sur l'économie : en 1994, les moins de quinze ans représentaient 39 % de la population en Algérie, 38 % en Egypte, 37 % au Maroc et 48 % en Syrie (6).

Le phénomène sociologique le plus frappant, c'est la dissociation des intérêts au sein des couches moyennes et, surtout, la jonction progressive des revendications sociales des couches scientifiques et techniques avec celles des couches exclues du système économique. Délaissés par l'Etat, les « cadres de la nation », comme la masse de ceux que le système éducatif continue de former, se retournent contre lui, rencontrant alors le soutien matériel, politique et idéologique des islamistes.

En Egypte, dès 1986, ces derniers devenaient majoritaires dans plusieurs syndicats d'ingénieurs. En 1996, sur 61 membres du conseil du syndicat des ingénieurs, 45 étaient islamistes. Cela s'explique par la crise de mobilité sociale liée à la transformation de l'Etat nourricier en Etat « veilleur de nuit » du capitalisme privé, et non, comme le supputent sentencieusement certains « spécialistes » de l'intégrisme religieux, par une attitude « anti-occidentale ».

Avec la libéralisation de l'économie, les systèmes sont devenus moins intégrateurs, et la différenciation sociale s'est accrue. Les politiques d'assistance, qui servaient souvent à dissimuler le chômage structurel, ne sont plus opérationnelles : l'appareil d'Etat ne peut plus entretenir un secteur de services mal payé ; l'émigration, soupape pour tous ces Etats, n'est plus possible comme il y a quinze ans (7).

Changement de base des pouvoirs

INÉVITABLEMENT, cette dissociation des couches moyennes entraîne un changement de la base sociale du pouvoir. L'époque de l'Etat modernisateur se caractérisait surtout par la clientélisation de couches assez compactes liées aux appareils d'Etat, plus nombreuses et plus importantes que la « petite bourgeoisie » privée. Désormais, les couches intermédiaires n'échappent plus à la privatisation généralisée. L'Etat n'est plus attributaire de ressources pour elles. Des intérêts socio-économiques nouveaux se forment ; les élites jusque-là détentrices de positions de pouvoir politique tendent à se stratifier en groupes sociaux privés ; une mutation en couche bourgeoise se produit : au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, des secteurs importants des élites technocratiques et bureaucratiques se sont ainsi reconvertis en bourgeoisies d'affaires, articulées autant sur le capitalisme privé que sur le secteur informel – où prébendes et trafics sont synonymes (8).

Les travaux du sociologue Imco Brouwer (9) et la thèse de Brahimi El Mili (10) sur la transformation de l'élite politico-administrative égyptienne en élite économique du secteur privé montrent l'importance de cette mutation. L'économie égyptienne joue, bien sûr, en faveur de rapports très étroits entre le secteur économique privatisé, ou en voie de l'être, et l'Etat. L'ouverture économique *(infitah)* puis la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel se sont accompagnées d'une floraison d'associations d'hommes d'affaires qui constituent les relais entre le secteur privé et le pouvoir. Ce sont les nouveaux instruments de dialogue entre le pouvoir et cette nouvelle bourgeoisie d'affaires en pleine expansion, partenaire de l'Etat dans la reconversion de l'économie, qui regroupe des descendants de l'ancienne bourgeoisie d'avant le nassérisme, une partie de la bureaucratie de l'Etat nassérien, la nouvelle génération d'hommes d'affaires née avec l'ouverture, et notamment les migrants revenus du Golfe (11).

Le rôle joué par l'Association des hommes d'affaires égyptiens (EBA) illustre la relation entre l'Etat et ces nouvelles couches. Fondée en 1979, l'EBA exigeait de ses adhérents une expérience d'au moins dix ans à un poste à responsabilités – d'où la forte présence de décideurs politiques ou directeurs des services de l'Etat. Aujourd'hui, comme le montre Brahimi El Mili, on trouve à la tête des entreprises privées en Egypte les mêmes personnes qui dirigeaient auparavant les secteurs correspondants dans le public.

En 1992, dans le cadre de la privatisation de plus de 300 entreprises publiques, 32 membres de l'EBA étaient nommés dans les conseils d'administration et les assemblées générales des holdings créées en vue de cette restructuration. Cette association et celle, similaire, d'Alexandrie (ABA) sont, de surcroît, liées aux groupes étrangers, notamment américains, auxquels elles servent de relais avec le pouvoir – l'EBA et l'ABA ont été chargées de coordonner des projets d'aide américains dotés, sur sept ans, d'un budget de 10 millions de dollars (12).

Voilà le changement fondamental : les élites politiques dirigeantes au sein de l'Etat tendent de plus en plus à prendre appui sur ces bourgeoisies d'affaires – même si elles ménagent encore les traditionnelles couches intermédiaires, pour des raisons d'équilibre politique. La privatisation généralisée est ainsi soutenue autant par le petit commerce, les professions libérales, que par les anciennes technobureaucraties reconverties dans les affaires. Les investissements ont tendance à s'opérer dans les petites et moyennes entreprises comme dans les industries touristiques, tandis que l'ancien projet d'industrialisation lourde est abandonné.

Cette transition produit une véritable crise de légitimation des Etats. Ceux-ci ne sont plus en mesure de susciter l'adhésion politique des principales couches de la société et celles qui sont susceptibles de profiter de la libéralisation sont de fait minoritaires.

De façon classique, l'Etat tend alors à monnayer cette crise par une modification des règles du jeu politique. Jusque-là, il pouvait arguer de la nécessité d'un système autoritaire, monopartisan ou superficiellement « pluraliste » (comme au Maroc ou en Egypte) pour assurer le « développement », car il offrait, en échange, des allocations aux couches constituant sa base sociale. Mais, à court de ressources, il s'est retrouvé confronté à des demandes fortes s'incarnant souvent, notamment depuis le début des années 80, dans des revendications politiques de pluralisme et de démocratisation.

Les élites au pouvoir durent faire face à un problème difficilement maîtrisable : si le changement économique entraîne une forte demande de démocratisation politique, le même mouvement accroît la pression sociale des couches pauvres et exclues, au point de menacer tout le système. De là une situation que les élites ont eu tendance à gérer en renforçant le caractère répressif du pouvoir. Ce modèle se retrouve au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte. Les nouvelles bourgeoisies d'affaires préfèrent un pouvoir stable et autoritaire plutôt qu'un véritable pluralisme qui permettrait aux forces politiques non institutionnalisées (incarnées par l'islamisme politique) de parvenir démocratiquement au pouvoir.

Cette contradiction, pour l'instant insoluble, constitue le noyau de l'actuelle transition. Sociologiquement, elle manifeste l'impossibilité, pour ces systèmes, de concilier la mobilisation verticale des couches intégrées – autrement dit, leur volonté d'améliorer leur position sociale comme de moderniser le système politique – d'avec la mobilisation horizontale des couches laissées pour compte. D'où la mise en place de régimes de démocraties élitaires réservées, de fait, aux couches intégrées dans le système.

D'autre part, les Etats de la rive sud doivent à la fois instaurer des économies de marché libérales et insérer ces économies dans le contexte régional. Mais tout projet de développement autocentré, national et même interrégional (du type Union du Maghreb arabe) doit être relativisé. L'insertion dans le contexte euro-méditerranéen se réalise aux conditions imposées par l'Union européenne. Celle-ci a-t-elle un projet pour le Sud méditerranéen ? De la réponse à cette question dépend l'évolution interne de ces sociétés. Car la dynamique de la transition est conditionnée autant par les contraintes internes que par l'appui – surtout en termes d'ouverture du marché européen et de financement – que ces Etats obtiendront de l'extérieur.

Quant à l'évolution interne des systèmes politiques ici considérés, on peut prévoir trois scénarios pour l'avenir proche : *démocratie élitaire* (Maroc, Tunisie, Egypte) ; populisme religieux conservateur ; dictature militaire (Algérie, Syrie).

Le scénario de démocratie élitaire implique que la transition aboutisse malgré tout à un relatif équilibre social. Ce qui suppose plusieurs conditions : la différenciation au sein des élites ne doit pas provoquer de rupture brutale (comme ce fut le cas en Algérie entre l'élite militaire et la technobureaucratie) ; la transition doit se développer assez rapidement : l'Etat, même s'il instaure un régime de démocratie partielle, ne doit pas hésiter à réprimer brutalement les revendications. En devenant vecteur de la libéralisation rapide, l'Etat doit aussi « dégraisser » ses appareils et réduire ses politiques publiques. Pour réussir, les groupes au pouvoir disposent d'atouts réels : absence de forces sociales organisées (sauf la mouvance islamiste), existence d'un système d'économie informelle qui sert de soupape de sécurité, élargissement de la corruption qui tend à devenir un élément structurel des systèmes politiques... Ce scénario, avec parfois la complicité des forces « de gauche », peut prévaloir au Maroc, en Egypte et en Tunisie. Mais il peut aussi se briser sur les lames de la contestation sociale.

Le scénario populiste religieux implique la transition vers l'économie de marché dans un contexte de bouleversement des structures de pouvoir. L'exemple iranien doit être médité comme une voie possible : là, c'est la désagrégation de l'ensemble du système de pouvoir, en raison de la *décomposition de la cohésion des élites*, qui a rendu possible la victoire de l'imam Khomeiny. En Méditerranée, cette situation ne peut se reproduire que dans deux ou trois pays : Algérie, Egypte, peut-être Maroc. On pourrait alors assister à l'émergence d'une alliance entre les élites déclassées, issues des couches intermédiaires, et les couches marginalisées, sur le modèle de l'islamisme algérien. Ce qui ne signifie pas que la transition vers l'économie de marché sera bloquée. Loin de s'y opposer, les populismes religieux conservateurs peuvent en être une variante radicale et le plus sûr moyen de réalisation (voir l'exemple iranien). Mais le prix à payer – le changement d'une grande partie des élites dirigeantes – est fort cher pour les Etats en place.



MICHAEL VON GRAFFENRIED

DANS UNE RUE D'ALGER
Sur l'essentiel, un accord est possible entre militaires et islamistes

Quant au scénario de la « dictature nue », il consiste en la réaction très brutale de l'armée face à l'affaiblissement des élites dirigeantes, comme en Algérie. Le système s'achemine alors vers le modèle de *« dictature libérale »* qu'appelait de ses vœux l'essayiste américain Samuel Huntington pour lutter, dans les années 60, contre la menace communiste dans le tiers-monde. L'armée institutionnalise ainsi une situation de guerre civile, qui ne peut s'achever que par la destruction totale de l'un des protagonistes. Ce scénario comporte une variante – la synthèse, sur le modèle soudanais, entre le populisme conservateur religieux et la dictature militaire – qui ne doit pas être écartée pour des pays comme l'Egypte ou l'Algérie.

Pour l'Algérie, cette synthèse offrirait une possibilité de sortie de crise dans l'hypothèse de l'échec de la stratégie actuelle des militaires (qui tentent de légitimer le pouvoir en place par une démocratie partielle, réservée aux forces politiques institutionnalisées). Sur l'essentiel, religion d'Etat et libéralisme économique, l'accord peut en effet se réaliser entre militaires et islamistes algériens comme vient de le prouver la libération anticipée du fondateur du FIS, M. Abassi Madani. Mais cela suppose des transformations au sein de l'armée (la direction actuelle devrait s'effacer pour laisser place à de jeunes officiers religieux) et une éradication très dure des éléments les plus brutaux (type GIA) du populisme islamiste (souvent instrumentalisés par les services parallèles).

Quel que soit le scénario qui prévaudra, la plupart des pays de la rive sud de la Méditerranée passeront probablement par une phase d'autoritarisme fort. Si des élections libres, démocratiques, étaient organisées dans le monde arabo-musulman, il y a fort à parier que presque partout l'islamisme l'emporterait haut la main pour aboutir à des régimes de despotisme. Dans le cas contraire, les groupes actuellement au pouvoir devront également, quels que soient leurs engagements « démocratiques », assurer le passage à la « modernisation libérale » par des voies autoritaires.

* Professeur à l'université Paris-VIII, auteur, avec Edgar Morin, d'*Une politique de civilisation*, Arléa, Paris, 1997.

(1) Elisabeth Longuenesse, « Professions scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Egypte, Algérie ». *Revue Tiers-Monde*, nº 143, 1995.

(2) Ali El Kenz : « Les ingénieurs et le pouvoir », *Revue Tiers-Monde*, nº 143, 1995.

(3) Saïd Hanafi : « Ingénieurs et ouvertures économiques en Syrie et en Egypte ». *Revue Tiers-Monde*, nº 143, 1995.

(4) *Le Monde*, 5 septembre 1996.

(5) Maroc : 2,1 % ; Algérie : 2,3 % ; Tunisie : 1,9 % ; Egypte : 2,2 %, et Turquie : 2 %. *L'Etat du monde*, La Découverte, Paris, 1996.

(6) *L'Etat du monde*, op. cit.

(7) Cette crise frappe surtout le Maroc, l'Egypte et la Turquie. En 1994, les revenus provenant de l'émigration marocaine étaient plus importants que ceux liés à l'exploitation du phosphate et du tourisme : c'était la première source de devises pour l'Etat.

(8) Phénomène plus ou moins comparable à celui des bourgeoisies « communistes » en Russie ou en Pologne, et qui a vu les anciens communistes devenir les plus dynamiques vecteurs du capitalisme privé (et sauvage).

(9) « Les élites économiques et les groupes de pression égyptiens », *Egypte-Monde arabe*, nº 21, 1995.

(10) Imco Brouwer, *Les Hommes d'affaires égyptiens, entre l'entreprise et la participation politique*. Institut d'études politiques, Paris, 1992.

(11) Imco Brouwer, *op. cit.*

(12) Imco Brouwer, *op. cit.*

ÉTRANGE RESSEMBLANCE AV[EC L]A FIN DE L'EMPIRE ROMAIN

La cosmocratie, nouvelle classe planétaire

Il se pourrait que l'image la plus précise de notre « mo[ndialisation »] nous renvoie à la chute de l'Empire romain. D'un côté, des armées de prolétaires désespérés, harcelés par [des régim]ents de policiers. De l'autre, des fortunes géantes dont les détenteurs se protégeaient dans des villas bar[ricadées]. [Dé]jà, ces deux mondes-là ne se croisaient plus…

Par DEN[IS DUCLOS] *

« Les empereurs du IVe siècle ne se demandèrent jamais à quoi servait de sauver l'Empire romain si c'était pour en faire une vaste prison pour des millions et des millions d'hommes (1). »

Comme si maîtriser autrui guérissait nos frustrations, aucun régime n'est indemne du goût d'opprimer, surtout quand rien ne s'y oppose plus. En cela, le libéralisme est-il loin des pouvoirs disparus qui tentèrent de saisir l'humanité dans leurs rêves ? Si rien n'est tenté pour amener un régime universel à composition, il se changera en tyrannie. Si rien n'est fait pour l'obliger à la civilité, il deviendra une machine à broyer, comme cela s'est toujours produit.

Une métamorphose du libéralisme en autoritarisme s'annonce depuis 1989. Un dispositif de contrainte et de hiérarchisation s'esquisse, analogue à celui d'anciens empires. Nous entrons dans un règne qui vise, comme jadis, à parachever son hégémonie par l'exaltation des fantaisies des puissants, l'abaissement des citoyens libres et l'écrasement des indigents.

Lorsque le pouvoir semble acquis, trois tendances apparaissent : d'abord, les élites n'hésitent plus à peser sur ceux qui assurent leur richesse. *Elles marquent la distance, et se retirent loin de* leurs contemporains livrés à l'oppression. Enfin, elles sacrifient l'accumulation à la magie spéculative – qui, croient-elles, livrerait l'accès au paradis des valeurs virtuelles. Ainsi, au nom de la raison, réorientent-elles le grand bateau des sociétés vers le triple écueil de la souffrance, du narcissisme et de la folie.

Ces trois traits, déjà caractéristiques de l'Antiquité tardive, nous en trouvons aujourd'hui d'étranges résonances (2).

Forcer les subordonnés

« Les classes supérieures des cités faisaient tout leur possible pour sauvegarder les vestiges de leurs fortunes, et opprimaient les classes inférieures. Celles-ci, du reste, étaient opprimées et détroussées par tout le monde. » (M. R., p. 349.)

D'abord, des indices ténus. Tel ce dirigeant d'une entreprise publique convoitée par les investisseurs, qui spécule sur les gains à tirer des « ménages captifs » pour faire du dumping auprès des industriels. L'expression est innocente, mais la servitude est-elle très loin quand la joie éclate à l'idée de disposer à sa guise des foules humaines ?

« A nous les emplois, à vous la protection sociale », a dit M. John Major, l'ancien premier ministre britannique, aux Européens, avec l'enthousiasme du vainqueur, sûr de manœuvrer enfin à sa guise. Or son pays, fier d'être sorti des errements étatistes, est celui où 2,3 millions de *fuel poor* ne se chauffent plus, où 19 % des ménages n'ont pas de compte bancaire et où 30 % des foyers vivent principalement d'aides sociales, toujours plus chichement mesurées. La liberté de déprécier la force de travail semble bien associée à un pari sur la misère contrainte.

Un branchement direct de l'économie globale sur l'esclavage participe de cette « libération ». Sur les 120 millions d'enfants de moins de quatorze ans employés à plein temps sur la planète, beaucoup sont affectés à des tâches gratuites, qui font la rentabilité des sous-traitants et des marchands de travail avec lesquels signent les antennes des géants mondiaux. Que Heineken et Carlsberg, en Birmanie, ou Reebook, en Inde, aient résilié des contrats sous la menace de boycottage est marginal. Sans l'économie souterraine, le Sud perdrait son attrait pour le *« retour d'investissement »*.

Certes, les actionnaires des fonds de pension soulagent leur conscience en imposant des clauses sociales à leurs entreprises. Mais ils ne sauraient exiger des rémunérations de 12 % et surveiller les relations avec les négriers qui mènent femmes et enfants aux portes des fabriques. Qui n'a vu les foules passer entre les miradors de domaines industriels indiens, sud-américains ou asiatiques n'imagine guère à quel point le crassier anglais du siècle dernier (ou le bagne minier de l'Antiquité) demeure d'actualité.

Quant aux myriades d'ateliers clandestins qui emploient (de Paris à Bangkok, de New York à Haïti) des adultes immigrés courbés sur les machines à coudre de la confection internationale, elles montrent que le vieux système des *sweat shops* s'est universalisé. Les Chinois, les Pakistanais ou les Turcs occupés dans nos pavillons de banlieue à rembourser leur voyage et payer leur coin de sol ressemblent à ceux qui passent clandestinement la frontière américaine (300 000 entrées par an). Et partout les marques « propres » (Kookaï, Morgan, Burton, Monoprix, La Redoute, C&A, etc.) en profitent, derrière le pullulement des sociétés-écrans.

Le renouveau de la domesticité privée tend aussi à l'esclavage *stricto sensu*. La maltraitance des employées sri-lankaises ou philippines dans les royaumes du Golfe ne doit pas cacher la généralisation du recours aux serviteurs étrangers, en partie payés « en nature », par les nouvelles bourgeoisies de la planète, à commencer par l'américaine, la russe ou la française.

Une spirale descendante

« En Occident, dès le Ve siècle, les richesses sont entre les mains de quelques familles privilégiées. » (P. B., p. 45.)

« Le trait marquant de la vie économique du Bas-Empire romain fut un appauvrissement progressif. Plus la population devint pauvre, plus la vie économique de l'Empire se fit primitive. » (M. R., p. 388.)

« Vais-je devenir un mendiant ? », « Vais-je prendre la fuite ? », « Ma fuite s'achèvera-t-elle ? », « Toucherai-je mon salaire ? » (3), demandait à l'oracle un citadin égyptien de la *romanité tardive*. Ces *cris* d'angoisse rappellent ceux qui, aux Etats-Unis, et bientôt dans une Europe *« enfin débloquée »*, sont poussés à l'approche de la faillite personnelle. Nos nouveaux pauvres, comme jadis cette catégorie endémique que les Romains nommaient *« pérégrins »* – entre esclaves et hommes libres –, peuvent toujours devenir *« nouveaux nomades »*. Après avoir écouté le président français, M. Jacques Chirac, exhorter les jeunes à la mobilité, il suffit de regarder la France des campings cachés pour voir se former discrètement une masse de temporaires mobiles. Dans l'argot des métiers nucléaires, on appelle déjà « gitans » les travailleurs du nettoyage industriel, attachés à Manpower ou non.

Mais, dira-t-on, il s'agit de situations limites, de niveaux planchers, dont la théorie libérale soutient qu'ils devraient s'élever avec la spirale vertueuse des marchés. Hélas ! cette présomption suppose que l'économie-monde tire vers le haut la moyenne universelle des coûts salariaux. Or, si nous abaissons le prix de la main-d'œuvre pour rejoindre ceux des « dragons » ou du tiers-monde, qu'est-ce qui empêche ceux-ci de diminuer à leur tour leurs salaires ?

Malgré les remontrances de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe les principaux pays développés du monde, la récente tentative coréenne de casser les droits syndicaux (4) démontre que la moyenne tend à se déplacer vers le bas. Les mêmes experts de l'OCDE n'affirment-ils pas qu'il faut, en Europe, *« reconsidérer le rôle du salaire minimum »* et *« diminuer la générosité des systèmes de prestations »* (5) ? Mais, en flexibilisant ici rémunérations et consommations, nous décourageons les syndicalistes coréens ou chinois dans leurs espérances de meilleurs niveaux de vie, nous dissuadons les Russes, les Marocains ou les Haïtiens de sortir des catacombes de l'économie clandestine.

Malgré des éléments de productivité accrue, le monde entre dans une spirale involutive. Les idéaux de *« croissance partagée »* sont moins proches du réel que le tableau décrit par l'historien du IIIe siècle :

« Le travail était désorganisé, et la productivité en déclin (...). L'industrie ne pouvait prospérer, car les débouchés des produits industriels ne cessaient de se rétrécir et le pouvoir d'achat de la population de diminuer. » (M. R., p. 373.)

Marquer la distance sociale sous toutes ses formes

De Petronius Probus, un « millionnaire » du IVe siècle, un contemporain écrit : *« Ses propriétés s'étendent à travers tout l'Empire – honnêtement acquises ou non, ce n'est pas à moi d'en juger. »* (P. B., p. 32.)

Qui peut rechercher l'appauvrissement, cet objectif insensé ? Le désir de différence, la volonté de pouvoir, ne cherchons pas plus loin. Dès que le capitalisme tardif s'est senti exonéré de toute contestation sérieuse, il a procédé au partage des richesses en sa faveur. Telle cette grande entreprise de la confection française dont les actionnaires ont vu en 1996 leurs revenus augmenter de 140 %, tandis que ceux distribués pour les salaires et le fonctionnement diminuaient de 14 %.

On a glosé sur les sommes astronomiques que s'octroyaient les dirigeants des multinationales, en les rapportant aux rôles quasi militaires et policiers auxquels se vouent désormais ces maréchaux d'empires industriels à l'encontre des salariés, pour satisfaire leurs actionnaires : tel M. Thomas Labrecque, qui toucha 9 millions de dollars de la Chase Manhattan Bank pour *éliminer dix mille* emplois. On a moins retenu que, plus que des trésors versés à des *condottieri*, ces pratiques lient les rétributions personnelles au caractère capitaliste de la propriété d'entreprise : ainsi, sur les 5 milliards de francs touchés par M. Roberto Goizeta, PDG de Coca-Cola, l'essentiel est constitué de stock-options, rémunérations différées, faiblement ou non imposées (6).

La reconquête du pouvoir par le possédant en phase triomphante est donc doublement symbolique : par l'écart gigantesque des revenus, il renoue avec les aristocraties de l'Ancien Régime, dont les dépenses d'apparat entretenaient un monde servile au détriment des productions dirigées vers une consommation moyenne. Mais, par le choix de placements, inscrits dans le fonctionnement capitaliste, il fait prévaloir le profit sur le salaire, c'est-à-dire la transcendance de la propriété monétaire sur le travail ou même sur la *jouissance de valeurs d'usage*.

Comme le disait un célèbre patron « dépeceur » d'entreprises à rentabiliser : *« L'entreprise appartient à ceux qui investissent dedans, pas aux employés, pas aux fournisseurs, et pas à la localité où elle est située* (7). » Cet homme, responsable du licenciement de dizaines de milliers de personnes, rappelait la vraie hiérarchie, et désignait, de fait, le propriétaire comme seul véritable citoyen libre.

« Comme dans bien des aristocraties cosmopolites, les hommes issus de la même classe et partageant la même culture se sentent beaucoup plus proches les uns des autres que de l'immense majorité de leurs voisins. » (P. B., p. 17.)

Le foisonnement de bannières et d'oriflammes flottant sur nos paysages, aux armes des multinationales ou des géants de la distribution, est-il signe d'une conscience civique des fortunes ou, plutôt, plaisir d'une victoire imposée ? En tout cas, il contraste avec des preuves de défaite : les fermes et les maisons de bourg ruinées qui symbolisent l'ancienne société de proximité, désormais intégrée à la « communication », ou encore... les arbres sucés par le lierre et le gui, tronçonnés pour l'envahissement d'énormes camions. Témoins d'une civilité abaissée, les centres-villes, rebaptisés *« centres historiques »*, se vident doucement de leurs classes cultivées. Comment ne pas y entendre l'écho lointain du « déplacement » (*anachoresis*) hors des villes d'une population impériale écrasée de dettes ?

Loin d'être réaménagé par une civilité bourgeoise, l'espace entier contribue au théâtre de la divergence sociale : tandis que les ménages modestes vivent à des heures de leur lieu de travail, les riches vont se cacher dans le Périgord ou le Tarn. Bourgeois et pauvres, qui se croisaient naguère aux carrefours, ou parfois sur les paliers des mêmes immeubles, mettent entre eux des centaines de kilomètres. Même les places de première classe des avions sont abandonnées aux classes moyennes, les élites recourant au long-courrier privé. Fuyant des liens qui nouèrent la petite aristocratie anglaise au tiers état, s'obligeant mutuellement à la démocratie, la nouvelle noblesse mondiale se retire sur des terres vierges de peuple, pour jouir enfin des fantasmes auxquels une immense richesse l'autorise. Elle ne peut poursuivre ce rêve qu'en se détournant de la responsabilité publique, détour dont on observait déjà les conséquences dangereuses il y a mille six cents ans.

« Dès le IVe siècle, ce ne sont plus les énormes dépenses qu'il fait en faveur de sa propre cité qui distinguent un homme. La construction de grands édifices publics financés par des fonds privés tend donc à diminuer (...). La splendeur se réfugie dans les palais et villas de campagne qui deviennent des mondes en eux-mêmes. » (P. B., p. 42.)

« Certains des individus les plus riches ayant été exemptés, les propriétaires fonciers et les patrons des boutiques, pour la plupart membres des classes moyennes, durent assumer seuls les liturgies (8). » (M. R, p. 298.)

Une dérive analogue survient aujourd'hui à propos des dépenses de solidarité. La pression pour substituer des placements à la Sécurité sociale n'est qu'une tentative moderne d'« exemption », une manière de repousser l'incertitude du lendemain (le risque capitaliste socialisé) sur les actifs modestes. *En dépit des miroitements* (pour revenir à un système qui a déjà ruiné des millions d'épargnants avant guerre), la privatisation des retraites met les retraités-rentiers à la merci d'un retournement de conjoncture. Aussi vulnérable que la solidarité sociale à la diminution des travailleurs cotisants, le fonds de pension produit une dette (le Pension Benefit Guaranty Corporation, cautionnant les fonds américains, est endetté de 4 milliards de dollars), destinée à la simple évaporation si l'Etat n'intervient pas. Dans cette perspective *plausible*, le *mirifique « placement-vieillesse »* n'est qu'une variante du choix russe de ne plus payer les retraites du régime soviétique. C'est une autre façon de dire qu'en cas de crise on préfère laisser les anciens s'appauvrir, voire mourir (l'espérance de vie dans la Russie libérale, abaissée à cinquante-neuf ans pour les hommes, n'est pas sans rapport avec ce mépris).

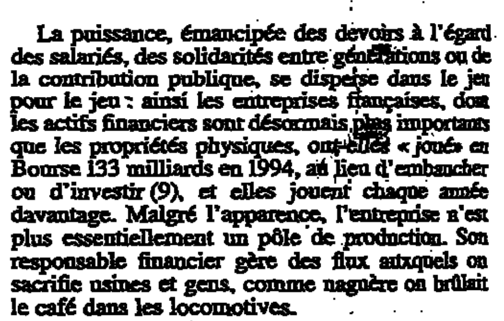
Il ne s'agit pas d'économie, mais de rapport entre les pouvoirs et les citoyens : une société qui décide de livrer ses membres âgés aux chocs les plus durs est sans doute moins cohésive que celle qui s'organise autour du respect de l'expérience.

Le mirage de la virtualité monétaire

« La terre appartenait à des citoyens qui n'y voyaient qu'un investissement. » (M. R., p. 247.)

« C'était là une nouvelle bourgeoisie, mesquine et servile, qui employait divers subterfuges (...) pour se dérober aux obligations imposées par l'Etat, une bourgeoisie qui fondait sa prospérité sur l'exploitation et la spéculation, ce qui n'empêcha pas son déclin régulier. » (IIIe siècle – M. R., p. 340.)

Que peut dépenser une classe libérée des contraintes collectives, une fois réalisés les plus fous de ses fantasmes privés ? Peut-être... rien ! Le capitalisme se nourrit de virtuel. Le désir de puissance qui nous anime s'épuise dans le retour incessant de l'argent, qui, pouvant s'offrir tous les objets, en propose peu qui vaillent de s'y arrêter plus qu'un instant. Tout ce qui s'en écarte est désigné d'office au dénigrement : on refuse de reconnaître le patrimoine construit par les générations passées (santé, transports en commun, électricité, etc.) pour s'obnubiler d'une fièvre de dividendes abstraits.



EDIMEDIA

THOMAS COUTURE. – « …

La puissance, émancipée des devoirs à l'égard des salariés, des solidarités entre générations ou de la contribution publique, se disperse dans le jeu pour le jeu : ainsi les entreprises françaises, dont les actifs financiers sont désormais plus importants que les propriétés physiques, ont-elles « joué » en Bourse 133 milliards en 1994, au lieu d'embaucher ou d'investir (9), et elles jouent chaque année davantage. Malgré l'apparence, l'entreprise n'est plus essentiellement un pôle de production. Son responsable financier gère des flux auxquels on sacrifie usines et gens, comme naguère on brûlait le café dans les locomotives.

Bien que la spéculation générale soit une folie, aucun argument n'enraye l'inéluctable, parce que le jeu est devenu contrainte mutuelle. Ainsi, en 1996, les ménages américains ont acheté 222 milliards d'actions, alors que *« les deux tiers* [de ces acquisitions] *passent aujourd'hui par un recours au crédit. Ces actifs sont donc particulièrement vulnérables à toute baisse prolongée des titres achetés à crédit. D'autant plus que l'endettement brut des ménages atteint près d'une année de revenu disponible, son niveau le plus élevé depuis les années 60* (10) ».

Un conformisme hiérarchique

« En 200, les empereurs voient le monde romain comme un immense réseau de routes, marqué par des relais pour lesquels chaque petite communauté doit rassembler des quantités toujours accrues de nourriture, de vêtements, d'animaux et de main-d'œuvre, pour satisfaire les besoins de la cour et de l'armée. » (P. B., p. 15.)

An IIIe siècle, *« le prix de l'insertion dans l'Empire est un conformisme sans borne »*. (P. B., p. 16.)

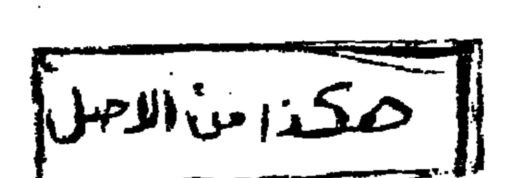
L'hégémonie politique *« impériale »* a, entre autres, une fonction cruciale : elle institue un fonctionnement homogène, partout reconnaissable, auquel concourt un ensemble d'autorités, travaillant toutes à dissoudre ou à absorber les ordres locaux résiduels. Le cas échéant, elle sanctionne les écarts par rapport au modèle commun. Si dans le monde antique l'homogénéité était acquise par l'armée internationale et par l'aristocratie administrative s'imposant aux bourgeoisies citadines, l'œuvre de pouvoir actuelle cherche à dépasser les citoyennetés nationales par des corps mondiaux indépendants, mais agissant dans le même sens, en dépit de la variété de leurs propos : organismes internationaux, multinationales, voire organisations non gouvernementales (ONG), sont invités à se partager l'espace public mondial sans médiation civique. Qu'ils le souhaitent ou non, ils y exercent un partage d'influences qui laissent peu de place à la simple « laïcité », supposant un cadre constitutionnel. Des normes oppressives surgissent de cette absence de *« normativité commune* (11) », car les institutions mondiales tendent à faire corps avec les unités d'assaut que sont les entreprises pour forcer les membranes fragiles protégeant les équilibres locaux.

La position de l'organisme mondial est tellement surplombante qu'il peut déclencher des changements au sommet d'une société « résistante », même de taille aussi respectable que l'Inde. Ainsi, lorsque le Fonds monétaire international (FMI)

L'entreprise, …tre de pouvoir politique

La fascination … se propage de …

* Sociologue, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ; auteur, entre autres, du *Complexe du loup-garou : la fascination de la violence dans la culture américaine*, La Découverte, Paris, 1994, et de *Nature et démocratie des passions*, PUF, Paris, 1996.



ANGE RESSEMBLAN…C LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN

La c…ocratie, nouvelle …se planétaire

…que l'image la plus précise de… …armées de prolétaires désespérés, l…rnité » nous renvoie à la chute de l'Empire romain. …se protégeaient dans des …es régiments de policiers. De l'autre, des fortunes géantes, …lées. Déjà, ces deux mondes-là ne se croisaient plus…

…DUCLOS *



…mes de la décadence » (1847)

contradictoires de la socialité postmoderne : mobilité et contrainte de qualité, discipline et initiative, responsabilité et interchangeabilité, disponibilité et intensité du travail, rigueur salariale et absence de garanties, etc.

Accroissant leur influence sur consommateurs, travailleurs et chômeurs, les groupes financiers et industriels ne seraient donc plus des « entités économiques », mais *des centres de pouvoir.* Promus au rang d'unités de base de la société, en remplacement d'une citoyenneté ringarde, ils sont en position de mettre en cause la démocratie.

La discipline verticale des rapports humains contredit l'égalité présumée des sujets de la communauté politique, mais ce recentrage du gouvernement des hommes est présenté comme un ajustement « technique », dans une conjoncture de guerre économique ouverte. Dévoués au credo qui flatte leur penchant au pouvoir, les dirigeants s'encouragent mutuellement à l'indispensable brutalité. Partout, dans les cercles de commandement, on parle de « passer en *force* », d'« *imposer le changement* ». Que de comportements durs se sont autorisés d'une croyance sincère dans l'inexorabilité de la mutation sociétale de la fin du siècle !

La réaction étonnée du PDG de Renault, M. Louis Schweitzer, au tollé provoqué par la brutalité de fermetures d'usines Renault en Europe au nom d'une baisse de rentabilité (les marchés ont aussitôt réagi par une augmentation de 12 % des actions Renault) est significative de l'auto-intoxication des cercles de direction. Considérant comme acquise, indiscutable, *« rationnelle et réelle »*, une course à la dérégulation poussée plus loin qu'aux Etats-Unis, les grands patrons *s'enferment dans une muraille de conscience pure* et réussissent (pour combien de temps ?) à faire partager leur conviction à ceux de leurs subordonnés les moins en danger de licenciement ou de précarisation.

Se mêle ici à l'intérêt la chimère d'une *« croissance retrouvée »*, chimère résolument ignorante du désaveu des faits. Tout comme, il y a quelques siècles, la perversion des guerres de religion se cachait sous une fulminante affirmation de la vérité, pas un haut cadre, pas un directeur en train de détruire les fragiles équilibres de l'histoire sociale, qui ne croie, de bonne foi, le faire pour le « bien » de tous, et pour celui de la France. *« Je souffre d'appliquer des réformes douloureuses. Mais, si ne nous adaptons pas, demain nous disparaîtrons, et l'emploi avec »*, dit ce directeur des ressources humaines, qui ne dort plus la nuit des cas de conscience que lui pose une *« nécessaire »* politique de dégraissage.

« Les gens ont mal, je le sais. Mais, sans allégement de la masse salariale, comment investirons-nous dans le monde, pour ne pas être laminés quand les autres viendront chez nous ? », demande ce cadre d'une grande entreprise, encore « nationale ». *« C'est affreux de se séparer de collègues qu'on connaît depuis trente ans. Mais que faire, si l'on veut embaucher des jeunes ? »*, dit, le cœur sur la main, le patron d'une PME en cours de « mondialisation ». Ces arguments sont touchants de sincérité, même si l'on apprend que la première entreprise a réalisé un profit record cette année, que la *masse salariale ne représente que 17 % du budget* de la seconde, et que le troisième va se séparer d'une extraordinaire mémoire collective, qui risque de lui manquer au premier retour de conjoncture (on a vu des managers aller chercher des techniciens licenciés, seuls capables de faire fonctionner des machines).

incite le gouvernement de New Delhi à briser les protections légales de la petite propriété foncière, il *introduit le ferment d'une catastrophe sociopolitique* majeure dans le sous-continent : la majorité paysanne, plutôt démocrate, peut être conduite à l'exode rural, jusqu'ici évité par un miracle historique, et venir gonfler les rangs du sous-prolétariat urbain de Calcutta ou de Bombay, réduit, comme dans les mégapoles latino-américaines, à la criminalité de survie.

Les idéaux démocratiques sont alors remplacés par le gangstérisme politico-militaire et le fascisme, le trafic d'armes augmente chez tous les groupes, et la guérilla civile larvée devient un mode normal de rapport entre les communautés. Contraints à des termes de l'échange dégradés, les paysans sont amenés à accepter de racheter au prix fort, au semencier multinational Cargill, les semences qu'un gouvernement stipendié les a obligés à lui fournir pour des prix dérisoires.

Comble de dérision, alors que les jours de disette s'approchent à nouveau, des restaurants Kentucky Fried Chicken ouvrent ici et là, dans un pays végétarien aux pratiques culinaires millénaires. Certains établissements n'ont pas tardé à brûler, mais combien de temps la révolte paysanne contre un « ordre » absurde sera-t-elle possible tant se resserre l'étau du chantage mondial à la dépendance ? Tout comme aux Etats-Unis dans les années 1900, on voit des industriels passer des « contrats » groupés pour assassiner des dirigeants syndicaux, ouvriers ou paysans.

D'ailleurs, cette belle résidence gardée par des milices, dans quel pays est-elle ? Au Brésil ? Aux Etats-Unis ? En Inde ? Les régions « libérées » par le système semblent cloner les modes de vie de leurs classes aisées, tout comme leurs précipices sociaux.

Il s'agit bien, comme le dit l'essayiste américain Lester Thurow, d'une vague globale, dont le choc n'est pas réservé aux parties les plus pauvres de la planète. Il s'agit aussi d'une fragilisation des autonomies, coordonnée par *« un système d'alliance entre élites à l'échelle mondiale* (12) *»*.

L'entreprise, centre de pouvoir politique

> **Au IIIe siècle, *« les pétitions adressées directement à la cour impériale par les paysans disparaissent : toute tentative pour se protéger et pour lutter contre l'injustice doit passer par l'entremise d'un homme important, un* patronus *qui exerce son influence à la cour. »*** (P. B., p. 21.)

Il ne faut pas réduire l'autoritarisme libéral à l'hégémonisme américain. C'est un style de pouvoir qui s'expérimente et *s'installe partout*, d'étage en étage et à chaque palier, entre semblables. Ce « nouvel » ordre doit sa puissance imaginaire à l'asservissement cybernétique : chaque *agent*, lié aux autres par la communication universelle du marché, *devrait des comptes* à cette totalité, promue au rang de meilleure des *machines sociales.* L'unité de l'humanité exigerait cette « affiliation », et, la liberté égalitaire des sujets politiques fonctionnant mal, le ton de la « vie ensemble » serait donné par les acteurs organisés. L'entreprise se chargerait d'adapter les personnes aux exigences

La fascination du pouvoir se propage de haut en bas

Chez les subordonnés, beaucoup intériorisent les contraintes, d'abord par peur, ensuite par fascination pour la guerre sociale qu'induit la spirale spéculative. Les Américains, pourtant sonnés par la vague des « dégraissages » (qui a frappé 57 % des employés des services), ne rendent pas responsables le monde des affaires, mais... les salariés eux-mêmes (13), alors que toutes les études montrent que Wall Street s'est directement intéressée au licenciement massif comme instrument de politique financière de court terme (14). La moitié des actifs sont prêts à s'abstenir de mettre en cause l'autorité patronale si cela peut aider à conserver leur emploi. Ceux qui ont subi le traumatisme du licenciement sont encore plus malléables : 80 % d'entre eux sont prêts à diminuer leurs congés, 69 % à accepter la réduction d'avantages sociaux, 44 % à concéder une baisse de salaire.

« Les actionnaires nous ont dit qu'ils voulaient maintenant un rendement de 10 %, dit une employée de banque. *Certains d'entre nous ont craqué. Les autres travaillent plus. Je rentre souvent à 8 ou 9 heures du soir. »* Jamais elle n'évoque la moindre critique du principe sacré de *« la confiance des investisseurs »*.

Tout se passe comme si les propos sur « l'effort commun » pour retrouver la croissance – dont Pierre Bourdieu (15) a critiqué le discours chez M. Hans Tietmayer, président de la banque centrale allemande – sidéraient ceux qui savent qu'ils se traduisent pour eux en horaires de nuit et de week-end, en stress accru, en incertitudes pour l'avenir prochain, en discipline toujours plus stricte, en attendant, peut-être, le prochain mouvement social.

Pourquoi ? Sans doute parce que trois types de satisfaction morbide sont proposés en échange du malheur : la possibilité de l'infliger à de plus *faibles que soi ; le loisir de participer aux joies* collectives de la répression contre les résistants isolés ; le fantasme d'une participation à la folie du jeu, à l'espoir de gain ou de survie, même au-delà de l'effondrement promis pour la majorité.

Ne croyons pas que nous sommes indemnes de telles tentations, nous autres « modestes et vertueux travailleurs ».

L'idéal de domination se propage facilement du haut vers le bas, et il est aisé de repousser le mépris sur le stagiaire, le contrat à durée déterminée (CDD), l'auxiliaire, l'intérimaire, le nouveau. Alors que, pour la sociologue Danièle Linhart, *« l'organisation du travail actuelle, plus que jamais taylorienne, généralise la souffrance au travail »*, le psychologue du travail Christophe Dejours observe dans tous les milieux une montée de la défiance entre collègues et la recrudescence de comportements pervers, tels les « bizutages » sadiques.

L'asservissement de soi dans le « bien » social

Le sadisme collectif, proposé en récompense de frustrations plus grandes, s'appuie paradoxalement sur une névrose d'auto-asservissement. Des sociologues ont montré comment l'hyper-hygiénisme permet de dépasser les prétentions du taylorisme (qui laissait l'esprit vaquer, une fois le corps harassé), en s'appuyant sur un idéal d'appartenance sociotechnique : *« L'isolement bactériologique du produit engendre l'isolement social et psychologique des personnes poussées (...) à se percevoir comme des agents contaminants. La construction sociale d'une nouvelle forme d'aliénation au travail est le prix à payer pour la construction sociale de la qualité* (16). *»*

Déjà, l'habitude de tout emballer sous cellophane et de porter des gants de plastique, qui s'est propagée des usines de conditionnement aux supermarchés et de ceux-ci aux pâtisseries de la rue, généralise la symbolique d'une pureté, dont l'antagonique serait le contact avec le miasme, le sang, et qui exigerait l'obéissance scrupuleuse à un ordre moral, devenu désormais ordre technique.

> **Au IIe siècle, *« le médecin est la figure intellectuelle dominante de la société romaine. L'hypocondrie est un symptôme curieux et inquiétant (...). Les générations suivantes auront tendance à renier la maladie comme surgissant d'eux-mêmes : la lutte contre les démons les préoccupe plus que les désordres de leur corps »*.** (P. B., p. 55.)

En contrepoint de l'asservissement d'autrui se légitime ainsi une utopie organisationnelle, une ingénierie sociale, un traitement efficace des dysfonctions comme des microbes, une cité céleste capable d'intégrer les êtres humains, de calmer leur détresse (renommée « stress » ou « dépression »), de prévenir leurs déviances ou, à tout le moins, de les rendre inoffensives ou indolores.

Or, comme le soulignent les signataires d'une pétition de psychiatres opposés à l'obligation de soins pour les « criminels sexuels » : *« Une société qui construit ses idéaux à coups d'êtres parfaits ne peut être qu'une société menacée de devenir elle-même monstrueuse en ouvrant plus ou moins insidieusement les portes du tri et de l'élimination d'une partie des siens* (17). *»*

> ***« Les pressions impériales sur la bourgeoisie municipale s'accrurent régulièrement (...), le recours à la contrainte devint fréquent. On priva les hommes libres et les citoyens romains (...) de certains de leurs droits essentiels. »*** (M. R., p. 385.)

L'élite politique, loin de s'opposer à cette fascination du pouvoir (sur autrui ou sur soi), l'encourage, la sollicite *via* l'obsession de « sécurité ». Elle fait savoir que, dans l'épreuve, on attend la *solidarité des hommes d'ordre : dénoncer* un collègue manifestant un comportement non hygiénique, livrer un voisin suspect d'orientations sexuelles « non sociales », transmettre à la justice le dossier médical d'un patient qui refuse de se soumettre à une injonction de soins, avertir la police de l'arrivée et du départ d'un ami étranger, tout cela va dans le même sens : faire participer chacun à la grande régulation sociotechnique, conçue pour le bien de tous, et surtout pour la jouissance de ceux qui disposent d'une parcelle d'emprise sur autrui.

Le style social qui nous est proposé ainsi est celui d'une servilité, qui se justifie par le fait que l'émergence du nouveau monde idéal s'accompagne de turbulences, que des souffrances sont inévitables et que, donc, la répression des résistances est indispensable.

Alors, l'abaissement du citoyen se traduit par le franchissement des barrières de la vie privée, au nom de la nécessité, de l'urgence, de la lutte préventive contre la criminalité. Ce sont les écoutes téléphoniques chez des dirigeants d'associations s'opposant au TGV, l'apparition d'un fichier des locataires mauvais payeurs consultable sur Minitel, la menace de descentes d'agents des impôts à domicile pour contrôler le paiement de la redevance télé, l'embrigadement des médecins dans un traitement sanitaire considéré comme pénalité. C'est le bracelet électronique à domicile, pour *« désencombrer les prisons »* (voté par le Sénat le 22 octobre 1996 et adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 5 mars 1997).

Que ce soit, en France, le projet Debré contraignant l'hébergeant à déclarer arrivée et départ de ses hôtes ou, aux Etats-Unis, le projet de loi incitant les enseignants et les médecins à dénoncer aux autorités les immigrés en situation irrégulière, la puissance publique se met peu à peu en position de *« s'immiscer dans la vie privée de chacun, soudain sommé de rendre compte* (18) *»*.

Faisant fi du devoir de *« résistance à l'oppression »* stipulé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le libéralisme autoritaire tend à confiner la citoyenneté dans la pure exécution des lois. Pourtant, toute civilité comporte *« une part irréductible de subjectivité (...) qui ne saurait se déduire de règles préexistantes* (19) *»*.

Un déchaînement de haines réciproques

> **Au IIIe siècle, *« la haine et l'envie régnaient partout : les paysans haïssaient les propriétaires fonciers et les administrateurs de l'Etat, le prolétariat urbain haïssait la bourgeoisie urbaine, l'armée était haïe de tous, même des paysans. »*** (M. R., p. 373.)

La caporalisation encouragée n'est, en réalité, guère porteuse d'ordre : elle invite les citoyens à l'agressivité, au péremptoire. Elle change l'état de paix en guerre, la civilité en épreuve de force. Elle substitue la sévérité hystérique à la tolérance et transforme la foule paisible des citadins en masse inquiète, cherchant la provocation, jouissant des mises à mort médiatiques (Rome, encore !). Elle multiplie les occasions de trahison. Elle incite à reléguer les compétences, à estomper les *mémoires, à détruire les patientes constructions* collectives, à évincer les responsables préférant la solidarité au « dégraissage ». Elle organise au contraire la promotion des « dépeceurs », des accusateurs publics. Elle déclasse les chercheurs, les médecins, les ingénieurs, les ouvriers, les journalistes, pour organiser la montée des gestionnaires de la norme, des coupeurs de prostate, des fabricants de produits « scientifiques » frelatés, des communicateurs pervers désignant les hommes à abattre. Elle laisse bientôt émerger des partis qui, chaque année, proposent un peu plus de jouissance à cracher sur l'étranger, et des ministres qui osent menacer de poursuites ceux qui *« critiquent la police »* (ce devoir fondamental du citoyen).

> ***« L'Empire regorgeait de sans-logis, poursuivis et harcelés par les agents de police de l'empereur (...). Ces vagabonds désespérés formèrent des bandes de brigands qui dévastèrent le pays. »*** (M. R., p. 299.)

Au bord du gouffre, résumant la situation, certains luttent contre terreur et misère en y précipitant les leurs. Dans le film *La Promesse*, Luc et Jean-Pierre Dardenne montrent Roger le négrier, devenu « salaud ordinaire » pour survivre (20). D'autres, aussi humains, se révoltent. L'exclusion n'est pas économique – c'est une humiliation, grosse de plans Vigipirate indéfiniment reconduits. Khaled Kelkal le disait : *« Ce qu'ils cherchent, les jeunes, c'est du boulot* (21) *»*, jusqu'à ce que certains voient l'insulte dans la privation de travail. Alors ils se font caciques de la drogue, fonctionnaires de la déchéance de leurs proches, ou... prennent les armes.

Le puissant qui parade à Davos oublierait-il qu'en déchaînant l'appétit de pouvoir du haut en bas de la société, il accumule sur ses luxueuses salles de conférences l'énergie d'une avalanche capable un jour de l'emporter comme fétu ?

Rappelons-nous qu'à partir du IIIe siècle les *humiliores*, devenus piliers de l'armée, vont *détruire les honestiores (bourgeois des villes) qui* les avaient tant pressurés. Le militaire, dernier sauveur, après la grande crise économique de l'époque, liquidera les élites haïes... entraînant la chute de sa propre société.

DENIS DUCLOS.

(1) M. R., p. 393. (Les citations en exergue sont tirées des œuvres de deux grands historiens de l'Antiquité tardive : Michel Ivanovic Rostovtzeff, *Histoire économique de l'Empire romain*, Laffont, Paris, 1988 [indiqué M. R.], et Peter Brown, *La Tiare et la Mitre, le monde de l'Antiquité tardive*, Thames & Hudson, Paris, 1995 [noté P. B.].)

(2) Je remercie Hélène Y. Meynaud pour les conversations informées qui ont préparé cet article.

(3) Questions adressées à un oracle égyptien (papyrus P. Oxyr. 1477 ; IIIe siècle ap. J.-C.).

(4) Lire Laurent Carroué, « Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

(5) Etude du secrétariat de l'OCDE, *Le Monde*, jeudi 13 février 1997.

(6) En France aussi, les stock-options, calquées sur le modèle américain, permettent aux hauts cadres d'acheter des titres de leurs propres entreprises à 80 % de leur valeur boursière et de les revendre, avec une imposition de seulement 18,5 %.

(7) Albert J. Dunlap, avec Bob Andelman, *How I Save Bad Companies and Made Good Companies Great*, Times Books, New York, 1996, pp. 199-200.

(8) Les liturgies sont les tâches publiques obligatoires, et non rémunérées, qui se multiplièrent dans l'Empire tardif, particulièrement à charge des citoyens modestes (*humiliores*).

(9) *Alternatives économiques*, nº 132, décembre 1995.

(10) Cité par Eric Leser, *Le Monde*, 15 février 1997, p. 17.

(11) Comme le constate Yves Bonny, *in* Pierre Merle et Françoise Vatin, *La Citoyenneté aujourd'hui, extension ou régression*, Presses universitaires de Rennes, 1995.

(12) Edgar Morin et Sami Naïr, *Une Politique de civilisation*, Arléa, Paris, 1996.

(13) The New York Times, *The Downsizing of America*, Times Books, New York, 1996.

(14) James Petras, John Cavaluzzi, « Wall Street fait la guerre aux salaires », *in* « Le nouveau modèle américain », *Manière de voir*, nº 41, août-septembre 1996, pp. 61-64.

(15) Lire Pierre Bourdieu, *Libération*, 25 octobre 1996.

(16) Sami Dassa et Dominique Maillard, « Exigences de qualité et nouvelles formes d'aliénation », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, Paris, décembre 1996, pp. 28-37.

(17) « Pratiques de la folie », appel du 19 mars 1997.

(18) François Bonnet, « Le gouvernement face à une mobilisation inédite », *Le Monde*, 14 février 1997.

(19) Etienne Balibar, « Etat d'urgence démocratique », *Le Monde*, 17 février 1997.

(20) *Libération*, 7 février 1997.

(21) « Moi, Khaled Kelkal », *Le Monde*, 7 octobre 1995.

DES PSEUDO-MATHÉMATIQUES AU CYBERMARCHÉ

L'économie « pure », nouvelle sorcellerie

C'EST un trait classique de tous les totalitarismes que de conférer *un statut scientifique à une idéologie. L'économie qui se dit « pure »* permet de donner un habillage universitaire à l'ultralibéralisme. Peu importe qu'elle soit déconnectée de la réalité : comme toute fable, elle ne sert que de prétexte. Le mythe du marché parfait, qui la sous-tend, vient cependant de trouver une nouvelle jeunesse avec le projet de M. Clinton de transformer Internet en une agora marchande planétaire au service des intérêts américains.

Par SAMIR AMIN*

On enseigne dans les universités une discipline curieuse appelée économie « pure » ou « économique ». Economique, comme on dit physique. Mais alors *que la démarche scientifique* se développe en partant de la réalité, l'économique, pour ses intégristes, se construit à partir d'une position de principe qui lui tourne le dos : elle imagine la société réduite à la somme des individus qui la composent. Elle choisit *ainsi d'ignorer que la société réelle* est une construction infiniment plus complexe, dans laquelle s'affrontent groupes sociaux, nations, Etats, grandes firmes, projets de société, forces politiques, religieuses et idéologiques, etc.

Imagine-t-on une médecine qui voudrait reconstruire le fonctionnement du *corps humain à partir des seuls éléments* fondamentaux dont il est constitué – les cellules – en ignorant l'existence d'organes comme le cœur ou le foie ? Fort heureusement pour notre santé physique, les médecins n'ont pas fabriqué une médecine « pure ». La *probabilité, pour les modèles les plus* complexes exprimant l'interaction des cellules, de produire quelque chose ressemblant à un corps humain est, en effet, à peu près aussi forte que celle de voir un singe placé devant le clavier d'un ordinateur écrire les œuvres *complètes* de Victor Hugo. La probabilité d'atteindre un équilibre général par la vertu des confrontations, sur le marché, de presque six milliards d'êtres humains est du même ordre de grandeur ! *A la recherche d'une explication* rationnelle de la réalité économique se substitue donc, dès le départ, la construction d'une rationalité mythique.

L'économie ne méconnaît pas que l'être humain est intelligent et qu'il déterminera ses comportements en fonction de ce qu'il croit être les réactions des autres. Elle doit donc construire son modèle, non pas à partir des exigences d'une rationalité simpliste et immédiate – j'achète davantage si le prix baisse – mais d'une rationalité *médiatisant les anticipations* des réactions des autres : je m'abstiens d'acheter si je crois que le prix va continuer à baisser. Alors qu'elle prétend ignorer que, loin d'être fabriquée par des forces extérieures, la société se produit elle-même, l'économie « pure » que pratiquent certains universitaires s'inflige ainsi son propre démenti en introduisant le concept d'anticipation. Ce qui revient à admettre que l'individu, traité par elle comme une réalité objective, est lui-même sujet actif de son histoire.

D'où le casse-tête provoqué par cette option en faveur d'un individualisme méthodologique : *comment démontrer* que l'interaction des comportements des individus – intégrant, de surcroît, l'anticipation – produit un équilibre caractérisable (par des prix, la répartition des revenus, le taux de chômage) et un seul ? L'outil mathématique est mobilisé à cette fin.

Las ! Les mathématiques prouvent qu'un système d'équations de ce genre n'admet pas de solution. Avec un grand nombre d'hypothèses additionnelles, il a quelques chances d'être indéterminé (une infinité de solutions) et, avec *encore bien davantage* d'hypothèses, d'être déterminé (une seule et unique solution). Les économistes « purs » vont donc choisir des hypothèses « sur mesure » pour parvenir à la conclusion désirée, et, afin de franchir chacune des étapes de leur pseudo-démonstration, ils vont inventer la fable adéquate. Les fables, en effet, prêtent – généralement à des animaux – des comportements plausibles imaginés à une fin bien précise : tirer la morale de l'histoire. *L'économique est tout entière* construite sur ce modèle.

La fable centrale, nécessaire à sa démonstration, est celle de la concurrence parfaite, qui suppose la centralisation de toutes les offres et demandes. Curieusement, dans ce modèle, tout se passe comme si un planificateur central, connaissant parfaitement les comportements de ses cinq à six milliards d'administrés, pouvait prendre les décisions produisant l'équilibre recherché ! Que l'économie « pure » des libéraux soit amenée à conclure que *Big Brother constituerait la solution* à ses problèmes ne manque pas de piment ! Mais, en l'absence de ce planificateur, le système se modifie à chaque instant selon les résultats produits par les actions effectives des individus sur les marchés. L'équilibre – *impossible – serait autant le produit du* cheminement, c'est-à-dire du hasard, que des caractères définissant la rationalité des acteurs.

En rappelant le théorème de Sonnenschein (1), les mathématiciens – les vrais – tels Giorgio Israel et Daniel Guerrien (2), ont mis en pièces la duperie fondamentale de l'économie « *pure* ». *En particulier, pour ce qui* concerne la question prioritaire de notre époque – le niveau de l'emploi –, l'équilibre général, à supposer qu'un miracle permette de l'atteindre, ne nous apporterait strictement aucune réponse. En imputant d'office le chômage au coût prétendument élevé du travail, les économistes « purs » ignorent superbement que, dans la logique même de *leur système, une quelconque* modification des salaires transforme toutes les données de l'équilibre général.

Dans la même veine, le monétarisme, dernier cri de l'économie « pure », décrète que le montant de l'offre de monnaie peut être fixé librement par la banque centrale. Une analyse élémentaire de l'émission monétaire *montre pourtant* que la monnaie n'est pas une marchandise comme les autres, dans la mesure où son offre est déterminée par sa demande, laquelle dépend, en partie, des taux d'intérêt.

D'ailleurs les banques centrales, dont on souhaite *alors une gestion* « indépendante » (de qui ?), au prétexte *qu'elles auraient le pouvoir magique de* fixer l'offre de monnaie, se révèlent bien incapables de tenir ce rôle. Tout simplement parce qu'il est hors de leur portée : par le choix du taux d'intérêt, elles peuvent seulement agir – et encore de manière partielle et indirecte – sur la demande de monnaie, et non pas sur son offre. Mais alors, comment *ignorer que ce choix* réagit à son tour sur le niveau de l'activité (par les investissements, les consommations différées, etc.), et donc sur toutes les données de l'équilibre ? De telles billevesées monétaristes ont cependant valu le prix Nobel à Milton Friedman...

Demain, on rase gratis

L'ÉCONOMIE « pure » se révèle n'être qu'une parascience, aussi éloignée de la science sociale que la parapsychologie l'est de la psychologie. Comme les autres parasciences, elle peut prouver tout et son contraire : « Dis moi ce que tu veux, et je te fabriquerai le modèle qui le justifie. » Sa force est de fournir un paravent derrière lequel un pouvoir peut cacher ses *objectifs* réels – *subis ou choisis* –, tels l'aggravation du chômage et l'inégalité grandissante dans la répartition des richesses. Comme de semblables objectifs ne sauraient être affichés, il importe de « démontrer » qu'ils constituent seulement les moyens d'une transition *conduisant à la croissance, au plein* emploi, etc. Demain on rase gratis...

Parce *qu'elle n'a aucun fondement* scientifique, l'économique ne mobilise à son service que des mathématiciens amateurs, comme la parapsychologie le fait avec des psychologues au petit pied. N'est-il pas significatif que cette « science » emploie tant de mathématiciens *médiocres, dont ne voudrait* aucun laboratoire de physique qui se respecte ? Ici, le parallèle avec la magie s'impose.

Le sorcier, lui aussi, avance ses conclusions en les habillant d'une phraséologie d'apparence raisonnable. Pour être convaincant, il doit dire, au passage, un minimum de choses sensées et plausibles. Le grand sorcier, supérieurement *intelligent, savait exactement* ce que le roi attendait de lui, et le produisait. L'économie « pure » remplit des fonctions analogues dans des sociétés aliénées par l'économique. Et ce par des méthodes identiques, au premier rang desquelles l'ésotérisme de la langue : celle de mathématiques de pacotille à l'usage exclusif de non-mathématiciens.

Et, comme dans la sorcellerie, les sectes occupent le terrain. Les petits sorciers se regroupent derrière des gourous veillant à organiser la promotion de leurs disciples. Ce n'est certainement pas un hasard si prolifèrent simultanément les sectes d'économistes produisant un discours néolibéral arrogant et celles de charlatans de la parascience parapsychologique. Dans les deux cas, au prix d'une véritable escroquerie intellectuelle.

* Economiste, directeur du Bureau africain (Dakar) du Forum du tiers-monde ; auteur, entre autres, de *Critique de l'air du temps*, à paraître aux éditions L'Harmattan, à Paris.

(1) Le théorème de Sonnenschein démontre l'impossibilité de déduire les formes des courbes d'offre et de demande à partir de comportements maximisateurs.

(2) Giorgio Israel, *La Mathématisation du réel*, Le Seuil, Paris 1996 ; Daniel Guerrien, *L'Economie néoclassique*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1996.

Adieu au rêve libertaire d'Internet ?

Par BERNARD CASSEN

LE commerce est décidément la grande affaire de l'humanité, l'horizon indépassable de la civilisation. A ce titre, il doit mobiliser les meilleures créations de l'esprit humain et, en particulier, le dernier cri des technologies de l'information et de la communication. C'est ce qui ressortait, il y a trois ans, du livre d'Alvin et Heidi Toffler, *Créer une nouvelle civilisation* (1), préfacé par le chantre de la « révolution conservatrice » alors triomphante aux Etats-Unis, le républicain Newton Gingrich.

Fortement dévalué par ses pratiques financières douteuses et par la réélection de M. William Clinton, mais toujours *speaker* (président) de la Chambre des représentants, l'intéressé peut être satisfait de voir ses idées reprises par la nouvelle administration *démocrate. Le rapport de M. Ira Magaziner, définissant* « un cadre général pour le commerce électronique global » (*A Framework for Global Electronic Commerce*), et qui a été présenté et entériné le 1er juillet dernier par M. Clinton en personne, peut en effet se résumer en une formule : Internet, cela doit servir avant tout à faire des affaires. Plus précisément, à faire des affaires pour les Etats-Unis *(lire, page 28, l'article de Joël de Rosnay).*

Remisées, sinon comme clauses de style n'engageant à rien, les proclamations de la réunion ministérielle *du G 7 des 25 et 26 février 1995 à Bruxelles sur* la « société de l'information », tenue à l'invitation de la Commission, et qui, dans une liste de onze projets pilotes, en avait retenu trois – toujours en souffrance – à caractère linguistique et culturel (2). On revient désormais aux choses sérieuses... De ce point de vue, le rapport Magaziner va droit au but : *« Le commerce sur Internet pourrait s'élever à des dizaines de milliards de dollars à la fin du siècle* (3). *Pour que ce potentiel puisse être pleinement réalisé, les gouvernements doivent adopter une approche de non-réglementation, orientée vers le marché, qui facilite l'émergence d'un environnement légal transparent et prévisible au service du commerce mondial. Les responsables doivent respecter la nature unique de ce médium et reconnaître que la concurrence généralisée et des possibilités accrues de choix du consommateur définissent les règles du marche numérisé* ». L'offensive est d'envergure : elle vise à créer une cyberzone de libre-échange, affranchie de tout contrôle des gouvernements nationaux, permettant de réaliser des transactions électroniques entre un client et un fournisseur, chacun situé en un quelconque *point de la planète. Le fantasme du « marché global » (lire, ci-dessus, l'article de Samir Amin)* enfin réalisé grâce à l'électronique, du moins pour ceux des commerçants et des consommateurs qui sont reliés à Internet (50 à 60 millions actuellement).

Le libre-échange classique, tel qu'il fut impulsé, avec les désastreuses conséquences sociales et écologiques *que l'on sait (4) par le Gatt, devenu* Organisation mondiale du commerce (OMC), conduit, à terme plus ou moins long, à priver tous les États de recettes douanières. Le commerce électronique, lui, les priverait également de recettes fiscales, puisqu'un produit acheté à l'étranger et payé par carte de crédit, *via* un site de la Toile, puis acheminé directement à son acquéreur, ne donnerait pas lieu à l'acquittement de la TVA. Un tel contournement, malaisé pour le commerce des marchandises, ne pose en revanche aucune difficulté pour le commerce des services – produits d'assurances, de banque ou d'information en particulier –, qui ne se matérialisent que sur les écrans de l'émetteur et du récepteur. *Le risque de paupérisation fiscale des* Etats est donc énorme.

Libre-échange ou loi du plus fort ?

LE risque est d'autant plus facile à assumer pour *les Etats-Unis qu'il les concerne peu dans l'avenir* prévisible. Leur avance en termes de sites de cyberachat et leur position dominante en matière de logiciels et de produits de divertissement sont telles qu'ils seront beaucoup plus exportateurs qu'importateurs. Aux autres d'en faire les frais... On vérifie ici une fois de plus que le libre-échange, c'est d'abord la loi du plus fort. Au passage, on notera que l'idéologie du libre choix du client et de la non-intervention des gouvernements ne joue plus dès lors qu'il s'agit de secteurs stratégiques comme l'aéronautique et les industries d'armement. Dans ce cas, M. Clinton *prend volontiers son téléphone ou dépêche* ses émissaires pour exercer les pressions nécessaires. On s'en apercevra bientôt à Budapest, à Prague et à Varsovie lorsqu'il faudra renouveler les matériels militaires afin de parvenir à l'« interopérabilité » requise par leur admission à l'OTAN...

A peine publié, le rapport Magaziner était déjà inscrit d'office à l'ordre du jour des délibérations des Européens. A Bonn, le 8 juillet dernier, les représentants *de vingt-neuf gouvernements du Vieux* Continent, réunis pour débattre des réseaux mondiaux d'information, recevaient le secrétaire au commerce, M. William Daley, venu leur signifier la détermination de Washington de promouvoir le *business* électronique. Si libéraux qu'ils soient, les ministres européens ne peuvent néanmoins présider à leur propre déconfiture fiscale. Surtout quand la réduction des déficits publics – et donc la garantie des rentrées d'impôts indirects – est devenue leur obsession. Aussi ont-ils émis de nombreuses réserves, non pas sur le principe d'un Internet placé sous la coupe des marchands, mais sur les modalités de préservation de la confidentialité des données, de la propriété intellectuelle, de la taxation, d'une éthique de l'information accessible aux mineurs, etc.

L'Europe, une grande assiette...

POUR importantes que soient ces considérations, elles esquivent la question centrale : faut-il vraiment commercer tous azimuts et à tout prix ? *Ici* les gouvernements européens, français compris, sont *prisonniers de leur credo libre-échangiste. On le voit* bien lorsqu'est évoqué le « retard » de l'Europe en matière de technologies de l'information et de la communication. Ce fameux « retard » – bien réel en termes de familiarité culturelle avec l'outil – est surtout déploré pour la création de services commerciaux sur Internet, comme si c'était là, en dernière instance – et en contradiction avec les *principes* sur lesquels il a été mis en place – la vocation du réseau des réseaux.

Les Etats-Unis accusent bien d'autres retards, autrement significatifs, des retards de civilisation – mortalité infantile, insécurité dans les villes, taux record d'incarcération, analphabétisme, entre autres *(lire, pages 6 et 7, l'article d'Eric Klinenberg)* – par rapport au Vieux Continent. Les Quinze, prompts à battre leur coulpe en matière commerciale, ne font jamais état de leur « avance » dans ces domaines... En restant sur le terrain piégé de l'économisme, ils se condamnent par avance à passer sous les fourches Caudines des firmes géantes soutenues par Washington. S'ils voulaient vider de sens l'idée d'Europe, en la réduisant, selon la formule de Mme Emma Bonino, commissaire européenne dont le franc-parler irrite souvent à Bruxelles, à *« avoir une grande assiette en commun »* (5), ils ne s'y prendraient pas *autrement*.

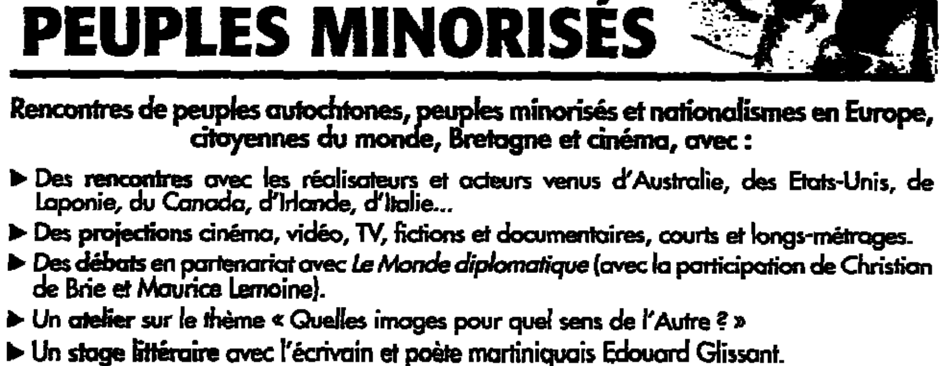
(1) Alvin et Heidi Toffler, *Créer une nouvelle civilisation : la politique de la troisième vague*. Fayard, Paris, 1995. Il faut relire, à cet égard, la pénétrante analyse qu'en faisait Jacques Robin dans *Transversales Science Culture*, nº 36, novembre-décembre 1995.

(2) Lire Asdrad Torres, « A tombeau ouvert sur les autoroutes de l'information », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(3) Pour sa part, la Commission européenne estime à 200 milliards d'écus (1 320 milliards de francs) le volume du commerce électronique d'ici l'an 2000.

(4) Lire l'article de Bernard Cassen « Pour sauver la société ! » dans le débat entre le *Financial Times* et *Le Monde diplomatique*, « La mondialisation est-elle inévitable ? », publié dans notre numéro de juin 1997.

(5) Entretien avec Laure Adler, L'Evénement du jeudi, 10-16 juillet 1997.



FIN DE L'HISTOIRE, OU FIN DE LA GÉOGRAPHIE ?

Un monde surexposé

TOTALITÉ ou globalité ? Comment ne pas se poser la question de savoir ce que recouvre le terme sans cesse répété de « mondialisation » ? S'agit-il d'un *mot* destiné à renouveler celui d'internationalisme, trop marqué par le communisme, ou, comme on le prétend souvent, d'une référence au capitalisme du marché unique ? Dans un cas comme dans l'autre, on est loin du compte. Après la *« fin de l'histoire »*, prématurément annoncée par Francis Fukuyama il y a quelques années, la mondialisation annonce, en fait, la fin de la géographie, la fin de l'espace d'une petite planète en suspension dans l'éther électronique de nos modernes moyens de télécommunications.

Par PAUL VIRILIO *

Ne l'oublions plus, *« l'achèvement est une limite »* (Aristote), et l'accomplissement parfait une conclusion définitive. Le temps du monde fini *s'achève et*, à *défaut* d'être astronome ou géophysicien, l'être humain ne comprendra rien à la soudaine *mondialisation* de l'histoire sans faire retour à la physique et à la réalité du moment.

Prétendre, comme c'est désormais le cas, que le terme de mondialisme illustre le succès de la libre entreprise sur le collectivisme totalitaire, c'est ne rien comprendre à l'actuelle perte des distances de temps et à l'incessant *feed-back*, au télescopage des activités industrielles ou postindustrielles.

Comment imaginer la mutation informationnelle si nous en restons à une approche *idéologique*, alors qu'il faudrait justement relancer, de toute urgence, une *approche géostratégique* pour découvrir l'ampleur du phénomène en cours ? Et cela, pour revenir à la Terre, non pas au sens vieux du sol nourricier, mais bien à celui de l'astre céleste et unique que nous occupons... Revenir au monde, à ses dimensions et à leur perte prochaine dans l'accélération, non plus de l'histoire – qui vient de perdre le temps local, sa base concrète – mais à l'accélération de la réalité elle-même, avec l'importance nouvelle de ce temps mondial dont l'instantanéité efface définitivement la *réalité des distances*, de ces intervalles géographiques qui organisaient, hier encore, la politique des nations et leurs coalitions, et dont la guerre froide a manifesté l'importance, à l'époque de la politique des blocs Est/Ouest.

Physique et métaphysique, depuis Aristote ces deux termes sont philosophiquement entendus et compris, mais que dire de géophysique et *métagéophysique* ? Le *doute subsiste* sur le sens de ce dernier mot, alors même que la *réalité* des faits ne cesse d'illustrer la perte du fondement géographique des continents, au bénéfice des télécontinents et d'une communication mondiale devenue quasi instantanée...

Après l'importance politique extrême de la géophysique du globe sur l'histoire de sociétés qui étaient moins séparées par leurs frontières nationales que par les délais et les distances de la communication d'un point à un autre, vient de se révéler, depuis peu, l'importance transpolitique de cette sorte de *métagéophysique* que représente pour nous l'interactivité quasi cybernétique du *monde contemporain*.

Puisque toute présence n'est présente qu'à distance, la téléprésence de l'ère de la mondialisation des échanges ne saurait s'installer que dans l'*écartement* le plus vaste qui soit. Ecartement qui *s'étend désormais aux antipodes du* globe, d'une rive à l'autre de la réalité présente, *mais d'une réalité* métagéophysique qui ajuste étroitement les télécontinents d'une réalité virtuelle qui accapare l'essentiel de l'activité économique des nations, et, *a contrario*, désintègre des cultures précisément situées dans l'espace physique du globe.

A défaut d'une fin de l'histoire, c'est donc bien à la fin de la géographie que nous assistons. Là où les anciennes distances de temps produisaient, jusqu'à la révolution des transports du siècle dernier, l'éloignement propice des diverses sociétés, à l'ère de la révolution des transmissions qui commence le continuel *feed-back* des activités humaines engendre l'invisible menace d'un *accident de cette interactivité généralisée*, dont le krach boursier pourrait être le *symptôme*.

Une anecdote particulièrement significative illustrera ce propos : depuis peu, ou plus exactement, depuis le début de la décennie 90, pour le Pentagone, la géostratégie retourne le globe comme *un gant* ! En effet, pour les responsables militaires américains, le global c'est l'intérieur d'un monde fini, dont la finitude même pose des problèmes logistiques nombreux... Et le local, c'est l'extérieur, la périphérie, pour ne pas dire la grande banlieue de la planète !

Ainsi, pour l'état-major des forces armées des Etats-Unis, les pépins ne sont plus à l'intérieur des pommes, ni les quartiers au centre de l'orange : l'écorce est retournée, l'extérieur ce n'est plus seulement la peau, la surface de la Terre, c'est tout ce qui est *in situ*, précisément localisé ici ou là.


ERICH LESSING-MAGNUM

LA THÉORIE DE LA RELATIVITÉ EN MAQUETTE
Un temps instantané effaçant les distances



Partout et maintenant

LA voilà la grande mutation globalitaire, celle qui extravertit la localité – toute localité – et qui déporte non plus des personnes, des populations entières, comme hier, mais leur lieu de vie et de subsistance économique. Délocalisation globale qui affecte la nature même de l'identité, non plus seulement « nationale » mais « sociale », remettant en cause non pas tant *l'Etat-nation* que la ville, la géopolitique des nations.

« Pour la première fois, déclarait le président des Etats-Unis, William Clinton, *il n'y a plus de différence entre la politique intérieure et la politique étrangère. »*

Plus de distinction entre le « dehors » et le « dedans » certes, à l'exception toutefois, du retournement topologique opéré précédemment par le Pentagone et le département d'Etat ! En fait, la formule du président américain introduit historiquement la nouvelle dimension métapolitique d'un pouvoir devenu global *et accrédite* la venue d'une politique intérieure qui serait traitée comme l'était naguère la politique extérieure.

La ville réelle, localement située et *qui donnait* jusqu'à son nom à la politique des nations, cède sa primauté à la ville virtuelle, cette « métacité » déterritorialisée qui deviendrait ainsi le siège de cette métropolitique dont le caractère totalitaire, ou plutôt globalitaire, n'échappera à personne.

Nous l'avions sans doute oublié, à *côté* de la richesse et de son accumulation, il y a la vitesse et sa concentration, sans lesquelles la centralisation des pouvoirs qui se sont succédé au cours de l'histoire, n'aurait tout simplement pas eu lieu : pouvoir féodal et monarchique ou pouvoir de l'Etat national contemporain, pour lesquels l'accélération des transports et des transmissions facilitait le gouvernement des populations.

Avec la nouvelle mondialisation des échanges, la cité revient au premier plan. Forme historique majeure de l'humanité, la métropole concentre la vitalité des nations du globe. Mais cette *cité locale n'est déjà plus qu'*un quartier, un arrondissement parmi d'autres de l'invisible « métacité mondiale » dont *« le centre est partout et la circonférence nulle part »* (Pascal).

Hypercentre virtuel, dont les villes réelles ne sont jamais que la périphérie, ce phénomène accentuant encore, après la désertification de l'espace rural, le déclin de villes moyennes, incapables de résister longtemps à l'attraction de métropoles disposant de l'intégralité des équipements de télécommunications, *comme* des liaisons terrestres ou aériennes à grande vitesse.

Phénomène métropolitique d'une hyperconcentration humaine catastrophique *qui* vient à supprimer progressivement l'urgence d'une véritable géopolitique des populations autrefois harmonieusement réparties sur l'ensemble de leurs territoires.

Pour illustrer les conséquences *récentes des télécommunications* personnelles sur la politique municipale, *une autre* anecdote : depuis la soudaine prolifération des téléphones portables, la police du district de Los Angeles se trouve devant un nouveau type de difficulté. Alors que, jusqu'à présent, les divers trafics de drogue se trouvaient précisément situés dans quelques quartiers contrôlables par les brigades de la lutte antinarcotique, ces dernières se sont trouvées fort dépourvues devant le caractère aléatoire et foncièrement délocalisé de la rencontre de dealers et de consommateurs disposant de liaisons téléphoniques mobiles, pour se retrouver ici ou là, quelque part, n'importe où...

Un même phénomène technique facilitant à la fois la concentration métropolitaine et la dispersion des risques majeurs, il fallait y songer pour promouvoir demain, en tout cas très bientôt, un *contrôle cybernétique approprié* aux réseaux personnels... D'où la fuite en avant d'Internet, réseau militaire récemment « civilisé ».

En fait, plus les distances de temps s'abolissent et plus l'image de l'espace se dilate : *« On dirait qu'une explosion a eu lieu sur toute la planète. Le moindre recoin se trouve tiré de l'ombre par une lumière crue »*, écrivait Ernst Jünger, à propos de cette illumination *qui éclaire la réalité du monde*. La venue du *live*, du « direct », provoquée par la *mise en œuvre de la vitesse des ondes*, transforme l'ancienne « télévision » en une grande optique planétaire.

Avec CNN et ses divers avatars, la télévision cède la place à la télésurveillance. Phénomène sécuritaire de contrôle médiatique de la vie des nations, cette soudaine focalisation annonce l'aube d'une journée particulière échappant totalement à l'alternance diurne-nocturne qui avait jusqu'ici structuré l'histoire. Avec ce faux jour produit par l'illumination des *télécommunications*, se lève un soleil d'artifice, un éclairage de secours qui inaugure un temps nouveau – temps mondial où la simultanéité des actions devrait bientôt l'emporter sur leur classique successivité.

La continuité visuelle (audiovisuelle) remplaçant progressivement la perte d'importance de la contiguïté territoriale des nations, les frontières politiques allaient elles-mêmes se déplacer de *l'espace réel de la géopolitique*, au temps réel de la chronopolitique de la transmission de l'image et du son. Deux aspects complémentaires de la mondialisation sont donc à prendre en compte désormais : d'une part, l'extrême réduction des distances résultant de la compression temporelle des transports comme des transmissions ; d'autre part, *la généralisation en cours de la télé*surveillance.

Vision d'un monde constamment « téléprésent », 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, grâce à l'artifice de cette optique transhorizon qui donne à voir ce qui était naguère hors de vue. *« Toute image a un destin de grandissement »*, déclarait Gaston Bachelard. Ce destin des images, c'est la science, la technoscience de l'optique qui l'assume. Hier, avec le télescope *et le microscope* ; demain, avec cette télésurveillance *domestique qui surpassera* les *dimensions* proprement militaires du phénomène. En effet, l'épuisement de l'importance politique de l'étendue, issue de la pollution inaperçue de la grandeur nature du globe terrestre par l'accélération, exige l'invention d'une grande optique de substitution.

Optique active (ondulatoire) qui vient à renouveler de fond en comble l'usage de l'optique passive (géométrique) de l'ère de la lunette de Galilée. Et cela, comme si la perte de la ligne d'horizon de la perspective géographique nécessitait impérativement la mise en œuvre d'un horizon de substitution.

« Horizon artificiel » d'un écran ou d'un moniteur susceptible d'afficher en permanence la prépondérance nouvelle de la perspective médiatique sur celle, immédiate, de l'espace. Le relief de l'événement « téléprésent » prenant, dès lors, le pas sur les trois dimensions du volume des objets ou des lieux, ici présents.

On comprend mieux ainsi la soudaine multiplication des « grands luminaires » : ces satellites d'observation *météorologique* ou militaire. La mise en orbite *répétée* de *satellites* de transmission, la généralisation de la vidéosurveillance *métropolitaine, ou encore* le développement récent des *live cams* sur le réseau Internet. Tout cela contribuant, comme nous l'avons vu précédemment, à l'inversion des notions habituelles d'intérieur et d'extérieur.

Finalement, cette visualisation généralisée est l'aspect le plus marquant de ce que l'on dénomme la virtualisation. La fameuse « réalité virtuelle », ce n'est pas tellement la navigation coutumière *dans le cyberespace des réseaux, c'est* d'abord l'amplification de l'épaisseur optique des apparences du monde réel. Amplification qui tente de compenser la contraction tellurique des distances provoquée par la compression temporelle des télécommunications instantanées.

Dans un monde de téléprésence obligée qui submerge la présence immédiate des uns et des autres (dans le commerce ou le travail...) la « télévision » ne peut plus être ce qu'elle était depuis un demi-siècle : lieu de divertissement ou de promotion culturelle, elle doit d'abord *donner* le jour au temps mondial des échanges, à cette vision virtuelle qui supplante celle du monde réel qui nous entoure.

La grande optique transhorizon est donc le lieu de toute « virtualisation » (stratégique, économique ou politique...). Sans elle, le développement du globalitarisme, qui s'apprête à renouveler les totalitarismes du passé, serait inefficace.

Pour donner du relief, de l'épaisseur optique à la mondialisation, il faut non seulement se brancher sur les réseaux cybernétiques, mais surtout dédoubler la *réalité du monde*. A *l'instar* de la stéréophonie et de la *stéréoscopie* qui distinguent la gauche et la droite pour faciliter la perception du relief audio et visuel, il faut à tout prix réaliser la rupture de la réalité première en élaborant une stéréo-réalité composée, d'une part, de la réalité actuelle des apparences immédiates et, d'autre part, de la réalité virtuelle des trans-apparences médiatiques.

C'est seulement lorsque cet « effet de réel » sera popularisé et banalisé que l'on pourra effectivement parler de mondialisation. Parvenir enfin à *« mettre en lumière » un monde* surexposé et sans angles morts, sans « zones d'ombre » – à l'exemple de la micro-vidéo qui remplace à la fois les phares de recul et les rétroviseurs des automobiles –, voilà l'objectif des techniques de la vision synthétique.

Puisque toute image vaut mieux qu'un long discours, le dessein des multimédias est de muter notre vieille télévision en une sorte de *télescopie* domestique, pour voir, prévoir le monde qui *vient*, à l'*exemple de ce qui s'opère déjà* avec la météorologie. Faire de l'écran l'ultime fenêtre, mais une fenêtre qui permettrait moins de recevoir des données que d'apercevoir l'horizon de la mondialisation, l'espace de sa virtualisation accélérée...

La machine panoptique

PRENONS un exemple pratique, largement mésestimé : celui des *live cameras*, ces capteurs vidéo installés un peu partout dans le monde et accessibles *uniquement* sur Internet. Apparemment anecdotique et futile, le phénomène se répand cependant dans toutes les régions de pays de plus en plus nombreux : de la baie de San Francisco au mur des Lamentations à Jérusalem, en passant par l'intérieur des bureaux ou des appartements de *quelques* exhibitionnistes, la caméra-direct permet de *découvrir en temps réel ce qui se produit* à l'autre bout de la planète, à l'instant même. Ici, l'ordinateur n'est plus seulement une machine à consulter des informations, mais une machine de vision automatique opérant dans l'espace d'une réalité géographique intégralement virtualisée.

Certains adeptes d'Internet n'hésitant même plus à vivre en direct, internés dans les circuits fermés de la Toile, ils *offrent leur intimité à l'attention de tous*. Figures d'un voyeurisme universel, cette introspection collectiviste est appelée à se répandre prochainement, à la vitesse du marché unique de la publicité universelle qui s'annonce.

Simple « réclame d'un produit industriel ou artisanal » au XIXe siècle, suscitant des désirs au XXe, la « publicité » s'apprête à devenir, au XXIe siècle, pure « communication », exigeant, par là même, le déploiement d'un espace publicitaire aux dimensions de l'horizon *de visibilité du globe*. Ne *se satisfaisant* nullement de l'affichage classique, ni de la coupure de programmes radiophoniques ou télévisuels, la publicité globale exige encore d'imposer son « environnement » à la contemplation d'une foule de téléspectateurs devenus entre-temps « téléacteurs » et surtout téléacheteurs.

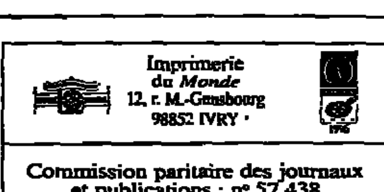
Toujours sur Internet, certaines cités *oubliées des touristes vantent leurs* mérites et des hôtels alpestres la beauté de leurs panoramas. Des artistes du *land art* s'apprêtent à équiper leurs œuvres de multiples caméras Web. Enfin, on peut aussi voyager par substitution : faire le tour de l'Amérique, visiter le Japon, Hongkong et même une station antarctique dans sa nuit polaire...

Malgré la faible qualité optique de ce support, le « direct » est devenu un instrument de promotion qui dirige le regard de tous vers des points de vue *privilégiés. Rien n'arrive, tout se passe.* L'optique électronique devient le « moteur de recherche » d'une prévision mondialisée.

Si jadis, avec la fameuse « longue-vue », il s'agissait seulement d'observer par-delà la ligne d'horizon ce qui surgissait d'inattendu, actuellement, il s'agit d'apercevoir ce qui se passe aux antipodes, sur la face cachée de la Terre. Ainsi, sans l'assistance de l'« horizon artificiel » du *multimédia*, pas de navigation possible dans l'éther électronique de la mondialisation.

Membre fantôme, la Terre ne s'étend plus à perte de vue, elle se donne à voir sous toutes ses faces dans l'étrange lucarne. La soudaine multiplication des points de vue n'est donc que l'effet d'annonce de la toute dernière globalisation : celle du regard, de l'œil unique du cyclope qui gouverne la caverne, cette boîte noire qui *dissimule* de plus en plus mal le grand soir de l'histoire, une *histoire victime du syndrome* de l'accomplissement total.

* Philosophe et urbaniste ; directeur de l'Ecole spéciale d'architecture (ESA) de Paris ; auteur, entre autres, de *La Vitesse de libération*, Galilée, Paris, 1995, et *Un Paysage d'événements*, Galilée, Paris, 1996.


Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.

DE LA SÉRIE « THE X-FILES » À LA VOGUE NEW AGE

Fascinations pour un nouveau mysticisme

COMMENT expliquer le succès planétaire d'une série télévisée comme « The X-Files » (« Aux frontières du réel ») ? Le « je pense » de Descartes aurait-il cédé la place à un « je crois » très mystique, très New Age, sorti de la nuit des temps ? De nouvelles fascinations intellectuelles, culturelles et religieuses ont envahi ces dernières années les médias de masse, journaux, livres, films, télévision, Internet... Nos sociétés, en quête de spiritualité, déboussolées par la crise, semblent prêtes à se laisser séduire. Pourquoi ? Que signifie cette nouvelle vague de symbolisme contemplatif ?

Par PIERINE PIRAS *

Des croix à l'envers, le chiffre 666 (« *le nombre de la bête* » de l'Apocalypse) (1) tracé sur des tombes, les profanations dites « sataniques » sont devenues monnaie courante, comme un phénomène de mode qui ferait tache d'huile et submergerait une jeunesse sans repères. Certains sociologues y voient une forme actuelle de rébellion, comme si la fin du XXe siècle, par un étrange retour en arrière, se devait de replonger dans les ténèbres après les années « heureuses » de l'essor industriel et du progrès technologique.

Un sondage récent (2) donnait à connaître les mots les plus représentatifs aux yeux des jeunes Français. Après « chômage », « préservatif » et « Internet », 19 % d'entre eux citaient « The X-Files », la série américaine de Chris Carter, produite par la Fox, diffusée en France par la chaîne M 6 sous le titre « Aux frontières du réel » et dont tous les épisodes commencent par cette affirmation : « *La vérité est ailleurs.* »

L'essayiste Simon Leys, très critique de notre temps et de ses idoles, écrit : « *Un ancien philosophe grec avait remarqué avec justesse que, si les chevaux avaient des dieux, ces dieux auraient des figures de chevaux. Chaque époque place dans ses panthéons les icônes qu'elle mérite, et en qui elle se reconnaît. Notre âge aura été jusqu'au bout celui de la Frime et de l'Amnésie* (3). » Que « The X-Files » soit érigée en guide – on parle d'elle comme d'une « série culte » – peut surprendre, mais que ce feuilleton, dans une société dite évoluée, propose, comme explication des problèmes du monde contemporain, un « *complot venu d'ailleurs* » est préoccupant.

« The X-Files », phénomène médiatique, se décline aussi (en attendant le film de long métrage actuellement en tournage) en revues, guides, livres, sites Internet, cassettes vidéo et fan-clubs avec leurs produits commerciaux. Lors des dernières fêtes de Noël, les magasins à grande surface, ainsi que les maisons de la presse proposaient par piles les livres *X-Files* – l'éditeur J'ai lu en aurait d'ailleurs vendu 1,5 million...

L'hebdomadaire *Télérama*, dans son numéro du 14 décembre 1996, s'interrogeait en couverture : « *"The X-Files", à qui profite le complot ?* », et, plus récemment (4), le quotidien italien *La Stampa* précisait que pas moins de 350 sites Internet étaient dédiés à « The X-Files ». *Télérama* évoquait la mise en scène d'« *un monde désenchanté où règnent le désordre, le trouble, le mensonge et la complexité* », où les vrais gouvernants de la Terre appartiennent à un club secret et « *collaborent avec des extraterrestres depuis la seconde guerre mondiale* ».

Pour l'essayiste M. Jacques Attali, la série « The X-Files » prépare un jour où l'« *on pourra dénoncer un groupe social comme responsable des malheurs du monde* ». L'extrême droite semble corroborer cette analyse : ainsi M. Alain Sanders, du Front national, a déclaré : « *Tous les jours* (...) *on a la preuve qu'on nous cache quelque chose, qu'on ne nous dit pas tout, que la vérité est ailleurs* (5). » Et d'encourager les militants lepénistes à rejoindre les fan-clubs de la « série culte » qui compteraient, en France, quelque 10 000 membres.

Dans un autre domaine qui ne se pare pas des plumes de la fiction, le magazine de Jacques Pradel intitulé « L'odyssée de l'étrange », sur la chaîne TF 1, avait lancé en France, en octobre 1995, l'affaire de l'« extraterrestre de Roswell », auquel la majorité


« LES DOSSIERS X »

de l'opinion publique américaine croirait (6). Environ 25 000 cassettes vidéo représentant l'« *autopsie d'un extraterrestre* » ont été vendues en France à la suite de la diffusion de l'émission. La chaîne TF 1, qui a commercialisé le film – réalisé par un cinéaste de l'armée américaine resté anonyme –, s'est vu contrainte de diligenter une enquête... pour vérifier s'il s'agissait d'une supercherie ! Et la productrice Pascale Breugnot (7) n'écarte pas, dans l'affaire Roswell, la piste des néonazis.

Bien que la littérature soit un art tissant réel et imaginaire, les engouements du public disent également les espoirs et les craintes qui animent notre époque. Plusieurs phénomènes de librairie, par les ventes extraordinaires qu'ils suscitent à l'échelle européenne, reflètent le nouveau mysticisme qui se répand dans nos sociétés déboussolées par la crise économique et sociale. Ce mouvement témoigne d'un véritable courant de « pensée » : les best-sellers de la littérature New Age sont autant de signes, d'indicateurs de l'état actuel des mentalités collectives.

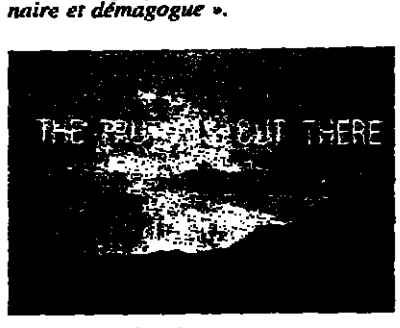
Avec le roman *L'Alchimiste* de l'auteur brésilien Paulo Coelho – un livre qui se veut une sorte de conte moderne incitant à la réflexion, à la façon du *Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry –, on a assisté à un record international de diffusion. Trois ans après sa parution, cet ouvrage, traduit dans de multiples langues, reste en France sur les listes des meilleures ventes. Fort de cette réussite, l'auteur a récidivé avec le beaucoup moins heureux *Sur le bord du fleuve Piedra, je me suis assise et j'ai pleuré*. Un livre qui raconte les amours d'un séminariste et d'une jeune fille, émaillées d'évocations de la Vierge Marie, de Jésus, de Mère Teresa de Calcutta, etc. « *Elle, le séminariste, quelques miracles et beaucoup de larmes* », résume « Tutto libri », le supplément littéraire de *La Stampa*. Aux recettes habituelles des romans à l'eau de rose s'intègre donc ici la religion, érigée en ingrédient nécessaire aux succès d'édition.

Chez nos voisins transalpins, la polémique fait rage depuis plusieurs années au sujet de la personnalité et des œuvres de l'écrivain devenue célébrissime, Susanna Tamaro. Cette romancière à la mode remplit les colonnes des journaux littéraires. L'immense réussite de *Va où ton cœur te porte* (8) confère à Susanna Tamaro le rôle de symbole européen pour toute une jeunesse en mal de valeurs. Du récit d'initiation, voyage à la recherche de soi, se dégage une philosophie ainsi résumée : « *Le cœur est le centre de l'esprit.* » On y parle de spiritisme, de karma, de réincarnation, d'astrologie... et une grande violence affective traverse la vie de la narratrice, d'abord contre une mère qui, juive, doit se cacher pendant la guerre sans qu'on sache rien de sa situation ; ensuite contre un mari qu'elle n'aime pas et qui s'avère ne pas être le père de sa fille ; enfin contre cette fille, une révolutionnaire ou supposée telle...

Le conte préféré de la narratrice était, dans son enfance, une histoire d'anticipation où, à bord d'une soucoupe volante, on pose la question : « *Et les anarchistes,* (...) *les révolutionnaires, ils existent encore ? – Oh ! bien sûr qu'ils existent, avait répondu leur guide en souriant. Ils vivent dans des villes rien qu'à eux sous la glace des pôles, de sorte que si par hasard ils voulaient nuire aux autres, ils seraient incapables de le faire.* (...) *Les anarchistes ! Les révolutionnaires ! Que de cauchemars ces deux mots ont suscités durant mon enfance !* »

Cet auteur prodige, qui tient une rubrique régulière dans l'hebdomadaire catholique *Famiglia cristiana*, semble se sentir investie d'une mission salvatrice. Elle trouve des accents par moments quasi paranoïaques (9) et se réfugie dans le mysticisme dont elle imprègne ses personnages.

Mais le débat sur la fascination que Susanna Tamaro exerce n'est pas propre à l'Italie : selon le quotidien espagnol *El País* (10), les scores du dernier ouvrage de la romancière italienne, *Anima mundi*, sont aussi époustouflants dans la péninsule Ibérique. En Espagne, chez Seix Barral, ce livre se classe sixième et, au Portugal (11), il est premier, alors que *Va où ton cœur te porte* demeure cinquième sur la liste des livres les plus vendus. La polémique a récemment rebondi dans la presse littéraire portugaise : la critique souligne la faiblesse des œuvres et s'interroge sur les raisons de l'engouement du public pour Susanna Tamaro. Cet événement sociologique en dit sans doute long sur l'identification de nombreux lecteurs aux personnages romanesques d'un auteur qualifié par certains critiques, dans son propre pays, de « *réactionnaire et démagogue* ».



« LA VÉRITÉ EST AILLEURS »

Dans le domaine de la littérature de grand tirage, l'*heroic fantasy* envahit les rayons. Très prisé par le jeune public, ce genre a, pour une large part, remplacé la science-fiction des années 50-70. Il fait appel, non plus au futur cher à la science-fiction classique qui voyait les hommes vivre les conséquences ultimes d'une certaine modernité, mais à un ailleurs qui les replonge dans le Moyen Age, les temps obscurs et les abîmes primitifs. Dans cet ailleurs sont convoqués, pêle-mêle, les puissances du bien et du mal, les ténèbres, l'univers gothique de la confrontation avec l'inhumain ; les sorcières, les ombres, la nuit, la forêt...

Des collections d'une prolixité étonnante ont récemment vu le jour. Chez J'ai lu, la formule qui orne la quatrième de couverture donne à elle seule le style et la profession de foi des auteurs : « *Un prodigieux voyage au cœur du songe, là où la magie fait briller l'aventure.* »

Ces récits mystico-mythologiques mettent en jeu des angoisses existentielles. Et les sectes veillent au grain. Ainsi, la revue *CyberDreams* (« Les nouveaux mondes de la science-fiction (12) ») fait état de l'inquiétude de lecteurs à propos des éditions New Era, liées à l'Eglise de scientologie. L'association Infini, dans les mêmes colonnes, dit refuser de se faire l'écho des activités de New Era. *CyberDreams* argue, pour sa défense, du fait que les autres éditeurs sont liés à des groupes financiers, immobiliers, industriels, voire d'armement !

L'Eglise de scientologie, souvent mise en cause pour sa manipulation des esprits, a vu ses adeptes se multiplier au cours de la dernière décennie. Des pétitions en sa faveur circulent à Hollywood et des artistes connus les signent. Le journal italien *La Repubblica* (13) n'hésite pas à publier à la « une » une publicité en faveur du livre du fondateur de l'Eglise de scientologie, Ron Hubbard, *Dianetics* (« *17 millions d'exemplaires vendus en 21 langues* »). La *New York Review of Books* (14), les journaux *The New York Times*, *International Herald Tribune* et bien d'autres ont publié, en 1996, des articles ou des tribunes pour dénoncer les attaques contre les scientologues et soutenir la « *liberté de religion en danger* ». Certains sont même allés jusqu'à établir une comparaison entre les attaques contre les scientologues par les Etats démocratiques et la persécution des juifs par les nazis.

Alchimie et parapsychologie

L'EXAMEN du cédérom du journal *Le Monde* (qui contient la totalité des articles publiés depuis 1987) est un bon indicateur de la multiplication des informations concernant les sectes, tout au long de ces dernières années. En cinq ans, l'accroissement du nombre des articles répertoriés sous le mot « sectes » a été de 290 % ! Si l'on ajoute à cela la place grandissante dévolue aux religions dans les journaux et les revues – l'énorme médiatisation du bouddhisme par exemple –, il semble clair que l'on assiste à une orientation nouvelle de notre monde culturel et spirituel. N'est-il pas remarquable de voir le quotidien communiste italien *L'Unità*, après avoir ouvert il y quelques années une page « Bourse », créer une page « religions » (15) ?

Les chiffres de la production éditoriale témoignent de cette nouvelle vogue des mysticismes. Une bibliographie établie par la base de données Electre, dans *Livres hebdo* (16), recense près de 500 ouvrages récemment parus ou à paraître en 1997 sur le thème de l'« ésotérisme ». Allant d'« alchimie » à « parapsychologie », les rubriques traitent de spiritualités, d'astrologies et autres aspects du New Age.

En cette fin de siècle, le sacré est devenu commercial et le spirituel sert parfois des fins vulgaires. Est-ce si étonnant, quand on nous dit chaque jour que la vraie valeur est la Bourse, pouvoir invisible et occulte, magie même ? Si le virtuel suffit à combler nos fantasmes, pourquoi ne pas désirer une vie de simulacre, de passivité plutôt qu'agir selon la raison ?

Les errements de l'âme ne sont pas les seuls dont parlent les best-sellers de cette fin de millénaire. Les maladies du corps constituent un véritable filon dont certains entendent profiter. C'est ainsi que reviennent à la mode de nouvelles thérapies qui promettent la guérison... par la prière. Le rapport sur les sectes en France (17) donne d'ailleurs comme typologie dominante ou associée 19 fois le terme « *guérisseur* » pour 36 sectes répertoriées. Nombre d'ouvrages parus récemment aux Etats-Unis (et traduits en Europe) font l'apologie d'une « médecine », souvent fortement mâtinée d'orientalisme, qui vante le pouvoir curatif de la foi.

Une enquête (18) menée par l'hebdomadaire américain *Time* et la chaîne CNN auprès de 1 400 lecteurs évalue à 82 % les « croyants » en cette forme de traitement. L'Indien Deepak Chopra, qui serait endocrinologue, a professé aux Etats-Unis une médecine fondée sur le mysticisme hindou. « *Maître à penser de nombreuses stars du cinéma, scientifique et médecin réputé* », annonce l'éditeur dans un ouvrage récemment paru dont le titre, *Le Retour de Merlin* (19), laisse présager une curieuse scientificité. Du même auteur et dans la même veine vient de paraître *La Voie du magicien*, où l'on apprend que les ouvrages de Deepak Chopra sont traduits en 25 langues et que le maître, non content de conseiller les vedettes, aide également des chefs d'entreprise et des responsables politiques...

L'aveuglement de toute raison ouvre la voie qui mène au culte du chef, prépare l'individu à la passivité et à l'adhésion fanatique. Ainsi, lorsqu'on dit que les croyances apportent une solution à la crise du sens, il s'agit pour certains d'offrir une explication hors du sens, hors de la raison. Toute démarche intellectuelle se voit dès lors dissuadée, car le « non-sens » est l'explication d'un monde où la raison devient tabou, afin de mieux servir les passions (le fanatisme) ou la passivité (le suivisme). C'est la porte grande ouverte aux sectes, qu'elles soient religieuses ou politiques, l'abdication par le citoyen de la maîtrise ou du choix de son futur.

La confiance dans la raison, qui cohabita pendant des siècles avec les utopies sociales, est en perte de vitesse. L'idée que l'homme est raisonnable, capable de penser l'universel, engendrait naguère des illusions cohérentes, des espoirs collectifs et positifs. L'ascension de l'irrationnel, la fascination par l'extase contemplative risquent de colorer notre futur en noir. On peut craindre en effet que, comme l'affirmait Goya, le sommeil de la raison engendre des monstres.

* Coauteur, avec Philippe Videlier, de *La Santé dans les bandes dessinées*, Frison-Roche/CNRS-Editions, Paris, 1992.

(1) Voir le dossier réalisé par *Golias* n° 51, novembre-décembre 1996.

(2) Sondage IFOP-France 2-France 3 réalisé auprès des jeunes de 14 à 25 ans les 5 et 6 mars 1997.

(3) *Ecrivain magazine* de février-mars 1997.

(4) *La Stampa* du 3 avril 1997.

(5) *Présent* du 7 novembre 1996, rapporté par *Télérama*.

(6) Quelque 100 000 Américains se sont réunis, dans le cadre d'une gigantesque foire aux ovnis, début juillet 1997, à Roswell (Nouveau-Mexique) pour célébrer le cinquantième anniversaire du crash de la fameuse « soucoupe volante ». Selon certains participants, Washington serait à la veille de « *révéler l'existence des extraterrestres* » en préparant lentement l'opinion : « *Je suis convaincu que l'explosion de séries comme "The X-Files" ou des films comme* Independence Day *font partie de cette préparation* », affirme M. Stan Crosby, l'organisateur de ce grand rassemblement. *Cf. Le Journal du dimanche*, Paris, 6 juillet 1997.

(7) Supplément radio-télé du journal *Le Monde* du 9 au 15 décembre 1996.

(8) Plon, 1995 pour la traduction française.

(9) Voir le billet humoristique de l'entrevue accordée par Susanna Tamaro au *Spiegel*, *in La Stampa* du 17 février 1997.

(10) « Babelia », *El País* du 22 mars 1997.

(11) *A Alma do mundo*, Ediçoes Presença, 1997.

(12) Editorial du n° 8.

(13) Par exemple *La Repubblica* du 28 août 1996.

(14) Avril 1997.

(15) « *L'Unità*, de Marx à Don Camillo », *in Le Monde* du 8 mars 1997.

(16) *Livres hebdo* du 29 novembre 1996.

(17) Rapport publié par l'Assemblée nationale, Paris, 1996.

(18) « *Stai male, leggi i guru* » (« tu te sens mal, lis les gourous ») *in La Stampa* du 31 octobre 1996.

(19) Robert Laffont, 1997.



Allocations, équité, égalité

COMME autant de bouchons de liège flottant sur la mer des sondages, certains ministres français estiment que le plafonnement des allocations familiales doit être une bonne idée puisqu'elle semble jouir de l'aval de l'opinion. La couverture égale des risques de tous en fonction des moyens de chacun fut pourtant l'œuvre d'une majorité de gauche. Celle qui, en mai 1946, créa la Sécurité sociale. Un objectif : l'universalité. Deux moyens : la proportionalité des cotisations et l'égalité de la redistribution. M. Juppé l'a éprouvé à ses dépens : la Sécurité sociale est immensément populaire. Les allocations familiales aussi. Elles sont la chair qui reste autour du corps de plus en plus efflanqué de la solidarité nationale.

Une économie de moins de 0,1 % de la richesse annuelle du pays vaut-elle que ces principes soient remis en cause ? Certains jugeront qu'il n'est pas équitable de verser autant aux familles nombreuses de Neuilly et à celles de Saint-Denis. Mais après, pourquoi s'arrêter ? On pourrait aussi réserver à ces dernières la gratuité de l'hôpital public, de la justice de l'école et de l'université publiques, des réductions accordées aux familles nombreuses, des tarifs (subventionnés) des transports en commun, etc. Bref, tout ce qui relève de la politique sociale de l'Etat. Et faire payer les classes moyennes, puisque l'impératif de la « mondialisation » place désormais les riches hors de portée.

M. Alain Minc vient de se faire l'exégète de ce « grand chambardement ». Il faut, nous explique l'ancien conseiller de M. Edouard Balladur, « *consacrer les dépenses sociales à ceux qui en ont le plus besoin* », cesser de traiter de la même manière « *le rhume attrapé par un cadre dirigeant sur les pistes de Courchevel et la pleurésie d'un enfant d'exclu à Aubervilliers* (1). » Rhume-cadre-Courchevel contre pleurésie-exclu-Aubervilliers ; il est difficile d'hésiter devant le sort contrasté de ces deux trinités-là. Mais raisonner impose des manipulations un peu moins grossières. Car c'est au moment où, dans nombre de pays occidentaux, les libéraux remettent en cause la progressivité de l'impôt qu'ils se soucient d'« équité » de la redistribution. C'est à dire d'assécher, en amont et en aval, ce qui est le cœur de la solidarité nationale. Inutile de chercher loin l'objectif visé : M. Minc fait lui même référence à la « *discrimination positive, chère à la philosophie du droit américain* ». Celle-ci vient d'être abolie en Californie...

AINSI, on commence par retirer aux classes moyennes l'accès égalitaire à certains services collectifs. Puis ces services se voient de plus en plus assimilés aux seuls défavorisés qui en bénéficient encore. Le budget qui leur est alloué ne cesse de baisser selon une règle que les Américains formulent ainsi : « *Les programmes pour les pauvres sont des programmes pauvres.* » Ensuite, on multiplie les « découvertes » de « *fraude, gâchis et abus* » : la mère célibataire, noire en général, qui utilise ses bons d'alimentation pour acheter de la vodka (une ritournelle du discours reaganien) ; les pauvres toujours « irresponsables » qui procréent pour toucher les allocations, etc. Dernière étape : la popularité de ces programmes publics s'étant évaporée, les classes moyennes – qui n'en bénéficient plus – consentent volontiers à leur suppression. Aux Etats-Unis, ce fut fait l'année dernière (2). Et nul n'invoqua alors les pleurésies des exclus du Bronx. Aussi, quand M. Minc explique que « *seul un homme de gauche peut briser le fantasme égalitariste* », mieux vaut suggérer à M. Jospin d'être « de gauche » autrement.

S. H.

(1) « Encore un effort, M. Jospin ! », *Le Monde*, 3 juillet 1997.

(2) Lire Loïc Wacquant, « Quand M. Clinton "réforme" la pauvreté », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

UNE NOUVELLE INÉDITE DE DIDIER DAENINCKX

Les frères de Lacoste

Jusqu'où peut conduire la folie des téléphones mobiles ? Dans un grand magasin ou à bord d'un train, cet homme ne quittait jamais son portable. Toujours plongé dans des conversations étrangement banales...



QUAND je suis arrivé dans le village, au début des années 90, la charcutière débitait les côtes dans l'échine d'un geste ample et poussait de petits cris rauques lorsque le hachoir fendait l'os. Les mômes de Trentemoult l'espionnaient depuis la cabine téléphonique pour voir la touffe de poils noirs et drus nichée sous l'aisselle, et que l'élan découvrait. Elle a définitivement baissé le rideau un an après l'inauguration de L'Atout-Sud, de l'autre côté de la nationale.

Si on regarde bien, tout a fermé, question boutiques, et on s'est habitué à sortir la voiture du garage pour aller chercher une baguette congelée qui part en miettes sur la banquette, rassise le temps de revenir s'affaler devant la télé... Seuls tiennent le coup les restos alignés face aux pontons où s'amarraient les vapeurs Roquios qui faisaient la navette entre les deux rives de la Loire, avant les ponts. Un couple de gamins a racheté les murs et transformé l'enseigne du Pied de porc rézéen en Artcuterie. Ils exposent des toiles et des bijoux qu'achètent des Nantais en goguette.

Le soir, après la dernière ronde des vigiles du centre commercial et de leurs bergers teutons, je m'installe au bord du fleuve pour fumer une clope, un pied sur la rambarde. J'aime bien quand l'eau monte avec le vent chargé de fraîchin qui vient de l'estuaire, les clapotis caressant le pavage des embarcadères, et les lumières mouvantes des chantiers sur le bras de la Madeleine. Il m'arrive même, quelquefois, d'oublier mes douze heures quotidiennes embusqué derrière le comptoir de Fringue-House à essayer de fourguer la camelote passée de mode qui pèse sur les cintres. Je pourrais m'échapper, entre deux et quatre, et venir faire une pause au bout de la place des Filets pour rêver à toutes les richesses d'Afrique, des Indes et des Amériques qui ont remonté le fleuve et défilé devant les façades de Trentemoult avant de disparaître dans les profondeurs de la ville, mais dans le commerce on a toujours peur de louper un client. Je me dégourdis les jambes, je digère la galette complète de la crêperie en me promenant dans le Leclerc, je discute avec les caissières, j'observe les clients.

Vendredi dernier, je me suis arrêté pas mal de temps devant les nouveaux modèles de télés avec magnétoscopes intégrés qu'ils sortent en prévision des Jeux olympiques. Un type d'une trentaine d'années, la tête rentrée dans les épaules, le menton pratiquement posé sur la barre de son Caddie, a jailli du rayon primeurs et pris le virage des laitages fermiers à toute vitesse alors que je m'étais accroupi pour lire les caractéristiques d'un Caméscope grand angle. Le coin gauche de son chariot a bousculé une pile de yaourts nature en promotion qui ont explosé blanc sur le carrelage. Les écrans et ma veste se sont couverts de neige. J'ai voulu gueuler, pour qu'au moins il s'excuse, mais il avait déjà disparu derrière une tête de gondole. Alexandra, la démonstratrice du rayon hi-fi, est venue à mon secours et m'a débarrassé au Kleenex des éclats de lait caillé. Son sourire a fait refluer la colère, aussi vite qu'elle était montée, et je m'apprêtais à rejoindre mon poste lorsque je tombai à nouveau sur le flingueur de petits pots. Il était dans la même position, le nez sur le guidon, et fixait intensément les rangées impeccables de paquets de pâtes alimentaires. Ma main allait s'abattre sur son épaule impolie quand il s'est redressé, a écarté le pan de sa veste pour se saisir d'un minuscule téléphone portable. Ses doigts ont pianoté un numéro à dix chiffres rythmé par des sons électroniques. Il a attendu une fraction de seconde, s'est éclairci la voix avant de murmurer un « Allô » plein de tendresse.

– Allô... C'est moi, chérie... Non, non, je suis dans le magasin et je n'arrive plus à me souvenir de ce que tu m'as dit pour les nouilles... Non, je ne crois pas... La réduction immédiate, c'est sur les lots de Panzani, pas sur les Barilla... On t'a peut-être raconté ça, mais moi je constate que ce n'est pas vrai... Je suis bien placé, tu ne peux pas dire le contraire ! Qu'est-ce que je fais alors ? Tu en es sûre ? Bon, d'accord, d'accord... C'est toi qui décides.

Je l'ai suivi tout au long de son périple consumériste. Chaque arrêt devant un rayon donnait lieu à un interminable échange téléphonique. De savantes conversations, dont je ne saisissais qu'une moitié, s'engageaient sur les mérites comparés du thon blanc Saupiquet en boîtes individuelles de cent grammes et son homologue Petit Navire au conditionnement plus familial, ou bien à propos des vertus apaisantes d'une spécialité locale, le gel douche Persavon parfumé au chèvrefeuille...

Le final du spectacle s'est déroulé à la caisse 18 où trône Jeannine, une ancienne poissonnière du marché de Ragon. Elle a passé son détecteur sur les codes-barres de la montagne de produits que le type déversait sur le tapis et a enfourné sa Carte bleue dans la fente de la machine. Ça s'est mis à clignoter, à piauler, à régurgiter. Jeannine a tiré vers elle le rectangle de plastique et l'a agité devant les yeux de son client.

– Qu'est-ce que vous avez foutu avec votre carte, elle est toute poisseuse, ça colle aux doigts ! Ma bécane ne veut rien savoir !

J'ai cru un instant qu'il allait appeler sa femme pour lui soumettre le problème, mais le portable est resté à sa place, dans la poche intérieure. Il s'est contenté de bafouiller.

– J'ai tiré de l'argent, hier soir à Nantes, dans un distributeur, et ma carte est ressortie recouverte de chewing-gum... Un petit con qui s'est cru malin... Je l'ai nettoyée... Je croyais qu'il n'y en avait plus...

Jeannine lui en tendu sa carte, les doigts en forme de pincette, puis elle s'est essuyée sur sa blouse.

– Il faut frotter avec un glaçon : il n'y a que ça d'efficace contre le chewing-gum... Vous réglez comment ?

– Je n'ai rien d'autre sur moi... Mettez mes courses de côté, je repasserai tout à l'heure...

La caissière a haussé les épaules pour dire qu'elle connaissait l'air et la chanson. Je l'ai regardé s'enfuir, voûté, la tête engoncée, persuadé de ne plus jamais revoir cet obsédé du sans-fil.

Ce matin très tôt, ma sœur Noémie est arrivée en voiture de Saint-Nazaire pour me remplacer deux jours au comptoir de Fringue-House, le temps d'aller me présenter devant le tribunal de Lyon. J'ai beau lui expliquer pour la millième fois que je n'ai ni tué ni volé, c'est l'arrosage automatique... Les circonstances se sont goupillées de telle manière que, lors d'un contrôle de la répression des fraudes, un lot de tee-shirts et de chemises Lacoste éparpillé sur les étagères de la boutique s'est révélé provenir d'une usine de Manille spécialisée dans le faux de luxe ! Et comme un malheur n'arrive jamais seul, je n'ai pas été fichu de remettre la main sur la facture du grossiste lyonnais... La justice est ainsi faite qu'il ne leur en faut pas plus, un papier égaré, pour vous accuser de recel. Ma seule consolation, c'est que je ne suis pas le seul à m'être fait refiler des copies : l'assignation cite une bonne quinzaine d'autres honnêtes commerçants appartenant à la même chaîne de franchisés que moi. Noémie m'a déposé devant la gare de Nantes et j'ai embrassé ses joues humides.

Je me suis installé dans le compartiment du Corail avec la ferme intention de relire tout le dossier d'accusation et de peaufiner ma défense. Le train commençait à glisser le long du quai quand j'ai aperçu le type à la Carte bleue suintante émergeant du soufflet. Il a remonté le couloir, son billet à la main, s'est immobilisé à ma hauteur pour désigner du doigt le siège accolé à la fenêtre, et je me suis levé pour lui laisser le passage. Il s'est laissé tomber en soupirant, sans un remerciement. Si on regardait les choses en face, mon affaire se présentait assez mal... La chaîne de magasins Fringue-House battait de l'aile, à la limite du dépôt de bilan, et nous avions tous accepté de vendre des Lacoste de Manille pour ne pas perdre les quelques sous investis dans l'affaire. La seule façon de nous en tirer, c'était de charger la barque du grossiste, d'affirmer que nous ignorions la provenance de la marchandise. Le problème, c'est qu'il n'y a rien de plus individualiste qu'un petit commerçant ! Trois d'entre eux ont déjà craqué chez les flics, et les autres pensent à faire amende honorable devant le juge. Nous quittions à peine les faubourgs qu'il a sorti son portable, composé un premier numéro et qu'il s'est mis à parler haut, farcissant mes réflexions de phrases creuses.

– Tu n'as vraiment rien remarqué ? Non, c'est pas vrai, tu dis ça pour me faire marcher... C'est un Motorola HPS avec filtre séquentiel... Oui, oui, le haut de gamme... Quand même ! Tu n'as vraiment rien remarqué, alors ? Je suis scié ! Eh bien, il y a deux minutes on est passé dans un tunnel... Et rien de ton côté, tu as entendu, rien... C'est ce qu'on m'avait dit, à la boutique, qu'on peut téléphoner de l'intérieur d'un blockhaus sans rupture de faisceau... Oh ! t'es con, bien sûr que je n'ai pas de blockhaus, c'est juste une image, mais va savoir ce que l'avenir nous réserve...

Une heure plus tard il continuait à tester toutes les possibilités de son HPS en appelant systématiquement les numéros des personnes recensées dans un petit calepin noir, et j'avais beau fermer les yeux, placer mes mains sur mes oreilles, il m'était impossible de me concentrer sur le lot de faux Lacoste qui obscurcissait mon avenir immédiat.

EN traversant le Berry je me suis mis à la recherche d'une place vacante, dans un autre compartiment. Tous les wagons étaient bondés, et j'ai fini par me réfugier sur un coin de tabouret, au bar du Corail. Je commandai un de ces cafés filtre qui font tout autant la réputation que l'agrément des voyages SNCF, et le sirotai en renouant les fils de mes pensées de justiciable quand une vieille femme se mit à crier. Je délaissai ma décoction d'arabica pour m'approcher. Un homme sans âge, le visage cireux, s'était effondré au milieu du couloir, vraisemblablement victime d'une attaque cardiaque. Il geignait entre deux halètements, les mains jointes sur son cœur, et un filet de sang coulait sur son front entaillé lors de la chute. Sa femme hurlait maintenant, exigeant qu'on stoppe le train, qu'on appelle un médecin. Je repoussai les curieux et me penchai vers le malade pour desserrer sa cravate, ouvrir le col de sa chemise. Je me relevai alors que le contrôleur, alerté, pénétrait dans le bar en compagnie d'un étudiant en médecine qui se livra à un rapide examen.

– Il faut absolument s'arrêter à la prochaine gare et le faire transférer dans un service de réanimation... Elle est loin ?

Le cheminot eut un regard sur le paysage.

– Une trentaine de kilomètres, on y sera dans moins d'un quart d'heure, mais il n'y a rien : pas d'hôpital, pas de clinique...

– Appelez les secours d'urgence, qu'ils envoient un véhicule d'intervention le temps qu'on arrive !

Pour toute réponse le contrôleur leva les yeux au plafond et haussa les épaules. L'étudiant fit une grimace.

– Eh bien quoi ? Allez-y, il n'y a pas une minute à perdre...

– Je ne peux rien faire... On n'est pas dans le TGV. Sur ce train le téléphone est en circuit fermé, on peut joindre le mécanicien et les autres contrôleurs, c'est tout...

Je me suis approché du futur médecin.

– Je crois que je peux arranger le coup... J'en ai pour une minute, je reviens.

Quand j'arrivai à la hauteur de ma place réservée le type était toujours accroché à son portable. J'ai essayé de capter son attention.

– Je ne pense pas rester trop longtemps à Lyon... Une semaine, dix jours maximum... Tu sais comment ça se passe pour moi... Il faut absolument que je sois à Tokyo à la fin du mois, pour la présentation des nouveaux modèles... On ne se maintient dans le groupe leader qu'en étant toujours sur la brèche...

Il a fini par remarquer mes mouvements de mains et a posé la sienne sur l'émetteur de son appareil en me toisant d'un air renfrogné.

– Qu'est-ce que vous voulez ?

Je lui ai expliqué en trois phrases le drame qui se jouait, trois wagons plus loin, et j'ai tendu les doigts pour me saisir du portable et composer le numéro de la gare que le contrôleur avait noté dans la marge d'un formulaire de surtaxe. Le type a reculé brusquement contre la vitre et a collé ses lèvres au téléphone.

– Non, non, ce n'est rien... Attends, ne raccroche surtout pas...

J'ai insisté.

– C'est une question de vie ou de mort... Je préviens juste la gare, il y en a pour trente secondes...

– Ce n'est pas mon problème... Je ne prête pas mon téléphone, trouvez-en un autre !

La rage m'a submergé. J'ai posé un genou sur l'accoudoir séparant nos sièges, pour me donner un appui, et j'ai agrippé le type par le col. Il s'est cogné au montant de la fenêtre et j'ai profité du choc pour me saisir du portable. J'ai pianoté les dix chiffres sur le cadran, mais aucun son n'est venu en retour dans l'écouteur.

– Qu'est-ce qu'il se passe ? Comment ça marche ?

Le type ne me regardait pas, recroquevillé dans son coin. Je l'ai repris par le col en lui écrasant le Motorola HP5 sur le nez.

– Je t'ai posé une question ! Comment tu le mets en route, ton truc ?

Son filet de voix s'est frayé un difficile chemin pour parvenir jusqu'à moi.

– Il ne marche pas... C'est un faux...

Je me suis laissé tomber sur mon siège, incapable d'assimiler ce qu'il venait de m'avouer.

– Comment ça « un faux » ? Ça veut dire quoi « un faux » ?

Il était plus minable encore que devant la caisse de Jeannine, avec sa carte enduite de chewing-gum et ses amoncellements de nouilles, ses boîtes de thon blanc, ses packs d'eau minérale.

– C'est comme un jouet... On fait semblant...

Allez savoir pourquoi, mais à cet instant précis les Lacoste me sont revenus en pleine gueule.

Didier Daeninckx, né en 1949 dans la banlieue de Paris, est considéré comme l'un des meilleurs écrivains français de « série noire ». Ses romans et ses nouvelles possèdent toujours une dimension politique et présentent une sorte de radiographie de la société contemporaine vue à travers ses marges, ses périphéries, ses exclusions.

Il est l'auteur, notamment, de *Meurtres pour mémoire* (Gallimard, Paris, 1984), *Play-Back* (Paris, Manya, 1986), *La mort n'oublie personne* (Denoël, Paris, 1989), *Zapping* (Denoël, Paris, 1992).

CINQUANTE ANS

La communication, une affaire

LE libéralisme, c'est pour les autres : *tout en exigeant du reste du monde un accès sans limite pour les produits américains et la mise sur la touche de l'Etat, Washington ne se prive pas, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, d'intervenir financièrement, politiquement et diplomatiquement dans les secteurs jugés stratégiques pour le maintien de l'hégémonie américaine. La communication est l'un de ces secteurs, et sans doute le plus décisif, tant du point de vue industriel que symbolique, pour la maîtrise de la « société de l'information » qui sera, nous dit-on, celle du prochain siècle.*

Par HERBERT I. SCHILLER*

Aux Etats-Unis, contrairement à une thèse fort répandue, l'Etat est toujours bien vivant et, s'il ne se porte pas très bien, il reste au poste de commandement. Une situation qui n'est pas nécessairement celle d'autres pays intégrés dans l'économie mondiale. En matière de communication, en particulier, le gouvernement américain est loin d'être un tigre de papier. Représentant des intérêts vitaux du capital, il a fait preuve d'un remarquable sens de la prospective, et il a agi avec détermination pour assurer la promotion d'un secteur en pleine expansion, devenu l'un des piliers de l'économie.

Deuxième caractéristique de la période actuelle : les multiples efforts entrepris pour convaincre l'opinion que nous serions entrés dans une nouvelle ère faisant table rase de l'histoire. L'argumentation à la mode taxe volontiers d'obsolescence les relations institutionnelles ou structurelles existantes comme, par exemple, les rapports contradictoires entre le capital et le travail. C'est, nous dit-on, un « nouveau jeu » qui commence, et qui ne plonge pas ses racines dans le passé. Du coup, non seulement l'histoire devient inutile pour comprendre le présent, mais elle perd toute pertinence. C'est là une option idéologique aux conséquences particulièrement destructrices, car elle sape toute tentative de compréhension des mécanismes sociaux et des moyens de les modifier.

Troisième conclusion, à propos de la légitimité et la nécessité de l'économie politique pour appréhender les développements en cours : la thèse, toujours en vogue, selon laquelle la communication serait un secteur à part, se développant de manière autonome, ne résiste pas à l'examen.

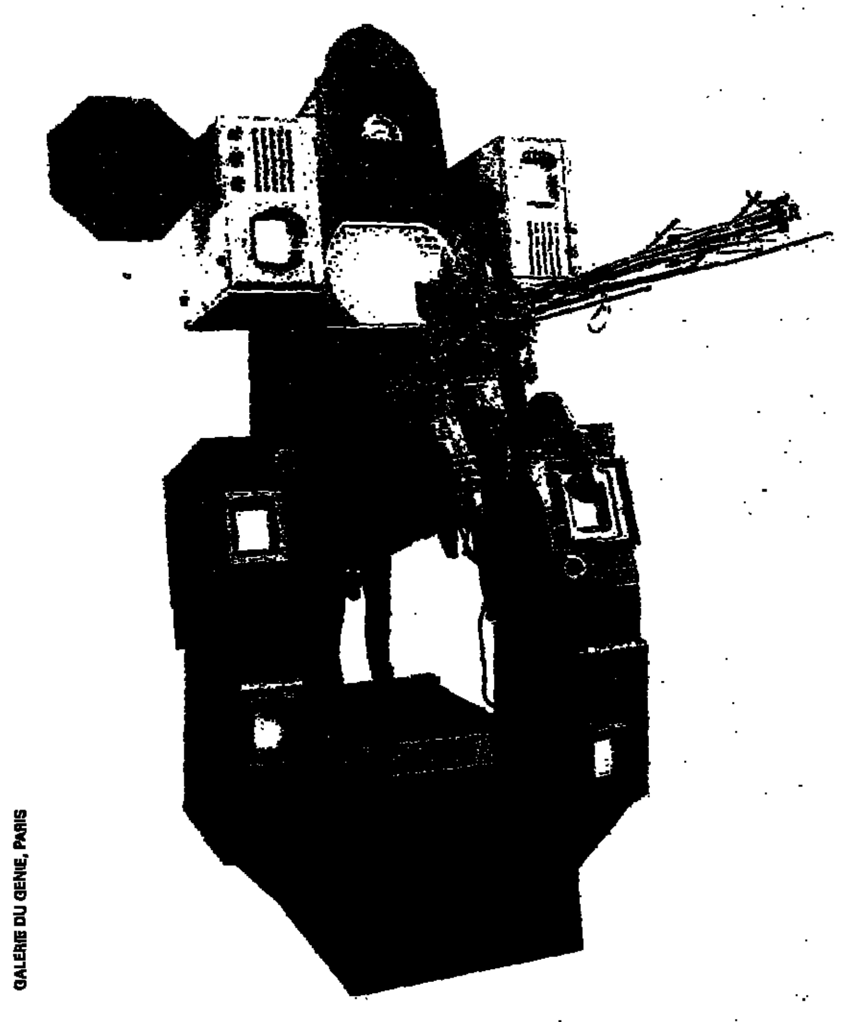
* Professeur à l'université de Californie à San Diego.

En cette fin de décennie, dirigeants et universitaires ne cessent de répéter que le marché constitue la solution à tous les problèmes, que l'entreprise privée est le meilleur moyen d'arriver à des résultats économiques satisfaisants, et que l'Etat, comme l'a récemment écrit un analyste économique, est *l'« ennemi »* (1). Le moins que l'on puisse dire est que ce credo est démenti par un demi-siècle d'initiatives et de politiques des gouvernements successifs pour assurer la domination mondiale des Etats-Unis dans le secteur, devenu très puissant, de la production, de la distribution et de la diffusion culturelles. On se trouve en présence d'une stratégie délibérée, mise en œuvre par chaque administration depuis la seconde guerre mondiale, y compris par celle de M. William Clinton.

Le principe de la « libre circulation de l'information » – vital pour l'exportation des productions culturelles américaines – a été inventé pour donner aux exigences des industriels le statut de vertu universelle. Il faut se souvenir que John Foster Dulles, sans doute le plus agressif des secrétaires d'Etat des années d'après-guerre, y voyait l'élément central de la politique étrangère des Etats-Unis. Avant même la fin des hostilités, le Pentagone avait mis des avions militaires à la disposition des éditeurs et des « grandes signatures » de la presse américaine pour qu'ils aillent prêcher aux dirigeants de onze pays alliés et neutres les vertus d'une presse libre – c'est-à-dire entre des mains privées – et de la liberté des échanges en matière d'information (2).

En 1946, William Benton, alors secrétaire d'Etat adjoint, déclarait : *« Le département d'Etat entend faire tout ce qui est en son pouvoir, tant au niveau politique que diplomatique, pour contribuer à éliminer les obstacles artificiels à l'expansion, à travers le monde, des agences de presse, magazines, films ou autres moyens de communication américains appartenant au secteur privé. La liberté de la presse – et celle des échanges d'information en général – fait partie intégrante de notre politique étrangère* (3). » A l'ONU et à l'Unesco, ou lors des conférences internationales, les délégués de Washington ne relâchèrent jamais leurs efforts en faveur de la « libre circulation ». Bien entendu, ce plaidoyer avait aussi un autre objectif. Outre les avantages matériels qu'il procurait aux sociétés américaines, il avait de notables retombées dans la bataille de propagande engagée contre les pays – URSS et autres – ne pratiquant pas l'économie de marché.

Le soutien de l'Etat aux industries culturelles ne s'est pas limité à des initiatives idéologiques : un vaste programme d'aide à l'étranger fut mis en place après la guerre, avec, pour modèle, le plan Marshall (1948-1951), dont l'une des clauses subordonnait l'appui financier de Washington à l'ouverture du marché du pays bénéficiaire aux exportations culturelles américaines, et plus particulièrement aux films (4). Cinquante ans plus tard, M. Jeffrey D. Sachs, professeur à l'université Harvard et « missionnaire » de l'économie de marché dans plusieurs ex-pays socialistes, en rappelait un aspect généralement oublié : *« Le plan Marshall avait deux caractéristiques principales : il était temporaire et impliquait des changements de politique dans les pays qui recevaient l'aide* (5). » Ignorant apparemment que cette stratégie était – et demeure – celle des Etats-Unis dans leurs rapports avec l'étranger, M. Sachs la présentait même comme une idée nouvelle...


GALERIE DU GENIE, PARIS

NAM JUNE PAIK. – « Don Quichotte » (1989)

Bien qu'elles soient plus indirectes, les énormes subventions du gouvernement fédéral, et en premier lieu celles du Pentagone, à la recherche-développement sont également très significatives. On estime ainsi à plus de 1 000 milliards de dollars, depuis 1945, les aides qui ont permis, entre autres, le rapide développement des ordinateurs et des secteurs de l'informatique et de l'intelligence artificielle. Ces industries, ainsi que les domaines de recherche qui s'y rattachent, ont largement contribué à la supériorité américaine dans les technologies de l'information, les réseaux informatiques, la création de bases de données, l'industrie des effets spéciaux et les systèmes de surveillance internationale, c'est-à-dire l'infrastructure de ce que l'on nomme aujourd'hui l'« ère de l'information ».

Autre action impulsée par l'Etat afin d'assurer la domination américaine dans ce secteur : le développement des communications par satellite. L'objectif de cette coûteuse entreprise était clair : déposséder du contrôle des vecteurs de l'information planétaire la Grande-Bretagne, alors hégémonique en matière de câbles sous-marins. Témoignant devant le Congrès en 1966, M. McGeorge Bundy, ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Kennedy, et qui présida par la suite la Fondation Ford, déclarait : *« Je faisais moi-même partie de l'exécutif au cours de la période qui déboucha sur la mise en place de la Comsat (Communication Satellite Corporation). Je me souviens parfaitement de ce que les archives confirment en tout point : la Comsat fut créée pour donner aux Etats-Unis une position dominante dans les services internationaux de satellites commerciaux* (6). »

Dans son livre *Theories of the Information Society*, Franck Webster établit une distinction fondamentale entre les auteurs pour lesquels le monde d'aujourd'hui se situe en rupture avec le passé et ceux qui relèvent *« des antécédents historiques et des continuités* (7) ». Si Webster se range résolument dans ce dernier camp, son point de vue est loin de faire l'unanimité. Dans les décennies d'après-guerre, au moins trois variantes de la thèse de la rupture ont exercé une influence considérable en faveur du renforcement de l'idéologie capitaliste.

(1) Paul Craig Roberts, *Business Week*, 13 janvier 1997.

(2) *The New York Times*, 29 novembre 1944.

(3) *Department of State Bulletin*, 1946, 14 (344), 160.

(4) Thomas Guback, *The International Film Industry*, Indiana University Press, Bloomington, 1969. Lire aussi Geneviève Sellier, « Le précédent des accords Blum-Byrnes », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(5) Jeffrey Sachs, « When Foreign Aid Makes a Difference », *The New York Times*, 3 février 1997.

(6) *Progress Report on Space Communications*, auditions devant la sous-commission des communications du Sénat, 2e session du 89e Congrès, les 10, 17, 18 et 23 août 1966. Série 89-78, Washington, 1966.

(7) Franck Webster, *Theories of the Information Society*, Routledge, Londres/New York, 1995.

D'HORREUR MÉDIATIQUE

d'Etat pour Washington

La première fut celle de Daniel Bell, qui planta le décor de ce qu'il appela la société postindustrielle (8), théorie dont Dan Schiller a pu écrire qu'*« elle a utilisé sa prémisse – la singularité de l'" information " et de sa production – pour en déduire une rupture historique complète, mais impossible à démontrer »*. Elle s'est, par conséquent, désengagée des relations sociales de production prédominantes pour élaborer de modèles de développement social schématiques et sans prise sur la réalité. L'« information » s'est vu conférer une *« aura d'objectivité »* (9).

Après l'effondrement de l'Union soviétique, concrétisant le « triomphe » du capitalisme à l'américaine, Francis Fukuyama crut pouvoir annoncer la *« fin de l'histoire »* (10), à la grande satisfaction de tous les esprits fatigués des confrontations et des polarisations. A l'en croire, les conflits sociaux d'envergure appartiendraient désormais au passé, et la condition de chacun devrait s'améliorer de manière régulière par le libre jeu de forces pluralistes et bien intentionnées. Malheureusement pour cette fumeuse construction, les faits ont démontré que les forces en question œuvrent en sens contraire, et le capitalisme sans entraves est un puissant moteur d'accroissement des inégalités.

La dernière en date des théories de la rupture historique est claironnée par les diverses composantes de la « foule électronique » : producteurs de matériels et de logiciels informatiques, qui raisonnent avant tout en termes de marchés potentiels, chercheurs et enseignants des universités high-tech et, ce qui est plus lourd de conséquences, hauts responsables gouvernementaux. Elle a trouvé son prophète en la personne d'Alvin Toffler, dont les nombreux ouvrages, devenus autant de succès de librairie, ont eu une influence considérable.Toffler décrit la société de l'ordinateur comme une *« troisième vague »* (11) se substituant à la société industrielle, laquelle avait succédé à l'ère agricole.



Gagner au XXIe siècle

CES dernières années, c'est le magazine *Wired* qui s'est fait le chantre de l'ère des réseaux. Selon ce mensuel « branché», nous serions au seuil, sinon déjà au cœur, d'un monde à la fois nouveau et merveilleux. Une ligne éditoriale qu'un observateur extérieur résume ainsi : *« Les ordinateurs conduisent à une forme d'utopie ; un avenir rendu meilleur grâce à la symbiose entre l'homme et la machine. Une religion qui voit dans le cyberespace le média nous conduisant vers un " âge d'or " où la numérisation libérera l'esprit et nous permettra de transcender le corps et d'atteindre un niveau supérieur de conscience* (12). » Dans un tel fantasme transcendantal, les problèmes plus terre-à-terre qui existent depuis le début de l'industrialisation – insécurité, pauvreté, chômage, exploitation – perdent évidemment tout intérêt. La lutte des classes, par exemple, se transforme en une simple opposition entre les fervents d'Internet et ceux qui lui sont réfractaires (13).

Pourtant, *Wired*, les nombreux autres médias tout aussi enthousiastes, ainsi que les universitaires qui attribuent aux réseaux électroniques un pouvoir révolutionnaire, ne constituent, tout au plus, que la brigade d'acclamation des développements impulsés par de puissantes forces économiques et par un Etat plus que jamais présent. On sait que la communication a été instituée comme priorité gouvernementale depuis le début du premier mandat de M. William Clinton en 1993. A l'instar de *Wired*, le président et son vice-président, M. Albert Gore, s'extasient devant la capacité des nouvelles technologies de l'information à transformer notre vie quotidienne et à surmonter les handicaps économiques et sociaux qui affligent l'existence moderne. Et ils viennent de proclamer la vocation d'Internet à se transformer en cybermarché (*lire, page 16, l'article de Bernard Cassen*).

En 1941, Henry Luce avait proclamé l'avènement du *« siècle américain »*. En cette fin de décennie, il semble que les responsables gouvernementaux en envisagent un second, fondé, cette fois, sur la maîtrise de l'électronique. Tel est en tout cas le cœur du discours que tiennent deux anciens membres éminents de la première administration Clinton, M. Joseph S. Nye Jr., ancien secrétaire adjoint à la défense pour les affaires internationales et actuellement doyen de la Kennedy School de Harvard, et l'amiral William A. Owens, ancien vice-président du comité des chefs d'état-major. Selon eux, en effet, *« c'est le XXIe siècle, et non pas le XXe, qui sera la période de la suprématie de l'Amérique. L'information est la nouvelle monnaie de l'économie globale, et les Etats-Unis sont mieux placés que tout autre pays pour optimiser le potentiel de leurs ressources matérielles et logicielles par le biais de l'information »*. De plus, *« le pays qui saura le mieux conduire la révolution de l'information sera le plus puissant. Dans l'avenir prévisible, ce pays sera les Etats-Unis (...), qui disposent d'un subtil avantage comparatif : leur capacité de collecte, de traitement, de maîtrise et de diffusion de l'information, qui, sans nul doute, s'accentuera encore au cours de la prochaine décennie* (14) ».

Autre voix tout aussi enthousiaste, celle de M. Daniel F. Burton Jr., vice-président chargé des relations avec les administrations chez l'éditeur de logiciels Novell : *« Pionniers de l'économie [de réseaux], les Etats-Unis vont façonner son développement. Aucun autre pays ne dispose de la totalité des atouts nécessaires pour orienter son évolution : une imposante présence logicielle, des constructeurs de matériels de rang international, une industrie dynamique du contenu, un secteur des télécommunications en pleine déréglementation, une forte base de capital-risque, un marché du travail flexible et un système universitaire sans égal. »* M. Burton en conclut que l'on se dirige vers *« un monde de réseaux, composé de communautés électroniques commerciales et culturelles, un monde qui, paradoxalement, renforcera la position des Etats-Unis en tant que nation parmi les nations, au moment même où il désagrégera le système d'Etats-nations* (15) ».



KAI BORNHOFT

PRODUCTION DE MICROPUCES CHEZ INTEL
L'information, nouvelle monnaie de l'économie globale

Tout se passe comme si ce raisonnement inspirait directement la politique stratégique américaine en matière de communication, politique que le président Clinton formulait ainsi : *« Mon devoir, pour conserver aux Etats-Unis leur position d'avant-garde, est de nous adapter de manière à gagner au XXIe siècle. »* (16). Mme Charlene Barshevsky, représentante du président pour le commerce international, tint à peu près le même discours à la suite de l'accord sur la libéralisation des services de télécommunications, récemment conclu au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme les industriels et les universitaires qui leur servent de faire-valoir, le gouvernement assigne à l'électronique un rôle révolutionnaire. Mais, tandis que les premiers proclament qu'elle est en train de faire accoucher d'un monde radicalement nouveau, l'Etat et ses gestionnaires, plus conscients des rapports de forces nationaux et internationaux, affichent clairement leur intention d'incorporer les nouvelles technologies dans les structures de contrôle et de domination qui ont historiquement fait leurs preuves.

Cela n'échappe pas à l'attention de ceux qui sont vulnérables à la puissance des Etats-Unis (*lire, page 28, l'article de Joël de Rosnay*). Ancienne vice-premier ministre du Canada et actuellement ministre du patrimoine, Mme Sheila Copps a ainsi ouvertement critiqué ce qu'elle nomme *« l'impérialisme culturel américain »* et déclaré que, *« si les Américains persistent à imposer leur domination à la communauté culturelle mondiale, en utilisant tous les instruments à leur disposition, ils devront s'attendre à des mesures de rétorsion* (17) ». Ce qui est plus facile à dire qu'à faire...

Le secteur de la communication occupe désormais le rôle central dans l'économie des Etats-Unis. En 1996, par exemple, deux géants de l'informatique, Microsoft (éditeur de logiciels) et Intel (fabricant de matériel), ont réalisé des bénéfices nets totalisant 11 milliards de dollars. Ces profits colossaux ont catapulté Intel au second rang des entreprises les plus rentables au pays, derrière General Electric et devant Exxon. Et ces deux exemples sont loin d'être isolés.

Au cours des années 90, on a assisté à une concentration du capital sans précédent, le secteur des médias et de la communication se situant en première ligne. Fusions, consolidations et augmentations du capital ont permis une formidable croissance des industries productrices de symboles. C'est ainsi que Time Warner et Disney-ABC Capital Cities, deux conglomérats au chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de dollars chacun, produisent films, programmes de télévision, livres, magazines, disques, et étendent leurs activités aux circuits de diffusion de ces produits : réseaux câblés, chaînes de télévision, parcs thématiques, etc.

Pour avoir une idée des sommes en jeu, on peut prendre l'exemple de la trilogie de *La Guerre des étoiles*. Outre les entrées en salle, qui ont procuré 1,3 milliard de dollars de recettes, les jouets et les cartes de jeu ont rapporté 1,2 milliard ; les cassettes vidéo, 500 millions ; les cédéroms et les jeux vidéo, 300 millions ; les vêtements et accessoires, 300 millions, et les livres et bandes dessinées, 300 autres millions (18). Soit au total 4 milliards de dollars de bénéfices ! De la même manière, quelques douzaines de géants de l'informatique (matériel et logiciel) submergent le marché américain et mondial de leurs produits.

La production culturelle devenant partie intégrante de la production en général, l'économie politique de la culture – de sa mise en œuvre comme de sa consommation – s'impose désormais comme domaine crucial de recherche et d'analyse. Il y va de la capacité de résister à l'autorité matérielle et symbolique du « capitalisme triomphant».

HERBERT I. SCHILLER.

(8) Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society*, Basic Books, New York, 1973.

(9) Dan Shiller, *Theorizing Communication : A History*, Oxford University Press, New York, 1996.

(10) Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992. Pour une analyse de la manière dont le « coup » médiatique Fukuyama a été monté de toutes pièces par des bénéficiaires de la Fondation Olin, lire Susan George, « Comment la pensée devint unique », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

(11) Alvin Toffler, *La Troisième Vague*, Denoël, Paris, 1982.

(12) David S. Bennahum, « The Myth of Digital Nirvana », *Educom Review*, septembre-octobre 1996, vol. 31, n° 5. Lire également Herbert I. Schiller, « Des prêtres branchés de l'ère numérique », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(13) John Perry Barlow, « The powers that were », *Wired*, septembre 1996.

(14) Joseph S. Nye Jr. et William A. Owens, « America's information edge », *Foreign Affairs*, mars-avril 1996.

(15) Daniel F. Burton, « The Brave New Wired World », *Foreign Policy*, n° 106, printemps 1997.

(16) John Markoff, « Clinton proposes changes in policy to aid technology », *The New York Times*, 23 février 1993.

(17) Craig Turner, « Canadian Official Hints at Trade War on Hollywood », *Los Angeles Times*, 11 février 1997.

(18) James Sterngold, « The Return of the Merchandizer », *The New York Times*, 30 janvier 1997.

Un ethnologue au

CYCLISME et football, sports éminemment populaires, passionnent de plus en plus le public dit « cultivé » : étudiants, enseignants, cadres, artistes, créateurs... Pourquoi un tel engouement, alors que, par ailleurs, les médias ne cessent de souligner l'emprise de l'argent et les méfaits du dopage sur le sport ? Est-ce parce que toute civilisation en crise a besoin de mythes et de héros positifs pour se rassurer et se projeter dans l'avenir ?

Par notre envoyé spécial MARC AUGÉ *

« Les rivières sont des chemins qui marchent », écrivait Pascal. On pourrait dire, en le paraphrasant, que le Tour de France est un village qui roule. Il roule et s'arrête chaque jour, avec ses coureurs, ses accompagnateurs, ses journalistes, ses officiels, ses voitures, ses motos, sa caravane publicitaire. Et c'est évidemment l'un des problèmes essentiels de ses responsables que d'organiser au mieux chacun de ces arrêts, chacune de ces étapes, pour que tous puissent s'y reposer et faire leur métier.

Ce souci, après tout, est celui de toutes les sociétés nomades : c'est moins l'itinéraire qui leur fait problème (on le connaît, on en reconnaît les moindres repères) que la halte, l'occupation ordonnée du territoire, la recomposition de l'ordre social dans l'espace lorsque le mouvement s'interrompt. Mais le Tour est plus nomade que les nomades : chaque année le circuit se modifie, les villes-étapes changent, un nouveau parcours s'invente. Et puis la France n'est pas le Sahara ou le désert du Kalahari, et la caravane du Tour n'est pas vraiment un groupe de pasteurs ou de chasseurs-cueilleurs : société à géométrie variable (elle ne se déploie dans toute sa diversité qu'au moment de l'épreuve), elle représente la quintessence du progrès technologique et négocie avec des régions et des villes qui essaient d'attirer son attention, de la séduire et de la retenir le plus longtemps possible (à la faveur d'une course contre la montre ou d'une journée de repos), alors qu'elle est, par vocation, mouvement, passage, image.

Lorsque j'arrivai à Rouen, le 3 juillet vers midi, je fus d'abord sensible à la beauté de la ville et au caractère dualiste de son ordonnancement : sur la rive droite de la Seine, les splendeurs gothiques, les rues médiévales, le quai Corneille, l'avenue Jeanne-d'Arc et la place du Vieux-Marché ; sur la rive gauche, le conseil général de la Seine-Maritime, l'architecture des années 50-60, le quai Jean-Moulin et, depuis la veille de mon arrivée, le quai Jacques-Anquetil, ci-devant quai d'Elbeuf.

L'état-major du Tour était installé au siège du conseil général. C'est là que s'effectuaient la distribution des pièces officielles, l'accueil des équipes, les visites médicales, les conférences de presse, les réunions des directeurs sportifs et autres cérémonies préliminaires. Tous ceux qui avaient quelque chose à voir avec le Tour devaient s'y rendre et montrer patte blanche : ces nouveaux venus, pour peu qu'ils ne fussent pas insensibles au Moyen Age et aux splendeurs architecturales de la rive droite ou qu'ils fussent logés dans l'un de ses hôtels, se voyaient donc obligés de traverser plusieurs fois la Seine par l'un des vastes ponts d'où se découvrait, dans le grand méandre du fleuve, le visage contrasté de la ville aux deux rives. Je vis aussi quelques jeunes gens de la rive droite la quitter pour la rive gauche et se regrouper aux portes du conseil général dans l'espoir d'un autographe, d'un sourire ou d'un signe de tête, comme s'il suffisait de passer le pont pour côtoyer une autre histoire : celle que l'on retrouvait le soir au journal de 20 heures.

Ma première expérience du Tour passait par une certaine pratique de l'espace et c'était une expérience partagée par beaucoup. Non qu'en dehors des panonceaux mis en place par le conseil général et des fanions en guirlande accrochés aux vitrines des commerces (*« Bienvenue au Grand Départ »*), les signes d'une quelconque mobilisation fussent très perceptibles. Mais, au bistrot ou chez le marchand de journaux, on évoquait le parcours du prologue en ville, parfois pour s'irriter des entraves bientôt apportées à la circulation. Car ce parcours empruntait les grandes artères, dessinant une boucle de 7 kilomètres qui embrassait, rapprochait les deux rives, court-circuit urbain et historique dont, deux jours plus tard, un speaker énumérerait les lieux et les noms remarquables : pont Corneille, rue de la République, boulevard de Verdun, boulevard de l'Europe.

Peut-être la volonté plus ou moins consciente de faire de l'unité et du territoire avec du mouvement est-elle consubstantielle au projet politique et, réciproquement, tout sens giratoire produit-il du sens politique. C'était l'opinion de Catherine de Médicis, qui avait fait faire au jeune Charles IX le tour de son royaume pour en réaffirmer les frontières. Celle, peut-être, des inventeurs du Tour de France et, à coup sûr, celle du conseil général de la Seine-Maritime qui appliquait au département le symbolisme de la boucle : la boucle du prologue à Rouen, bien sûr, mais aussi la quasi-boucle de la première étape qui, de Rouen à Forges-les-Eaux, s'enroulait autour de la moitié orientale du département, et les esquisses de boucle, les bouclettes entrouvertes d'une deuxième étape qui n'en finissait pas de tournicoter dans le pays de Caux, retardant à plaisir le moment de sauter le pas et de s'enfuir en direction de Vire et de l'autre Normandie. Trois départs et deux arrivées : le conseil général pouvait être fier d'avoir retenu aussi longtemps le Tour de France et se féliciter, par la bouche d'un de ses responsables, que Rouen, Forges-les-Eaux et Saint-Valery-en-Caux aient parlé *« d'une seule voix »*.

C'était cela, le Tour : la conjugaison, parfois antagoniste, du terroir et du voyage, de la stabilité et du mouvement. La télévision en a très intelligemment pris conscience et fait alterner, dans ses reportages, les vues prises d'hélicoptère, qui nous proposent l'image presque immobile d'un paysage emblématique de la région, et celles des chevaucheurs de motos qui opèrent au ras du sol ou à hauteur d'homme, dont la caméra se faufile par monts et chemins, accompagnant d'un même mouvement les arbres qui défilent, les maisons qui s'escamotent, les roues qui tournent et le peloton qui passe sous le regard heureux et déjà un peu perdu des spectateurs d'un instant.

Jeunes idoles et anciens champions

LE vendredi, veille du départ, du faux départ, on commençait à voir se croiser, sur les ponts ou dans les rues, les indigènes et les gens du voyage, reconnaissables à leurs badges et à leurs blousons bariolés portant mention de leurs différentes appartenances. Quelques touristes timides semblaient souffrir de leur identité incertaine et de ne pouvoir se définir ni comme indigènes ni comme professionnels du Tour. Les gens du voyage, quant à eux, circulaient par petits groupes, se retrouvaient avec plaisir, s'apostrophaient dans des langues diverses et échangeaient les dernières nouvelles.

Journalistes, soigneurs ou techniciens, c'était tous de vieux guerriers qui rentraient des campagnes de Suisse et d'Italie et avaient plus d'un tour dans leur sac. Ils faisaient partie du spectacle, avec quelques officiels, comme Bernard Hinault, et quelques anciens champions venus présider les cérémonies du départ. Quelques jeunes gens sur VTT ou vélos de course, vêtus aux couleurs de leurs idoles (les Festina, les ONCE, les Banesto), tournaient, timidement dressés sur leurs pédales, autour de ceux qui leur semblaient ainsi participer, à un titre ou à un autre, de l'autre monde.

Les deux mondes se faisaient face sur la rive gauche : le « village du Tour de France » d'un côté, inaccessible au commun des mortels, le « village populaire » dit aussi « grand public » de l'autre, et entre les deux le « village des VIP », presque aussi protégé que le premier mais où les notabilités locales pouvaient rencontrer celles du voyage. Une hiérarchie croisait l'autre. Du côté du village populaire, peu fréquenté du fait des intempéries et du froid, l'armée de terre, le ministère de l'équipement, le championnat du monde de billes, l'Eglise catholique et Act Up essayaient de marquer, par leur présence au côté du stand des produits régionaux, la vocation nationale de cette kermesse villageoise.

Pour réunir les deux mondes, les organisateurs avaient joué aussi de la fibre commémorative et imaginé une sorte de culte des ancêtres. Anquetil, l'enfant du pays, avait gagné son premier tour en 1957, il était mort en 1987. Darrigade, le roi des sprinters, évoqua dans la presse, avec un peu de nostalgie, la belle époque et la belle équipe – l'équipe de France de 1957 qui disputait le Tour avec les autres équipes nationales et les équipes régionales françaises, l'époque où la composition même du peloton affirmait l'unité nationale et les diversités régionales, les territorialités solidaires et concurrentes.

* Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris ; auteur, entre autres, de *Paris, années 30 : Roger Viollet*, Editions Hazan, Paris, 1996 ; *La Guerre des rêves. Exercices d'ethno-fiction*, Seuil, Paris, 1997 ; *L'Impossible voyage. Le tourisme et ses images*, Rivages Poche, Paris, 1997.

Le football, religion laïque

Par MANUEL VÁZQUEZ MONTALBÁN *

M. SILVIO BERLUSCONI aurait-il réussi à présider le gouvernement de l'Italie sans l'aide du club de football Milan AC et de ses joueurs mythiques, Van Basten, Gullit, Rijkaard... ? Il était, certes, propriétaire de formidables médias de masse et avait, de surcroît, cette fière prestance télégénique qui va si bien aux aventuriers postmodernes ; mais les jeunes, à l'heure de voter Berlusconi, ont élu avant tout le « gagneur » en affaires et le stratège des glorieuses victoires du Milan AC.

Il Cavaliere incarne, au plus haut degré, cette race d'enrichis et de parvenus qui guignent la présidence d'un grand club pour se lancer dans une carrière politique. Comme lui, de nombreux dirigeants du football viennent des industries du bâtiment, où l'on s'enrichit vite et par des moyens souvent brutaux. Un opulent promoteur à la tête de grosses sociétés, fonctionnant pour ainsi dire toutes seules, dispose en effet à la fois d'une énorme fortune, de liens avec le pouvoir et de temps libre.

Autrefois, le président d'un club avait au-dessus de lui les autorités politiques, économiques, religieuses, et même universitaires. Le plaisir de présider le Milan AC ou l'Olympique de Marseille était fort limité. Actuellement, il est illimité : le moindre responsable de club pèse socialement plus lourd que la plus haute autorité, et sa capacité à mobiliser les foules est bien supérieure. C'est pourquoi les hommes politiques osent de moins en moins heurter les clubs : ils ne tiennent pas à affronter un électorat organisé et virulent. La hantise du chômage ne provoquera probablement pas une nouvelle prise de la Bastille. En revanche, s'en prendre aux supporteurs d'un club, c'est risquer un nouvel assaut du palais d'Hiver... N'oublions pas qu'un différend ethno-footballistique fut le détonateur des conflits yougoslaves (1), ni qu'une simple menace administrative contre le club local mit littéralement sur pied de guerre toute la population de Séville en mai 1996.

Un anthropologue dirait que, désormais, les dirigeants politiques gèrent ce que d'autres (les marchés) décident ; le président d'un club, lui, connaît l'ordre secret du chaos et la discrète volonté des masses. C'était, jusqu'ici, l'apanage des seules religions. Peut-on dire, pour autant, que le football occupe le lieu symbolique laissé vacant par la politique ou par les grandes religions ?

Incapables de saisir l'énormité de la chose, présidents de club et membres des fédérations, professionnels et amateurs, se posent une autre question : comment l'argent de la publicité et celui de la télévision vont-ils aggraver l'éléphantiasis du football ? Car on assiste, en effet, à ce que Jean Baudrillard appellerait *« une métastase du phénomène »*.

Indifférents à cet aspect comme au caractère religieux du football, les sociologues ne semblent s'alarmer que de la violence de certains supporteurs transformés, à l'occasion des grands matches-messes, en commandos de choc. Tout club mêle en son sein les classes sociales, mais assigne à chacune d'elles une fonction : la tribune présidentielle programme, la masse petite-bourgeoise soutient, et les escadrons venus des périphéries urbaines agressent. Certains dirigeants de club financent même des groupes violents et les poussent à agir comme déclencheurs de l'adrénaline des joueurs-combattants. Les sociologues n'ont d'yeux que pour ces escadrons qui portent, en signe d'amour-fusion, le maillot de l'équipe adorée. Ils ne voient pas qu'il s'agit d'une véritable communion des saints avec les équipes vénérées : Milan AC, Olympique de Marseille, Barcelone FC...



GALERIE LELONG, PARIS

AFFICHE DE JACQUES MONORY POUR LA COUPE DU MONDE 1982, EN ESPAGNE

Le vandalisme dans le football a suscité une abondante (et souvent inutile) littérature clinique (2). On cite beaucoup Bill Budford, écrivain américain, éditeur de la revue littéraire *Granta* et auteur du livre *Among the Thugs* (« Parmi les vandales »), dans lequel il raconte comment, s'étant fait passer pour un hooligan, il est admis dans un gang de supporteurs hyperviolents et finit... fasciné par la violence de ses camarades de horde. Budford a été victime du syndrome de l'écrivain à la recherche de *« fascinantes barbaries symboliques »*. Souffrant du même mal, Ernest Hemingway avait été attiré par les courses de taureaux, les guerres civiles, les révolutions et la chasse aux grands fauves.

Il y a aussi les travaux de John Clarke et de Ian Taylor (3). Ce dernier estimait, dès 1971, que la violence était le fait de jeunes marginaux s'en prenant à l'embourgeoisement des nouveaux amateurs de football accusés d'éloigner ce sport de ses origines populaires. Taylor et Clarke furent les premiers à démontrer que la fureur dans les gradins n'était pas irrationnelle – il s'agit d'une des rares violences dont l'Etat n'a pas le monopole. D'autres analystes, appartenant à l'école de la psychologie sociale ethnogénique, y ont décelé *« un comportement agressif ritualisé »*. Par le biais de rituels appartenant exclusivement à la sphère de la quotidienneté – ou, comme disait Leonardo Sciascia, à la *« dictature inquisitoriale du présent »* –, les masses auraient-elles inventé, dans les stades, une manière de communier plus attractive que celle des religions ou des partis politiques ?

Peter Marsh (4), par exemple, confirme que la véhémence des hooligans est surtout *« symbolique »* : elle évite de plus redoutables explosions de colère que devrait provoquer la crise sociale. Partant de la certitude que tous les supporteurs d'un club, indépendamment de leur statut social, font partie d'une ethnie singulière, d'autres sociologues citent Konrad Lorenz (5), l'éthologie et le transfert à l'homme de l'instinct agressif de l'animal. Ils retrouvent chez le *« supporteur fanatique »* la férocité et la tendresse des loups : cruauté contre les autres, mais exceptionnelle douceur pour les membres de la meute.

A l'heure de la « pensée unique », cette violence résonne merveilleusement aux oreilles de certains parce qu'ils y perçoivent une faillite de la théologie de la sécurité. La seule consolation, dans ce monde chaotique, se trouverait-elle dans cette nouvelle religion laïque ? Dans le stade-cathédrale, ou dans le club-parti ? Mais ce paganisme moderne exige que les joueurs du football global possèdent, à l'image des dieux antiques, la dimension épique et lyrique du héros, alors que nous vivons une époque sans héros, qui n'a rien d'épique ni de lyrique.

La littérature a pourtant su chanter le football. De grands poètes, Homères contemporains, se sont pris de passion pour ce sport, attirés par la beauté de la joute et par l'habileté des athlètes magiques. Henry de Montherlant, par exemple, a consacré un poème au gardien de but, intitulé *Les Emotions du solitaire* (*« Garde-but, garde-but, ça valait le coup quand tu faisais la culbute »*) ; Rafael Alberti, le grand poète espagnol ami de Garcia Lorca, a écrit, dans les années 20, une très célèbre *Ode à Platko*, le goal du Barcelone (*« Personne ne t'oublie, Platko, non, personne, personne, personne / Ours blond de Hongrie »*). Et le fameux musicien brésilien Vinicius de Moraes a composé une samba en l'honneur de Garrincha : *« A un pas de Didi, Garrincha avance / la balle collée aux pieds, attentif à passer / il en dribble un, en dribble deux, puis se repose / comme pour mesurer la grandeur de l'instant* (6). »

La plupart des intellectuels, en revanche, ont tourné le dos au football, voire l'ont diabolisé. C'est de manière apocalyptique qu'ils décrivent l'omniprésence du football, dans laquelle ils prétendent voir le symptôme alarmant de la banalisation de la rébellion des masses.

GRÂCE aux Argentins, cependant, le football possède une philosophie. L'ex-joueur et entraîneur Jorge Valdano a récemment publié un recueil de nouvelles sur le football (7). A sa lecture, on mesure l'importance que ce sport a acquis dans l'éducation sentimentale des écrivains latino-américains. Eduardo Galeano *(lire son article page 3)* a également écrit un livre remarquable de méditations sur le sport, *El futbol a sol y sombra* (« Le Football, soleil et ombres ») (8). En Amérique latine, une rencontre entre l'entraîneur Cesar Luis Menotti, Jorge Valdano, Angel Cappa (9), Mario Benedetti et Eduardo Galeano prend toujours les allures d'un étincelant et jubilatoire débat philosophique.

Menotti fut l'initiateur de la philosophie du football, un maître socratique

* Ecrivain espagnol, auteur, entre autres, de *Moi, Franco*, Seuil, Paris, 1996, *Roldan ni mort ni vif*, Bourgois, Paris, 1997 et *L'Etrangleur*, Seuil, Paris, 1997.

(1) Lire Ignacio Ramonet, « Passions nationales », *in* « Le sport, c'est la guerre », *Manière de voir*, nº 30, mai 1996.

(2) Sur la question de la violence dans les stades, lire le chapitre 2, « Football en délire », de *Manière de voir*, *op. cit.*

(3) John Clarke, *Football, hooliganism and skinheads*, University of Birmingham, 1973 ; Ian Taylor, « Football Mad : A Speculative Sociology of Football Hooliganism », *in Sociology of Sport*, Allyn and Bacon, Londres, 1971. Sur le phénomène général de la violence dans le football, on lira également Javier Duran Gonzalez, *El Vandalismo en el futbol*, Gymnos, Madrid, 1996.

(4) Peter Marsh, *Aggro : The Illusion of Violence*, Dent, Londres, 1978.

(5) *Cf.* José Maria Cagigal, *Deporte y agresion*, Planeta, Barcelone, 1976.

(6) *Cf.* Julian Candau, *Epica y lirica del futbol*, Alianza, Madrid, 1996.

(7) On y trouve, entre autres, des auteurs comme Bernardo Atxaga, Javier Marias, Bryce Echenique, Miguel Delibes, Eduardo Galeano, Roa Bastos, Mario Benedetti, Osvaldo Soriano et Juan Garcia Hortelano.

(8) Lire Eduardo Galeano, « Au football, la triche paye », *Le Monde diplomatique*, août 1995.

(9) Angel Cappa, entraîneur de football, dut s'exiler d'Argentine pendant la dictature militaire dans les années 70. Il est l'auteur de *La Intimidad del futbol*, Tercera Prensa Hirugarren, Saint-Sébastien, 1996.

DU SPORT

Tour de France

Aujourd'hui, les firmes pouvaient passer pour nationales (pour peu qu'on ne regardât pas de trop près la composition de leur capital), mais les équipes qu'elles patronnaient étaient internationales. C'était (à quelques Américains et Colombiens près) l'Europe économique qui tournait autour de la France.

Darrigade, Mahé, Stablinski, Walkowiak, Bouvet : ces noms m'étaient trop familiers pour ne pas me vieillir un peu. Mais, malgré l'évidence de dates et de chiffres qui ne pouvaient vraiment me surprendre, j'éprouvai un choc en rencontrant dans un restaurant la petite troupe de mes anciens héros, auxquels aucun fan ne pensait plus vraiment à demander une signature. Ce qui me frappa, c'est qu'ils avaient mon âge, à peu de choses près, alors que, dans ma jeunesse, dans leur jeunesse, je les voyais comme des héros précisément, c'est-à-dire comme des adultes magnifiés. Qui imagine qu'Hector et Achille (1) puissent avoir soixante ans ? Leurs cheveux blancs me révélaient leur jeunesse passée et je fus attentif, le lendemain, à celle, bien présente et bien vivante, des champions au nom prestigieux qui défilaient dans les rues de la ville.

Les équipiers de 1957 et la famille d'Anquetil furent de toutes les célébrations. 1997, après tout, c'était deux fois « vingt ans après », et le grand ancêtre avait tout fait à Rouen : il y avait grandi, vécu, transformé sa condition sociale et même gagné l'étape ! On assista à l'inauguration du quai, on se rendit au cimetière de Quincampoix. La télévision et la presse donnèrent quelque écho à ces épisodes. Mais ils ne se prêtaient guère à la ferveur populaire et le culte des ancêtres laissait indifférents les tout jeunes gens aux yeux desquels Hinault apparaissait déjà comme un héros du temps passé. « Le Blaireau ! », s'exclama un connaisseur en l'apercevant derrière la grille du conseil général, comme pour prouver à son entourage plus jeune on ne sait quelle familiarité ancienne. L'important, c'était de reconnaître ; seule manière pour le public populaire de participer.

Ce qui se mettait en scène progressivement, à travers même les ratés et les retards de l'organisation, c'était du temps pur, l'attente, l'attente du grand départ. La mise en place du podium sur le pont Corneille, la prestation de Germaine, star des pâtes Lustucru et symbole de la France profonde, qui entendait bien remplacer la mère Denis dans le cœur des Français, le passage vrombissant d'une moto de la télévision : autant de signes de reconnaissance, autant de signes annonciateurs – un peu comme ces grands navires venus de loin dont la présence sur le fleuve laissait pressentir la mer toute proche.

Et puis ce fut l'embellie, le soleil du samedi matin, le mouvement et l'attente réconciliés. Chacun avait trouvé sa place et, dès potron-minet, surgis de partout, des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants et d'ados, se rangèrent plus ou moins sagement au long du corridor sacré. Dans le centre-ville toute circulation automobile était interrompue ; seuls quelques cyclos de tous âges traînaient de-ci de-là, cabotins en diable, comme pour tirer quelque éclat de la proximité des pros. Toutes les rues avoisinant le parcours étaient « barriérées » – c'était le néologisme en vigueur sur le Tour.

Un restaurant proposait trois menus (du sprinter, du grimpeur, et du maillot jaune, ce dernier avec fromage et dessert) ; je me demandai un instant pourquoi le maillot jaune devait se suralimenter. Un haut-parleur tonitruant nous invitait à acheter le T-shirt « officiel » du Tour.

L'Iliade et l'Odyssée

Il était 10 h 30 : nous allions assister (privilège de quelques rares étapes) à la reconnaissance du parcours. Le silence se fit. Soudain des applaudissements crépitèrent : à l'heure dite, fidèle au rendez-vous, une volée de jeunes gens joyeux et bavards (étaient-ce les Mapei ou bien les Telekom ?) fila à toutes pédales vers l'hôtel de ville et le boulevard de l'Yser, bientôt suivie d'autres essaims colorés. Deux heures durant nous vîmes ainsi passer et repasser les jeunes champions portant couleurs de leur équipe. Les plus avertis s'efforçaient de les reconnaître malgré leurs casques et leurs grandes lunettes noires, heaumes de ces nouveaux chevaliers, et ils les interpellaient par leur prénom : « Allez Bjarne ! Vas-y Tony ! », sans chauvinisme apparent, même si Richard Virenque suscitait les encouragements les plus fervents.

« Où sont les Français ? », demanda, anachronique, un jeune garçon à son père. « Mais partout, voyons ! », répondit celui-ci, inexplicablement agacé. Il ne suffit pas d'y être, on voudrait en être. Prononcer le prénom des coureurs, les noms des équipes (noms de marques et de firmes dont je suis prêt à parier que la grande majorité des spectateurs ne savent pas plus que moi ce qu'ils désignent), reconnaître, appeler, c'est vouloir jouer avec les autres, refuser la solitude et l'anonymat, désirer le mouvement quand on reste sur place.

Seule la télévision offre un semblant de réponse à cet impossible désir, que le Tour exacerbe parce qu'il est doublement épique. A peine parti, le Tour se présente comme un retour – vers Paris, point fixe et final de la pérégrination chaque année renouvelée. C'est un voyage, c'est l'Odyssée. Mais c'est aussi l'Iliade, le combat quotidien où les champions s'affrontent au pied des remparts. Pour en être sans y être, rien de tel que le substitut télévisuel qui enferme le mouvement dans l'écran. Je partis récupérer ma voiture dans un lointain parking. Il me fallait rentrer à Paris avant la fin du prologue et allumer la télé si je voulais retrouver l'Iliade sans perdre l'Odyssée.

MARC AUGÉ.

(1) NDLR. Héros de la guerre de Troie, évoqués par Homère dans *L'Iliade*.



JOHN VINK-MAGNUM

DÉPART D'UN CONTRE-LA-MONTRE
Désirer le mouvement quand on reste sur place

en quête d'un nouveau Dieu

dans l'attente de Valdano-Platon, et Angel Cappa a opéré le saut de Feuerbach à Habermas. Ces théoriciens se sont même essayé à définir ce qu'est un football de gauche et un football de droite. A les en croire, cette distinction existe bel et bien. Ainsi Jorge Valdano affirme-t-il que « *le football créatif est de gauche, tandis que le football de pure force, tricheur et brutal, est de droite* (10) ». Refusant de considérer le football comme une simple « religion laïque », nos penseurs font la démonstration que ce sport relève de la rationalité.

D'ailleurs, comment imaginer une religion, même laïque, sans Dieu ? Selon certains, ce Dieu se nomme Ronaldo. Et a manifesté son omnipuissance, par exemple, au cours du match entre Barcelone et La Corogne, en mai 1997. Le Barcelone FC, jouant sur son terrain, pouvait encore arracher la première place du championnat au Real Madrid, mais il lui fallait battre La Corogne coûte que coûte. A quelques minutes de la fin, les deux équipes restent à égalité : le Barcelone FC a beau être une des meilleures équipes du monde, avec, à la pointe de son attaque, Ronaldo, il ne cesse de voir ses offensives s'écraser contre la muraille de l'excellente défense galicienne. Ronaldo essaie à nouveau. Il tombe. On dirait un héros vaincu, le regard perdu à la recherche d'un signe que lui seul peut voir. Soudain, le ballon rebondit sur un joueur adverse et passe devant Ronaldo comme pour l'inviter à se lever et à danser avec lui la samba. L'athlète obéit à l'appel. Se lève d'un bond. Récupère le ballon de la pointe de sa botte, et regarde vers le but adverse. C'est l'instant de Ronaldo, cet instant technique et magique que seul Walter Benjamin aurait pu décrire. Comme nul autre, il devine l'étroit couloir menant au but, démarre sa course, dribble les adversaires qui tentent de lui barrer la route, affronte le gardien qui s'est trop avancé. Et marque divinement...

Cet épisode épique s'inscrit dans la légende dorée d'un joueur à la mesure du XXIe siècle. Combien de saints auteurs de bien moins de miracles ont été canonisés par Jean Paul II ! Les journalistes ont d'ailleurs pavé le chemin de gloire de Ronaldo avec d'éblouissantes formules, comme « *l'orgasme du football* » ou « *la poésie en mouvement* »...

Mais Ronaldo n'est pas une simple invention médiatique. Costaud comme un avant-centre d'antan, rapide comme un sprinter, difficile à renverser, agile comme un danseur, technicien et magicien, c'est un joueur impressionnant auquel manque un peu le sens de l'équipe. Il sait se déplacer dans les vingt mètres qui précèdent le point de penalty, qu'il parcourt à des rythmes différents afin de déborder tous ses adversaires. Mais, pour devenir vraiment le meilleur joueur au monde, il lui faudra montrer qu'il possède le sens stratégique de Di Stefano, de Pelé ou de Cruyff et qu'il peut animer le jeu de toute son équipe.

Le Barcelone FC avait tiré Ronaldo du cul-de-sac hollandais où il se morfondait pour le lancer sur le marché mondial. Aujourd'hui, Ronaldo est convoité par les clubs les plus riches de la planète, en particulier par l'Inter de Milan. Et le Barcelone FC ne sait comment garder son précieux trésor. Ce qui jette la consternation dans toute l'Espagne. Même les supporteurs du Real Madrid, rival éternel du Barcelone FC, ont manifesté leur désir de voir Ronaldo rester en Espagne. Non par masochisme, mais par mythomanie, afin que le football espagnol conserve « *le meilleur joueur de notre temps* ».

Où qu'il aille, Ronaldo Nazario, ce Brésilien de vingt ans, est condamné à être bien plus qu'un joueur. Il représente le football de la postmodernité, bicéphale, à la fois religion de masse et entreprise multinationale. M. Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football (FIFA), n'a-t-il pas affirmé : « *Ronaldo appartient au patrimoine du football mondial, et nous devons tous le protéger* » ?

L'INDUSTRIE du football a toujours eu besoin de dieux pour croître et prospérer. Quatre décennies durant, cette fonction symbolique incomba à Di Stefano, Pelé, Cruyff et autres Maradona. Mais toute industrie doit renouveler ses mythes : la FIFA a donc choisi Ronaldo comme divin héritier de Maradona, à charge pour lui de régner désormais – sans cocaïne – sur la religion du football. Sur les épaules de l'agile et puissant corps de Ronaldo (fabriqué, semble-t-il, dans un laboratoire d'ingénierie génétique) repose le poids d'une des rares perspectives d'absolu qui demeurent. Si nul ne lui brise les jambes, il sera Dieu durant une décennie. Mais Ronaldo est condamné à des relations difficiles avec ses futurs clubs, car ses managers ont énormément misé sur lui et veulent voir leur investissement rapporter au centuple. A cette dépendance s'ajoute celle de ses « sponsors » ainsi que celle de l'équipe nationale brésilienne. Ses problèmes seront d'autant plus aigus que la plupart des dirigeants de club ne sont guère préparés à avoir Dieu comme avant-centre.

En cette fin de millénaire, le football, qualifié d'« *opium du peuple* » au temps des dictatures, est devenu la drogue dure des démocraties. Il permet de répondre au manque de projet des sociétés globalitaires comme à la paradoxale solitude des masses. Ronaldo est un mythe créé par la FIFA pour nous faire croire à la religion du football. Mais il n'y a pas de religion sans Dieu. Et la place du Dieu du football reste vacante depuis que Diego Maradona s'est s'autodétruit.

MANUEL VÁZQUEZ MONTALBÁN.

(10) *Cf.* le long entretien avec Jorge Valdano *in* Manuel Vazquez Montalban, *Un Polaco en la corte del Rey Juan Carlos*, Alfaguara, Madrid, 1996.

« FAIT ET À FAIRE », UN LIVRE DE CORNELIUS CASTORIADIS

Contre le conformisme généralisé

NOUS sommes en quête d'outils. Le fragile regain de l'activité civique, au sens fort du terme, devrait nous conduire à prêter plus d'attention à la pensée de Cornelius Castoriadis, philosophe de la radicalité politique. La récente publication du tome V des *Carrefours du labyrinthe*, intitulé *Fait et à faire* (1) tombe à pic pour nous permettre d'évaluer la philosophie de cet auteur à l'aune des besoins politiques de l'Europe actuelle.

Par ROBERT REDEKER *

Cornelius Castoriadis doit être rangé parmi les figures les plus fortes de la vie intellectuelle française de cette seconde moitié du XXe siècle. D'une lucidité prémonitoire dans ses analyses du système communiste et de sa bureaucratie dans les années 50 – qui furent une période non pas d'isolement, mais, comme il l'a dit magnifiquement, de solitude –, il est devenu une référence centrale à partir du milieu des années 70.

Grec, Castoriadis est arrivé en France en 1945 – à la même époque que la galaxie grecque de l'intelligence française, Kostas Papaioannou, Kostas Axelos, Nicos Poulantzas –, animant du début (1949) à la fin (1965) la revue *Socialisme ou Barbarie*, y écrivant parfois sous des pseudonymes (2). A partir de 1970, la collection « 10/18 » s'est mise à publier en plusieurs volumes ses contributions à *Socialisme ou Barbarie* sur le mouvement ouvrier et la société bureaucratique. A la fin des années 70, il participa à l'aventure intellectuelle de la revue *Libre* avec Miguel Abensour, Marcel Gauchet, Claude Lefort (qui était passé par *Socialisme ou Barbarie*) et Pierre Clastres.

A côté de son maître ouvrage, *L'Institution imaginaire de la société* (1975), Cornelius Castoriadis est l'auteur d'autres livres essentiels regroupés en une série commencée en 1978, *Les Carrefours du labyrinthe*, dont le cinquième tome, *Fait et à faire*, vient de paraître.

Fait et à faire s'offre sous la forme d'un bilan. Tout y est, comme dans chacun des paragraphes que cet auteur écrit depuis trois décennies. Le lecteur, lassé par certaines pages, émoussé par le fatigant retour de certaines formules, trouvera peut-être que Castoriadis se répète beaucoup, « qu'il assène ». Ce serait – dans une époque où la production philosophique se caractérise par la mièvrerie éthico-subjectivo-kantienne et la tarte à la crème de la bioéthique – d'une injustice excessive. Ce serait surtout oublier que son écriture est, à partir d'un pool réduit de concepts fondamentaux, spiralique (il se reprend sans cesse, s'autocite, approfondit, médite...). Et ce serait également négliger à quel point cette pensée est expressive.

Chez ce penseur politique autogestionnaire se développe une philosophie de style classique très fortement structurée. Castoriadis nous donne des outils pour contester, pour édifier des barricades, pour envisager un socialisme de l'avenir, pour penser le changement du monde, pour désirer changer la vie politiquement. Alors que chez d'autres ces fadaises insipides qui tiennent le haut du pavé philosophique (Luc Ferry, Alain Renaut, parmi bien d'autres) nous reconduisent dans les eaux aussi usées que tièdes du conformisme kantien (un Kant déproblématisé en même temps que dogmatisé, autrement dit fort mal compris). Avec quelques-uns – Henri Maler, Daniel Bensaïd, Etienne Balibar, par exemple –, Cornelius Castoriadis, en dépit de ses faiblesses, fait exception dans le paysage misérable de la philosophie contemporaine.

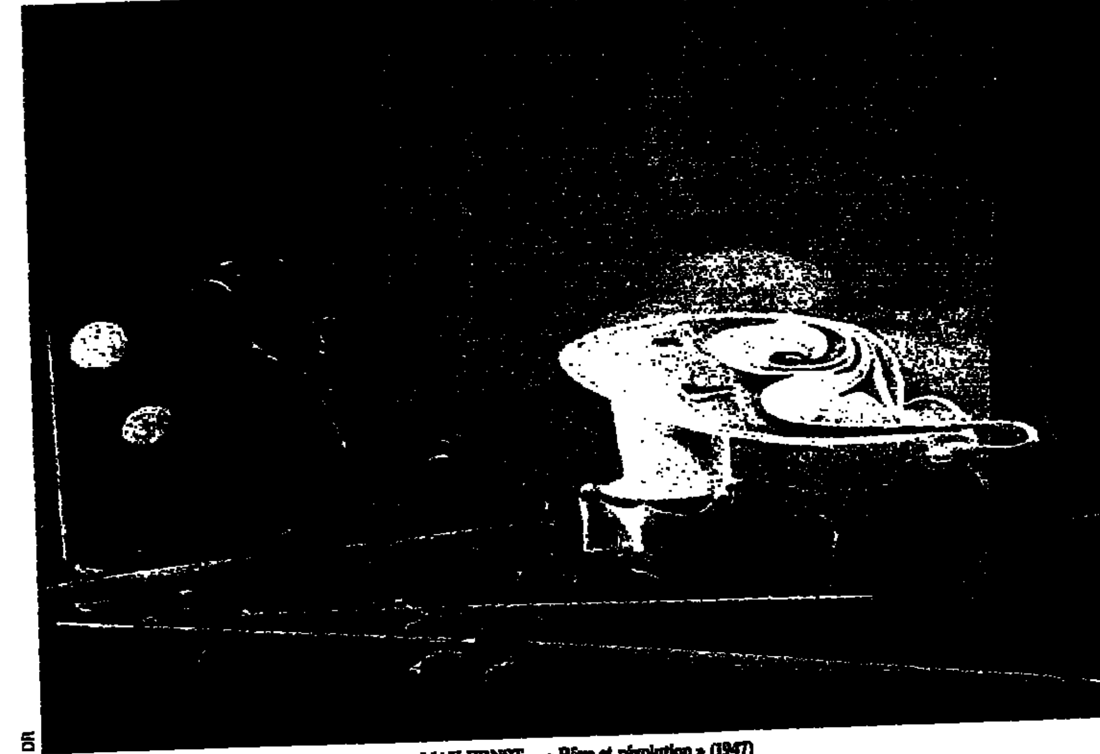
D'où vient la forte attraction qu'exerce sa pensée ? Risquons une hypothèse. On peut distinguer dans cette pensée trois faces (politique, psychanalytique et philosophique), dont chacune, tout en étant irréductiblement identique à elle-même, exprime également en toute rigueur les deux autres.

Les dimensions politiques, philosophiques et psychanalytiques sont intégrées les unes dans les autres – en effet, la pensée de Castoriadis ne connaît pas de cloisonnements internes. Ainsi son discours politique est-il indissociablement lié à sa pensée psychanalytique et à sa pensée philosophique. Cette structure d'entre-expression totale des différentes faces de la pensée signe la puissante originalité de la démarche de Castoriadis dans l'histoire de la philosophie contemporaine.

Loin de se produire selon une plate logique d'exposition partie après partie, élément après élément, la pensée de Castoriadis fonctionne sur le mode de l'expression de la totalité d'elle-même dans chacun de ses éléments. Au cours de cette pensée expressive, irradiant chacune des trois faces, se trouve la découverte – doit-on dire : la création ? – propre de Castoriadis, le concept, entrevu mais vite occulté par Aristote puis par Kant avec son imagination transcendantale, d'imagination radicale. Notre auteur nous prévient : *« Je n'utilise pas le terme imagination dans son sens hérité. »*

Qu'est-elle, cette imagination radicale, centre autour duquel gravite toute la pensée de Castoriadis ? On peut accorder à l'auteur que l'imagination est l'occulté de toute l'histoire de la philosophie, du moins jusqu'à Gaston Bachelard (dont il n'est jamais question dans ce livre) et Castoriadis lui-même. Il ne faut pas rapporter, ainsi que l'ont trop souvent fait les philosophes, l'imagination à la faculté des images. D'ailleurs, pour Castoriadis, l'imagination n'est pas une faculté. Souvent même, elle n'enveloppe rien de visuel, ce qui oblige à rejeter le modèle scopique : *« L'imagination par excellence est celle du compositeur musical. »*

Le visuel est absent aussi de l'imaginaire social : les règles de comportement générées par celui-ci ne sont ni visibles ni audibles, elles sont signifiables. En général les conceptions philosophiques de l'imagination se signalent par leur extrême indigence (Descartes), quand elles ne sont pas marquées par la répulsion (Pascal). Aristote donne quelques linéaments intéressants, relevés par Castoriadis, mais sans plus. Finalement, c'est Kant qui paraît le plus proche de découvrir le rôle radicalement créatif de l'imagination en lui accordant, sous le nom d'« imagination transcendantale », une place dans le fonctionnement de l'ego transcendantal, *« mais ce rôle, subordonné aux réquisits d'un connaître assuré, consiste en la production perpétuellement immuable de formes données une fois pour toutes »*. De même, l'ouvrage le plus problématique de Heidegger, celui que le penseur de Messkirch a par la suite pour ainsi dire renié, Kant et le problème de la métaphysique (3), ouvre de magnifiques perspectives qui demeureront sans suite.



MAX ERNST. – « Rêve et révolution » (1947)

Castoriadis renouvelle absolument la question. L'imagination radicale est l'activité par laquelle tout être vivant se fabrique son monde propre, à chaque fois singulier. Chez l'homme, cette imagination radicale crée en outre les « significations imaginaires sociales », socle de la vie collective, des religions, des institutions, du droit etc. Plus particulièrement, *« l'imagination radicale du sujet humain et l'imaginaire social instituant créent, et créent ex nihilo. »* C'est ex nihilo que cette imagination confectionne les structures de l'existence humaine : vitales, psychiques et socio-politiques. Castoriadis renverse la vulgate philosophique : loin d'être des productions de la raison, les constructions politiques, juridiques et morales sont des créations de l'imagination (la raison étant elle-même une dérivée de l'imagination).

D'une façon générale, l'imagination radicale, dans les trois sphères qui sont celles de la vie, de la psyché, de la société, invente à chaque fois un « monde propre », un monde pour soi, qui invariablement se caractérise par la clôture.

L'imagination radicale humaine, défonctionnalisée, crée des formes qui sont à la fois des significations et des institutions – l'imaginaire social et politique, tantôt instituant, lorsqu'il sécrète de nouvelles lois, de nouvelles institutions ; tantôt institué, lorsqu'il est figé en lois, règlements, institutions établies (4). Dans la plupart des sociétés, il est impensable de remettre en question les significations imaginaires fondamentales, le plus souvent religieuses, qui servent de base à cette société : si la pensée y est possible (il y a bien une pensée chrétienne, une pensée islamique), la réflexion (le « retour sur ») s'y révèle néanmoins exclue (il ne peut pas exister de réflexion chrétienne ou de réflexion islamique).

En quête d'une nouvelle radicalité

DANS la dimension sociale-historique pourtant est apparue – une première fois avec les Grecs, à travers l'invention conjointe de la philosophie et de la politique démocratique, puis une seconde fois avec l'Europe moderne, après des siècles d'obscurantisme chrétien – une création imaginaire particulière, « le projet d'autonomie » qui suppose une capacité d'interrogation (de réflexion) illimitée sur les principes.

La politique, la psychanalyse, la philosophie portent la charge d'approfondir ce projet d'autonomie pour le pousser jusqu'à une pleine réalisation dans l'espace public.

Qu'est-ce que l'autonomie ? Réponse de Castoriadis : *« L'autonomie est autoposition d'une norme, à partir d'un contenu de vie effectif et en relation avec ce contenu. »* Plus précis : *« Nous concevons l'autonomie comme la capacité, d'une société ou d'un individu, d'agir délibérément et explicitement pour modifier sa loi, c'est-à-dire sa forme. »* Aujourd'hui, ce projet paraît commun à la psychanalyse issue de Freud et, bien qu'il y soit tombé en sommeil, à la politique.

« Deviens autonome » : voilà l'impératif pratique qui, aux yeux de Castoriadis, domine les trois champs, politique, psychanalytique et philosophique.

L'objet de la politique consiste à créer, en se servant de l'imagination radicale, des institutions qui, une fois intériorisées, permettent l'accès de chacun à l'« autonomie ». D'après Castoriadis, *« ces institutions tiennent ensemble parce qu'elles incarnent chaque fois un magma de significations imaginaires sociales. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de société purement fonctionnelle. »*

Il semble que, depuis une vingtaine d'années, le désir d'autonomie se soit endormi chez les animaux politiques que nous sommes, que nous ayons oublié notre différence spécifique parmi les vivants, la politicité, que nous nous soyons pris à la glue d'un nouveau type anthropologique d'individu, celui du « conformisme généralisé » ; une nouvelle clôture s'est refermée sur nous, celle de l'impérialisme économique dont Viviane Forrester (5) a si bien décrit l'inédite barbarie – pour Castoriadis, *« le prix à payer pour la liberté, c'est la destruction de l'économique comme valeur centrale, et en fait, unique. »*

Au passage, Castoriadis remet plus ou moins salutairement à l'honneur des critiques tombées dans l'oubli : contre la république, contre le système représentatif (s'appuyant sur Rousseau, il estime que la forme politique d'autonomie par excellence est la démocratie directe, dans les conseils), contre le capitalisme et son pseudo-marché (le marché libre ne peut pas exister tant qu'existe le capitalisme). L'effondrement du marxisme-léninisme a recouvert ces critiques, qu'il serait opportun pourtant de reprendre à nouveaux frais. Il viendra bien un temps où, dans les ruines globalement stériles du marxisme historique, il faudra faire l'inventaire de ce qui peut encore nous servir pour reprendre notre chemin politique vers l'autonomie.

Quel contenu politique concret donner à cette idée d'autonomie ? Quel héritage politique peut nous échoir de l'histoire du mouvement ouvrier, alors qu'il est désormais patent que le prolétariat ne peut pas avoir le rôle moteur que le marxisme lui attribuait ? Castoriadis répond par un superbe programme qui combine les plus hautes exigences de la politicité humaine avec ce qu'a eu de meilleur l'idéal socialiste : *« La réappropriation du pouvoir par la collectivité, l'abolition de la division du travail politique, la circulation sans entraves de l'information politiquement pertinente, l'abolition de la bureaucratie, la décentralisation la plus extrême des décisions, la souveraineté des consommateurs, l'autogouvernement des producteurs... »* Il serait inconséquent, à la lecture de ces objectifs, de taxer Castoriadis d'utopisme ; au contraire, loin d'être utopiques, tous ces projets sont réalisables car ils existent déjà en germes, à l'état embryonnaire, de façon extrêmement partielle.

Dans la mesure où Castoriadis confesse la profession d'analyste, le lecteur est fondé à se demander comment s'articule chez lui la psychanalyse à la théorie politique. La psychanalyse peut libérer les hommes pour la vraie politique, celle qui cherche à réaliser l'autonomie. Dans le thème psychanalytique se reflètent les concepts élaborés par Castoriadis dans les autres aspects de sa pensée, et vice-versa. La fin de l'analyse consiste dans l'émergence chez le patient d'une subjectivité réfléchissante et délibérante, c'est-à-dire la plus autonome possible. A l'instar de la vraie politique et de la vraie pédagogie, l'analyse authentique est une praxis, c'est-à-dire une activité qui tient autrui comme pouvant devenir autonome, qui, par suite, essaie de l'aider à parvenir à cette autonomie. La psychanalyse prépare les hommes à la liberté politique, les libère pour les rendre capables de bâtir cette liberté, de même qu'elle fournit un modèle réduit, un prototype en chambre de ce que l'activité politique pourrait être.

L'action et la pensée sont en quête d'une nouvelle radicalité, maintenant que la parenthèse léniniste s'est refermée, que le marxisme historique (policier) est tombé en poussière (6), que la social-démocratie n'a plus d'horizon, et que, parallèlement, la régression philosophique prend la figure de l'idéalisme moral en accompagnant et justifiant un capitalisme qui présente un visage plus odieux que jamais. Tenons la pensée de Castoriadis pour un compagnonnage intéressant dans cette recherche, un indispensable point d'ancrage dans la quête de nouveaux commencements civiques et politiques.

* Agrégé de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes*, Paris.

(1) Cornelius Castoriadis, *Fait et à faire*, Seuil, Paris, 1997.

(2) Paul Cardan, Pierre Chaulieu.

(3) Martin Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique* (rééd. Gallimard, Bibliothèque de philosophie, 1977). Les pages géniales de Heidegger sur l'imagination transcendantale chez Kant : de 185 à 243.

(4) Le conflit autour de la loi Debré sur l'immigration (février-mars 1997) a opposé l'imaginaire institué (il faut obéir à la loi) et l'imaginaire instituant (il faut désobéir à des lois injustes pour les rendre meilleures).

(5) Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Fayard, Paris, 1996.

(6) Cette mort d'un certain marxisme (le marxisme policier, qui était tel à la fois en politique et en philosophie) est évidemment la chance du marxisme (plus généralement des socialismes), la promesse de sa seconde aurore : François Furet (*Le Passé d'une illusion*, Robert Laffont/Calmann Lévy 1995) a grand tort d'estimer que l'URSS incarnait (donnait vie) à l'idée communiste. Pour qui sait lire Marx, il saute aux yeux que l'URSS (ni aucun autre Etat) n'a jamais été communiste. En guise de critique du point de vue de Furet, on lira l'excellent article d'O.-M. Pascault, « Points de vue et images du monde » (*L'Authenticiste*, 2, rue Marengo 29200 Brest, nº 7, avril 1997).

هكذا من الاجل



DE LA SOUMISSION DES INTELLECTUELS

Pigeons apprivoisés

Tournant le dos à la réalité sociale, de nombreux intellectuels donnent l'impression d'avoir capitulé et de s'être soumis, eux aussi, aux lois des médias, aux impératifs de l'audience et à l'ambition du profit.

Par JUAN GOYTISOLO *

IL y a une vingtaine d'années, l'un des jongleurs les plus connus de Marrakech accourait quotidiennement à la place Jemaâ-el-Fna et s'installait à son poste habituel avec une cage pleine de pigeons. Une fois constitué le cercle des curieux autour de l'espace où il pratiquait son art, l'homme ouvrait la cage et ordonnait aux pigeons mâles de rejoindre d'une seule envolée le frontispice de la Banque du Maghreb. Le jongleur entamait alors une longue conversation avec les femelles, entrecoupée de conseils et de questions, auxquelles celles-ci répondaient par des roucoulades et des roucoulements. Dûment informées des devoirs et des ruses de la bonne épouse, les femelles partaient ensuite à la recherche de leurs compagnons et les ramenaient à la *halca* (1). Le public gratifiait de quelques pièces le discours rieur de la parfaite épouse et la soumission précise des mâles aux exigences du scénario.

Le jongleur disparut un beau jour, mais le souvenir du dressage et de la discipline des pigeons ne s'est point dissipé. Ils rappellent la soumission, la conduite obéissante, conforme aux directives établies, de tant d'intellectuels qui, un peu partout, considèrent pourtant qu'ils se situent au-delà même de la *modernité*.

Le dressage du jeune écrivain ou intellectuel, même s'il est doué au départ d'un grand talent, commence à partir du moment où il se propose de faire carrière : des salles universitaires aux écoles de *creative writing* (2), on lui inculque une adaptation feutrée et progressive aux règles du consensus : le respect à l'égard des autorités supposées des institutions établies, la conformité de tous ses actes et de tous ses écrits à l'opinion dominante ou aux goûts du grand public.

Tous thèmes considérés comme tabous pour le chercheur aspirant à une chaire, de même que les « anomalies » créatrices ne cadrant pas avec la perspective fixée par les maîtres de la mode du jour seront l'objet d'un traitement réducteur et « hygiénique ». L'ascension lente ou rapide de l'intéressé sur les échelons supérieurs de la carrière dépendra non seulement de son sens très clair de l'opportunité de bouger telle pièce sur l'échiquier, mais également de sa capacité à refuser toute forme de savoir ou de connaissance qui ne serait pas immédiatement rentable.

Certains écrivains et intellectuels qui se prétendent modernes, et même postmodernes, ne se risquent jamais à voler au-delà du terrain connu : de leur cage, académique, corporatiste ou médiatique, ils volent jusqu'au frontispice de la Banque, puis y retournent. Le monde extérieur et ses drames ne les émeuvent ni ne les inquiètent. L'important, c'est le retour à la cage, le respect de tout ce qui est considéré comme respectable, et l'esquive précautionneuse à l'égard des dangers et des inimitiés qu'implique l'exercice ordinaire de la liberté.

« Ce qu'on ne peut pas dire ne doit pas se dire », écrivait ironiquement Larra (3), raillant déjà les capitulards. De nombreux auteurs et intellectuels modernes ont intériorisé cette maxime et choisissent fort soigneusement leurs maîtres et protecteurs. Toute critique et contre-enquête du passé, effectuées par quelqu'un d'étranger au sérail, au clan, même si ces démarches sont essentielles, seront systématiquement occultées, tandis que n'importe quel nécrophage attardé ou familier versatile sera élevé au rang de maître.

Dis-moi qui tu cites, je te dirais qui tu es. Les auteurs cités par les intellectuels apprivoisés appartiennent toujours à ce patrimoine nébuleux qui, poli par des siècles de manipulation et d'occultation, dessine le profil de ce qu'on appelle, sans rire, l'« authentique identité nationale ».

La tâche solitaire et ascétique de l'écrivain – tout esprit critique, tout goût pour la recherche ayant été définitivement sacrifiés ou seulement mobilisés pour de bruyantes querelles avec les rivaux qui font de l'ombre à sa carrière ou menacent ses positions médiatiques si durement acquises – cède le pas à l'ambition, parfois obsessionnelle, de vendre son image (convenablement lustrée, et garnie, si besoin est, d'une bonne dose de docilité canine) et de promouvoir la diffusion de ses livres (la quantité serait-elle synonyme de qualité ?).

Le souci fiévreux d'occuper constamment la scène, de dire seulement ce qui est dicible, et d'écrire dans l'unique but de gagner de nouveaux lecteurs pour se situer en tête des champions des ventes, telles sont les manifestations, vraiment pathétiques, d'une vanité et égolâtrie après tout modestes dans la mesure où elles se contentent d'honneurs douteux, de flatteries et de claques télédirigées ou cybernétiques.

Le pigeon apprivoisé ne vit que dans le présent, attentif aux nouveaux courants et aux modes passagères, sujet à ses régulations et à ses normes, esclave de ses fluctuations et de la variabilité des thèmes de l'actualité. Il ignore l'arbre de la littérature à laquelle il appartient et auquel, normalement, il devrait se greffer. Au lieu de se mesurer aux morts et forger sa statue par rapport à eux, il se dispute ou s'acoquine avec les vivants : il se fond au sein d'écuries éditoriales ou de groupes de pression. Le jeu d'échecs, et non pas la littérature, est l'art qu'il vénère. Bien que libéré des servitudes totalitaires – répression, peur, censure –, il assume de manière volontaire les contours de son profitable apprivoisement.

Déconnectés de la réalité historique de leur propre culture et adeptes de la culture inventée, les intellectuels apprivoisés embrassent sans réserve les concepts et les valeurs proposés par des bonzes et des mandarins. Leurs points de référence se situent exclusivement dans le présent et si l'un d'eux cite, par exemple, Cervantès, et affirme avec une certaine désinvolture que le *Quichotte* est son livre de chevet, comment ne pas conclure qu'il s'en sert comme oreiller ? La féconde contamination cervantine n'apparaît, en effet, dans aucun de ses écrits.

Les critiques qui prétendent tout savoir, qui citent Mikhaïl Bakhtine (4) sans l'avoir lu, devraient se rappeler les réflexions du grand maître russe : « *Une œuvre ne peut vivre dans les siècles à venir si elle ne se nourrit pas des siècles passés. Si elle était seulement née dans le présent, si elle ne prolongeait pas le passé et ne se reliait pas consubstantiellement à lui, une œuvre ne pourrait pas vivre dans le futur. Tout ce qui appartient uniquement au présent s'éteint avec lui.* »

LES imitateurs moutonniers et les singes sont facilement repérables, soit parce qu'ils se soumettent servilement à un modèle et à des postulats préalables, soit parce qu'ils s'attroupent par générations en fonction de canons fixés par les maîtres « normalisateurs ». Peu à peu, ils se dépouillent de leurs traits originaux et de leur sentiment de révolte potentiellement nuisibles à la confrérie qui les parraine, ils deviennent de plus en plus creux, vides, spongieux à l'intérieur de leur cage, et ils affinent d'année en année la modulation de leurs gazouillis et de leurs roucoulements.

Ils ignorent que, en renonçant à se mesurer aux morts – en réalité vivants dans le temps long dont parle Bakhtine –, ils se condamnent eux-mêmes à une existence éphémère et à une mort définitive.

Comment ne pas songer à ce vieux dicton, synonyme d'amour de la liberté : « *Il vaut mieux être oiseau de bois que de cage.* » Imaginons un instant Gustave Flaubert – pour ne citer qu'un exemple – plongé dans la contemplation ironique des pigeons apprivoisés de la place Jemaâ-el-Fna...

* Ecrivain espagnol auteur de *La Longue Vie des Marx*, Fayard, Paris, 1995 ; *El Sitio de los sitios*, Alfaguara, Madrid, 1995 ; et *Paisajes de guerra con Chechenia al fondo*, El País-Aguilar, Madrid, 1997.

(1) Le cercle des spectateurs.
(2) Cours de création littéraire.
(3) NDLR. Mariano José de Larra, né à Madrid (1809-1837), pamphlétaire et auteur dramatique de la période romantique, auteur notamment de *Macias* (1834), est considéré comme le meilleur journaliste espagnol de son temps.
(4) NDLR. Mikhaïl Bakhtine (1895-1975), théoricien russe, historien de la littérature, auteur entre autres de : *Esthétique et théorie du roman*, Gallimard, Paris, 1987, et *L'Œuvre de François Rabelais et la Culture populaire au Moyen Age et sous la Renaissance*, Gallimard, Paris, 1982.

DANS LES REVUES

□ **DÉCISION.** Ce premier numéro de « *la revue des économies mondialisées* » publie les principales communications présentées, en juin 1996, lors du Forum de Montréal. On lira en particulier : « Les gouvernements peuvent-ils gérer ? » (Ignacio Ramonet), « Le nouvel ordre global » (Henry Kissinger), « Le défi de la productivité » (Michael E. Porter), « Gérer des pays comme des entreprises ? » (Paul Krugman) et « L'euro en 1999 » (Jean-Claude Trichet), ainsi que le texte de Gil Rémillard, « La mondialisation des économies ». **(Vol. I, n° 1, mai, trimestriel ; prix non indiqué. – 781, rue William, suite 101, Montréal, Québec, H 3C 1N8 Canada.)**

□ **ÉTUDES INTERNATIONALES.** Un numéro spécial sur le thème : « La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité ». **(Vol. XXVIII, n° 2, juin, trimestriel ; abonnement annuel : 45 dollars canadiens. – Pavillon Charles-De Koninck, local 5460, université Laval, Québec, Canada G1K 7P4.)**

□ **CAHIERS D'ÉTUDES STRATÉGIQUES.** Comment l'Amérique conjugue-t-elle leadership, alliances et concurrence ? C'est le thème central du second rapport annuel de l'Observatoire stratégique des Etats-Unis. **(N° 20, juillet 1997, 125 F. – 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.)**

□ **WORLDWATCH.** Les fabricants américains de tabac à l'assaut du monde ; les espoirs imprudents d'une augmentation continue de la productivité agricole. **(Vol. X, n° 4, juillet-août, bimestriel, 4,50 dollars. – 1776, Massachusetts Avenue, NW, Washington DC 20036, Etats-Unis.)**

□ **THE ATLANTIC MONTHLY.** Un article éclairant remet en question l'orientation des *écoles américaines vers un « tout-informatique »* et établit que les énormes sacrifices faits en ce sens ont « *des effets au mieux négligeables, au pis nuisibles* ». **(Vol. 280, n° 1, juillet, mensuel, 2,95 dollars. – 1290, Avenue of the Americas, New York, NY 10104, Etats-Unis.)**

□ **L'ANNÉE EUROPÉENNE.** En une cinquantaine d'articles, parfois assez institutionnels, un panorama complet des grands dossiers de l'Europe : monnaie, sécurité, industrie de la défense, institutions, citoyenneté, transports, communication, avec des coups de projecteur sur l'Allemagne, l'Europe centrale et orientale, la coopération avec l'Afrique. **(Annuel, 1997, 100 F. – 47, rue de l'Université, 75007 Paris.)**

□ **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Une étude sur l'emploi atypique dans l'Union européenne, et une typologie des conflits du travail en Europe occidentale. **(N° 1, printemps, trimestriel ; abonnement annuel : 336 F. – Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22.)**

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Retour sur l'« affaire Dutroux », mais pour examiner, un an après, *les leçons que la Belgique a pu en tirer* et le bilan d'un « mouvement citoyen ». **(N° 7-8, juillet-août, mensuel, 60 FB. – Boulevard Général-Jacques, 126, 1060 Bruxelles.)**

□ **TOUDI.** Républicaine et wallonne, cette jeune revue traite à la fois d'économie et de politique belges, de médias, de culture, de littérature, de *sexualité...* **(N° 3, juin 1997, mensuel ; abonnement : 10 numéros, 1 000 FB. – Rue du Bois-de-l'Ecluse, 4, B-7830 Graty, Wallonie.)**

□ **CAMBRIDGE JOURNAL OF ECONOMICS.** La discrimination salariale entre hommes et femmes dans une ville industrielle russe. L'entreprise est-elle un individu ? Une critique de *l'école économique de Chicago*. **(Vol. XXI, n° 4, juillet, bimestriel, 45 livres sterling par an. – Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DP, Royaume-Uni.)**

□ **LA NOUVELLE ALTERNATIVE.** Une vingtaine d'articles sur les universités et les étudiants dans le postcommunisme. **(N° 46, juin 1997, mensuel, 70 F. – 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.)**

□ **ÉTUDES RURALES.** « Paysans au-delà du mur », de la Lituanie à l'ancienne République *démocratique allemande*. **(N° 138-140, avril-décembre, trimestriel, 240 F. – CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)**

□ **CEMOTI.** La Caspienne, une nouvelle frontière, avec ses énormes enjeux pétroliers, les appétits des puissances étrangères, les rivalités des pays riverains. **(N° 23, semestriel ; abonnement annuel : *170 F.* – 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)**

□ **MAGHREB-MACHREK.** Quatre points forts dans ce numéro : le changement dans une ville moyenne d'Arabie saoudite, la Constitution algérienne du 28 novembre 1996, les rapports hommes d'affaires - Etat dans l'Egypte de l'*infitah*, et les violations des accords Israël-OLP. **(N° 156, avril-juin 1997, 75 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **CROISSANCE.** En vingt pages à la fois denses et agréables à lire, Gilles Kraemer (pour le texte), Cécile Marin et Virginie Noyalet (pour les cartes) font le point sur la francophonie dans le monde. **(*« Les clés de la planète »*, hors-série n° 2, 1997, 48 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)**

□ **SUD/NORD. FOLIES ET CULTURES.** Au sommaire de cette revue « *internationale et transdisciplinaire* », un dossier consacré à la guerre – celles d'hier éclairant celles, nouvelles, d'aujourd'hui. **(N° 7, 160 F. – Editions Eres, 11, rue des Alouettes, 31520 Ramonville-Saint-Agne.)**

□ **ÉGYPTE - MONDE ARABE.** Un volumineux dossier sur les langues en Egypte, de l'époque pharaonique à l'ère actuelle. **(N° 27-28, troisième et quatrième trimestre 1996, trimestriel, 100 F. – Cedej, *Service de* la valise diplomatique, 128 *bis*, rue de l'Université, 75351 Paris 07 SP.)**

□ **HORIZONS MAGHRÉBINS.** La question de la critique d'art au Maroc ; peinture et littérature en Espagne et au Maghreb. **(N° 33-34, trimestriel, 115 F. – 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex.)**

□ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Au sommaire, un riche dossier consacré à la Chine : la stratégie de Pékin à l'égard des provinces et les conséquences de la rétrocession de Hongkong. **(*N° 418, avril 1997, mensuel, 73 F.* – La Documentation française, Paris.)**

□ **INPRECOR.** Un dossier sur Che Guevara, avec des textes de Michael Löwy et de Janette Habel ainsi que des extraits du « discours d'Alger » de février 1965. **(N° 415, juillet, mensuel, 35 F. – PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11.)**

□ **VOLCANS.** Un dossier sur « Le narcotrafic », et un article de José Esteban sur « La répression au Guerrero (Mexique) ». **(N° 27, été, trimestriel, 30 F. – 21 *ter*, rue Voltaire, 75011 Paris.)**

□ **TERRITOIRES.** La « *revue de la démocratie locale* » consacre ce numéro à l'Amérique latine, dont elle relate – en coopération avec le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) – les expériences de quartiers en difficulté. **(N° 378, mai 1997, mensuel, 45 F. – *108-110, rue Saint-Maur*, 75011 Paris.)**

□ **RAW MATERIAL REPORT.** Comment *exploiter des mines à petite échelle* ? Les expériences, de l'Afrique du Sud au Brésil. **(Vol. XXII, n° 3, trimestriel, PO Box 44 062, S-100 73 Stockholm, Suède.)**

□ **HOMMES ET MIGRATIONS.** Dossier spécial consacré à l'Australie. S'achemine-t-on vers la fin du multiculturalisme, alors que monte en puissance un certain populisme de droite ? **(N° 1208, juillet-août, bimestriel, 70 F. – *40, rue de la Duée, 75020 Paris.*)**

□ **DEPARTMENT OF HUMANITARIAN AFFAIRS NEWS.** *Un numéro en anglais* (traduction française disponible à partir de la mi-août) consacré aux femmes en situation d'urgence à travers le monde. Plutôt que de décrire les femmes en victimes, ce magazine a choisi de souligner leurs atouts. **(Avril-mai, publication gratuite cinq fois par an, sur demande. – Service des publications du département des affaires humaines (DHA), C 217 Genève 10, Suisse.)**

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Le dossier, consacré à la genèse de l'Etat moderne, analyse la situation chinoise, les questions de la raison d'Etat et du classement des sans-abri. Le supplément *Liber* traite de la Scandinavie, du marché unique contre la culture et de l'« affaire Sokal ». **(N° 118, juin, trimestriel, 69 F. – Editions du Seuil, 27, rue Jacob, 75006 Paris.)**

□ **TRANSVERSALES SCIENCE/CULTURE.** Une question que pose Jacques Robin : « *Lionel Jospin conduira-t-il une transition féconde ?* » Egalement au sommaire, un dossier sur les nouvelles technologies et la démocratie, et une contribution sur les dégâts du progrès en biologie. **(N° 46, juillet-août, bimestriel ; *abonnement annuel* : 400 F. – 21, bd de Grenelle, 75015 Paris.)**

□ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** Un dossier sur la « *voie étroite* » entre l'emploi et l'euro dans laquelle s'est engagée M. Lionel Jospin. Egalement au sommaire : les pièges de la libéralisation en Inde, et un guide pratique des écomusées en France. **(N° 150, juillet-août, mensuel, 20 F. – 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)**

□ **VACARME.** Réduire le temps de travail : et après ? La parole des experts et leur rôle démocratique. Riches ou pauvres : qui est la « minorité » ? **(N° 3, juin-juillet, bimestriel, 38 F. – *54 bis*, rue de Lancry, 75010 Paris.)**

□ **VILLAGE.** Un dossier complet sur « Quitter la ville », avec une série de reportages sur les difficultés et les réussites de la migration des urbains vers le milieu rural. **(N° 27, juillet-août, bimestriel, 30 F. – La Caillère, 61100 La Carneille.)**

□ **LA REVUE H.** La déportation des homosexuels durant la seconde guerre mondiale ; la vie gay et lesbienne en Chine. **(N° 4, printemps, trimestriel, 60 F. – C/o C. Miles, 90, rue de Maubeuge, 75010 Paris.)**

□ **REVUE D'HISTOIRE DE LA SHOAH.** Avec notamment le fameux article censuré de l'historienne Annie Lacroix-Riz sur « Les élites françaises et la collaboration économique : la banque, l'industrie, Vichy et le Reich ». **(N° 159, avril-mai 1997, 75 F. – 17, rue Geoffroy-L'Asnier, 75004 Paris.)**

□ **ALTERNATIVES NON VIOLENTES.** François Brune ouvre ce dossier sur la publicité, les justifications économiques du phénomène et ses incidences sur l'environnement y sont également analysés. **(N° 103, été, trimestriel, 58 F. – BP 27, 13122 Ventabren.)**

□ **COMMUNICATION ET LANGAGES.** Une étude sur les médias électroniques et la langue française. Egalement : une réflexion sur le citoyen, le politique et le journaliste, et une recherche sur la langue des cités. **(*N° 112*, deuxième trimestre, trimestriel, 69 F. – 1, rue du Départ, 75014 Paris.)**

□ **NOTRE HISTOIRE.** Un régal pour les amateurs : soixante-dix pages sur les églises romanes de France sous les angles historique, architectural et artistique. Plus de 100 monuments présentés. **(N° 146, *juillet-août 1997*, mensuel, *38 F.* – 12, rue Ampère, 75017 Paris.)**

□ **LES PÉRIPHÉRIQUES VOUS PARLENT.** Des entretiens avec Didier Livio (« L'entreprise rebelle ») et avec Honoré Rabekoto (« Solitude, sorcellerie, lutte ») ; et des textes de Christophe Yggdre (« Commerce des dissidences ») et de François Bouchardeau (« *Le devenir amoureux* »). **(N° 8, juillet, trimestriel, 20 F. – BP 46, 75468 Paris Cedex 10.)**

□ **POSITIF.** Un superbe numéro spécial dédié à « La comédie musicale, de Broadway à Hollywood » ; et l'analyse des quatre-vingts films de Cannes. **(N° 437-438, juillet-août, mensuel, 60 F. – 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)**

□ **CULTURES EN MOUVEMENT.** Un débat sur « Tendresse dans la civilisation ? », avec un texte de Roger Dadoun et un entretien avec Edgar Morin. **(N° 4, août-septembre, trimestriel, 40 F. – 24, rue des Ecoles, 75005 Paris.)**

PRÉCISIONS. – A la suite de la publication de l'article « Au carrefour des Balkans » dans le supplément sur Thessalonique (*Le Monde diplomatique*, juillet 1997), M. Aristidis Calogeropoulos-Stratis, directeur du bureau de presse et d'information de l'ambassade de Grèce en France, nous *demande de préciser* que :

– le « blocus » partiel imposé par la Grèce en 1994 contre la Fyrom est jugé par l'auteur comme étant « *en infraction avec deux articles du traité de Maastricht* ». Il s'agit là d'une appréciation arbitraire. La Cour de justice des Communautés européennes, dans son *seul* arrêt relatif à cette affaire, a donné raison à la Grèce en rejetant le recours de la Commission européenne qui demandait des mesures provisoires ;

– la Grèce a levé son « blocus » de son propre gré, en 1995, dans le cadre d'un accord intérimaire, signé, sous l'égide de l'ONU, avec la Fyrom. Accord que l'auteur passe sous silence, bien qu'il prévoie, entre autres, la recherche d'un nom définitif, avec la médiation de M. Cyrus Vance. Or, bien que la note de pied de page explique, à juste titre, que la Fyrom (ex-République yougoslave de Macédoine) est le nom (provisoire) avec lequel « Skopje est reconnu *internationalement* », l'auteur persiste dans l'appellation « République de *Macédoine* », en anticipant sur la décision définitive du médiateur onusien et du *Conseil de sécurité*.

– Par ailleurs, M. Costas Simitis est évidemment premier ministre de Grèce et non « premier ministre de la République de Macédoine ».

● D'autre part, M. Francis Saudubray, de Saint-Jean-de-Luz, nous signale que, dans son éditorial « L'Europe de la Bundesbank » (juillet 1997), Ignacio Ramonet reprend une citation : « ... *le navire continue sur son aire...* » dans laquelle il fallait écrire « ... *sur son erre* ».



PANAMA, UN PAYS OU UN CANAL ?

Une drôle leçon de Realpolitik

LE TAILLEUR DE PANAMA, de John Le Carré, traduit de l'anglais par Mimi et Isabelle Perrin, Le Seuil, Paris, en librairie le 27 août 1997.

LE nouveau roman de John Le Carré, *Le Tailleur de Panama*, débute sur le recrutement forcé de Harry Pendel, le tailleur du titre, par un jeune yuppy des services secrets britanniques, Andy Osnard, fraîchement débarqué en Amérique centrale. Puisque Harry habille et fréquente les membres les plus influents de la société panaméenne, il est mis en demeure de fournir les renseignements qu'il aura su glaner lors des séances d'essayage, des visites chez ses clients, des dîners en ville... Osnard s'assure facilement la collaboration de notre tailleur, que son casier judiciaire et quelques investissements imprudents ne mettent pas en position de refuser.

Que veut Londres ? Envisager ce qui se passera lorsque le canal et sa zone seront remis par les Etats-Unis aux mains des Panaméens en 1999, comme le prévoit le traité Torrijos-Carter de 1977 ; évaluer les positions des forces politiques, connaître les intentions des milieux d'affaires, deviner les réactions des puissances étrangères. Il semblerait que *« Londres rêve d'un mouvement pour la liberté, issu des classes moyennes, organisé et vigoureux, prêt à soutenir la démocratie tout feu tout flamme »*. Aussitôt rêvé, aussitôt fait : Harry se met à fournir des informations, Andy Osnard à les transmettre, Londres à les payer en espèces sonnantes et trébuchantes.

Mais ensuite, « quel Panama ! » (c'est l'épigraphe du livre, expliquée par Le Carré, qui signale que cette expression française du début du siècle était utilisée pour décrire une situation inextricable). En effet, confusion et comique s'installent, puisque toutes les parties concernées jouent double ou triple jeu. Chacun manipule et dissimule, les fonds ne parviennent pas à leurs vrais destinataires, les informations fournies sont de pure fantaisie... Le roman s'en donne à cœur joie dans l'utilisation du schéma comique et plein de suspense des trompeurs-trompés... jusqu'à ce que les choses tournent très mal. Car, hélas ! Harry Pendel a trop bien répondu aux souhaits de Londres et, emporté par la passion créatrice que lui a donnée son vrai métier, il a habillé et étoffé des faits extrêmement maigrichons.

Les inventions du tailleur vont, bien malgré lui, causer la mort d'un de ses amis et fournir un prétexte providentiel aux Américains et à leurs alliés britanniques pour lancer une intervention armée à Panama. Un déluge de feu (nom de code « Passage sûr ») s'abattra à nouveau sur les quartiers pauvres de la capitale, rappelant à Harry et au lecteur l'opération « Juste Cause » déclenchée, en décembre 1989, par le président George Bush contre le général Noriega et effectuée, elle aussi, croix de bois croix de fer, *« au nom de la démocratie »*, et menée, foi de journaliste occidental, *« sans effusion de sang »*...

Le Tailleur de Panama, impeccable roman d'aventures politiques, est d'une drôlerie presque constante. Autour d'un épisode concernant la lutte pour le contrôle d'un petit pays, Le Carré fait se succéder, avec entrain, ruses, parades et coups fourrés. Il donne en même temps un croquis (sociologique, botanique, géographique...) réussi d'une république d'Amérique centrale. Le livre possède aussi, comme il est habituel chez l'auteur, le côté sombre que lui apporte sa méditation sur le rôle, la morale des individus et des nations. On pense à Graham Greene, grand connaisseur du Panama et ami du général Omar Torrijos.

MESURÉ à l'aune éthique de Le Carré, Harry Pendel, ex-taulard et espion débutant, ne s'en tire pas mal, contrairement aux grandes et moyennes puissances du monde et à certains de leurs valets. Avec les aventures du tailleur, le roman démontre ironiquement que les grandes nations ne s'embarrassent ni des réalités, ni des rêves, ni des ruses des petites nations, ou plutôt qu'elles savent toujours les utiliser, les détourner, les modeler selon leurs propres intérêts (ici, le contrôle du canal). La République de Panama, explique Le Carré, est tristement habituée au discours de ses maîtres. Celui-ci, rarement formulé par des paroles, est le plus souvent exprimé par des interventions militaires « éclair » : *« Tenez-vous bien, les petits, ou sans quoi... Et mettez-vous dans le crâne une fois pour toutes que vous êtes un canal, pas un pays. »*

Mais même lorsque « les petits » se tiennent bien, les maîtres, pour des raisons ou déraisons qui leur sont propres, peuvent juger bon de rappeler vigoureusement qui doit conserver le contrôle de quoi. *Le Tailleur de Panama* est ainsi une dure et drôle leçon de realpolitik.

CLAUDE GRIMAL.

CINÉMA

REGARDS SUR LE CINÉMA ÉGYPTIEN. – Yves Thoraval, préface de Jean Lacouture

★ L'Harmattan, Paris, 1996, 2e édition, 164 pages, 110 F.

L'époque n'est pas si lointaine où le classement des industries cinématographiques par aires géopolitiques faisait apparaître, sous la rubrique générique de « tiers-monde », deux pays qui tenaient, tant pour la production que pour l'exportation, une place essentielle : l'Inde et l'Egypte. La deuxième édition française de l'ouvrage d'Yves Thoraval vient à point nommé pour rappeler qu'en soixante-quinze années d'existence le cinéma égyptien fut longtemps, et demeure sans doute, la figure de proue des cinémas africains et arabes. Devenu un phénomène de culture à l'époque nassérienne, il est une plongée dans la société civile dont il raconte l'émergence, dans les rires et les larmes de la vie quotidienne.

Mais cette réactualisation permet de mesurer l'état de détresse matérielle de cette industrie (plus de 3 000 longs métrages en soixante-quinze ans d'existence) depuis vingt ans. Quatorze longs métrages ont été produits en 1996, contre une moyenne de soixante dans les années 80, sans compter des salles en constante raréfaction. Le repli de la production des studios du Caire coïncide avec un nouveau (dés)ordre mondial, le désengagement de l'Etat, un marché du cinéma concurrencé par la télévision et les piratages vidéo, inondé de sous-produits culturels principalement américains, la pression sectaire de censeurs « fondamentalistes »...

RUDOLF EL-KAREH

LA CRITIQUE DE CINÉMA EN FRANCE. – Collectif sous la direction de Michel Ciment et Jacques Zimmer

★ Ramsay Cinéma, Paris, 1997, 434 pages, 249 F.

On connaît le poids de la critique cinématographique en France et à l'étranger, mais il est parfois difficile de l'évaluer, en dehors des journaux et revues « influents », tels *Le Monde*, *Libération*, les *Cahiers du cinéma* ou *Positif*, pour ne citer que les principaux. Voici le premier ouvrage « de fond » entièrement consacré à la critique de cinéma en France, publié sous l'égide du Syndicat français de la critique de cinéma.

Ce livre traite du phénomène sous un angle triple : une histoire de la critique française de 1895 à nos jours ; une anthologie comportant neuf essais sur « la critique vue par elle-même » et quarante-cinq exercices pratiques par les auteurs les plus prestigieux, de Louis Delluc à Georges Sadoul et de Jean-Louis Bory à Serge Daney ; enfin, un dictionnaire imposant de 312 critiques de cinéma, morts ou vivants, où Dieu et Satan reconnaîtront les leurs, les absents ayant forcément tort !

Cette mise en perspective du métier de critique permet de faire le point sur *« une activité qui fait partie intégrante de notre culture, et dont on ne mesurerait véritablement le rôle que si elle venait à disparaître ou à s'abâtardir dans une parodie d'elle-même »*, comme l'affirment, dans leur avant-propos, Michel Ciment et Jacques Zimmer.

MAX TESSIER.

L'ÉCRAN POST-MODERNE, UN CINÉMA DE L'ALLUSION ET DU FEU D'ARTIFICE. – Laurent Jullier

★ L'Harmattan, coll. « Champs visuels », Paris, 1997, 203 p., 120 F.

Le postmodernisme en art, appliqué au cinéma, a créé une catégorie de films qui par leur forme et les conditions de leur projection *« enveloppent et transportent les spectateurs »*. La généralisation des technologies telles que le dolby stéréo, le grand écran, le montage nerveux de plans brefs et souvent violents accompagne des récits sans contenu véritable, politiquement inoffensifs et consensuels. Les esthétiques de la publicité, du vidéo-clip et du cinéma commercial se confondent dès la conception d'un story-board puis dans l'esprit du public.

La grande entreprise de décervelage par l'image, le clonage des plans et des cultures ont été imaginés à Hollywood et récupérés en Europe et ailleurs. Laurent Jullier, maître de conférences à l'université de Metz, convoque la mémoire de Christian Metz et de Serge Daney et analyse avec brio les crises du récit traditionnel, les films-concerts et les effets des nouvelles technologies telles que le numérique ou le morphing, à même de rendre dangereusement crédible toute image manipulée.

CARLOS PARDO.

IDÉES

MÉDITATIONS PASCALIENNES. – Pierre Bourdieu

★ Le Seuil, coll. « Liber », Paris, 1997, 306 pages, 140 F.

« Descartes, notre contemporain », *« Proust, Baudelaire, X ou Y, tellement actuels qu'il faut les lire de toute urgence »*, lit-on sous la plume des demi-habiles ou des hommes politiques qui, en feignant de s'effacer, s'affichent devant telle ou telle figure de la pensée ou de l'action. Loin d'extraire les textes de leur contexte, Pierre Bourdieu médite l'œuvre pascalienne en lutte contre une vision académique ou spectaculaire, qui annihile la lutte incessante des créateurs à l'intérieur de leur champ. Réinvestissant la puissance critique de Pascal, fustigeant *« la vision scolastique »* qui méconnaît le sens pratique des individus, il étend son analyse à la réalité sociale de notre temps. L'auteur des *Pensées* notait que *« la faiblesse de l'homme paraît bien davantage en ceux qui ne la connaissent pas qu'en ceux qui la connaissent »* ; Pierre Bourdieu montre comment la connaissance des déterminations sociales qui pèsent sur l'homme peut l'arracher à la misère du monde.

Son livre aide surtout à dépasser les antinomies que l'illusion intellectualiste répand : il refuse de choisir entre l'universalisme abstrait des intellectuels dominants, gorgés de *« droit de l'homme »* et de *« démocratie »* (un universalisme qui parfois justifie l'ordre établi), et le relativisme cynique ou désenchanté de certains autres. Comment ? En dévoilant une certaine idée de l'homme contenue en creux dans ses précédents ouvrages et qui donne les moyens de lutter contre l'ordre des choses. Pascal méditait l'espace qui nous engloutit, Pierre Bourdieu nous ouvre l'espace des possibles.

NICOLAS TRUONG.

QUAND LE CIEL TROUBLE LA TERRE. – Pierre de Charentenay

★ Editions Brepols (Turnhout, Belgique), 1997, 256 pages, 110 F.

Ce n'est pas par simple coïncidence que les données religieuses des conflits politiques sont apparues, avec plus d'éclat qu'auparavant, après la fin de la guerre froide : c'est que l'effondrement de l'ancien « camp socialiste » et la mise en cause des idéologies universalistes qui inspiraient les mouvements révolutionnaires ont remis au jour les vieux conflits nationaux à caractère religieux et ont laissé le champ libre aux fondamentalismes comme substituts aux espérances perdues. Le Père Pierre de Charentenay, de la Société de Jésus, l'a bien vu et en fait le point de départ de son livre. *« Ce n'est pas la revanche de Dieu*, écrit-il à juste titre, *car il n'y a pas de revanche à prendre ; c'est seulement le retour de la dimension religieuse sur le devant de la scène avec des formes inattendues. »* Il décrit donc les religions principales, dans le système international, avec objectivité et compréhension. Il y réussit à propos de l'hindouisme et du bouddhisme ; son analyse est juste sur les contradictions de l'islam contemporain, dont il montre qu'il n'est ni toujours ni partout porteur d'intégrisme, sans dissimuler les tentations auxquelles il peut céder ; mais plus contestable, peut-être, est son analyse du judaïsme, dont il voit les dérives politiques mais sans en dire assez les explications et les implications. Au total, dans l'inextricable écheveau où se mêlent, en bien des endroits du monde, les pesanteurs religieuses et les passions sociales, ce livre est un guide sûr.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

SCIENCES

L'AGE DES SATELLITES. – Alain Dupas

★ Hachette, Paris, 1997, 209 pages, 98 F.

Un ouvrage qui fait le point aussi bien sur l'histoire de la conquête spatiale que sur ses perspectives actuelles, mais dont l'essentiel est consacré aux satellites. Le constat d'Alain Dupas, dressé avec un très grand talent de vulgarisateur, est que les satellites, grâce aux formidables avancées de la numérisation, sont désormais en prise directe avec l'usager – par les antennes paraboliques –, ouvrant l'ère de « l'espace pour tous ».

L'auteur s'intéresse à tous les satellites, civils et militaires. Ces derniers, « gardiens de la paix », en ce qu'ils ont permis aux deux superpuissances militaires de l'époque de la guerre froide de repérer parfaitement les forces et le moindre mouvement de l'adversaire, sont aussi les auxiliaires indispensables de la « guerre électronique » telle qu'elle a été expérimentée en Irak. Et, dans ce domaine, l'hégémonie américaine est quasi totale : seule la France, avec le satellite de reconnaissance militaire Hélios 1 (en association avec l'Espagne et l'Italie), disposant actuellement de modestes moyens autonomes.

Dans le secteur civil, les domaines les plus porteurs à l'avenir sont celui des constellations satellitaires en orbite basse permettant la téléphonie mobile à l'échelle de la planète et, surtout, celles qui allient la bidirectionnalité du cellulaire au grand débit de la télédiffusion. En d'autres termes, les projets pharaoniques d'autoroutes de l'information, dont l'actuel Internet n'est qu'une modeste esquisse. Déjà, les grands conglomérats américains (Microsoft, Hughes, Lockheed-Martin, ATT) sont sur les rangs, les Européens n'étant, dans le meilleur des cas, que des associés de second ordre...

B. C.

SOCIÉTÉ

L'ORIENTATION FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL

★ Syros, Paris, 1997, 263 pages, 130 F.

A l'automne 1996, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette avait accueilli un colloque sur le thème « S'orienter tout au long de la vie », selon une formule à la mode qui évoque l'aventure, le nomadisme professionnel, en tout cas la flexibilité proclamée obligatoire. Les propos tenus n'ont pas échappé à la loi du genre : langue de bois des institutions, redites, désordre inévitable... Heureusement, les éditeurs ont effectué un élagage salutaire.

Un problème social, économique et même éthique est posé : gérer l'incertitude du devenir des sociétés et des individus en matière d'emploi, donc de formation. On ne peut plus compter sur les mécanismes anciens de l'orientation dans le système scolaire, et la mobilité professionnelle paraît inévitable. Mais que recouvrent les termes en vogue comme projet, identité, compétences, insertion, employabilité ? La diversité des positions saute aux yeux. C'est ce qui fait l'intérêt du livre : on peut y repérer les conflits radicaux qui opposent les directeurs des ressources humaines et les syndicalistes, ou bien les désaccords entre les techniciens de la formation et de l'organisation du travail et les chercheurs.

Derrière tout cela, des questions essentielles : y aura-t-il demain du travail pour tous ? Faut-il accepter la tendance actuelle à rendre le salarié responsable, donc éventuellement coupable, de son adaptation aux mutations ? Ce paradoxe de l'individualisation contre l'autonomie est aussi exprimé avec une ironie mordante par les dessins de Pessin, qui sont autant de commentaires, au fil des pages, rappelant le désarroi concret des gens ordinaires.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

FEMMES DU SUD, CHEFS DE FAMILLE. – Sous la direction de Jeanne Bisilliat

★ Karthala, Paris, 1996, 410 pages, 180 F.

La féminisation de la pauvreté a été l'un des grands thèmes de la IVe Conférence des Nations unies sur les femmes, qui s'est tenue à Pékin, en septembre 1995. Si cette paupérisation n'est pas récente, elle s'est néanmoins aggravée, dans les pays du Sud, au cours des deux dernières décennies, sous les coups conjugués des politiques d'ajustement structurel et de la logique néolibérale, entre autres raisons. Cette évolution touche particulièrement les femmes, qui assument en plus grand nombre, volontairement ou non, le rôle de « chefs de famille ». Phénomène connu et étudié au Nord, le développement des *« familles monoparentales »* demeure relativement invisible au Sud, où les recensements nationaux le sous-estiment. Pourtant, comme le souligne Marc Pilon, démographe, *« si la situation n'est pas nouvelle et varie fortement selon les sociétés et les contextes, elle concerne – semble-t-il – une proportion croissante de ménages en Afrique »*.

C'est en Afrique de l'Est et en Afrique australe que le phénomène est le plus important (entre 20 % et 30 % des ménages suivant les pays) et dans les pays sahéliens et maghrébins que l'on trouve la plus faible proportion de femmes chefs de ménage, en raison probablement du poids de la religion. Leur *« faible visibilité statistique et politique »* entraîne une sous-estimation de leur rôle économique et de leurs difficultés.

SOPHIE SENSIER.

L'AFFAIRE CARPENTRAS. – Nicole Leibowitz

★ Plon, Paris, 1997, 206 pages, 98 F.

Six ans après la profanation du cimetière de Carpentras, en mai 1990, quatre jeunes skinheads sont arrêtés et condamnés. L'immense émotion suscitée par ce crime aurait pu déconsidérer l'extrême droite française. Au contraire, le Front national n'a fait que progresser à Carpentras. Son candidat local, également avocat de plusieurs protagonistes de cette affaire, a presque doublé son nombre de voix entre les législatives de 1988 et celles de 1997.

Nicole Leibowitz s'attache à démontrer comment le Front national a pu se prétendre victime d'un prétendu « mensonge d'Etat », et oser réclamer « pardon » après ce « coup » organisé par quelques fanatiques qui n'avaient sans doute pas compris la subtilité des euphémismes employés par le parti de Jean-Marie Le Pen pour préserver sa respectabilité.

Un tel retournement est devenu possible à la faveur des errements de l'enquête et de la confusion entretenue par des relais d'opinion. D'abord, un procureur qui légitime une thèse abracadabrante. Ensuite, un avocat avide de publicité, qui joue au fin limier devant les caméras. Enfin, une presse conservatrice qui propage une thèse élaborée par une télévision à la dérive (TF 1) et un animateur peu scrupuleux qui n'aura jamais la décence de reconnaître sa faute.

PHILIPPE DESCAMPS.

UN CONTE MORAL

La parabole des aveugles

L'AVEUGLEMENT (Ensaio sobre a cegueira), de José Saramago, traduit du portugais par Geneviève Leibrich, Le Seuil, Paris, 303 pages, 135 F.

PREMIER cas : un automobiliste, arrêté devant un feu, se trouve soudain plongé dans une blancheur si lumineuse et si totale qu'elle dévore les couleurs, les objets et les êtres. Deuxième cas : celui de l'ophtalmologue qui l'examine. Suivront une prostituée en plein exercice de son métier, puis un garçonnet. La multiplication de ces cas pousse les autorités à mettre en quarantaine toutes les personnes affectées par « l'étiologie du mal blanc », comme elles désignent la cécité.

Toute la population, devenue aveugle, va vivre, dans la plus répugnante des promiscuités, des scènes d'horreur – bacchanales, viols, meurtres – car, bien que n'étant pas mortelle, cette peste détruit les valeurs morales, impose la loi du plus fort, l'injustice et l'oppression. Comme Luis Buñuel dans le film *L'Ange exterminateur*, où des dizaines d'invités restent enfermés dans des salons (annonciateurs de ceux de l'ambassade du Japon à Lima), José Saramago sait que, pour décrire la situation à laquelle nous aurait conduit la démocratie libérale et postcommuniste, il faut avoir recours à la parabole. A l'instar de ses illustres prédécesseurs dans le genre allégorique – Jonathan Swift, Daniel Defoe ou Voltaire –, il utilise un vocabulaire et des images simples, traitées avec une écriture dense, sans dialogues classiques, où la voix du narrateur et celle des personnages se fondent en un monologue extérieur et collectif. C'est pour obtenir ce décalage que *L'Aveuglement* est pétri de dictons (*« Il n'est de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir »*, *« Chaque chose arrive en son temps »*, *« Pour s'être levé de bon matin, l'on ne meurt pas plus tôt »*, etc.) ; de métaphores assez courantes (*« Pour avoir perdu la lumière de leurs yeux, ils perdaient aussi le phare du respect »*) ; de références à Platon et aux classiques (*« Les yeux sont des miroirs tournés vers l'intérieur »*), ainsi que d'innombrables mentions au Nouveau Testament, car l'auteur de *L'Evangile selon Jésus Christ* connaît bien sa Bible.

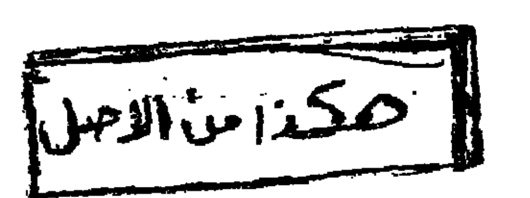
SANS doute aussi, à travers ce langage stéréotypé, José Saramago veut-il identifier le lecteur à un narrateur omniscient et faire de lui un spectateur neutre et distancié. *« Mais – comme dit l'un de ses personnages – les phrases toutes faites sont ainsi, elles ne sont pas sensibles aux mille subtilités du sens. »*

Pour rendre la parabole plus universelle, les personnages n'ont pas de nom. L'auteur les désigne par leur profession, leurs attributs distinctifs ou leur parenté avec les autres (*« le médecin »*, *« sa femme »*, *« le vieillard au bandeau noir »*, *« la jeune fille aux lunettes teintées »*). Même les figures saintes de l'Eglise sont anonymes, facilement repérables et toutes à leur tour deviennent aveugles. José Saramago décrit, dans une des plus belles pages du livre, *« cet homme cloué sur la croix et avec un bandeau blanc »*, *« un vieillard avec une longue barbe et trois clés à la main, il a les yeux bandés »*, *« un autre homme avec une balance, il avait les yeux bandés »*.

Chez Buñuel le surréaliste (qui met toujours en scène, dans ses films, disons-le au passage, des aveugles odieux), l'amour fou d'un couple suffira pour rompre le maléfice de l'enfermement. Saramago, lui, est communiste, mais un communiste anarchisant et quelque peu mystique, comme le sont souvent les Ibériques, c'est pourquoi il faut sans doute *« excuser ses harangues moralisatrices »*.

Une seule personne – la femme du médecin – reste voyante et clairvoyante : cette cécité, allégorie de l'aveuglement par repli sur soi de notre monde actuel, est un pouvoir de mort. Son mari sera l'un des premiers à prendre conscience des causes de l'épidémie, donc à recouvrer la vue : *« Je pense que nous ne sommes pas devenus aveugles, je pense que nous étions aveugles. Des aveugles qui voient. Des aveugles qui, voyant, ne voient pas. »*

RAMON CHAO.



DU MOIS

POLITIQUE

LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES. – Sous la direction de Laënnec Hurbon

★ Syros, Paris, 1996, 385 pages, 160 F.

De la Russie d'Eltsine à l'Afrique du Sud de Mandela, de l'Argentine au Burkina Faso, du Chili à la Pologne..., cet ouvrage analyse les fondements, les enjeux, les freins et les rapports de forces au sortir des diverses formes de dictature. Toute stabilisation démocratique dépend de la capacité des gouvernants à mener à bien trois vastes chantiers de transformations : assurer la neutralité des forces armées ; créer un consensus autour de la démocratie ; définir un nouveau type de rapports entre l'Etat, la société politique et la société civile. Evitant tout discours triomphaliste, les auteurs notent que, s'il n'y a jamais eu de régime démocratique sans transition démocratique, il y a des transitions démocratiques sans régime démocratique et même que, bien souvent, la transition démocratique s'abîme en régime *antidémocratique*. D'où ce constat : *plutôt que* « transition démocratique », l'expression qui *conviendrait serait « transition vers la démocratie »* ; elle indiquerait clairement que la démocratie – qui ne peut se résumer au multipartisme et au droit de vote – est une visée et non une réalité établie.

On pourra reprocher au responsable de cet ouvrage collectif de n'avoir pas élagué quelques textes de moindre portée. Il n'en demeure pas moins que l'ensemble soulève un certain nombre de pistes intéressantes et pose en filigrane les questions essentielles : jusqu'où la pauvreté résistera-t-elle à la démocratie ? Jusqu'où la démocratie peut-elle résister à la pauvreté ?

M. L.

MÉDIAS

PRESSE ET INTERNET EN INTERACTION. – Valia *Kaimaki*

★ Publications de l'université Paris-VII – Denis-Diderot, coll. « Science et médias », Paris, 1997, 110 pages, 70 F.

Régulièrement mise en cause, la presse en ligne est-elle un média à part entière ? Valia Kaimaki l'affirme dans son ouvrage, mais elle nuance : *« Internet n'est qu'un support, comme le sont le téléphone ou le papier. »*

Parmi les ouvrages consacrés aux nouvelles technologies, cet essai a le mérite d'aborder de manière claire et rigoureuse la relation « privilégiée » entre le journaliste et Internet. L'auteur appuie sa recherche sur de nombreux entretiens (*Philippe Quéau, Francis Pisani,* Laurent Mauriac, Dominique Nora...) et *exemples de presse en ligne (Webdo, la Pl@nète, La Rafale...)*.

« Internet va chambouler complètement le métier de journaliste », prévoit Kaimaki. Le journaliste se transformera en effet en explorateur dans un océan d'informations et présentera ses résultats sous forme d'analyses et de commentaires. Peut-être au risque de lier sa démarche journalistique davantage à la documentation qu'à l'information.

Toutefois, l'auteur estime que la révolution annoncée n'est pas pour demain. Même avec l'évolution de l'écriture multimédia, la presse en ligne devra encore trouver des moyens pour créer un contenu attractif au-delà de l'archivage, qui demeure *« utile mais inintéressant, et éloigné de la nature même de la presse »*.

OLGA RUIZ.

VOTER TURNOUT FROM 1945 TO 1997 : A GLOBAL REPORT ON POLITICAL PARTICIPATION. – Institute for Democracy and Electoral Assistance *(Strömsborg S-103 34 Stockholm, Suède, 1997, 103 pages.)* Une étude sur la participation électorale depuis plus d'un demi-siècle dans 171 pays, analysée par le professeur Richard Rose (British Academy).

LA VILLE EN FRANCE AUX XIXe ET XXe SIÈCLES. – Sous la direction de Jean Sagnes, avec participation de Pierre Guillaume, John M. Merriman, Jean-Marie Miossec et Jean-Luc Pinol. *(Ville de Béziers/ Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 1997, 135 pages, 60 F.)* L'histoire de la ville en France depuis l'industrialisation, de la démolition des remparts médiévaux à la croissance urbaine après la seconde guerre mondiale : emploi, logement, hygiène, organisation des loisirs...

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : DES QUALIFICATIONS EN ÉMERGENCE. – Elisabeth Dugué et Philippe Mouton. *(Observatoire de la fonction publique territoriale, CNFPT, 3, villa Thoréton, 75738 Paris Cedex 15, 1997, 166 pages, 100 F.)* Exposé des situations auxquelles est confronté le développement social urbain (DSU), à partir de l'analyse des dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la politique de la ville.

L'ÉTAT DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE 1997. – Laurent Leblond. *(Fonds européen pour la liberté d'expression, 50, rue Mouraud, 75020 Paris, 1997, 156 pages.)* Troisième du genre, ce rapport bilingue (français et anglais) s'efforce de mesurer – à une aune exclusivement politique, indépendamment du contexte économique et social – les avancées (et les reculs) de la démocratie dans les ex-pays socialistes d'Europe.

LE SIÈCLE D'ARAGON. – Direction de la communication et la direction de la culture, de la jeunesse et du sport du conseil général de Seine-Saint-Denis *(BP 193, 93003 Bobigny Cedex, 1997, 135 pages.)* Vingt-quatre écrivains évoquent Louis Aragon – le poète, le communiste, l'amoureux d'Elsa – à l'occasion du centenaire de sa naissance. Avec de superbes photographies.

HISTOIRE

LE COUTEAU ET LE POISON. L'Assassinat politique en Europe (1400-1800). – Georges Minois

★ FAYARD, Paris, 1997, 445 pages, 150 francs.

Le terrorisme moderne trouve ses sources dans les complots, assassinats et régicides des temps passés. Telle est la thèse que Georges Minois soutient à travers une fresque historique très détaillée des mœurs politico-religieuses, tranchantes et empoisonnées, du Moyen Age au début de l'Empire. La chronologie du livre suit celle de l'histoire de France avec les éléments significatifs concernant les autres pays d'Europe, de Richard II à Bonaparte. Cet ouvrage associe l'événementiel (chroniques détaillées des crimes, ainsi que les comptes *rendus sanglants des supplices réservés aux* accusés), et les grands débats des théoriciens de l'époque justifiant ou récusant l'élimination physique du tyran. Les chapitres concernant les oppositions religieuses (à partir de la fin du XVIe siècle) soulèvent les questions philosophiques et idéologiques à la base de l'organisation des Etats européens : rapport entre pouvoir divin et pouvoir temporel, frontière entre autorité et tyranisme, nécessité d'un contrat moral et social entre le monarque et ses sujets. Ce foisonnement de réflexions d'Erasme à Moore, de Machiavel à Hobbes, de Locke à Rousseau s'avère d'autant plus passionnant que, comme le conclut Georges Minois, ces questions restent encore terriblement d'actualité.

VIOLAINE RIPOLL.

REGARDE, VOICI TANGER. Mémoire écrite de Tanger depuis 1800. – Boubkeur El Kouche

★ L'Harmattan, coll. « Les Cahiers de Confluences », Paris, 1997, 238 pages, 150 F.

Parmi les villes mythiques, Tanger – *« blanche colombe perchée sur l'épaule de l'Afrique »*, disait d'elle Montherlant – occupe une place de choix. *« Nid d'espions », « enfer du jeu », « paradis de tous les vices »*, les qualifications négatives semblent ajouter à la vénéneuse *fascination* qu'exerce la *« perle du détroit »*, située au carrefour de deux mers *(Méditerranée, Atlantique)*, de deux continents (Europe, Afrique), de deux civilisations (chrétienté, islam) et de deux mondes (Nord, Sud). Avec un grand talent, Boubkeur El Kouche, professeur à l'université de Tétouan, propose dans son ouvrage une anthologie des textes consacrés à cette cité par des voyageurs, des diplomates, des artistes, des écrivains et des aventuriers. Parmi ceux-ci, on lira avec délectation les morceaux choisis d'Alexandre Dumas, Edmondo de Amicis, Eugène Delacroix, Mark Twain, Pierre Loti, Pio Baroja, Albert T'Serstevens, Paul Bowles, Truman Capote, Joseph Kessel, Paul Morand, Jack Kerouac, Allen Ginsberg, Roland Barthes et Juan Goytisolo. De la *grande littérature sur une* ville à redécouvrir.

NANCY DOLHEM.

MINIK, L'ESQUIMAU DÉRACINÉ. – *Kenn Harper*

★ Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 386 pages, 159 F.

En 1897, le jeune Minik accompagne son père et quatre autres Esquimaux polaires du Groenland à New York, invités par l'explorateur américain Robert Peary, premier conquérant (officiel) du pôle Nord. Son père et les autres Esquimaux meurent de tuberculose foudroyante. Minik, abandonné, va connaître une vie misérable. Puis il fera une découverte stupéfiante dans une vitrine de l'American Museum of Natural History : le squelette exposé de son père. Il réclame sa restitution pour l'enterrer dignement, alerte la presse, met en cause Peary et conteste sa conquête du pôle. *Il sera* renvoyé *au Groenland, où les siens, dont* il ne connaît plus la langue, le rejetteront. Revenu aux Etats-Unis, il mourra solitaire à l'âge de vingt-huit ans.

Ecrit sans véhémence, ce livre ne laisse pas indemne. *« Le destin tragique de Minik nous interpelle*, affirme Jean Malaurie. *Car sa vie est le symbole le plus douloureux qui soit ; ainsi aboutissent les rencontres entre cultures éloignées quand elles sont préparées de manière chaotique et méprisante. »*

N. D.

SPORT

LA FRANCE DU TOUR. Le Tour de France. Un *espace sportif à géographie variable.* – *Paul Boury*

★ L'Harmattan, Paris, 1997, 444 pages, 240 F.

Cet ouvrage est une somme, exploitant intelligemment la littérature produite à partir du Tour et la littérature portant sur le Tour. L'auteur connaît aussi bien la presse spécialisée que la littérature romanesque ou celle des historiens et des sociologues. *Mais La France du Tour* est beaucoup plus qu'une somme : l'*étude attentive, minutieuse et remarquablement* écrite d'un observateur qui a su trouver, pour parler de ce *« lieu de mémoire »* à géométrie variable, un point de vue original et fécond.

Sensible à toutes les dimensions du phénomène (sportive, certes, mais aussi technique, économique et narrative), c'est avant tout en urbaniste et en géographe que Paul Boury analyse tour à tour, si l'on peut dire, l'espace « inventé », l'espace « construit » et l'espace « recomposé » (depuis 1952) de la grande épreuve sportive française. Le Tour, qu'il continue à aimer en *« homme qui ne voudrait pas vieillir »*, est en définitive, à ses yeux inquiets et attentifs, le révélateur d'une société et d'un monde en voie de transformation accélérée.

MARC AUGÉ.

CUBA EN ANGOLA

La guerre oubliée

LORSQUE Gabriel Garcia Marquez, en 1977, révéla au monde, dans un document intitulé *Opération Carlota*, qu'un petit pays des Caraïbes avait réalisé la prouesse de transporter plusieurs dizaines de milliers de soldats en Angola pour mener l'une des opérations militaires les plus audacieuses des dernières décennies, les pays latino-américains, plus habitués à supporter les interventions et les ingérences qu'à exporter une révolution, ressentirent une sorte de fierté bolivarienne.

Géostratégiquement, l'intérêt de Cuba *pour le continent noir s'explique, plus que* par la composante africaine de la population de l'île, par l'isolement dans lequel celle-ci, évincée de l'Organisation des Etats américains (OEA) sur l'initiative de Washington, a été maintenue. En effet, des expéditions d'Ernesto « Che » Guevara au Congo, dès 1965, à la tournée de M. Fidel Castro en 1977 dans sept capitales, la présence militaire ou technique cubaine ne s'est pas limitée à l'Angola, même si c'est dans ce pays qu'elle a joué le rôle le plus important, cristallisant l'affrontement des deux superpuissances mondiales en Afrique au cours de la guerre froide.

Le livre de Carlos Carrasco (1), actuel ambassadeur de Bolivie à Paris, élimine cependant très vite les doutes : Cuba n'a constitué en rien, dans cette affaire, une marionnette au service de Moscou, mais a bien entrepris, avec une large indépendance, une opération dont l'envergure ne laisse pas de surprendre et dont la portée a infléchi le cours de l'histoire dans cette partie de l'Afrique.

Juridiquement, l'action cubaine (1975-1990) était rendue légitime par l'appel d'un gouvernement reconnu internationalement. Elle s'inscrivit dans la stratégie d'une guerre régulière de basse intensité, dans laquelle le corps expéditionnaire cubain, à des milliers de kilomètres de *chez lui, allait s'opposer finalement à* l'armée de la République sud-africaine, la *mieux équipée de la région. Depuis* La Havane, jour après jour, mois après mois, M. Fidel Castro, renseigné par les satellites soviétiques, dirigea les opérations tactiques et stratégiques dans leurs moindres détails et, en 1987, lors de la plus importante bataille jamais livrée en Afrique australe, les unités de Pretoria furent balayées à Cuito-Cañavale par les brigades mécanisées cubaines.

De fait, les Cubains assurèrent le *commandement total de* l'Angola, du point de vue militaire, ce qui conduisit *aussi à une mainmise sur l'économie de* ce pays et, dans certains cas, à des trafics douteux, dont l'une des conséquences inattendues fut le procès très contesté au terme duquel le général Arnaldo Ochoa, héros des corps expéditionnaires cubains, fut exécuté à La Havane en 1989. Confrontant récits et entrevues (dont celle de M. Fidel Castro), Carlos Carrasco, sans abonder totalement dans le sens de la version officielle, rejette la thèse du machiavélisme et interprète cette affaire trouble comme une double occasion pour le régime de donner une leçon aux militaires corrompus et d'enterrer une fois de plus, au moment du retrait cubain, le rêve guévariste de l'exportation de la révolution.

LES accords de paix pour l'Angola (Lusaka, 1993) signés après le retrait sont demeurés précaires (2). Les récents combats, au cours desquels des unités angolaises du président Eduardo Dos Santos, appuyant M. Laurent Désiré Kabila, *ont affronté l'armée zaïroise soutenue par* les forces de M. Jonas Savimbi, *témoignent du fait que, sur l'échiquier* africain, la guerre que se sont livrée pendant deux décennies le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) connaît encore des répercussions continentales.

GÉRARD TEULIÈRE.

(1) Carlos Carrasco, *Los Cubanos en Angola. Bases para el estudio de une guerra olvidada*, universidad Andina, La Paz, 1997, 540 pages.

(2) Lire Augusta Conchiglia, « Mensonges et diamants en Angola », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

DEUX OUVRAGES SUR CHE GUEVARA

Un retour chargé de sens

LES hasards de l'édition viennent de *mettre à la disposition du public* français deux livres dont la couverture *porte le même titre*. « Che », et une photo du célèbre révolutionnaire argentin Ernesto *Guevara, dont les restes* viennent d'être retrouvés en Bolivie, trente ans après sa mort, et solennellement remis à Cuba. Il s'agit de deux études approfondies : 575 pages pour l'ouvrage de Pierre Kalfon (1), et 710 pour celui de Paco Ignacio Taibo II (2).

L'un et l'autre ouvrages ont un projet et une portée que l'on dirait à l'inverse de ce que laisse supposer leur sous-titre ou surtitre : *« Ernesto Guevara, une légende du siècle »*, pour le journaliste-diplomate français familier de l'Amérique latine (3) ; *« Ernesto Guevara connu aussi comme le* [Che] » pour le Mexicain, *remarquable auteur notamment de romans* policiers très lus en France et ailleurs.

Le livre de Taibo est moins, en effet, la narration d'une vie que, selon la « 4e de couverture », *« la grande biographie latino-américaine d'un héros latino-américain »* ; ce livre revendique hautement ce qu'il y a de vivant, d'exemplaire encore, *en dépit d'apparences contraires*, dans le geste de son modèle ; pour lui, les *faits* valent moins pour eux-mêmes *que* comme support romantique à l'édification de l'image d'un preux.

A l'inverse (et bien qu'il se place sous une paradoxale affirmation de Régis Debray : *« Commençons par écarter tous les faits, pour nous en tenir aux choses sérieuses, les légendes »)*, la biographie écrite par Pierre Kalfon offre une approche cartésienne et universelle, dépassionnée (encore qu'en sympathie avec son héros), dépouillée ; pour être tout aussi documenté, l'ouvrage de Kalfon sait, par ailleurs, ne pas étouffer le lecteur sous une avalanche de détails, militaires *notamment ; et, ce qui ne gâche rien*, il est superbement écrit.

Ces deux ouvrages – qui paraissent moins de deux ans après le sympathique mais approximatif *Che Guevara* de Jean Cormier (4) (écrit avec l'aide de la fille aînée du Che, Hilda, et de son grand ami de jeunesse Alberto Granados) – ouvrage *qui a connu un très vif succès* –, accompagnent également la sortie, au nord et au sud des Amériques, de *La vida en rojo*, de l'éditorialiste mexicain Jorge Castaneda (5), et de *Che Guevara, a revolutionary life* (Che Guevara, une vie révolutionnaire), du journaliste américain John L. Anderson (6).

CES auteurs, qui ont eu accès, respectivement, à des archives officielles et américaines et à des carnets du Che détenus par sa veuve Aleida, apportent des éléments nouveaux sur des points demeurés à ce jour controversés : qu'il y a bien eu rupture politique, en 1965, entre un Ernesto Guevara en train de virer à la critique de l'URSS et un Fidel Castro plus *pragmatique ; que le choix, dans la foulée*, du Congo comme (désastreux) terrain de *guérilla a été le fait du commandant en* chef de la révolution cubaine et non du Che ; et *que La Havane a* apparemment été très loin, en 1967, d'apporter toute l'aide qu'elle aurait pu au guérillero traqué par les *rangers* boliviens.

Quoi qu'il en soit, et en attendant la traduction de ces deux derniers livres, on peut se demander pourquoi surgit, par-delà la fin calamiteuse (épuisé, malade, en loques, sans plus aucun moyen de communication, Guevara, entouré de seize ultimes compagnons, fut fait prisonnier au fond d'un sinistre vallon dans un coin à peu près désert de l'Orient bolivien, avant d'être froidement exécuté d'une rafale de mitraillette), un tel regain d'intérêt, dans l'édition et le public, pour le guérillero marxiste au visage christique. Car l'approche du trentième anniversaire de l'épisode (ce sera le 8 octobre prochain) ne saurait tout expliquer...

C'est que, mort trop jeune (à 39 ans) *pour qu'on lui attribue échec ou compro*mission, le Che en est sans doute venu à *incarner une nostalgie du sens* – celle-là même qui étreint tant d'hommes aujourd'hui. *Le sens que conférerait* à notre époque de laisser-faire économique, de déification de l'argent et de mondialisation des marchés, sur fond d'Europe si peu sociale, une idéologie de type communautaire, et ce même si le guévarisme se trouve nettement démonétisé, avec tous les autres marxismes-léninismes, par l'échec des stratégies de la violence contre les démocraties, et des révolutions à l'est de l'Europe.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Pierre Kalfon, *Che, Ernesto Guevara une légende du siècle*, Seuil, Paris, 624 pages, 148 F.

(2) Paco Ignacio Taibo II, *Ernesto Guevara connu aussi comme le Che*, Métaillé/Payot, Paris, 796 pages, 185 F.

(3) Du même auteur : *Argentine*, Gallimard, coll. « Petite Planète » ; *Les Amériques latines en France*, Gallimard.

(4) Jean Cormier, *Che Guevara*, Editions du Rocher, Paris, 1997, 457 pages, 139 F.

(5) Jorge Castaneda, *La Vida en rojo*, Espasa Calpe, Buenos Aires, 1997.

(6) John L. Anderson, *Che Guevara, a revolutionary Life*, Grove Press, New York, 1997.

RELATIONS INTERNATIONALES

L'après-guerre froide

« *LES hommes font leur histoire mais ne savent pas l'Histoire qu'ils font.* » En commençant son livre par le rappel de ce « paradoxe », Jean-Paul Chagnollaud (1) en suggère, du même coup, la signification et l'opportunité. Tel a été le choc de l'effondrement de l'Est et de la brusque fin de la guerre froide que, tout à coup, il a fallu découvrir un nouveau système de relations internationales. C'est celui-ci que ce livre analyse avec rigueur en distinguant les *« mutations »* qui interviennent en ce moment même sur la scène du monde, les *« tensions » qui en résultent, en particulier* avec la crise des nationalismes, la *résurgence des entreprises politico-religieuses* et la mise en cause des Etats, les « risques » dont les plus grands seraient, selon lui, la prolifération des armes de destruction massive et les formes diverses de terrorisme.

On peut s'interroger sur quelques-uns *des développements de l'auteur*, par exemple sur sa confiance en une certaine *« construction européenne »*, ou se demander s'il y a un autre cadre que la nation pour l'exercice de la démocratie et l'expression de la volonté populaire. Mais il reste que ce livre est l'un des plus rigoureux que *l'on puisse lire sur le nouvel état des relations* internationales.

Autre entreprise audacieuse et pourtant indispensable, celle de Marie-Claude Smouts et Bertrand Badie : remettre en *question* le « territoire » comme élément fondamental des relations internationales (2). *La plupart des auteurs qu'ils ont* réunis en ont compris le sens, faisant ressortir, chacun à sa manière, les rapports dialectiques, c'est-à-dire incessants, mouvants et pourtant irréductibles entre les territoires – comme assises nationales, politiques ou culturelles – et les autres données du système international actuel, y compris les plus nouvelles, les plus radicalement perturbatrices du système ancien. C'est ce que l'on verra dans ce remarquable recueil de textes à propos de l'universalisme et des particularismes en Inde, des conflits du Proche-Orient, par exemple, avec les contributions de Christophe *Jaffrelot, d'Alain Dieckhoff, de* Jean-François Legrain. Comme aussi avec *la mondialisation des économies, la « déterritorialisation »* des firmes multinationales, *évoquées par* Wladimir Andreff.

Mais on peut aussi se demander, par contraste, si la tentation de négliger les réalités nationales et leur transcription territoriale ne risque pas d'obérer les analyses faites à propos de l'ancienne Union *soviétique et si le désir, presque obsessionnel*, de les minimiser le plus possible, comme dans la postface d'Alfred Grosser, n'amène pas à tourner le dos aux réalités elles-mêmes.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

(1) Jean-Pierre Chagnollaud, *Relations internationales contemporaines : un monde en perte de repères*, L'Harmattan, Paris, 1997, 243 pages, 130 F.

(2) Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts (sous la direction de), *L'International sans territoire*, L'Harmattan, coll. « Cultures et conflits », Paris, 1996, 442 pages, 180 F.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

La France et le cybermonde

Par JOËL DE ROSNAY *

AVEC la proposition du président William Clinton de non-taxation du commerce électronique sur le Web, Internet revient au premier plan de l'actualité *(lire, page 16, l'article de Bernard Cassen)*. L'explosion des réseaux multimédias est un phénomène majeur de cette fin de siècle. On entre dans un nouvel « espace-temps », un « cybermonde », où durée et distance sont contractées, avec la modification fondamentale des règles politiques, économiques et industrielles qui en découle.

L'impact de la société informationnelle sur l'économie est reconnu. Elle ne va pas remplacer la société industrielle, mais en constitue une autre forme. Elle est surtout le lubrifiant du moteur des sociétés industrielles, grippé, incapable de créer de la croissance et de l'emploi. La société informationnelle joue un rôle de « dégrippant » en fluidifiant l'économie et en favorisant la mobilité des hommes et des idées. Elle contribue à créer de nouvelles niches de marchés, en synergie les unes avec les autres, amorçant ainsi des mécanismes de rendements croissants, cercles vertueux caractéristiques de la nouvelle économie des réseaux (1).

L'entrée dans le cybermonde est riche de potentialités encore mal comprises. Surtout en France, où la plupart des élites considèrent Internet comme une nouvelle technologie venant simplement s'ajouter à d'autres. Or Internet n'est pas une nouvelle technologie, mais un système intégré de partage de ressources. Un écosystème informationnel composé de multiples éléments interdépendants (ordinateurs, modems, réseaux, logiciels, fournisseurs d'accès et de contenus...).

Internet est un protocole informatique qui permet à des ordinateurs de partager des ressources à l'échelle mondiale en utilisant les 700 millions de lignes du réseau téléphonique. Il ne s'agit plus de se positionner « pour » ou « contre » Internet. Le vrai débat porte sur les conditions d'entrée dans ce nouvel espace-temps économique, sociologique et culturel ouvert par les nouveaux systèmes de communication. Pour réussir cette entrée, il est nécessaire que les réseaux utilisés soient compatibles, connectables et commutables. C'est le pouvoir individuel de commutation qui fait la force du Web, trame multimédia du nouvel espace-temps cybernétique.

Un effet de levier

L'ENTRÉE dans le cybermonde remet en cause les règles de l'économie en faisant émerger trois paramètres de la compétitivité internationale : la vitesse, l'intelligence et l'adaptabilité. Les nations et les entreprises qui conquièrent et occupent certains secteurs du cybermonde bénéficient d'une « prime au premier occupant ». Comme en biologie, il est très coûteux pour une espèce vivante de tenter de déloger une autre espèce qui a conquis une niche écologique et qui s'y est adaptée. De manière analogue, les nations et les entreprises qui conquièrent les premières les nouvelles niches du cybermonde y « verrouillent » leur secteur. Un phénomène bien connu des économistes de la nouvelle génération et appelé « effet de lock-in ». Cette prime au premier occupant pénalise les arrivants tardifs. Ce n'est pas l'offre technologique qui modifie les hommes, les mentalités et les structures sociales, mais le nouvel espace-temps. Son avènement change les conditions d'évolution des sociétés humaines. En même temps sa brusque expansion soulève un problème de fond : celui de la compatibilité de modèles économiques avec le respect des aspirations fondamentales de l'homme et de l'égalité des chances. De nouvelles contraintes qui ont pour nom : chaîne de valeur ajoutée immatérielle et espace de travail.

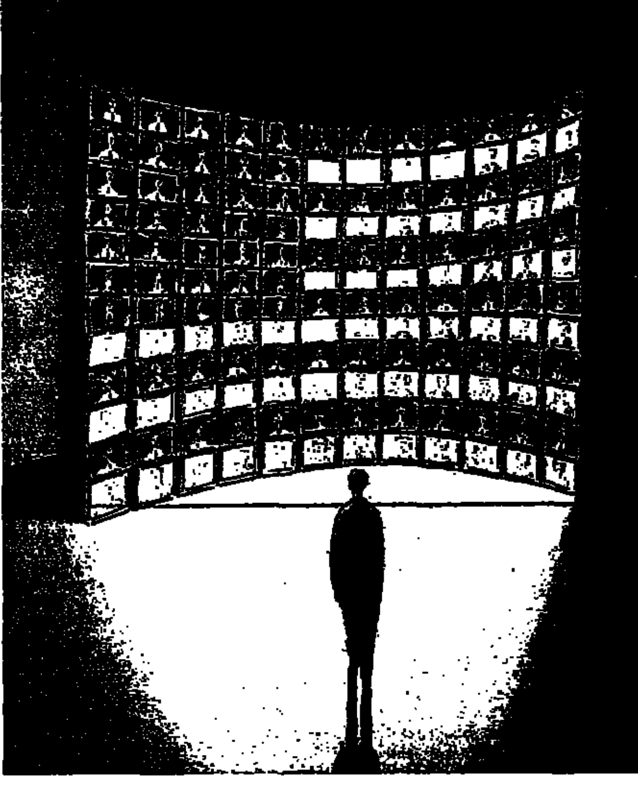
L'industrie et l'économie se sont longtemps fondées sur l'exploitation de chaînes de valeur ajoutée matérielles. L'explosion des services « immatériels » est récente. Comme la percée du « commerce électronique » à l'échelle mondiale grâce à Internet. De manière traditionnelle, la chaîne de valeur ajoutée matérielle lie l'homme à l'entreprise par les trois unités classiques : unité de lieu (pour assurer le contrôle des tâches) ; unité de temps (pour quantifier la base du salaire) ; et unité de fonction (compétence individuelle exercée dans l'entreprise). La désynchronisation, la délocalisation et la dématérialisation du travail créent une nouvelle classe de travailleurs. Après le paysan, l'ouvrier et l'employé, apparaissent les travailleurs du savoir, aptes à manier les symboles, les données abstraites et à les transformer en produits à plus haute valeur ajoutée.

Parallèlement, la fluidité de l'économie s'est étendue aux produits financiers, puis aux produits manufacturés. Grâce aux télécommunications, on est passé de la place financière à l'espace financier. La fluidité des transferts de capitaux, favorisés par la société informationnelle, débouche sur la mondialisation de l'économie. Avec l'avènement du commerce électronique et des transactions sécurisées, on passe de la place du marché à l'espace de marché.

Un marché mondial, créant de nouveaux problèmes de taxation locale, de droits de douane et de propriété intellectuelle, auxquels l'administration américaine propose de répondre par la non-taxation, voire l'instauration de zones duty-free pour le commerce électronique sur Internet. Une carte habilement jouée, compte tenu de la position prédominante des industries américaines sur le Net, et qui renforce la « prime au premier occupant ». Mais sur la question du passage du lieu de travail à l'espace de travail, le système se bloque, pour des raisons justifiées. C'est que le foyer, l'emploi, le territoire, la qualité de vie ou la culture s'opposent à la déterritorialisation créée par le cybermonde.

L'apparition d'un tel cyberespace fluidifie le marché du travail, et la dématérialisation des échanges influe sur la création de richesses. Les entreprises les plus performantes ont compris l'importance de l'« effet de levier » de la société informationnelle. En couplant les chaînes de valeur ajoutée matérielles avec les chaînes de valeur ajoutée immatérielles, des entreprises connaissent des taux de croissance et de création d'emplois inégalés. De telles chaînes se fondent sur la création de communautés virtuelles d'usagers et d'acheteurs, sur une valorisation de sites Web par les utilisateurs, sur une assistance clients en temps réel 24 h/24 et sur des transactions sécurisées. Ce sont les clés du succès d'entreprises fortement présentes sur la Toile comme FedEx (logistique de transport), Cisco (routeurs et matériel informatique de connexion), Amazon (librairie en ligne) ou Auto By Tel (concessionnaire automobile en ligne).

Ces entreprises se préparent à conquérir les marchés mondiaux. Une telle modification des règles du jeu pourrait avoir de profondes répercussions sur les économies des pays attachés aux modes de fonctionnement de la société industrialiste. Dans un monde où la nouvelle dimension de la compétitivité s'appelle la vitesse, tout retard se traduira par des crises.


BELCUK

La question qui demeure est donc la suivante : comment concilier les impératifs de la nouvelle économie avec la préservation des racines géographiques, culturelles, identitaires ? Égalité des chances, respect des valeurs humanistes et de la dignité du travail, de la protection sociale et de l'emploi, attachement au « pays » sont des besoins fondamentaux qui donnent du sens à la vie. Dans une économie « cyberlibérale », comment préserver de telles aspirations, bases de la solidarité et de la redistribution qui fondent une société respectueuse des personnes ?

Modèle européen

QU'ON ne s'y trompe pas : les critiques globales de la société informationnelle et d'Internet en particulier ne sont pas seulement les manifestations de défense d'une élite attachée à ses pouvoirs de contrôle. Il s'agit d'une critique de fond sur la relation entre l'homme et l'espace-temps cybernétique. Les termes employés dans ces critiques sont révélateurs d'une prise de conscience liée à l'émergence de nouvelles contraintes géographiques et temporelles *(lire, page 17, l'article de Paul Virilio)*.

Sociologues et philosophes ont raison de dénoncer les risques de catastrophes liées à un temps réel mal maîtrisé (Paul Virilio) ; et de mettre en avant la nécessaire motivation par l'éducation d'un public supposé capable de réagir massivement à l'offre alléchante des nouvelles technologies de la communication (Philippe Breton).

De telles critiques constructives traduisent la nécessité de resituer l'homme dans un contexte souvent occulté par les avancées technologiques. Mais elles peuvent aussi masquer le débat en renforçant l'opposition stérile entre les prosélytes et les pourfendeurs de la société informationnelle.

Il faut accepter les risques de l'entrée dans le nouvel espace-temps. C'est désormais une condition de survie. Nous devons tenter de concilier les éléments positifs de deux modèles économiques et sociaux. Soit le modèle américain censé privilégier la croissance et les salaires au détriment de la stabilité de l'emploi, mais susceptible de conduire à l'enrichissement des forts, à l'appauvrissement des faibles et à une société violente. Soit le modèle européen supposé privilégier la protection sociale et l'emploi sur la croissance, mais conduisant à terme à un alourdissement du coût social du travail, et à un accroissement du retard dans la compétition économique internationale.

Une troisième voie favoriserait la fluidité de l'économie, la croissance et le dynamisme industriel fondé sur l'innovation technologique, mais, en même temps, elle assurerait la protection sociale, la dignité du travail et l'égalité des chances. Ce n'est pas une utopie. La France peut réussir son entrée dans la société informationnelle et se doter des outils de communication performants et des moyens massifs d'éducation et de formation, capables d'assurer cette transition vitale pour l'avenir. Connecter les écoles par Internet ; favoriser l'usage de terminaux simples et peu coûteux ; éduquer à tous les niveaux de la société, sans préjugés pour l'âge ou le statut social ; promouvoir la création d'entreprises du multimédia ; s'ouvrir aux ressources du cybermonde avec sa culture propre et dans sa langue.

Il est urgent de mettre en œuvre une stratégie. L'enjeu est aussi important que, en son temps, celui des chemins de fer, de l'électrification ou du téléphone. Il faut savoir choisir les normes d'interconnexion largement partagées sur les réseaux actuels du téléphone, du câble et du satellite, afin d'évoluer vers les très hauts débits. L'essentiel est la « courbe d'apprentissage » : plus on y entre tôt, plus on obtient de retours significatifs sur les investissements initiaux. La création de contenus riches et originaux est une priorité bien plus importante que les « tuyaux » des réseaux, quoi qu'en disent les ingénieurs. La diversité des évolutions techniques, laissant ouvertes les options des marchés, est plus porteuse à terme que le choix de tel ou tel standard technique.

L'essentiel désormais est d'être présent. Etre présent, c'est exister et se battre à armes égales avec les autres. Sans existence réelle dans le cybermonde, comment même imaginer construire l'avenir ?

* Directeur de la stratégie, Cité des sciences et de l'industrie, Paris ; auteur de *L'Homme symbiotique, regards sur le troisième millénaire*, Seuil, Paris, 1995.

(1) Lire René Passet, « Ces promesses des technologies de l'immatériel... », *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

Dans ce numéro

Le Monde diplomatique de juillet 1997 a été tiré à 288 500 exemplaires.

